

RECUEIL

D'ORDRES EN CONSEIL

D'UN INTÉRÊT GÉNÉRAL,

ENREGISTRÉS SUR LES RECORDS DE L'ILE DE
GUERNESEY DEPUIS L'ANNÉE 1800.

RÉDIGÉ SOUS L'AUTORITÉ DE LA COUR ROYALE

PAR

E. C. OZANNE, PROCUREUR DU ROI.

VOL.



II.

GUERNESEY :

IMPRIMÉ ET PUBLIÉ AUX FRAIS DES ÉTATS,

PAR LA

COMPAGNIE D'IMPRIMERIE DE BICHARD, LIMITÉE,
IMPRIMEURS OFFICIELS AUX ÉTATS,

BUREAU DE LA "GAZETTE OFFICIELLE," RUE DU BORDAGE.

1903.

TABLE ALPHABETIQUE

DES MATIÈRES CONTENUES DANS LE DEUXIÈME VOLUME.

[Les Chiffres indiquent les pages.]

A.

ADMINISTRATION DES PAUVRES dans les paroisses de la Campagne	161
ADMINISTRATION DES PAUVRES, Saint Pierre-Port. Amendement à la Loi de 1852. Constitution du Conseil ..	191
AMENDE, Voir Crime.	
APPELS devant le Conseil Privé. Procédure. Pièces logées au Greffe	130
APPLICATION DES PEINES, Articles Supplémentaires à la Loi de 1856. Murs, arbres, falsification (1878)	187
APPLICATION DES PEINES, Loi étendant pouvoirs de la Cour de Police (1888)	297
APPROPRIATION FRAUDULEUSE, Loi	165
ASSEMBLÉES PAROISSIALES, Loi donnant aux Femmes droit de voter dans les .	377
„ „ Local pour la tenue des 320, Auregny	417
AUREGNY, Droits du Havre, Tarif (1871)	75
„ Loi sur les Chiens	80
„ Application du produit des licences pour les chiens	111
„ Loi sur les Chiens, Amendement	217
„ Impôt de 2s. 1d. par gallon sur les Liqueurs Spiritueuses	100
„ Impôt renouvelé pour 10 ans	143
„ Impôt pour 6 mois. Liqueurs Spiritueuses 2s. 6d. Vins 9d. par gallon	348
„ Impôt pour 5 ans. Liqueurs Spiritueuses 2s. 6d. Vins 1s. Bière 2d. par gallon	352

AUREGNY , Loi relative à l'Enregistrement des Contrats ..	198
„ Loi Supplémentaire à la Loi des Successions ..	400
„ Local des Assemblées Paroissiales	417
„ Augmentation du Salaire du Procureur	419
„ Loi relative aux Maisons de Rafrâichissement .	444
„ Loi relative au Colportage	446
„ Loi relative aux Sociétés Anonymes ou à Res- ponsabilité Limitée	451

B.

BANNISSEMENT , Effets d'une sentence de	74
BATEAUX-À-VAPEUR portant passagers, Inspection ...	194
„ Loi relative au nombre de Passagers .	212
„ Certificats pour Ingénieurs	260
BIÈRE ET CIDRE , Vente de Bière et Cidre en bouteilles, Loi	308
BIÈRE , Impôt, Guernesey, 338 ; Auregny	352

C.

CABARETS , Surveillance et Inspection des Cabarets et Lieux de Débit	421
CADASTRE de chaque paroisse sera fait par les États lors d'une Taxe Générale	88
CALES À RADOUB , Droits	139
„ Droits pour Vapeurs, St. Samson ...	153
CERTIFICATS, DE DÉCHARGE des Marins	223
„ pour Ingénieurs de Bateaux-à-vapeur	260
CESSION ET RENONCIATION , Loi Supplémentaire à celle de 1825	363
CHEVAUX , Droits sur	478, 479, 480
CHIENS , Loi sur les	64
„ „ rendue permanente	159
„ „ Auregny	80, 217
„ Application du produit des Licences aux amélio- rations paroissiales, Guernesey	253
„ Application du produit des Licences aux revenus des États, Auregny	111
COCHERS ET CONDUCTEURS de voitures publiques, Permis	406
COLPORTAGE , Loi (1890)	330
„ Loi, Auregny	446
COMMUNES , St. Martin, Baie de Saint	151

CONSEIL PRIVÉ, Procédures en Appel. Pièces logées au Greffe	130
CONTRATS, Enregistrement de, Auregny	198
COUR ROYALE, Honoraires..... (1870) 68, (1888)	301
COUR DE POLICE, Loi étendant pouvoirs (1888). Peine de travail forcé étendue. Durée d'emprisonnement portée à 2 mois. Témoins qui n'ont pas comparu devant la Cour, et ceux qui ont refusé de porter secours à un Connétable sont sujets à une amende	297
COUR DE POLICE, Loi sur l'Appropriation Frauduleuse de meubles et effets	165
COUR DE POLICE, Articles Supplémentaires à la Loi de 1856, murs, arbres, falsification	187
CRIME, Loi par rapport aux Procédures en	169
„ Accusé constitué choisira un Avocat devant la Cour	172
„ Dépositions des témoins malades ou sur leur départ	172
„ Cause sera poursuivie devant la Cour Ordinaire lors le maximum de l'amende n'excède pas £150 stg...	172
„ Cas où le minimum sera adjugé	172
„ Sentence d'amende à la Couronne emportera emprisonnement à défaut de paiement	172
„ Durée de l'Emprisonnement	173
„ Emprisonnement cesse sitôt l'amende payée	173
„ Servitude Pénale	72, 399

D.

DÉCLARATIONS, Loi relative aux déclarations en matière de Taxation Paroissiale	30
DROITS DU HAVRE augmentés de 6d. par tonneau ou de 25 p.c. (1872)	108
„ „ Sur Vins Applicables aux besoins généraux de l'île	108
„ „ Tarif, Auregny	75
„ „ De 2d. par tonneau sur bateaux-à-vapeur portant passagers, Serk ..	113
„ „ Cales à Radoub.....	139
„ „ Cales à Radoub pour vapeurs, Saint Samson	153
„ „ Pour navires faisant excursion dans le Bailliage	440
DROITS, Sur Pierres, Chevaux.....	478, 479, 480

E.

EAU, Concession et Loi ayant rapport à un Service d'eau (1887)	265
„ Concession et Loi Supplémentaires (1891)	368
„ Service d'Eau pour Marchés Publics et Havre	449
ÉGOUTS DE LA VILLE, Loi (1873)	131
EMPRISONNEMENT, Durée de l'Emprisonnement à défaut de paiement d'une amende	173
ÉPOUSE, Droit sur la succession mobilière du mari	130
ÉQUIVALENT pour l'entretien des Voies Publiques. Projet de Loi rejeté	1
„ Loi pour l'entretien des Rues, St. Pierre-Port (1888)	287
„ Loi relative à l'entretien des Voies Publiques	475
EXCURSION, Droits sur navires faisant excursion dans le Bailliage	440
EXPLOSIFS, Loi	226
EXPROPRIATION FORCÉE, Loi (1892)	395
EXTRADITION ACT 1870. Voir Lieutenant-Gouverneur.	

F.

FAILLITE, Privilèges pour loyers de maisons	318
FEMMES, Voix des femmes dans Assemblées Paroissiales ..	377
„ Sont inéligibles à aucune charge paroissiale	379
„ Droits sur la succession mobilière du mari	130
“FOREIGN DESERTERS ACT, 1852,” Allemagne	201
„ „ „ Sujets du Roi des Hellènes	263
„ „ „ République du Pa- raguay	278
„ „ „ État Indépendant du Congo	294
„ „ „ Empire du Brésil .	305
„ „ „ États Unis du Mexique	311

G.

GRAVING DOCK, Forme Sèche, Havre de St. Pierre-Port .	59
---	----

H.

HAVRE D'AUREGNY, Tarif de Droits (1871)	75
HAVRE DU CREUX, SERK, Emprunt de £3,200	27

HAVRE DU CREUX, SERK, Emprunt de £2,000, droits de 5d. sur chaque passager débarquant ..	343
Emprunt de £2,500; Confirmation des droits de 5d. sur passagers	384
HAVRE DE ST. PIERRE-PORT, Forme Sèche.....	59
Nouveaux bâtiments sur Chaussée St. Julien.	63
Droits augmentés de 6d. ou de 25 p.c. (1872)	108
Dévaloir à l'emplacement du Château	221
Nouveau Quai.....	313
Magasins sur la Blanche Rocque	336
Débarcadère Chaussée Albert	359
Magasins sur la Blanche Rocque	380
Bureau et Dépôt.....	413
Chaussée de l'Ancien Havre.....	424
Citerne et Service d'Eau, bâtiments sur la Chaussée Albert	449
HAVRE DE ST. SAMSON, Égout, Citerne et Pompe	98
Travaux autorisés. Droits des Cales-à-Ra- doub pour vapeurs	153
Reconstruction de la Chaussée du Nord	207
Nouvelle Route du Côté Nord	219
Elargissement du Quai du Nord	229
Travaux autorisés. Terrain réclamé de la mer	281
Route près le Château du Valle	315
Deux Fontaines Publiques seront alimentées par "The Guernsey Waterworks Co., Ltd."	374
Baie de la Longue Hougue. Achat de terrain réclamé de la mer	374
Drainage du côté Nord	382
Route de la Longue Hougue.....	415
Muraille de défense à la Longue Hougue ..	426
Plantation, Morgue, &c.	443
HAVRES DE L'ÎLE, Loi relative à la Police des	121
„ „ Droits pour l'usage des Cales à Radoub	139
„ „ Droits pour l'usage des Ponts à Bascule	147
„ „ Droits pour navires faisant excursion dans le Bailliage	440
„ „ Loi Supplémentaire à la Loi sur la Police des Havres. Voitures Pub- liques	472

HONORAIRES DE LA COUR.....	(1870) 68, (1888) 301
HUILES OU ESSENCES, Minérales ou Végétales, Loi	407

I.

IMPÔT de 15d. par gallon sur Liqueurs Spiritueuses (1870)	69
„ de 2s. 1d. „ „ „ (1871)	93
„ de 2s. 6d. „ „ „ (1880)	205
„ de 4s. 2d. „ „ „	
„ 8d. par livre sur tabac, 1s. par livre sur cigares, 2d. par gallon sur bière (1890).....	338
„ Sur Vins applicable aux besoins généraux de l'île ..	108
„ Auregny, 2s. 1d. par gallon sur Liqueurs Spiritueuses (1872)	100
„ Auregny, Impôt de 2s. 1d. par gallon sur Liqueurs Spiritueuses et 6d. sur Vins renouvelé pour 10 ans	143
„ Auregny, Impôt pour 6 mois, Liqueurs Spiritueuses 2s. 6d. Vins 9d. par gallon	348
„ Auregny, Impôt pour 5 ans. Liqueurs Spiritueuses 2s. 6d. Vins 1s. Bière 2d. par gallon.....	352
INSPECTION, de Bateaux-à-vapeur, Loi	194
„ des Cabarets et Lieux de débit	423
INSTRUCTION PUBLIQUE PRIMAIRE, Loi (1893)	428
INTERPRÉTATION d'une Loi par Conseil Privé refusée, devant être laissée aux Tribunaux	33

L.

LÉGITIME, des descendants dans les successions mobilières	129
„ peut être placée en fidéicommiss	326
LICENCES, Voir Bière et Cidre, Chiens, Colportage, Port d'Armes, Voitures Publiques.	
LIEUTENANT-GOUVERNEUR, exercera pouvoirs conférés à un " Police Magistrate " et au Secrétaire d'État par " The Extradition Act, 1870." Voir Acte de Cour.....	79
LIQUEURS SPIRITUEUSES, Voir Impôt.	
„ „ Se trouvant en magasin lors du nouvel impôt (1871)..	98
LOI, Voir Interprétation	
LOYERS DE MAISONS, Privilèges en cas de Faillite....	318

M.

MARCHÉ AUX LÉGUMES	106
MARCHÉS PUBLICS, Citerne, Service d'Eau	449
MARI ET FEMME, Séparation en Police Correctionnelle ..	333
MARINS, Loi sur les Certificats de décharge des	223
MEUBLES ET EFFETS, Appropriation Frauduleuse, Loi..	165
MILICE, Loi relative à la (1877).....	173
" " " (1881).....	215

P.

PASSAGERS, Maître de Bateau-à-vapeur portant passagers doit être muni d'un certificat	198
,, Loi relative au nombre de	212
,, Droit de 5d. sur chaque passager débarquant dans l'île de Serk.....	343, 384
PAUVRES, Administration des Pauvres dans les paroisses de la Campagne	161
PAUVRES, Article modifiant la Loi sur l'Administration des Pauvres, St. Pierre-Port. Constitution du Conseil	191
PETITE ÉCOLE, Vente de la Maison de la Petite École autorisée	116
PIERRES EXPORTÉES, Droits	478
POLICE des Havres, Loi	121
,, Loi Supplémentaire à la Loi sur la Police des Havres. Voitures Publiques stationnant sur les Quais du Havre de St. Samson.....	472
,, Voir Cour de Police, Crime.	
PONTS À BASCULE, Droits.....	147
PORT D'ARMES DE CHASSE, Loi sur les permis de	256
PORTION DISPONIBLE, Pères et mères peuvent disposer librement de la	57
PRESCRIPTIONS, Loi relative aux (1889)	326
PRESCRIPTION MOBILIÈRE de 6 ans	328
PRESCRIPTION MOBILIÈRE, Interruption de la Prescrip- tion lorsque le paiement d'Intérêts est reconnu par le débiteur sur la pièce	328
PRESCRIPTION MOBILIÈRE, d'an et jour lorsque certaines formalités ont été observées par héritiers, exécuteur, etc...	328
PRIVILÈGES, pour Loyers de Maisons en cas de Faillite ..	318
PROCÉDURES lors de la levée d'une Taxe Générale	88
,, en Crime, Loi.....	169

R.

RÂTS, Ancien système des	34
REFORMATORY SCHOOLS, Loi	209
RENTES dues sur Fonds situés en dedans des Barrières de la Ville	167
RENTES dues sur Fonds ci-après acquis par le Gouvernement, les États, ou une paroisse seront imprescriptiblement rachetables (1888)	284
RENONCIATION ET CESSION, Loi Supplémentaire à celle de 1825	363
RUES, Loi pour l'entretien des Rues, St. Pierre-Port	287

S.

ST. MARTIN, Communes, Baie de Saint	151
ST. PIERRE-PORT, Vente autorisée de la Maison et Edifices de la Cure, et de la Petite École . . .	116
„ Loi relative aux Égouts (1873)	131
„ Article modifiant la Loi sur l'Administration des Pauvres. Constitution du Conseil	191
„ Loi pour l'entretien des Rues	287
„ Voir Droits, Havre, Impôt.	
ST. SAMSON, Autorisation pour la vente de la Maison de la Cure et terrain	388
„ Voir Havre.	
SÉPARATION, de mari et femme en Police Correctionnelle .	333
SERK, Voir Havre du Creux	
SERRES, Bâtisse de Serres bordant le terrain d'autrui	361
SERVICE D'EAU, Concession et Loi (1887)	265
„ „ „ „ Supplémentaires (1891)	368
SERVITUDE PÉNALE, Loi (1870)	72
„ „ Loi portant modification à la Loi de 1870 moindre peine de 3 ans.	399
SOCIÉTÉS ANONYMES OU À RESPONSABILITÉ LIMITÉE, Loi	231, Auregny 451
SUBSTANCES EXPLOSIVES, Huiles, etc., Loi ..	226
SUCCESSIONS, Amendement de l'Article XII de la Loi de 1840, représentation de degré en collatérale; la légitime peut-être placée en fidéicommiss	323

T.

TABAC, Impôt	338
TAXATION PAROISSIALE, Loi relative aux déclarations .	30
TAXE GÉNÉRALE, Déclaration par Conseil Privé refusée, l'interprétation d'une Loi devant être laissée au Tribunal..	33
TAXE GÉNÉRALE, Procédures lors de la levée d'une	88
TÉMOINS, malades ou sur leur départ de l'île ; examen et dépositions en cause de crime	172
TÉMOINS, qui n'ont pas comparu en Cour sont sujets à une amende	300
TESTAMENTS, Loi relative aux dispositions testamentaires des pères et mères	57
„ Loi relative à la Portion Disponible des biens-meubles des pères et mères	127
„ Légitime des descendants en succession mobilière peut être placée en fidéicommis .	326

V.

VINS, Impôt applicable aux besoins généraux de l'île	108
„ Voir Havre, Impôt.	
VOIE FERRÉE, Concession et Loi relative à une	180
VOIES PUBLIQUES, Projet de Loi pour Equivalent rejeté .	1
„ „ Loi relative à l'entretien des (1894)..	475
Samson	402
VOITURES PUBLIQUES, Service	402
„ „ Stationnant sur les Quais du Havre de St. Samson.....	472

ORDRES EN CONSEIL.

(Enregistré sur les Records le 1er Mai 1869).

1869.

AT THE COURT AT OSBORNE HOUSE, ISLE OF WIGHT
the 4th day of February 1869

PRESENT

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY
LORD PRESIDENT, &c.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 27th day of January, 1869, in the words following, viz. :—

Equivalent
pour l'Entre-
tien des Voies
Publiques.
Projet de Loi
rejeté.

“YOUR MAJESTY having been pleased, by Your General Order of Reference, to refer unto this Committee the Humble Petition of the States of the Island of Guernsey, setting forth :—That among other things urgently required, the want of a covered Vegetable Market has long been felt in Your Majesty's Island of Guernsey :—That the existing Revenues of the Island are not sufficient to enable the States to undertake a work of any magnitude :—That on the 19th day of March, in the year 1866, the States appointed a Committee to report on the measures that it would be advisable to adopt with a view to increasing the means at their disposal, with especial reference to the construction of a Vegetable Market, the cost of which has been estimated at upwards of Ten Thousand Pounds :—That the printed report of the Committee was laid before the States in the month of October, 1867 :—That the measure recommended by the Committee consists in putting on a new footing the maintenance of the public thoroughfares :—That the

II—A

1869.

scheme propounded for this purpose in the report, besides involving a measure of financial reform, aims also at the introduction of a great general improvement in many important respects:—That by the ancient law and custom of the Island the proprietors of lands and tenements bordering highways and streets are bound to maintain the same at their own expense, each proprietor being liable to keep in repair so much thereof as passes along his property:—That measures have from time to time been taken to alleviate the burden thus cast upon proprietors both as regards the town and the country:—That on the 21st day of May, 1849 (an agreement having been come to between the States and the Town Parish), Your Majesty was graciously pleased to authorise by Order in Council the *Chefs de Famille* of the town and parish of St. Peter-Port, to defray out of the Parish rates one-third of the expense of new paving the streets and repairing the pavement, on condition that another third was paid by the States; so that under the provisions of this Order in Council, the proprietors remained subject to the payment of one-third only of the cost of keeping the streets in repair in front of their respective properties:—That the Order in Council of 1849 being temporary only, Your Majesty has since been graciously pleased, on the application of the States, to renew from time to time the authority therein contained, but that the last Order of Your Majesty in this behalf expired in 1863, so that, within the town, proprietors are now once more liable to the burden imposed by the ancient custom of the Island:—That until the year 1810 there were no good roads in any part of the country:—That in the course of that year, on the urgent recommendation of the Lieutenant-Governor, Sir John Doyle, two new roads were undertaken, being together of the length of about eleven miles:—That although

funds were contributed by the Crown to the extent of £5,000 sterling, being about one-half of the total outlay, the measure met with strenuous opposition, and by an Order in Council of the 15th of August, 1810, it was provided that the expense of maintaining these new roads, when completed, should be borne by the States, on their receiving from the owners of the adjoining land an Equivalent that should be judged equal, not to the cost or any definite portion of the cost of maintaining the roads that were to be made, but to the cost that such owners had before been subject to in respect of the roads that were to be superseded:—That by an Ordinance passed by the Royal Court on the 5th of September, 1811, this Equivalent was fixed at sixpence per perch of twenty-one running feet, one-half payable by the owner on one side of the road, and the other half by the owner on the other side:—That during the last fifty or sixty years a great number of new roads have been constructed by the States at a very considerable expense, and that these new roads, together with the two that were undertaken at the instance of Sir John Doyle, constitute what are called the highroads of the Island, making up in all a length of about seventy-six miles:—That while the smaller roads and lanes are still left to be kept up by the landowners of each side, the high roads have been maintained by the States in the manner indicated in the Order in Council of the 15th August, 1810, the adjoining landowners contributing the Equivalent:—That by an Ordinance passed by the Royal Court on the 15th of May, 1820, the Equivalent was reduced from sixpence per perch to fourpence:—That the sums thus paid by the owners of land, though supposed to have been originally equal to the cost incurred in respect of the roads that formerly existed, are far from being sufficient to maintain the present highroads:—That the total produce of the

1869.

Equivalent is under £300 a year:—That from the statement of the Committee, it appears that during the six years preceding their report the average annual expense of maintaining the highroads was £1,780:—That from the States' Accounts for 1867, recently printed, it appears that in the past year the expense incurred in the maintenance of the highroads amounted to £2,051:—That from these accounts it further appears that for the same year, 1867, the general revenue of the States amounted altogether to £6,429:—That from the foregoing statements it will be seen at a glance that in the year 1867 the sums expended by the States upon the maintenance of the highroads, fell very little short of one-third of the whole of their general Revenue:—That the items of which the year's Revenue was composed were as follows, viz. :—

1.—The Equivalent, being the sum specially raised in respect of the highroads under the Order in Council of 1810	£287
2.—The Impôt on Spirits, a duty first imposed under the authority of an Order in Council of the 23rd of July, 1814, and since continued under divers subsequent Orders	4,870
3.—Publicans' Licences	870
4.—Rent of Mill and Houses.....	113
5.—Miscellaneous	289
	<hr/>
	£6,429

That by certain ancient Charters there are also vested in the Bailiff and Jurats certain duties on goods imported in the nature of Customs Dues, but under the authority of certain Orders of Your Majesty in Council these duties have been, with the consent of the Bailiff and Jurats, applied to the construction of

works for the improvement of the Town Harbour, and as the Harbour Debt now amounts to upwards of two hundred thousand pounds, there is no very near prospect of any portion of these duties being available for any other purpose:—That during the six years that entered into the calculation of the Committee, the average annual expense in respect of the roads being.....£1,780

and the Equivalent producing less than 300
there was an average annual deficit of upwards

of£1,480

That in the year 1867 the expenditure in respect of the highroads amounting to£2,051

and the Equivalent producing under 300

there was an actual deficit of upwards of£1,750

That the deficit thus created is a charge upon the general Revenue of the States:—That in order to ascertain more precisely the bearing of this deficit upon the financial condition of the Island, it may be advisable to go into a more detailed examination of the accounts of 1867. It will thus be seen:—

1.—That from the total Revenue.....£6,429
there is to be deducted the produce of the Equivalent specially applicable to the maintenance of the roads 287

leaving a balance of£6,142

2.—That upon this balance of£6,142
the interest on the debt constituted a primary charge which, including the rentes or annual rent charges, amounted to..... 607

3.—That upon this Revenue of.....£5,535
there was chargeable in respect of the sums expended on the high roads, over and above the amount of the Equivalent, a sum of at least ... 1,750
so that after making good the deficit upon the highroads, the clear balance at the disposal of ———
the States was not more than£3,785

1869.

That out of the sum of £3,785 the States had to provide for the general expenditure of the year, including among a variety of other calls :—

- 1.—The expenses of the Militia.
- 2.—The Coast Works.
- 3.—The Registration of Births, Deaths and Marriages.
- 4.—Public Education.
- 5.—Divers public improvements of an incidental nature both in town and country.

That from this examination it will appear that the whole of the General Revenue of the States is absorbed by the ordinary requirements of the Island, leaving no margin for any extra works :—That one great object of the Committee was to re-establish the financial condition of the States by providing them with some special means of defraying, at least in part, the liabilities they have incurred in respect of the maintenance of the roads :—That in two of the country parishes, the expense of maintaining the high roads is far heavier than in other parts of the Island, the roads in these parishes being cut up by carts heavily laden with stone on its way from the quarries to the port of shipment :—That the additional expense thus occasioned by the carriage of stone for exportation is estimated at upwards of £350 a year :—That there are no turnpikes in the Island, and no tolls of any kind levied for the maintenance of the roads :—That in the year 1839 the improvement of St. Sampson's Harbour was provided for by the imposition of certain duties on the exportation of stone, amounting altogether to three pence per ton :—That these duties have been since, on the petition of the States, repealed by Your Majesty's Order in Council of the 5th of July, 1865, the vessels engaged in the stone trade being at the same time put on the same footing with other vessels in regard to the payment of dues :—That since the

last mentioned Order in Council there have been no duties payable on the exportation either of stone or of any other article whatsoever :—That the main outlines of the measures proposed by the Committee may be stated to be :—That the States should be charged with the maintenance, not of the high roads only, but of all the public thoroughfares both in town and country, with exception only of certain specified cases, and that for this purpose they should be authorised to levy the following contributions :—

I.—In the country.

The present existing Equivalent to be extended to all the roads that the States will have to keep in order.

II.—In the town.

A Contribution in the nature of an Equivalent at the rate of two pence per running foot on streets that are paved, and one penny per running foot on such as are macadamized.

III.—Throughout the Island.

1.—A contribution upon buildings at the rate of two pence in the pound on the annual value.

2.—A contribution upon land at the rate of four pence per vergée, equal to about ten pence per English acre.

IV.—A duty of one halfpenny per ton on all stones exported.

That the additional liabilities to be undertaken by the States are calculated to amount yearly to about£1,100
 which sum, added to what is at present expended on account of the high roads, estimated in the Report at 1,780
 makes an annual estimated expenditure of.....£2,880
 That it has been calculated that the produce of the several contributions which it is proposed to levy would produce an income of about 2,500
 leaving a probable deficit of.....£380

1869.

That it thus appears that the produce of the contributions is estimated to fall short of what will have to be expended upon the maintenance of the public thoroughfares by not less than £380 a year. But still the sums so levied, as far as they go, will have the effect of lightening the burden on the General Revenue of the Island, and if the amount collected should ever happen to exceed the expenditure it is proposed that the surplus should be applied to the making of new roads:—That in bringing forward the scheme above set forth the Committee represented to the States that, without reference to the object more immediately in view of furnishing the means of erecting a Vegetable Market, their recommendations, considered merely as measures of public utility and even of simple justice between different social interests, were such as ought to have been adopted years ago:—That at an Assembly holden before the Bailiff on the 29th day of May, in the present year 1868, and by adjournment on the 19th of June, the States took into consideration a Bill or *Projet de Loi* that had been framed by the Committee embodying the recommendations contained in their Report:—That the States then approved the provisions of the said Bill or *Projet* in the form set forth in the Schedule thereunto annexed. And humbly praying that Your Majesty will be graciously pleased to sanction and ratify the same, and to declare Your Royal Will and Pleasure that the provisions thereof shall have the force of law within the Island of Guernsey.”

“ And Your Majesty having been further pleased to refer unto this Committee the Humble Petition of certain members of the States of the Island of Guernsey for and on behalf of their respective Douzaines or Parochial Administrations, and on behalf of the Ratepayers of the said parishes, setting forth:—That from time immemorial down to the year 1810 the roads in

1869.

the Island of Guernsey were repaired and maintained by, and at the expense of, the owners of lands bordering on such roads :—That in the year 1810 a proposal was made to the States by Sir John Doyle, Baronet, the then Lieutenant-Governor of the Island, for the construction of two main or military roads converging from the Town and Parish of Saint Peter-Port, and extending to the western and north-western extremities of the Island :—That on the 24th May, 1810, the States appointed a Committee of fifteen persons to examine and report on such proposal :—That on the 6th June, 1810, the Committee made their Report, whereby, amongst other things, it appeared that they were unanimously of opinion that the construction of the two roads was essential to the defence and prosperity of the Island :—That at a meeting of the States held on the 15th June, 1810, resolutions were passed by which the States acceded to the proposal of making the two roads, agreed to contribute to the expense thereof by raising a general tax of 9d. per quarter, agreed to maintain and repair the two roads on receiving from the owners of land bordering on the roads an Equivalent, equal to the cost of maintaining and repairing the old roads to which such owners were before subject, and directed that an application should be made by the Bailiff and Jurats of the Royal Court for His then Majesty's Order in Council to accomplish the above objects :—That accordingly a Petition of the Bailiff and Jurats of the Royal Court of the said Island, dated the 16th June, 1810, was presented to His then Majesty in Council, which, after referring to the said proposal, the appointment and Report of the said Committee and the meeting and resolutions of the States proceeded and concluded as follows :—

“ And the bad state of all the roads in this Island
“ being a matter of general notoriety and complaint,

1869.

“attributable to the defective system that has hitherto
“prevailed of every man’s repairing the roads border-
“ing on his land, which, though absolutely inefficient,
“is a constant source of vexation and expense to the
“parties, there is a general conviction of the necessity
“of changing that system, and the States are desirous
“that Your Majesty’s gracious Order in Council should
“authorise the Royal Court to pass an Ordinance,
“fixing an equitable compensation to be paid to the
“States by all owners of land bordering on the roads
“of this Island, in case the States should hereafter
“resolve to maintain and repair at their own expense
“all such roads in future.”

Your Majesty’s Petitioners therefore most humbly pray that an Order from Your Majesty in Council may be granted,

1.—To authorise the States of this Island to make and widen two roads from the Town to the bays of Rocquaine and Vazon, in the execution of which the owners of lands bordering on the said roads, and all owners of quarries, shall be obliged to cede and give up the land and stores necessary for their completion, at the price and conditions that may be appraised by impartial and competent persons to be named by the Royal Court.

2.—To raise on the inhabitants of all the parishes in the Island, as also on all owners of real or immovable property therein, a General Tax, in two payments, so that one year shall intervene between the payment of each moiety, which tax shall not in the whole exceed ninepence sterling in the whole per quarter of wheat rent, according to the number of such quarters that each inhabitant and owner of real or immovable property is and may be assessed and rated at in his respective parish, the Town and Parish of Saint Peter-Port having thereto consented, under the express condition that this instance shall not be drawn into

or brought as a precedent to derogate or depart in future from the ancient rates and proportions fixed and established between the several parishes of this island, for the payment of such taxes as are voted by the said States for public exigencies.

1869.

3.—To authorise the Royal Court to fix annual compensation that, after due appraisement, shall by the said Court be judged fair and equitable to be paid by the owners of lands bordering on the two projected roads, to the States of this Island, for the future maintenance and repairs of the said roads, and in lieu of the cost of maintaining and repairing the old roads to which said owners were before subject, which annual compensation it shall at all times be at the option of the said owners to redeem, at a valuation founded on the legal interest of money.

4.—In case the States of the Island should hereafter be of opinion to maintain and repair at their expense all or any of the other roads of this Island, to authorise the Royal Court, in the same manner as in the present instance, to commute the obligation under which the owners of lands bordering on the said roads are at present to maintain and repair the same, and to fix the annual sum that shall, after due appraisement, be judged by the said Court fair and equitable to be paid by the said owners to the said States, in order to be for ever after free from the said obligation, leaving it at all times at the option of the said owners to redeem their annual payment at a valuation founded on the legal interest of money.

And that by an Order in Council of the 15th August, 1810, His then Most Gracious Majesty was pleased to approve of the regulations proposed in the said Petition of the Bailiff and Jurats, founded on the resolutions agreed to by the States on the 15th June, 1810, and to authorise the said Royal Court to pass such Ordinance or Ordinances as might be necessary

1869.

for carrying the proposed measures into effect :—That by an Ordinance of the Royal Court passed on the 18th day of August, 1812, under the authority of the last mentioned Order in Council, the sum of three pence for each perch of land bordering the said military roads was fixed as the Equivalent, which the owners of such land were annually to pay to the States, in lieu and discharge of the owners' liability to repair :—That at a meeting of the States held on the 27th of October, 1812, it was resolved that, after the completion of the roads then in progress, and those which might thereafter be made under the sanction of the States, by contribution of money and the nomination of a Committee to superintend the work, the States would undertake the repair and maintenance of such roads at their expense after their Committee should have reported to the Court the completion of the work, and that the Royal Court should frame an Ordinance fixing the compensation to be paid to the States by the landowners bordering on such roads in lieu of their obligation to repair at the same sum as was fixed by the said Ordinance of the 8th August, 1812, in respect of the said military roads :—That since the making of the last mentioned Order in Council and the passing of the Resolutions of the 27th October, 1812, the said two military roads and many other roads in the said Island have been constructed, and the landowners have devoted their land for the purpose of roads, on the understanding that the States would for ever thereafter repair and maintain such roads, on receiving from the landowners the sum fixed by the said Ordinances of the Royal Court, and the States have up to the present time repaired such roads :—That on the 16th July, 1813, the States resolved that an application should be made for an Order in Council authorising the States to raise a duty of one shilling per gallon on spirituous liquors retailed

and consumed in the Island, the produce of such duty to be appropriated to the liquidation of the expense voted and to the increase of the Revenue of the States, and in the Petition applying for such Order in Council the expense to which the States were then subjected in contributing to the making of new roads was referred to and urged as a reason (amongst others) for the imposition of the duty:—That by an Order in Council dated the 23rd July, 1814, the States were authorised to raise the said duty for a term not exceeding five years:—That on the 18th of June, 1818, the States resolved that an application should be made for an Order in Council authorising the States to renew the duty of one shilling per gallon on spirituous liquors consumed in the said Island for the space of ten years, in the same manner and under the same conditions as the said duty had hitherto been raised, conformably to the said Order in Council of the 23rd July, 1814:—That by an Order in Council of the 19th June, 1819, the States were authorised to raise the said duty for a term not exceeding ten years, and in which Order in Council it is directed that £1,000 per annum of the produce of such duty should be applied solely to the liquidation of the debt then due, together with such a surplus as would remain out of the produce of the tax in any year after defraying the expenses of roads and embankments and unforeseen contingencies:—That from time to time Orders in Council have been passed authorising the continuance of the said duty, and on the application for such Orders the Revenue accounts of the Island, shewing amongst other things the expenditure for the maintenance and repair of the roads, have been appealed to and relied on, as shewing the necessity for the continuance of such duty, and up to the present time the maintenance and repair of roads has been treated as part of the general expenditure of the States:—

1868.

That on the 19th June, 1868, a meeting of the States was held, at which resolutions were submitted authorising the States to repair the public roads and streets therein specified, and to levy certain annual rates to defray the expense thereof. The following is a copy of the resolutions carried at such meeting in reference to the rates to which houses and lands throughout the Island are hereafter to be subjected :—

“ A contribution or rate of two pence in the pound on the rental of all houses and buildings, with the exception of the churches and chapels licensed for the celebration of marriage, and places exclusively devoted to public worship, and public buildings, the rate in no case to be less than one shilling for any house or building, whatever may be its value. All buildings accessory to or dependent on the main dwelling, whether adjoining to or separated from such main dwelling, shall be deemed part thereof, and the whole comprising the adjoining enclosure to the extent of one vergée shall be valued together.

“ A contribution of four pence a vergée on all the lands of the Island, with the exception of the commons, the sea shore, the land forming the public thoroughfares, and furze-brakes, the furze-brakes to be assessed at the rate of two pence a vergée.”

That a Petition has been presented to Your Majesty on behalf of the States, praying Your Majesty to sanction and give effect to the last mentioned resolutions :—That by an Order in Council of the 13th December, 1844, Your Most Gracious Majesty was pleased to direct, among other things, as follows :—

Art. 1.—No General Tax shall be levied until voted by the States of Deliberation and by a majority of two-thirds of the members present. On this condition they may, during the course of a year, levy general taxes to the amount of one penny per quarter. Any tax exceeding this amount shall have further to be

confirmed by a majority of the States of Election, and receive the consent of Her Majesty in Council, signified through one of Her Majesty's principal Secretaries of State.

1869.

Art. 2.—General Taxes shall be raised in one uniform manner, according to the principle laid down in an Ordinance of the Royal Court of the 30th April, 1821, that is, on all the personal property of every rate-payer, without regard to the nature of such personalty, or to the country where situated, and all the real property in the Island and in the Islets of Herm and Jethou, whether the owners of such real property be resident there or not.

Art. 13.—The States of Deliberation are composed of the Royal Court, the Clergy, and the Deputies of the Douzaines, as follows:—The President, who has one vote; the Jurats of the Royal Court, twelve votes; the Rectors of Parishes, eight votes; the Queen's Procureur, one vote; the Deputies from the Town Douzaines, six votes; and the Deputies for the nine Rural Parishes, nine votes; in all thirty-seven members.

Art. 15.—In the States of Deliberation, when assembled, each member enjoys equal rights and prerogatives. The President, in virtue of his office, maintains the discipline and regulates the proceedings of the meeting. The members are at liberty to discuss all subjects submitted for their deliberation, and may also propose any amendments or modifications to the articles contained in the *Billet d'Etat* (notice of convocation), and move any postponement or adjournment of the meeting. Any amendment or modification must be drawn up in writing, and if seconded, it will be submitted by the President to the meeting, which will definitely dispose of it, provided always that such amendment or modification be within the scope of the original proposition; but in every case where the

1868.

measure proposed to the States shall not have been carried, modified, or rejected, by two-thirds of the members present, it may, within a month at latest, at the discretion of the President, be a second time submitted to the States, when it will ultimately be disposed of by a majority of votes of the members then present.

Art. 17.—The States of Election are composed of the following members :—

The Bailiff and Jurats of the Royal Court ...	13	votes.
The Rectors of the different Parishes	8	„
The Queen's Procureur	1	„
The Constables and Douzeniers of the Parish of Saint Peter-Port	22	„
The Cantonal Douzeniers of the Parish	48	„
The Constables and Douzeniers of the nine Rural Parishes	130	„

In all 222 votes.

That at the said meeting of the States of Deliberation, held on the 19th June, 1868, there were present thirty-five members, including the President, of whom twenty only voted for the Resolutions and fourteen against them, and thus the required majority was not obtained :—That the rates for the repair of roads proposed to be levied by the said Resolutions of the 19th June, 1868, are, as Your Petitioners humbly submit, in the nature of general taxes, and that some of them far exceed in amount the sum of one penny per quarter, and that therefore, under the last mentioned Order in Council, it was requisite that they should be voted by a majority of two-thirds of the members of the States of Deliberation present at the meeting of the 19th June, 1868, and confirmed by a majority of a meeting of the States of Election, neither of which requisites have been fulfilled :—That the proposed rate of four pence per vergée on all land in

the Island would fall very unjustly on those whose lands border the roads called *Petits Chemins*, and who now, and under the proposed law, would continue to repair such roads at their own cost:—That the proposed legislation is at variance with that hitherto adopted in the Island with reference to the construction and repair of roads, and other works of a like character, the expense of which, in the past legislation, has been considered as proper to be borne by the whole community, and partly to defray which the duty on spirits has been from time to time renewed, and has hitherto proved sufficient for the purpose:—That if any alteration be required in the mode of providing for the expense of the repairs of roads in the Island, provision should be made for raising the amount required according to one uniform system, and according to the principles laid down in the Ordinance of the Royal Court of the 20th April, 1821, recognised in the 2nd Article of the said Order in Council of the 13th December, 1844:—That should it be considered that the rates proposed by the Resolutions of the 19th June, 1868, do not fall within the enactment in the 1st and 2nd Articles of the Order in Council of the 13th December, 1844, Your Petitioners submit that such of them as create a direct burden in perpetuity on the landowners of the Island exclusively, ought not to become law until passed by a majority of two-thirds of the States of Deliberation and a majority of the States of Election. And humbly praying that Your Majesty in Council will be graciously pleased to withhold Your Royal Sanction to the said Resolutions of the States, adopted at their meeting held on the 19th June, 1868, and that Your Petitioners may be heard by Counsel in support of the prayer of their Petition.

“And Your Majesty having been further pleased to refer unto this Committee the humble Petition of certain proprietors and owners of lands and houses

1869.

residing in the Parish of St. Peter-Port, in the Island of Guernsey, setting forth :—That the States, or local or legislative body, at their meeting of the 19th of June, 1868, passed a Resolution in reference to the future construction and maintenance in repair of the public roads and thoroughfares in the Island, undertaking, from the 1st January, 1869, to keep the same in repair, on receiving from the owners of lands and houses certain rates hereinafter specified according to the above Resolution :—The roads and thoroughfares hereafter to be so maintained consist of :—

1.—The high roads to be hereafter constructed and those at present repaired by the States, as hitherto.

2.—All roads, the mean width of which is not less than twelve feet.

3.—The public streets of the town of St. Peter-Port, with the exception of a few lanes specially exempted.

4.—The roads bordering the lands, on payment of a certain compensation known as the Equivalent, consisting of two pence per perch on those lands bordering the main roads.

In consideration of this liability to be contracted on the part of the States, it is proposed that they should levy the following rates or contributions :—

1.—An Equivalent or compensation of one penny per foot on the length of all property bordering the pavement of the Town and Parish of St. Peter-Port.

2.—An Equivalent or compensation of one penny per foot on all property within the same limit, bordering a macadamized street within certain limits.

3.—An Equivalent or compensation of two pence per perch on all property bordering a main road or other highway at present kept and maintained in repair at the expense of the States, well understood that where these roads are swept by the States the following rates should be levied, that is five pence farthing a perch where the roads are swept once a

week, and ten pence half-penny per perch where swept twice a week. 1869.

4.—A contribution or rate of two pence in the pound on the rental of all houses and buildings throughout the Island, with the exception of public buildings (*édifices publics*) and others devoted exclusively to religious worship, well understood that the minimum rate in any case shall not be less than one shilling.

5.—A contribution or rate of four pence a vergée on all the landed property in the Island, with the exception of the commons, the sea shore, the land forming the public thoroughfare and furze-fields, the latter to be rated at two pence a vergée.

6.—An export duty of a half-penny per ton on all stones shipped from the Island.

It was resolved that these dues should be paid on the 10th of October in each year, and be collected by the Constables in each parish, as the Equivalent or compensation paid for the high roads as hitherto. Your Petitioners would remark that from time immemorial to the year 1810 the roads were constructed and kept in repair by the owners of land bordering them:—That the old roads were superseded by the present high roads on the express condition that for the future the high roads should be constructed and kept in repair by the States:—That on the 27th of October, 1812, the States passed a Resolution whereby they undertook to keep the roads in repair at their own cost:—That from the date of their construction to the present time the roads have been so constructed and kept in repair, the States receiving the impôt or duty of one shilling, now raised to fifteen pence per gallon, on spirits, for the purpose of defraying these costs:—That on the application of the States, made from time to time to Her Majesty in Council for the renewal of the duty on spirits, the cost and maintenance of the roads have figured as one of the ordinary and perma-

1869.

ment liabilities of the States, and this liability having been repeatedly admitted, recognised, and acted upon by the States, whilst the impôt or duty on spirits continues to be levied, it would be unjust to free the States from their liability to repair the roads and throw the burden on the proprietors of real property bordering them, and thus exempt from all contribution the wealthy classes who make use of these roads, but whose means being chiefly derived from personal property, and many possessing no real property whatever, would thus be freed from all contribution:— That Your Majesty's Petitioners protest against the levying of these dues on their lands and houses, and also to the States undertaking the construction and maintenance of new roads and maintaining them in repair at the rates above-mentioned, contending that the States, having from the commencement of the construction of the new roads ever maintained them in repair by means of the Equivalent of two pence per perch on the land bordering them, and by means of the duty raised on spirits, that is from contributions raised equally on all the inhabitants from a source to which all alike contribute, it would be unjust now to place the charge exclusively, as is proposed, on the owners of lands and houses who do not more than any other class of the community profit by these means of conveyance:—That the greater number of lands and houses are held by persons in humble condition of life and chiefly dependant on their industry for gaining a livelihood, and that it would be unfair to place on them the cost of keeping the highways in repair to the exclusion of the more wealthy ratepayers, who, frequently possessing no real property whatever, would thus be absolutely free from all contribution. And humbly praying that Your Majesty in Council will be graciously pleased to withhold Your Royal Sanction to the Resolution of the States passed on the 19th of

June, 1868, or to grant them such other relief as may be deemed fit. 1869.

“ And Your Majesty having been further pleased to refer unto this Committee the Humble Petition of certain proprietors of lands and houses in the Island of Guernsey who are not assessed to the Parochial rates, setting forth :—That from time immemorial to the year 1812 the owners of lands and houses resident in the Island of Guernsey have been accustomed to maintain and keep in repair the roads and thoroughfares bordering the same, the expense attending which was comparatively nominal from the circumstance of the work being confirmed almost exclusively by themselves :—That this state of things lasted to the 27th October, 1812, when a Resolution was passed by the States undertaking for the future to keep in repair at their own cost the high roads then about to be constructed, and those hereafter to be constructed, on receiving from such owners of lands and houses an Equivalent or compensation of three (now reduced to two) pence per perch on all lands bordering such high roads :—That in order to enable the States to construct the present high roads and thoroughfares of the Island an Order in Council was passed authorising them to levy an impôt or duty of one shilling per gallon on spirits :—That since that period to the present time the roads have been constructed and repaired by the States :—That on the 19th of June, 1868, a majority of the meeting of the States passed a Resolution whereby, in future, the said roads should be constructed and kept in repair by the States on their receiving an Equivalent or compensation of four pence per vergée (that is two-fifths of an English acre), upon all the land, besides the aforementioned two pence per perch on all the lands bordering the main roads, and thus all the real property throughout the Island is now rated, instead of those lands only bor-

1869.

dering the main roads as hitherto, the only exception to this rate being furze-brakes, which it is proposed shall be assessed at two pence per vergée:—That at the same meeting the States also passed a Resolution levying a rate or contribution of two pence in the pound on the rental of all houses and buildings throughout the Island, well understood that in no case the rate should be less than one shilling:—That these rates Your Petitioners submit will fall very heavily, and in many cases operate most injuriously, on the small owners of lands and houses who are still ready to keep their roads and thoroughfares bordering their property in repair without any intervention of the States, and bear the expense as formerly; but the States having received, and still continuing to receive, the Equivalent or compensation for the cost of repair, and further supplemented as it is by a duty on spirits, it would be unjust that the States should still continue, as is proposed, to receive the Equivalent and place an augmented rate on their real property:—That the impôt or duty on spirits and licenses to public houses, amounting to upwards of six thousand pounds a year, being levied indirectly on all the inhabitants to defray the cost of public undertakings and ameliorations which are enjoyed by the generality of the inhabitants, and to which all thus indirectly contribute, it would be, Your Petitioners submit, most unfair to burden real property exclusively, which is generally held by small proprietors, with the whole charge of the maintenance of the roads, and more particularly after the engagements entered into from time to time by the States to keep these roads and highways in repair at their own cost:—That Your Petitioners, from the small value of their property, not having had an opportunity of being heard in the States, nor having the means to be heard at the bar of Your Majesty's Privy Council, have resorted to this Petition in order

that the grievances thus sought to be imposed upon them should be made known with a view to their removal:—That Your Petitioners conceive themselves to be the better grounded in their pretension, as it so happens that persons in easy circumstances deriving their income from personal property (and there are many such in Guernsey) will contribute comparatively little, and in many instances nothing at all, towards the repair of the roads, though, by the carriages and other vehicles employed in their service, they, more than any other class, will be instrumental in causing their deterioration. And humbly praying that Your Majesty in Council will be graciously pleased to withhold Your Royal Sanction to the Resolution of the States passed on the 19th of June, 1868, or to grant them such other relief as may be deemed fit.

“THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty’s said Orders of Reference, have this day taken into consideration the said Petitions and the said *Projet de Loi*, and having heard Counsel for and against the confirmation of the said *Projet de Loi*, do agree humbly to report as their opinion to Your Majesty that, regard being had to the Order in Council of the 13th day of December, 1844, it is not advisable that Your Majesty should assent to the Prayer of the Petition of the States for the confirmation of the *Projet de Loi* therein referred to.”

HER MAJESTY having taken the said Report into consideration is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve thereof, and to disallow the said *Projet de Loi*, a copy of which is hereunto annexed.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly.

1869.

And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other Her Majesty's Officers for the time being in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice and govern themselves accordingly.

ARTHUR HELPS.

PROJET DE LOI to which reference is made in the foregoing Order :—

LOI RELATIVE À L'ENTRETIEN DES VOIES PUBLIQUES.

I.—A compter du 1er Janvier 1869, les Etats répareront et entretiendront bien et convenablement à leurs frais les voies publiques suivantes, savoir :—

Les Grandes Routes, comme par le passé.

Les Routes améliorées dont la largeur moyenne n'est pas moins de douze pieds.

Les voies publiques de la ville de St. Pierre-Port, à l'exception de celles spécifiées dans la liste annexée à la présente loi.

Les chemins ou bouts de chemin bordant des terres, dont les propriétaires auront été assujettis au paiement d'un équivalent suivant les dispositions du 1er paragraphe de l'article IV.

II.—En considération des charges ainsi entreprises, les Etats lèveront et percevront les contributions spécifiées ci-dessous, savoir :—

1° Un Equivalent sur le pied de deux pennis par pied courant sur la longueur de toute propriété bordant une rue pavée dans la ville de Saint Pierre-Port ; bien entendu qu'il sera prélevé sur le produit dudit Equivalent et porté au compte des Connétables de la Paroisse $\frac{1}{2}$ d. par pied courant sur ladite longueur, et ce pour subvenir au balayage et à l'entretien desdites rues.

2° Un Equivalent sur le pied d'un penni par pied courant, excepté dans les cas spécifiés dans l'article VI. sur la longueur de toute propriété bordant une rue macadamisée, en dedans des limites ci-dessous spécifiées, en y comprenant toutes les propriétés qui bordent les chemins formant lesdites limites, savoir :—

La route du Grand Bouët à partir du Carrefour dit Longstore, la Rouge Rue, la route d'Amberst, la route de Rouge Huis, la route des Pageots, la route de Choisi jusqu'au Carrefour de l'Eglise St. Etienne, la Grande Marche, la route de Mount Row jusqu'à l'héritage de Richmond, le Mont Durand, la rue du Parcq, la Charroterie jusqu'au Pont Renier, la ruelle dite Park Lane Steps, le Carrefour au pied de la Varde, la rue de Havelet jusqu'au rivage de la mer.

- 3° Un Equivalent sur le pied de deux pennis par perche sur la longueur de toute propriété bordant une grande route ou autre chemin, réparé et entretenu aux frais des Etats, non compris dans les limites spécifiées dans le paragraphe précédent, avec un surcroît sur le pied de $5\frac{1}{2}$ pennis par perche lorsque la route sera balayée régulièrement une fois la semaine aux frais desdits Etats et de $10\frac{1}{2}$ pennis par perche lorsque la route sera balayée deux fois la semaine, bien entendu que ledit surcroît ne sera pas payé dans les cas exceptés par l'article VI.
- 4° Une contribution sur le pied de deux pennis par livre sterling sur la valeur locative des maisons et bâtiments de toute espèce dans cette île, à l'exception des églises, des chapelles licenciées pour la célébration des mariages, des bâtiments employés exclusivement à un culte religieux, et des édifices publics, bien entendu qu'il ne sera payé moins de 1s. pour aucune maison ou bâtiment quelle qu'en soit la valeur. Toutes les constructions formant des accessoires ou des dépendances de la maison ou de l'édifice principal, qu'elles y soient attenantes ou non, seront censées en faire partie, et le tout sera évalué ensemble, y compris l'enclos attendant jusqu'à la concurrence d'une vergée.
- 5° Une contribution sur le pied de quatre pennis la vergée sur toute l'étendue des terres en cette île, à l'exception des communes, des côtiages sur le bord de la mer, du terrain occupé par la voirie publique, et des terres en jaonnière, lesquelles terres en jaonnière ne payeront que deux pennis la vergée.
- 6° Un droit de $\frac{1}{2}$ d. par tonneau sur toutes les pierres exportées de cette île. Seront les exporteurs desdites pierres tenus de les faire peser aux ponts-à-bascule appartenant aux Etats, et payeront $\frac{1}{2}$ d. par tonneau pour le pesage ; et seront lesdits ponts-à-bascule dorénavant sous la charge du Superviseur de la Chaussée.

Et sera le produit desdites contributions ainsi que le net revenu provenant desdits ponts-à-bascule appliqué exclusivement au payement des dépenses encourues pour la réparation, l'entretien, et l'amélioration des voies publiques sous la charge des Etats, et dans le cas d'un surplus après lesdites dépenses défrayées, il sera affecté à la confection de routes nouvelles.

III.—Lorsque les propriétaires de maisons ou de terrains bordant une rue ou portion de rue pavée de la ville désireront faire macadamiser ladite rue ou portion de rue, une requête à cet effet signée par un ou plusieurs desdits propriétaires sera, après avoir été communiquée aux Connétables de la paroisse, adressée au Comité des Etats pour les voies publiques, et ledit Comité, s'il le juge à propos, s'adressera à la Cour Royale, composée du Baillif et de sept jurés pour le moins, afin qu'elle en ordonne, après avoir entendu lesdits connétables et les parties intéressées. En tel cas pourra la Cour autoriser la macadamisation de ladite

1869.

rue ou portion de rue, à moins que les propriétaires du tiers en longueur des maisons et terrains bordant ladite rue ou portion de rue ne s'y opposent.

IV.—Sera pareille procédure à celle prescrite dans l'article précédent observée dans les cas suivants :—

1° Lorsque les propriétaires des terres bordant un chemin ou portion de chemin public, aboutissant à une voie publique déjà sous la charge des Etats, désireront faire améliorer ledit chemin et le faire maintenir à l'avenir aux frais desdits Etats, à condition de payer un équivalent de deux pennis la perche sur la longueur de leurs terres ; en tel cas pourra la Cour autoriser le Comité des Etats à effectuer l'amélioration et ordonner le paiement de l'équivalent par lesdits propriétaires après ladite amélioration effectuée, et sera ledit Comité chargé pour les Etats de l'entretien dudit chemin à l'avenir. Bien entendu que la Cour ne pourra autoriser l'amélioration, ni ordonner le paiement de l'équivalent, si les propriétaires du tiers en longueur des terres bordant ledit chemin ou portion de chemin s'y opposent.

2° Lorsque les propriétaires de maisons bordant une route publique désireront faire balayer ladite route ou une portion d'icelle, régulièrement une ou bien deux fois la semaine aux frais des Etats, à condition de payer le surcroît d'équivalent selon le cas. En tel cas pourra la Cour ordonner le balayage et le paiement du surcroît d'équivalent, à moins qu'il n'y ait opposition de la part des parties qui auraient à payer ensemble le tiers du surcroît d'équivalent, payable sur la route ou portion de route en question.

V.—Dans le cas où le Comité des Etats pour les Voies Publiques serait d'avis de substituer l'asphalte au pavé ou au macadam dans une voie publique ou portion d'icelle, il s'adressera à la Cour Royale pour qu'elle en ordonne après avoir entendu les Connétables de la paroisse et les parties intéressées. Et pourra la Cour autoriser la substitution de l'asphalte au pavé ou au macadam à moins que les propriétaires du tiers en longueur de ladite voie publique ou portion d'icelle ne s'y opposent.

Dans le cas d'une voie publique en asphalte, l'équivalent payable par les propriétaires riverains pour l'entretien et la réparation d'icelle sera de 2½ pennis par pied courant, dont ¼d. dans le cas d'une rue de la ville sera porté au compte des Connétables de la paroisse de Saint Pierre-Port pour le balayage et nettoyage de ladite rue.

VI.—Dans le cas d'un terrain formant un seul enclos bordant une rue macadamisée, ou une route sur une longueur de plus de deux perches en sus de la longueur que les maisons ou autres bâtiments sur ledit terrain occupent vis-à-vis ladite rue ou route, le propriétaire de tel terrain lorsque le taux de l'équivalent payable sur icelui dépassera deux pennis la perche, ne payera ledit taux que pour la longueur de deux perches seulement en sus de la longueur occupée par lesdits bâtiments, et pour le restant il payera savoir :—Sur les rues comprises dans les limites spécifiées dans le paragraphe deux de l'article II. ¼d.

par pied courant, et sur les routes non comprises dans lesdites limites deux pennis par perche seulement. 1869.

VII.—Sera considérée rue de la ville dans le sens voulu par la présente loi, toute voie publique bordée soit des deux côtés, soit d'un côté seulement, par des terrains compris dans les limites spécifiées dans le deuxième paragraphe de l'article II.

VIII.—Toutes les contributions spécifiées dans la présente loi seront payables le 10 Octobre de chaque année, et seront perçues par les Connétables de chaque paroisse de la même manière que l'équivalent pour les grandes routes l'a été par le passé.

ANNEXE.

Liste des petites rues et des venelles dans la ville de Saint Pierre Port qui doivent être laissées sous l'empire de l'ancienne coutume :—

Venelle et degrés de la ruelle du Parc à

Hauteville, *Park Lane Steps*,

Ruelle du Parc, *Park Lane*.

Venelle et degrés bordant la maison Vaudin, de l'Esplanade de Havelet, à la Petite Coupée, et de là jusqu'à la rue des Cornets.

Ruelle des Cottés de la rue de la Fontaine au haut de la rue des Cornets.

Venelle et degrés du Bordage au Haut Pavé.

La portion de la ruelle des Petites Fontaines en dedans des limites fixées par la présente loi, avec les degrés de la Bouillone.

Ruelle Brûlée.

Degrés du Mont Gibel.

Degrés dits *Clifton Steps*.

Venelle la Bataille.

Ruelle de la Forêt.

Ruelle du Beaugard, des Canichers à la rue des Côtils.

Ruelle du Bosq, et de là par les degrés des Corbins à la rue des Côtils.

Depuis le haut de *Well Road*, par la ruelle des Côtils, jusqu'aux degrés des Vauxlaurens.

Ruelle du Bouillon.

(*Enregistré sur les Records le 31 Juillet 1869*).

AT THE COURT AT WINDSOR

the 18th day of June 1869

PRESENT

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY

LORD PRESIDENT, &c.

WHEREAS there was this day read at the Board a ^{Havre du} Report from the Right Honourable the Lords of the ^{Creux, Sercq.} Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 5th day of June, 1869, in the words following, viz. :—

1869.

“YOUR MAJESTY having been pleased by Your General Order of Reference of the 21st day of March, 1862, to refer unto this Committee the Humble Petition of the Reverend William Thomas Collings, Clerk in Holy Orders, Lord of the Island of Serk, of Thomas Godfray, Sénéchal of the said Island, and Philip Tanquerel, Abraham Baker, and Elias Guille, Franc-tenants in the said Island, setting forth:—That in the year one thousand eight hundred and sixty-eight, the Lord and Principal Franc-tenants, assembled in Chief Pleas, voted the building of a Breakwater or Pier, to shelter the natural harbour of the Creux in the said Island, and decided that the work should be done by means of a “*Corvée Générale*,” being the personal labour of the inhabitants:—That the Island of Serk is comprehended within the Bailiwick of Guernsey:—That in the year one thousand eight hundred and fourteen the States of the Island of Guernsey were authorised by Order in Council to levy an Impôt or Duty on spirituous liquors:—That in the year one thousand eight hundred and twenty-three, the Breakwater or Pier above mentioned having received considerable damage from the violence of the sea, the necessary funds for repairing it were obtained, partly by a rate or tax upon the inhabitants of the said Island of Serk, and partly by means of an arrangement with the States of Guernsey, under which the said inhabitants were to import their spirituous liquors from Guernsey without drawback:—That the said Breakwater or Pier having during the winter of one thousand eight hundred and sixty-five, been partially destroyed in consequence of a very severe storm, Your Petitioners, at Chief Pleas of Easter one thousand eight hundred and sixty-six, were named as a Committee for the carrying into execution of certain works for the restoration and improvement of the Creux Harbour:—That the said works are now in

1869.

course of execution and are estimated to cost the sum of Five Thousand Four Hundred Pounds:—That when the said works were undertaken, the Treasurer of the Island had in hand the sum of over Two Thousand Pounds applicable to the said works:—That in order to provide for the payment of the Balance required to meet the total cost of the said works, Your Petitioners have been authorised by an Act of the Chief Pleas of the thirtieth day of September one thousand eight hundred and sixty-eight, to borrow the sum of Three Thousand Two Hundred Pounds, on the security of the property, real and personal, of the inhabitants of the said Island:—That it is confidently expected, and Your Petitioners believe, that no more than the above amount will have to be borrowed for the payment of the said works:—That the ordinary income and resources of the said Island of Serk are amply sufficient to meet the annual interest of the sum to be borrowed:—That at the Chief Pleas held on the thirty-first day of March last, it was resolved to create a sinking fund for the repayment of the sum to be borrowed, by means of a rate of five pence per quarter, equivalent to five pence in the pound, on the rateable value to be assessed on all the inhabitants of the said Island year by year, until the full and entire extinction of the debt incurred in this behalf and to be applicable to this purpose only. And most humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to authorise and direct the levying of a rate of fivepence per quarter, to be assessed upon all the inhabitants of the said Island of Serk, year by year, until the entire extinction of the debt to be created for the carrying into execution of the works for the amelioration of the Harbour of the Crenx, in the said Island, the produce of the same to be applied exclusively towards the liquidation of the said debt.

1869.

“THE LORDS OF THE COMMITTEE in obedience to your Majesty’s said Order of Reference have this day taken the said Petition into consideration, and do agree humbly to report as their opinion to Your Majesty, that it may be advisable for Your Majesty to comply with the prayer of the said Petition.”

HER MAJESTY having taken the said Report into consideration is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve thereof, and Her Majesty doth hereby authorise and direct the levying of a rate of fivepence per quarter, to be assessed upon all the inhabitants of the said Island of Serk, year by year, until the entire extinction of the debt to be created for the carrying into execution of the works for the amelioration of the Harbour of the Creux in the said Island, the produce of the same to be applied exclusively towards the liquidation of the said debt.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other Her Majesty’s officers for the time being in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice and govern themselves accordingly.

ARTHUR HELPS.

(*Enregistré sur les Records le 31 Juillet 1869*).

AT THE COURT AT WINDSOR

the 9th day of July 1869

PRESENT

THE QUEEN’S MOST EXCELLENT MAJESTY

LORD PRESIDENT, &c.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and

Taxation
Paroissiale.
Déclarations.

Jersey, dated the 7th day of July, 1869, in the words following, viz. :—

“YOUR MAJESTY having been pleased by Your General Order of Reference of the 21st day of March, 1862, to refer unto this Committee the Humble Petition of Sir Peter Stafford Carey, Knight, Bailiff of the Island of Guernsey, setting forth:—That by the Law relating to Parochial Taxation sanctioned by Your Majesty’s Order in Council of the 30th day of July, 1868, certain rates have to be assessed from time to time upon the inhabitants of each parish, in respect, as well of their real property within the Island, as of their Personalty wherever situate:—That experience has shewn that it is a matter of some difficulty to ascertain what a man is worth, especially as regards money vested in the funds or other securities, whether British or Foreign:—That by the sixth Article of the Law above mentioned, it was left to the Royal Court to pass Ordinances for the purpose of enabling the Parochial authorities to discover the amount of rateable property belonging to each inhabitant:—That for this purpose it appeared to the Royal Court to be requisite that solemn declarations should be taken from time to time:—That under the present law a solemn declaration can only be taken before a Court composed of the Bailiff and two Jurats:—That it was deemed desirable that for the purposes of Law relating to Parochial Taxation, solemn declarations should be taken before a single Jurat:—That for this purpose the Royal Court, on the 26th December, 1868, adopted a Bill or *Projet de Loi*, intituled “*Loi relative aux Déclarations en matière de Taxation Paroissiale*” in order that, if approved by the States, the same might be laid before Your Majesty in Council, with a view to Your Majesty’s sanction being given to it:—That at a Deliberative Assembly of the States, holden before Your Petitioner

1869.

on the 26th day of April, 1869, the said Bill or *Projet* was approved in the form set forth in the Schedule hereunto annexed. And humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to ratify and confirm the said Bill or *Projet*, intituled, "*Loi relative aux Déclarations en matière de Taxation Paroissiale*," and to declare Your Royal Will and Pleasure that the same shall have the force of law within the Island of Guernsey.

"THE LORDS OF THE COMMITTEE in obedience to Your Majesty's said Order of Reference, have this day taken the said Petition into consideration, and do agree humbly to report as their opinion to Your Majesty, that it may be advisable for Your Majesty to ratify and confirm the said Bill or *Projet*, intituled, "*Loi relative aux Déclarations en matière de Taxation Paroissiale*," and to declare Your Royal Will and Pleasure that the same shall have the force of Law within the Island of Guernsey."

HER MAJESTY having taken the said Report into consideration is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve of and ratify the said *Projet de Loi*, and to order as it is hereby ordered, that the same shall have the force of Law within the Island of Guernsey.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order and the said *Projet de Loi* (a copy whereof is hereunto annexed), be entered upon the Register of the Island of Guernsey, and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other Her Majesty's Officers for the time being in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice and govern themselves accordingly.

ARTHUR HELPS.

SCHEDULE referred to in the foregoing Order :—

1869.

LOI RELATIVE AUX DÉCLARATIONS EN MATIÈRE
DE TAXATION PAROISSIALE.

Attendu que, d'après l'article VI. de la Loi relative à la Taxation Paroissiale, la Cour Royale est autorisée à passer telles Ordonnances qu'elle croira nécessaires pour arriver à connaître le montant du capital ou bien effectif d'un chacun.

Considérant qu'afin que les Connétables et Douzeniers des Paroisses aient le moyen de parvenir à la connaissance du montant du bien possédé par tous les habitants de leurs paroisses, qui sont sujets à être taxés, il est essentiel que des déclarations solennelles soient faites de temps en temps par lesdits habitants.

Considérant que, d'après la Loi actuelle, toute déclaration solennelle doit être prise devant Monsieur le Baillif, ou Monsieur son Lieutenant, et deux Juré-Justiciers de la Cour Royale.

Considérant que, dans une affaire d'un intérêt si général, il serait à propos de rendre la prise des déclarations moins onéreuse pour les particuliers, même en y appliquant une procédure exceptionnelle.

Il est ordonné comme suit :—

1° Les déclarations solennelles des habitants des paroisses, par rapport à la valeur de leurs biens, pourront être valablement prises devant un seul Justicier de la Cour Royale.

2° Celui qui, en faisant une déclaration solennelle aux fins de l'article précédent, aura sciemment et méchamment déclaré faussement, sera sujet à être poursuivi à se voir adjuger à telle peine, punition, emprisonnement, ou amende, que la Cour trouvera condigne.

(Enregistré sur les Records le 7 Août 1869).

AT THE COURT AT WINDSOR
the 9th day of July 1869

PRESENT

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY
LORD PRESIDENT, &c.

WHEREAS there was this day read at the Board a

II—c

Sur l'interprétation de l'Article 1er de la Loi de 1844 au sujet des Taxes Générales.

1869.

Report of the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 3rd day of July, 1869, in the words following, viz. :—

“YOUR MAJESTY having been pleased by Your General Order of Reference of the 21st day of March, 1862, to refer unto this Committee the Humble Petition of the States of the Island of Guernsey, setting forth :—That by the constitution of the Island of Guernsey existing from time immemorial no legislative measure voted by the deliberative body known as the States can obtain the force of law until it has received the sanction of Your Majesty in Council :—That besides deliberating on matters of legislation, the States have always had a great variety of administrative functions to perform :—That, as well with regard to the adoption of legislative measures as to the passing of resolutions in the exercise of their administrative functions, every question submitted to the States was, till a very recent period, uniformly in all cases decided simply by a majority of votes :—That among the administrative functions of the States one of very considerable importance is the power of raising money for public purposes by means of an assessment upon property :—That such an assessment is now denominated indiscriminately, either from the authority by which it is voted, the *Taxe d'État*, or from its being levied throughout the Island *Une Taxe Générale* :—That in former times an assessment levied under the authority of the States was usually styled *Une Taxe d'État* :—That when a *Taxe d'État* had been voted the total amount had to be furnished by the ten parishes in certain fixed proportions, according to an ancient scheme denominated *Les Râts* :—That according to this ancient scheme the proportion to be furnished by the Town parish was one-third of the amount of the whole assessment :—That when in

1869.

process of time the Town parish had considerably increased in respect of population and wealth, the nine country parishes complained that under the system of *Les Râts* an undue portion was left to fall upon them :—That upwards of a century ago the complaints of the nine country parishes were brought under the consideration of the King in Council, and the Town parish, having intimated that it would consent to bear a greater portion of the burthen provided it were admitted to a larger share in the representation, the Lords of the Committee of Council, on the 26th of April, 1759, referred to the Attorney and Solicitor General to consider whether the King, by virtue of his prerogative, had power to alter the number of the constituent members of the Assembly of the States and the proportions in which the several parishes were represented ; but no report was ever made on the question thus referred, and here the matter dropped :—That after the failure of the application thus made to the King in Council, the ancient system remained in force as before :—That as things went on the unequal pressure of this system was rather increased than diminished :—That as a striking instance of this unequal pressure it was at one time calculated that the contribution that would fall to the share of the parish of Torteval under the system of *Les Râts* was upwards of six times as much as the parish would have to pay under a general assessment :—That early in the present century the States, in the absence of anything being done in other quarters, volunteered to build a new prison in the neighbourhood of the Court House :—That in the year 1810 the States took upon themselves an expenditure of several thousand pounds in the construction of two new roads that had been recommended by the Lieutenant-Governor :—That in these two cases large sums had to be raised, and it being deemed impracticable to resort to the system of

1869.

Les Râts, the States resolved that the money should be levied by a general assessment throughout the Island:—That inasmuch as such a mode of assessment was not warranted by the system then in force, it could not be carried into effect without being legalised:—That for this purpose the States had recourse on both occasions to the Sovereign in Council:—That as regards the building of the prison his late Majesty King George III. was, on the Petition of the States, graciously pleased to authorise them by his Order in Council of the 18th May, 1803, to raise and levy a General Tax on the inhabitants of the several parishes, according to what such inhabitants were therein rated at:—That from this time forth a Tax to be levied, not according to the system of *Les Râts*, but under a general assessment, was commonly distinguished from an ordinary *Taxe d'État*, by the appellation of a *Taxe Générale*:—That as regards the construction of the roads his said late Majesty was likewise, on the Petition of the States, graciously pleased to authorise them, by His Order in Council of the 15th of August, 1810, to raise a General Tax on the inhabitants of all the parishes, and also on all owners of real or immoveable property therein:—That after the further lapse of about thirty years, it was represented that, while on the one hand the Town Parish had only one third to pay of any *Taxe d'État* that might be voted, and was limited like every other parish in the Island to one deputy only in the Deliberative Assemblies of the States, on the other hand, this one parish contained within itself more than one-half of the population, and nearly three-fourths of the wealth of the Island:—That for the purpose of remedying this anomalous state of things, after much preliminary discussion, a *Projet de Réforme*, or Reform Bill was brought forward, by which, among several other provisions tending to

1869.

promote the efficiency of the States as a deliberative body, it was proposed to give five additional deputies to the Town Parish, and at the same time to supersede the ancient system of *Les Râts* by substituting for it a different method of assessment:—That by the second Article of the *Projet* or Bill, it was provided that whenever a *Taxe Générale* had to be levied it should be assessed in a uniform manner, as well upon all landed property throughout the Island, as also upon all the inhabitants thereof, in respect of the whole of their personalty, of whatever nature and wherever situated:—That by the third Article it was provided that all the property comprehended in the preceding Article should be responsible for the repayment of the States' debt, at that time estimated at £90,000:—That the *Projet* or Bill above adverted to, had to encounter considerable opposition both in the Island and afterwards before the Lords of the Council, chiefly from persons possessed of funded property in England and elsewhere:—That the framers and supporters of the measure were careful to introduce provisions to guard against any abuse that might be apprehended from the too easy laying on of taxes:—That in the first draught of the Bill, it was provided that no *Taxe Générale* should be levied unless it had been voted in a Deliberative Assembly of the States, by a majority of two-thirds of the members present:—That this limitation not having been found sufficient to allay the apprehensions of those who opposed the measure, a clause was afterwards introduced by which it was provided that, if the tax exceeded the rate of one penny per quarter the resolution of the Deliberative Assembly (though carried by a majority of two-thirds) should be of no effect unless afterwards confirmed by the vote of what are termed *Les États d'Élection*:—That in a Deliberative Assembly, holden on the 30th of June, 1843, the *Projet de Réforme* was

1869.

adopted by the States with the two clauses above mentioned, and that it was transmitted in this form for the sanction of Your Majesty in Council:—That when the *Projet* came before the Lords of the Committee of Council, there was inserted by their Lordships an additional clause, by which it was further provided that no such *Taxe Générale* should be levied unless it had also received the consent of Your Majesty in Council signified through one of Your Majesty's Principal Secretaries of State:—That the law as confirmed by Your Majesty's Order in Council of the 13th of December, 1844, is set out in the Schedule hereunto annexed, where it will be seen that the three requirements that were successively introduced during the progress of the measure, are embodied in the first Article, viz.:—

- 1° That every *Taxe Générale* should be voted by a majority of two-thirds, and if the tax is above a certain rate,
- 2° That it should be confirmed by a vote of what are termed *Les États d'Élection*.
- 3° That it should receive the consent of the Crown.

That with regard to the requirements so embodied in this Article it is to be observed:—

- 1° That with the single exception furnished by the first of these requirements, every question submitted to the States, whether in matters of legislation or in the exercise of their administrative functions, is decided simply by a majority of votes.
- 2° That with the single exception furnished by the second of these requirements, *Les États d'Élection*, being a mere Electoral Assembly, have no other functions to perform than that of electing the Jurats and the Sheriff.

3° That while no legislative measure passed by the States is of any force till confirmed by an Order in Council, still with the single exception furnished by the third requirement, no Act whatever of the States in their administrative capacity requires for its validity the consent of the Crown.

That the object of these altogether exceptional requirements was to protect the owners of rateable property by placing restrictions on the only mode of raising money that the States could exercise without the authority of an Order in Council:—That as soon as the measure came into operation any *Taxe Générale*, after the requirements of the first Article had been complied with, would have to be assessed in the manner prescribed in other parts of the law, the States being bound to this mode of assessment in the same manner and to the same extent as they were before bound to the system of *Les Râts*; so that should they for any purpose deem it desirable that this mode of assessment should be deviated from, such deviation could not be carried into effect without being legalised, just as before the passing of the law a deviation from the system then in force was legalised on the two occasions before adverted to, 1st, by the Order in Council of the 18th of May, 1803, and 2nd, by that of the 15th of August, 1810:—That under the term *Taxe Générale* the law of 1844 contemplates no other mode of raising money than such as, but for the restrictions contained in the first Article of the law, the States might have carried into effect of their own authority, by a mere majority of votes, in a Deliberative Assembly:—That after having imposed these restrictions on the power of raising money by means

1869.

of a *Taxe Générale*, the law (as has been already intimated) proceeds to prescribe the manner in which every such *Taxe Générale* shall be assessed:—That under the mode of assessment so prescribed, a *Taxe Générale* partakes of the nature of an English County Rate, with the difference, however, that it is of less frequent occurrence, no *Taxe Générale* having ever been assessed since the law came into force:—That the provisions contained in the first Article of the law were never intended to fetter the action of the States in matters of legislation:—That these provisions were evidently never intended to apply to any measure which, independently of the law of 1844, would require for its validity that it should be ratified and confirmed by an Order of Your Majesty in Council:—That in one word, these provisions apply exclusively to the case of a *Taxe Générale* that has to be assessed in the manner prescribed in subsequent Articles of the law:—That doubts have been entertained whether these provisions have not a more extensive application:—That it is essential to the due discharge of the functions of the States, as a deliberative assembly, that these doubts should be removed.

And humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to declare that the provisions contained in the first Article of the law sanctioned by Your Majesty's Order in Council of the 13th day of December, 1844, are to be understood to apply to such assessments or *Taxes Générales*, as when voted, confirmed and consented to in the manner therein specified, have to be levied according to the provisions contained in the second, fourth and fifth Articles of the said law, and that they have no other application whatsoever.

SCHEDULE to which reference is made in the foregoing Petition :—

1869.

LOI *

Au Sujet de la Réforme dans les Anciens Râts et de la Représentation, ratifiée par l'Ordre de Sa Majesté en son Conseil en date du 13 Décembre 1844.

* * * * *

“ And Your Majesty having been further pleased to refer unto this Committee the Humble Petition of certain Members of the States of Deliberation of the Island of Guernsey, and of the Douzeniers of the nine rural parishes of the said Island, deputed by their respective Douzaines to attend the meeting of the said States held on the 26th of April, 1869, and now authorised on behalf of the Douzaines of their respective parishes to sign this Petition, setting forth :— That Your Petitioners are sixteen out of the 37 members who on the 26th day of April, 1869, formed the States of Deliberation in the said Island :— That a Petition purporting to be the Petition of the States of the Island of Guernsey has lately been presented to Your Majesty, the prayer of which is as follows : “ That Your Majesty will be graciously pleased to declare that the provisions contained in the first Article of the law sanctioned by Your Majesty’s Order in Council of the 13th day of December, 1844, are to be understood to apply to such assessments or *Taxes Générales* as, when voted, confirmed, and consented to in the manner therein specified, have to be levied according to the provisions contained in the 2nd, 4th and 5th Articles of the said law and that they have no other application whatsoever : ” — That Your Petitioners deem it essential humbly to submit to Your Majesty the circumstances which have given rise to the presentation of the above Petition and the

* Voir Vol. I. page 102.

1869.

real object sought to be obtained by it, which are not apparent on the Petition itself:—That from time immemorial there have existed in the said Island two species of Direct Taxes and no more, viz. :—1. Parochial Taxes. 2. State or General Taxes.

That when the law of 1844 referred to in the said Petition was before Your Majesty in Council for confirmation, the States of the said Island lodged a printed case in support of that law in which, at page 3, the objects for which the two classes of taxes are levied are thus defined.

“The Parochial Tax is raised by each parish for its own parochial purposes only, and which purposes in the Town parish may be comprised under the following heads:—1st, The Hospital or Workhouse. 2nd, The *Pauvres honteux*, that is the out-door poor who only require temporary relief and are assisted at their homes by Parochial Officers, called in Guernsey *Collecteurs des Pauvres*. 3rd, Strangers requiring relief; repairs to the public pumps and lamps; payment of corn rents due by the parish; public ameliorations in the parish; salary of the parish surgeon, and other wants of a similar description:”—In the country parishes the objects for which Parochial Taxes are levied are of a similar description but less numerous. The State Tax is raised for objects in which the whole Island as a community are interested, such as fortifications, harbours, public markets, sea lines, repairing the arms of the Militia, maintenance of the College and Parochial Schools, public roads, watch towers, and other purposes of a like nature. That prior to the reform of 1844, State (or general) Taxes had been by custom and long usage imposed by the States of Deliberation and paid, one third by the Town parish, and two thirds by the nine country parishes, according to a proportion usually called *Les Râts*, which had existed from time immemorial:—

1869.

These taxes were levied on all real property within the Island, and on all personal property wherever situate, whether within the Island or elsewhere, belonging to each resident inhabitant:—There is no instance on record of a tax imposed by the States of Deliberation exclusively on one species of property or on one class of the inhabitants, and it would be incompetent and illegal, as Your Petitioners submit, for the States to have assumed any such power:—That for many years prior to 1844 the wealth and number of the inhabitants of the Town parish had been rapidly increasing, and agitation had been made among the inhabitants of the country parishes for an increase of the proportion contributed to the State (or general) Taxes by the Town parish under *Les Râts*, on the ground that the one third contributed by that parish was not a fair proportion having regard to its wealth, while the inhabitants of the Town parish strenuously resisted any such increase. At the same time the inhabitants of the Town parish were agitating for increased representation in the States of the Island, which increase was strenuously opposed by the inhabitants of the country parishes:—That in consequence of the agitation prevailing on the two questions above referred to, the States of Deliberation became divided into two parties, one consisting of the members representing the country interests, and whose object was to increase the proportion in which the Town parish should contribute to State (or general) Taxes, the other consisting of the members supporting the Town interests, and whose object was to obtain for the Town parish increased representation in the States:—That after much discussion and consideration of several projects of reform introduced into the States, the *Projet* which eventually became the law of 1844 was

1869.

passed by the States :—That the *Projet* for the law of 1844 came before Your Majesty in Council for confirmation, and on the 7th day of December, 1844, the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey were pleased to report as follows :—“The Lords of the Committee, in obedience to Your Majesty’s said Orders of Reference, did on the 2nd and 3rd of this instant and this day, take the said Petition and Project of Law, together with the Petition of the Bailiff and Jurats of the Royal Court of the said Island (addressed to their Lordships, praying Your Majesty’s confirmation of the said *Projet*) into consideration, and having heard Counsel at length, as well in support of the Petitions praying Your Majesty’s confirmation of the said Project, as on behalf of those opposing the same, their Lordships take leave humbly to report as their opinion to Your Majesty that it may be advisable for Your Majesty to approve and sanction the changes in the Constitution of the States of the Island of Guernsey proposed in the said Project, and to order that the same shall in future have force of law in the said Island, with this addition to the first clause thereof, viz. :—That every tax above the amount of 1d. per quarter must not only be confirmed by a majority of the States of Election, but must also receive the consent of Your Majesty in Council, and for that purpose they recommend that the following words be added to the first clause of the said Project :— ‘And must receive the consent of Her Majesty in Council signified through one of Her Majesty’s Principal Secretaries of State’ ” :—That Your Majesty having taken the said Report into consideration was pleased by Your Majesty’s Order in Council, dated the 13th day of December, 1844, to approve thereof and to sanction the changes in the Constitution of the States

1869.

of the Island of Guernsey, proposed in the said Project of the 30th of June, 1843, and Your Majesty was pleased to order that the said *Projet* should in future have full force of law in the said Island, with the addition to the first clause of the said Project, viz.:—"That every tax above the amount of one penny per quarter shall not only be confirmed by a majority of the States of Election, but shall also receive the consent of Her Majesty in Council." And Your Majesty was thereby further pleased to order that the following words be added to the first clause of the said Project:—"And must receive the consent of Her Majesty in Council signified through one of Her Majesty's Principal Secretaries of State."—And Your Majesty did thereby further direct that the said Order in Council of the 13th day of December, 1844, should be entered upon the Register of the said Island and observed accordingly; and the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief, the States, Bailiff and Jurats, and all other Your Majesty's Officers in the said Island for the time being, and all other persons whom it may concern, were to take notice and govern themselves accordingly."—That the Order in Council of the 13th day of December, One Thousand Eight Hundred and Forty-four, was shortly afterwards duly entered in the Register of the said Island.—That the following tables show the Constitution of the States of Election and Deliberation respectively, as existing before and after the passing of the law of One Thousand Eight Hundred and Forty-four:—

1869.

THE STATES OF ELECTION.

BEFORE 1844.		AFTER 1844.	
	Votes.		Votes.
The Bailiff	1	The Bailiff	1
The 12 Jurats of the Royal Court.....	12	The 12 Jurats of the Royal Court.....	12
The 8 Rectors of the Parishes	8	The 8 Rectors of the Parishes	8
The Queen's Procu- reur	1	The Queen's Procu- reur	1
The 2 Constables and 20 Douzeniers of the Town Parish...	22	The Constables and Douzeniers of the Parish of St. Peter- Port	22
The Constables and Douzeniers of the 9 Country Parishes	130	The Douzeniers of the 4 Cantons of the said Parish	48
		The Constables and Douzeniers of the 9 Country Parishes	130
	<hr/> 174		<hr/> 222

THE STATES OF DELIBERATION.

BEFORE 1844.		AFTER 1844.	
	Votes.		Votes.
The Bailiff	1	The Bailiff	1
The 12 Jurats of the Royal Court.....	12	The 12 Jurats of the Royal Court.....	12
The 8 Rectors.....	8	The 8 Rectors.....	8
The Queen's Procu- reur	1	The Queen's Procu- reur	1
The Constable of the Town Parish repre- senting his Dou- zaine.....	1	The Deputies of the several Douzaines of the Parish of St. Peter-Port	6
The Constables of the 9 Country Parishes representing their respective Dou- zaines	9	The Deputies of the Douzaines of the 9 Country Parishes	9
	<hr/> 32		<hr/> 37

1869.

The law of 1844 therefore gave an increase of votes to the Town parish of 48 in the States of Election and of 5 in the States of Deliberation, but did not increase the representation of the Country parishes at all in either of the States:—That the law of 1844 dealt with the subject of levying and contributing to the State (or general) Taxes thus:—By the first Article it provides that no general tax exceeding one penny per quarter per annum should be levied unless it be voted by a majority of two-thirds of the States of Deliberation, confirmed by a majority of the States of Election, and consented to by Your Majesty in Council:—By the second Article the old system of contribution according to *Les Râts* to State (or general) Taxes is in effect abolished, and it is provided that General Taxes shall be raised in a uniform manner on all the personal property of every rate-payer, without regard to the nature of such personalty or to the country where situated and all the real property in the Island and in the Islets of Herm and Jethou, whether the owners of such real property be resident there or not:—By the fourth and fifth Articles it is provided that all taxes voted by the States shall be assessed and collected in the same manner and by the same authorities as the Parochial Taxes:—That therefore as regards the imposition and method of raising taxes, the law of 1844 was intended to effect a reform in favour of the country party by giving the States of Election a voice in the imposition of taxes exceeding one penny a quarter and making the contribution to all taxes uniform throughout the Island:—That the law of 1844 was adopted in the States after long and mature deliberation, and after seeking by all available means to ascertain the feelings and wishes of the people on the subject; it was intended to set at rest the questions with which it deals, and was the result of mutual concessions by the Town and Country

1869.

parties respectively, the assent, of two-thirds of the Deliberative States, of a majority of the States of Election, and the approval of Your Majesty to the levying of a General Tax, were especially inserted as a check against one class in the States seeking to impose taxes on another class, and such a check was rendered requisite as a counterpoise to the increased representation which the law gave to the Town party in the States of Deliberation:—That although the expenditure of the Island has been very great since 1844, and the Public Debt has increased from £84,000 in 1847 to £300,000 in 1867, chiefly in consequence of the works voted in connection with the Town, yet since 1844 no General Tax has been levied, and the party in the States supporting the Town interest have contrived, as regards the levying of a General Tax, to render the law of 1844 a dead letter:—That on the 11th day of November, 1846, it was decided by resolutions in the States of Deliberation, that a Vegetable Market should be erected to commemorate the visit of Your Majesty, to be called *Marché de la Reine Victoria*, and that the expense thereof should be raised by a General Tax, yet, notwithstanding the decision of the States, no General Tax has been levied and the market has not been erected:—That in the year 1866, the necessity of raising money for State purposes became very urgent, and in lieu of having recourse to a General Tax under the law of 1844, a Committee of the States of Deliberation, consisting of seven members, of whom two only represented the Country party, was in March of that year appointed to report upon the measures which it would be proper to adopt, in order to increase the means at the disposal of the States so as to provide for the expense of building a Vegetable Market:—That the Committee last referred to, in their report not only dismissed at once the idea of raising money by means of a General Tax under the

1868.

law of 1844, but disregarding the provisions of that law, the compromise between the interests of the Town and Country parishes which led to the passing of that law, and in violation of all principles of Justice, recommended that a tax under the name of "Equivalent" should be levied on all real property in the island, to meet the repairs of the main roads voted and hitherto repaired by the States, whereby the States would be enabled to apply the sums hitherto expended on such repairs to other State purposes, including the erection of a Vegetable Market:—The two members of the Committee who represented the Country parishes dissented from this Report:—That the Committee appended to their Report a *Projet de Loi* for carrying their recommendations into effect which was entitled "*Projet de Loi relative à l'Entretien des Voies Publiques*," and which came before the States of Deliberation on the 19th June, 1868, after it had been considered and condemned by the Douzaines and Ratepayers of all the nine Country parishes.

The *Projet* was amended in the States of Deliberation by subjecting furze lands (which had been previously excepted) to taxation, and subsequently when 34 members (not including the President) were present, a division as to adopting the *Projet* took place, 20 members voted in favour and 14 against:—That shortly after, a Petition of the States was presented to Your Majesty in Council praying a confirmation of the *Projet*, and a Petition of the members of the States representing the 9 Country parishes was presented praying to be heard by Counsel against the confirmation of the *Projet*:—Two other petitions were also presented on the 28th October, 1868, to Your Majesty in Council, against the confirmation of the *Projet*, one from owners of lands and houses residing in Saint Peter-Port, and having

1869.

102 signatures attached to it, the other from proprietors of lands and houses in the Island of Guernsey who are not assessed to the Parochial Rates and having 663 signatures attached to it:—That on the 27th January, 1869, Your Majesty's Procureur was heard on behalf of the States, and Counsel was heard on behalf of the opponents of the said *Projet*, before the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, Your Majesty's Attorney and Solicitor-General being also present as assessors:—That Counsel for the opponents of the *Projet* in particular urged that the *Projet* should not be confirmed—1° because it had not been passed by the requisite majority in the States of Deliberation, and had not been submitted to and confirmed by the States of Election in accordance with the law of 1844. 2° Because the amendment subjecting furze lands to taxation was illegal and beyond the scope of the original proposition submitted to the several douzaines in the Island. 3° Because, for no good reason alleged, it was sought by the *Projet*, contrary to the principles of taxation in vogue in the Island, and to the law of 1844, to throw on one class of the community expenses, which, in justice, should be, and in the past had been, borne by the States:—That the Lords of the Committee, on the 27th day of January, 1869, reported their opinion to Your Majesty that, regard being had to the Order in Council of the 13th December, 1844, it was not advisable that Your Majesty should assent to the prayer of the Petition of the States for the confirmation of the *Projet de Loi* therein referred to:—That by an Order of Your Majesty in Council, dated the 4th day of February, 1869, Your Majesty was pleased to approve of the said Report of the Committee of Council, and to disallow the said "*Projet de Loi relative à l'entretien des Voies Publiques*," and Your Majesty did thereby further

direct that the said Order should be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other Your Majesty's officers for the time being in the said Island, and all other persons whom it might concern were to take notice and govern themselves accordingly:—That on the 13th day of February, 1869, at the sitting of the Royal Court of the said Island, the last-mentioned Order of Your Majesty was read, and on the motion of Your Majesty's Procureur, the Royal Court, disregarding the terms of such Order and the decision arrived at and confirmed thereby, after solemn argument before the Lords of the Committee, and in opposition to the opinion of Your Majesty's *Contrôle*, passed the following Resolution or Act:—

“Monsieur le Baillif ayant mis devant la Cour Royale un Ordre de Sa Majesté en Conseil en date du 4 Février 1869, qui lui a été transmis par Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, par lequel il paraît que le *Projet de Loi* adopté par les États de cette île le 19 Juin 1868, et intitulé “Loi relative à l'entretien des Voies Publiques,” n'a pas reçu la sanction Royale en conséquence du rapport fait à Sa Majesté par les Seigneurs du Conseil, que vu la loi de 1844, il ne serait pas à propos de confirmer ledit Projet, la Cour, ouïes les conclusions des Officiers de la Reine, a cru devoir suspendre l'enregistrement dudit Ordre, et prier Monsieur le Baillif de convoquer les États afin que, dans le cas que lesdits États envisageraient ledit Ordre comme portant atteinte aux privilèges et franchises de cette île en général, et spécialement aux droits et pouvoirs constitutionnels desdits États, ils aient l'occasion de considérer s'il ne serait pas à propos de faire à sa dite Majesté telles humbles représentations que de raison au sujet dudit

1869.

Ordre:”—That on the 15th April, 1869, the Bailiff of the said Island addressed his *Billet d'État* to the members of the States, convoking the States to assemble on the 26th April, 1869, to deliberate on the subjects therein specified. In the said *Billet d'État* under the head “Fonctions constitutionnelles des États,” the Bailiff proceeds as follows:—“Messieurs,—Je suis prié par la Cour Royale de soumettre à la considération des États un Ordre en Conseil qui m'a été récemment communiqué,” then follows the Order of Your Majesty in Council, dated the 4th February, 1869, and the said *Billet d'État* then proceeds thus:—“Messieurs, en lisant l'Ordre du Conseil que je viens de vous soumettre, vous verrez que Sa Majesté a rejeté le Projet de Loi que les États avaient voté pour l'entretien des Voies Publiques:—conséquemment le Projet de Loi tombe à terre. Mais le rejet est motivé, et le motif sur lequel les Seigneurs du Conseil se sont fondés dans leur rapport est exprimé en ces termes:—‘that regard being had to the Order in Council of the 13th day of December, 1844, it is not advisable that Your Majesty should assent to the prayer of the Petition of the States for the confirmation of the Projet de Loi therein referred to.’—“Tout homme public se fera la question quel est l'effet de ce motif? Surtout quelles sont les conséquences qui en résulteront pour les fonctions législatives des États? Par exemple, s'il est admis que la loi de 1844 suffit pour faire rejeter un Projet de Loi pour l'entretien des Voies Publiques, ne suffira-t-elle pas aussi pour faire rejeter d'autres mesures, quelque importantes qu'elles soient, que les États seraient d'avis de transmettre au Conseil pour obtenir la Sanction Royale? Afin que les États aient l'occasion de délibérer sur les mesures qu'il serait à propos de prendre dans la crise actuelle, la Cour Royale a été d'avis de passer un Acte à l'effet qui suit.” Then follows the Act of the Royal Court of the

1869.

13th February, 1869, above set forth, and the said *Billet d'État* proceeds thus:—"Je suis persuadé que les États ne s'opposeront pas à l'enregistrement de l'Ordre en Conseil, mais s'ils sont d'avis que le motif exprimé par les Seigneurs du Conseil menace danger à leurs fonctions constitutionnelles, ils ont maintenant l'occasion de prendre telles mesures qu'ils jugeront à propos pour la conservation de leurs droits politiques. Dans ces circonstances ce que je crois devoir proposer aux États, c'est de s'adresser à Sa Majesté en Son Conseil la suppliant de vouloir bien énoncer une déclaration qui donnerait aux États l'assurance que les pouvoirs qui leur appartiennent ne seraient point révoqués en doute à l'avenir. Pour cet effet j'ai rédigé un Projet de Requête auquel j'attire l'attention des États. Il plaira aux États délibérer:—

3. "S'ils sont d'avis de déclarer qu'il serait à propos de ne pas suspendre plus longtemps l'enregistrement de l'Ordre de Sa Majesté en son Conseil en date du 4 Février 1869.

4. "S'ils sont d'avis de voter une Requête à Sa Très-Excellente Majesté la Reine en Son Conseil d'après le Projet qui suit:—That in the said *Billet d'État* is then set forth the Petition to Your Majesty in the same form as that presented to Your Majesty, and referred to in the second paragraph of this Petition:—That on the 26th day of April, 1869, the States of Deliberation assembled, and after some discussion the States unanimously decided that the registration of the Order of Your Majesty in Council of the 4th February, 1869, should not be further suspended:—That immediately after the last mentioned decision of the States the subject of the Petition to Your Majesty referred to in the second paragraph hereof was introduced by the Bailiff, and after much discussion the States of Deliberation divided on the question whether the said Petition should be adopted. There were

1869.

present on this occasion 32 members (including the Bailiff as President), of whom 18 (including the President) voted for the adoption, and 13 for the rejection of the Petition, one member present did not vote either way :—That among Your Petitioners are the 13 members of the States who voted in the minority :—That the said Petition of the States presented to Your Majesty and referred to in the second paragraph hereof carefully avoids all mention, either of the proceedings which have taken place with reference to the said *Projet de Loi relative à l'Entretien des Voies Publiques*, or of Your Majesty's Order in Council of the 4th day of February, 1869, confirming the Report of the Committee of Council on that measure arrived at after solemn argument, and which, as is manifest from the *Billet d'État* above set forth, have given rise to the said Petition :—That there exists no precedent among the Records of the States of the Island of Guernsey of a Petition presented to Your Majesty or Your Majesty's predecessors for an object similar to that prayed by the Petition of the States referred to in the second paragraph hereof :—That the said Petition of the States seeks, as Your Petitioners humbly submit, to obtain a declaration from Your Majesty at variance with Your Majesty's Order in Council of the 4th day of February, 1869, with the view of indirectly annulling the law of 1844 :—That the Law of 1844 does not, as Your Petitioners humbly submit, infringe the privileges of the States of Deliberation, and is binding until repealed by a constitutional measure duly passed by the States and confirmed by Your Majesty in Council :—That it is not, as Your Petitioners humbly submit, competent to the States of Deliberation to endeavour to obtain a declaration from Your Majesty as to the effect and construction of a Law in force in the said Island. And humbly praying that Your Majesty will be graciously pleased

to withhold Your Royal assent to the prayer of the said petition of the States.

1869.

“ And Your Majesty having been further pleased to refer unto this Committee the Humble Petition of the Constables and Douzeniers of the Town and Parish of Saint Peter-Port, in the Island of Guernsey, setting forth:—That by the Laws and Customs of the said Island Your Petitioners constitute a body which, under the title of *La Douzaine*, is entrusted with the administration of public Affairs within the said Town and Parish:—That according to the last census taken in the year one thousand eight hundred and sixty-one the whole population of the Island consisted of twenty-nine thousand four hundred souls, and that the population of the said town and parish amounted to fifteen thousand nine hundred and forty-nine souls:—That the property assessed to the parochial rates in the said Town and Parish for the year one thousand eight hundred and sixty-eight amounted to one hundred and thirty-nine thousand three hundred and ninety quarters, equal to an annual value of one hundred and thirty-nine thousand three hundred and ninety pounds sterling, while the collective property assessed to the Parochial Rates throughout the remaining parishes of the Island for the said year did not exceed eighty thousand quarters:—That the public affairs of the Island in general are conducted by a body denominated the States, in which body the said Town and Parish of Saint Peter-Port is especially represented by six members, namely, two Deputies sent from among Your Petitioners, and one Deputy from each of the four Cantonal Douzaines of the said Parish:—That at an assembly of the States holden on the 26th day of April last, the six Deputies of the said Town and Parish, expressing the sentiments of their Douzaines, unanimously supported a resolution which was adopted by the States whereby a Petition

1869.

to Your Majesty was voted, praying that Your Majesty would be graciously pleased to declare that the provisions contained in the first article of the Law sanctioned by Your Majesty's Order in Council of the 13th day of December, one thousand eight hundred and forty-four, are to be understood to apply to such assessments or *Taxes Générales* as, when voted, confirmed and consented to in the manner therein specified, have to be levied according to the provisions contained in the second, fourth and fifth articles of the said Law, and that they have no other application whatsoever:—That the principal object of the said Petition voted by the States on the 26th day of April last, is to protect and preserve the rights and privileges of the States as a Deliberative Assembly, and that it is essential to the interests of the said Town and Parish that the powers and functions of their representatives in the said States should be maintained in their integrity. And humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to assent to the prayer of the said Petition.

“THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty's said Order of Reference, have this day taken the said Petitions into consideration, and do agree humbly to report as their opinion to Your Majesty that such a declaration as is asked for in the Petition of the States should not be made by Your Majesty, and that the interpretation of any law which has been passed by the States and confirmed by Your Majesty in Council should be left to the proper legal tribunals when any case requiring a decision upon the subject may be brought before them.”

HER MAJESTY having taken the said Report into consideration, is pleased, by and with the advice

of Her Privy Council, to approve thereof, and to order, as it is hereby ordered, that this Order be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other Her Majesty's Officers for the time being in the said Island, and all other persons whom it may concern are to take notice and govern themselves accordingly.

ARTHUR HELPS.

(Enregistré sur les Records le 14 Août 1869).

AT THE COURT AT OSBORNE HOUSE, ISLE OF WIGHT
the 7th day of August 1869

PRESENT

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY
LORD PRESIDENT, &c.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 3rd day of August, 1869, in the words following, viz. :—

“YOUR MAJESTY having been pleased by Your General Order of Reference of the 21st day of March, 1862, to refer unto this Committee the Humble Petition of Sir Peter Stafford Carey, Knight, Bailiff of Guernsey, setting forth :—That by the Law of the Island of Guernsey, parents have no power whatever of disposing by will of any portion of their real property :—That their power of disposing by will of their personal property is very limited :—That two-thirds of their personal property are distributed among the surviving members of their family in the manner prescribed by the law :—That the remaining third part of their personal property termed “*la portion disponible*,” they are at liberty to bequeath to strangers, or they may distribute it equally among all their

Dispositions
Testamen-
taires des
Pères et Mères.

1869.

children; but they are precluded from disposing of it by will in such a manner as to give one of their children more than another:—That in the law sanctioned by Your Majesty's Order in Council of the 13th of July, 1840, this ancient principle, formerly held to be limited to Fathers, was extended to Mothers in the following terms:—"Mère, de même que père, ne pourra par son testament donner de ses meubles à l'un de ses enfants plus qu'à l'autre:"—That for the purpose of extending the power of parents over the portion termed *la portion disponible* of their personal property, the Royal Court, on the 1st of May, 1869, adopted a Bill or *Projet de Loi* intituled "*Loi relative aux Dispositions Testamentaires des Pères et Mères,*" in order that, if approved by the States, the same might be submitted to Your Majesty's gracious consideration:—That at an Assembly holden before Your Petitioner on the 28th day of June, 1869, the States approved the said *Projet de Loi*, as set out in the schedule thereunto annexed:—And humbly praying that your Majesty will be graciously pleased to ratify and confirm the Bill or *Projet de Loi* thereunto annexed, intituled "*Loi relative aux Dispositions Testamentaires des Pères et Mères,*" and to declare your Royal Will and Pleasure that the same shall have the force of law within the Bailiwick of Guernsey.

"THE LORDS OF THE COUNCIL in obedience to Your Majesty's said Order of Reference, have this day taken the said *Projet de Loi* into consideration, and do agree humbly to report as their opinion to Your Majesty that it may be advisable for Your Majesty to approve of and ratify the said *Projet de Loi.*"

HER MAJESTY having taken the said Report into consideration, is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve of and ratify the said

Projet de Loi, and to order, as it is hereby ordered, 1869.
that the same shall have the force of law within the
Bailiwick of the Island of Guernsey.

And Her Majesty doth hereby further direct that
this Order and the said *Projet de Loi* (a copy whereof
is hereunto annexed), be entered upon the Register of
the Island of Guernsey and observed accordingly.
And the Lieutenant-Governor or Commander-in-
Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats,
and all other Her Majesty's Officers for the time being
in the said Island, and all other persons whom it may
concern, are to take notice and govern themselves
accordingly.

ARTHUR HELPS.

PROJET DE LOI to which reference is made in the
foregoing Order in Council:—

LOI RELATIVE AUX DISPOSITIONS TESTAMEN-
TAIRES DES PÈRES ET MÈRES.

Les pères et mères pourront disposer librement par
testament de la portion disponible de leurs biens
meubles, même en avantageant un ou plusieurs de
leurs fils ou filles.

(Enregistré sur les Records le 21 Août 1869).

AT THE COURT AT OSBORNE HOUSE, ISLE OF WIGHT
the 7th day of August, 1869

PRESENT

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY

LORD PRESIDENT, &c.

WHEREAS there was this day read at the Board a Havre de St.
Pierre-Port.
Forme Sèche.
Report from the Right Honourable the Lords of the
Committee of Council for the Affairs of Guernsey and
Jersey, dated the 3rd day of August, 1869, in the
words following, viz. :—

“YOUR MAJESTY having been pleased by Your
General Order of Reference of the 21st day of March,
1862, to refer unto this Committee the Humble
Petition of the States of the Island of Guernsey, set-

1869.

ting forth:—That since the improvement of the Harbour of St. Peter-Port was first taken in hand, divers works for carrying that object into effect have from time to time been voted by the States, and sanctioned by Your Majesty:—That Your Majesty has been graciously pleased to authorise the levying of certain dues to be applied, as well to the ordinary outgoings of the Harbour, as also to the expenses incurred in the construction of the said several works, and the paying off of all sums borrowed for executing the same:—That the dues now levied are regulated by Your Majesty's Order in Council of the 17th day of December, 1860, as altered by Your Majesty's subsequent Order in Council of the 5th day of July, 1865:—That on the 28th day of June, 1869, the States, with a view to the further improvement of the Harbour, voted, subject to Your Majesty's sanction in that behalf, the construction of a Graving Dock on the part of the Harbour Works, known as "*Le Massif St. Julien*," the cost of the work so voted having been estimated at £10,700:—That the States at the same time settled the rate of the tolls to be levied for the use of the said Graving Dock. And humbly praying that, in sanctioning the work so voted, Your Majesty would be graciously pleased:—

1. To authorise the application of the Harbour Revenue to the payment of all expenses to be incurred in the construction of the said work, in the same manner as to the other purposes to which it is at present applicable under the several Orders of Your Majesty in Council.

2. To authorise the States to levy a Toll upon every vessel entering the Graving Dock, at the rate of sixpence per ton, as well as further Tolls at the rate of one penny per ton for every subsequent day or portion of a day that such vessel remains in the Graving Dock:—Provided, nevertheless, that the States shall

have full power from time to time to vary the said Tolls, so as the sums do not exceed the rates above mentioned, and be not less than one-half of the same; all sums received in respect of any such Tolls to be carried to the account of the Harbour Revenue.

1869.

“THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty’s said Order of Reference, have this day taken the said Petition into consideration, and do agree humbly to report as their opinion to Your Majesty, that it may be advisable for Your Majesty to sanction the work so voted by the States of the Island of Guernsey, on the 28th June, 1869, and to authorise the application of the Harbour Revenue to the payment of all expenses to be incurred in the construction of the said work, in the same manner as to the other purposes to which it is at present applicable under the several Orders of Your Majesty in Council, and also to authorise the States to levy a Toll upon every vessel entering the Graving Dock, at the rate of sixpence per ton, as well as further Tolls at the rate of one penny per ton for every subsequent day or portion of a day that such vessel remains in the Graving Dock, provided nevertheless that the States shall have full power, from time to time, to vary the said Tolls, so as the sums do not exceed the rates above mentioned, and be not less than one-half of the same, and that all sums received in respect of any such tolls are to be carried to the account of the Harbour Revenue.”

HER MAJESTY having taken the said Report into consideration, is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve thereof, and to sanction the work so voted by the States of the

1870.

Island of Guernsey on the 28th June, 1869, and also to authorise the application of the Harbour Revenue to the payment of all expenses to be incurred in the construction of the said work, in the same manner as to the other purposes to which it is at present applicable under the several Orders of Her Majesty in Council. And Her Majesty is further pleased to authorise the said States to levy a Toll upon every vessel entering the said Graving Dock, at the rate of sixpence per ton, as well as further Tolls at the rate of one penny per ton for every subsequent day or portion of a day that such vessel remains in the Graving Dock:—Provided, nevertheless, that the States shall have full power, from time to time, to vary the said Tolls, so as the sums do not exceed the rates above mentioned, and be not less than one-half of the same, and that all sums received in respect of any such Tolls are to be carried to the account of the Harbour Revenue.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other Her Majesty's Officers for the time being in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice and govern themselves accordingly.

ARTHUR HELPS.

(Enregistré sur les Records le 31 Mai 1870).

AT THE COURT AT WINDSOR

the 18th day of May 1870

PRESENT

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY

LORD PRESIDENT, &c.

Havre de St.
Pierre-Port.
Chaussée St.
Julien.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the

Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 14th day of May, 1870, in the words following, namely :—

1870.

“YOUR MAJESTY having been pleased by Your General Order of Reference of the 21st day of March, 1862, to refer unto this Committee the Humble Petition of the States of the Island of Guernsey, setting forth :—That during a long space of time, commencing with the year 1851, Your Majesty has from time to time been graciously pleased to sanction divers works for the improvement of the Harbour of St. Peter-Port :—That by an Order in Council of the 7th day of August, in the year 1865, Your Majesty was graciously pleased to authorise the application of the Harbour Funds to certain works that had been voted by the States for the completion of St. Julien Pier, which forms the northern arm of the said Harbour :—That the said St. Julien Pier, thus forming the northern arm of the Harbour, is so constructed as to afford ample space for the erection of buildings for the convenience of trade and the accommodation of passengers, but that none but temporary buildings have as yet been placed there :—That at an Assembly holden before the Bailiff on the 23rd day of March, in the year 1870, the States passed a resolution by which, subject to Your Majesty’s authority on that behalf, they authorised the Harbour Committee to erect additional buildings on the said Pier for the purposes aforesaid. And humbly praying that, in sanctioning the said resolution, Your Majesty would be graciously pleased to authorise the States to apply the Harbour Funds to the additional buildings to be erected on the St. Julien Pier for the convenience of trade and the accommodation of passengers.

“THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty’s said Order of Reference, have this day taken the said

1870.

Petition into consideration, and do agree humbly to report as their opinion to Your Majesty, that it may be advisable for Your Majesty to comply with the prayer of the said Petition, and to authorise the States of the Island of Guernsey to apply the Harbour Funds to the additional buildings to be erected on the St. Julien Pier for the convenience of trade and the accommodation of passengers."

HER MAJESTY having taken the said Report into consideration, is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve thereof, and in sanctioning the resolution of the States, Her Majesty is pleased, by and with the advice aforesaid, to authorise the States of the Island of Guernsey to apply the Harbour Funds to the additional buildings to be erected on the St. Julien Pier for the convenience of trade and the accommodation of passengers.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all others Her Majesty's Officers for the time being in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice and govern themselves accordingly.

ARTHUR HELPS.

(Enregistré sur les Records le 18 Juin 1870.)

AT THE COURT AT BALMORAL

the 4th day of June 1870

PRESENT

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY

LORD PRESIDENT, &c.

Loi sur les
Chiens.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the

Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 30th day of May, 1870, in the words following, viz. :—

1870.

“YOUR MAJESTY having been pleased by Your General Order of Reference of the 21st day of March, 1862, to refer unto this Committee the Humble Petition of Sir Peter Stafford Carey, Knight, Bailiff of Guernsey, setting forth :—That in the Island of Guernsey no tax has hitherto been paid in respect of Dogs :—That it has long been thought that a tax upon Dogs would be advisable, not only as a measure of finance, but still more as a measure of police :—That for this purpose the Royal Court, on the 13th day of November, 1869, adopted a Bill or *Projet de Loi*, intituled “*Loi sur les Chiens*,” in order that, if approved by the States, the same might be submitted to Your Majesty’s gracious consideration :—That the principal object of the proposed law is to require every owner of Dogs to take out an annual licence, for which he will have to pay at the rate of five shillings for every Dog :—That in the Bill or *Projet* so adopted, the Royal Court left it to the States to decide in what way the proceeds of the licences should be applied :—That at an Assembly duly holden before Your Petitioner on the 23rd day of March, in the present year 1870, the States approved the said Bill or *Projet de Loi*, in the form set forth in the schedule hereunto annexed, as a temporary measure, to be in force for five years, and at the same time decided that the proceeds of the licences should be carried to the credit of the Fountain Street Account, thereby in effect applying them to the reduction of the States debt :—And humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to sanction the Bill or *Projet* hereunto annexed, intituled “*Loi sur les Chiens*,” and to declare Your Royal Will and Pleasure that the same shall be in force in the Island of Guernsey for the

1870.

term of five years from the 1st day of January, 1871; provided that the net proceeds of the licences therein mentioned shall be carried to the credit of the Fountain Street Account.

“THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty’s said Order of Reference, have this day taken into consideration the said Petition and the said *Projet de Loi*, and do agree humbly to report as their opinion to Your Majesty that it may be advisable for Your Majesty to comply with the prayer of the said Petition, and to approve of and ratify the said *Projet de Loi*, and to declare that the same shall be in force in the Island of Guernsey for the term of five years from the 1st day of January, 1871; provided that the net proceeds of licences therein mentioned be carried to the credit of the Fountain Street Account.”

HER MAJESTY having taken the said Report into consideration is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve of and ratify the said *Projet de Loi*, and to order, as it is hereby ordered, that the same shall have the force of law in the Island of Guernsey for five years* from the 1st day of January, 1871, provided that the net proceeds of the licences therein mentioned be carried to the credit of the Fountain Street Account.†

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order, and the said *Projet de Loi* (a copy whereof is hereunto annexed) be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly.

* Cette Loi est rendue permanente par un Ordre en Conseil en date du 10 Décembre 1875, enregistré sur les Records le 31 Décembre 1875.

† L’Ordre en Conseil du 26 Juin 1884, enregistré sur les Records le 12 Juillet 1884, porte que le net produit des licences pour les chiens, ainsi que le produit des permis de ports d’armes de chasse, sera appliqué par les Connétables et Douzeniers aux améliorations publiques dans leurs paroisses respectives.

And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other Her Majesty's Officers for the time being in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice and govern themselves accordingly.

1870.

EDMUND HARRISON.

SCHEDULE to which reference is made in the foregoing Order in Council :—

LOI SUR LES CHIENS.

1.—Tout propriétaire de chien sera tenu, dans le mois de Janvier 1871, et annuellement ensuivant pendant le mois de Janvier de déclarer par écrit aux Connétables de la paroisse dans laquelle il habite, le nombre de chiens dont il est propriétaire, et ce sur une pénalité qui ne sera pas moindre de £7 tournois, et n'excédera pas £30 tournois.

2.—Sur les déclarations ci-dessus, les Connétables de chaque paroisse accorderont licence de garder, pendant l'année courante, les chiens mentionnés dans lesdites déclarations, en recevant cinq chelins par chaque chien.

3.—Les Connétables de chaque paroisse garderont un registre des noms des propriétaires de chiens dans leurs paroisses respectives, avec le nombre de chiens que chacun sera licencié de garder, et les listes pour l'année seront publiées annuellement pendant le mois de Mars, dans la partie de la *Gazette* autorisée pour les annonces officielles.

4.—Tout propriétaire de chien sera tenu de garder autour du cou de son chien un collier portant le nom du propriétaire, ainsi que les lettres initiales de la paroisse qu'il habite, et tout chien trouvé en contravention à cet article sera arrêté, et s'il n'est pas réclamé dans les quarante-huit heures, il sera abattu.

1870.

(Enregistré sur les Records le 9 Juillet 1870).

AT THE COURT AT WINDSOR

the 23rd day of June 1870

PRESENT

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY

LORD PRESIDENT, &c.

Honoraires de
la Cour
Royale.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 22nd day of June, 1870, in the words following, viz. :—

“YOUR MAJESTY having been pleased by Your General Order of Reference of the 21st day of March, 1862, to refer unto this Committee the Humble Petition of Sir Peter Stafford Carey, Knight, Bailiff of Guernsey, setting forth :—That the members of the Royal Court are entitled by prescription to receive certain fees :—That it has long been considered desirable that these fees should be revised, and a table made of them :—That for this purpose the Royal Court, by an Act passed on the 8th day of May, in the year 1869, adopted a Bill or *Projet de Loi*, intituled “*Loi relative aux Honoraires de la Cour Royale*,” in order that, if approved by the States, the same might be transmitted for Your Majesty’s gracious consideration :—That on the 23rd day of March, in the year 1870, at an Assembly duly holden before the Bailiff, the said Bill or *Projet de Loi* was approved by the States in the form set forth in the schedule hereunto annexed. And humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to grant Your Majesty’s Royal Sanction to the Bill or *Projet de Loi*, intituled “*Loi relative aux Honoraires de la Cour Royale*,” as set forth in the schedule hereunto annexed, and to declare Your Royal Will and Pleasure that the same shall have the force of law.

“THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty’s said Order of Reference, have this day taken into consideration the said Petition and the said *Projet de Loi*, and do agree humbly to report as their opinion to Your Majesty, that it may be advisable for Your Majesty to approve of and ratify the said *Projet de Loi*.”

1870.

HER MAJESTY having taken the said Report into consideration, is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve of and ratify the said *Projet de Loi*, and to order, as it is hereby ordered, that the same shall have the force of law.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order, and the said *Projet de Loi* (a copy whereof is hereunto annexed) be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other Her Majesty’s Officers for the time being in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice and govern themselves accordingly.

EDMUND HARRISON.

PROJET DE LOI referred to in the foregoing Order in Council:—

LOI RELATIVE AUX HONORAIRES DE LA COUR
ROYALE.*

(*Enregistré sur les Records le 9 Juillet 1870*).

AT THE COURT AT WINDSOR

the 23rd day of June 1870

PRESENT

THE QUEEN’S MOST EXCELLENT MAJESTY

LORD PRESIDENT, &c.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the

Impôt de 15d.
par gallon
autorisé pour
15 ans.

* Un nouveau Tarif a été sanctionné par un Ordre en Conseil en date du 17 Novembre 1888, enregistré sur les Records le 1er Décembre 1888.

1870.

Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 22nd day of June, 1870, in the words following, viz. :—

“YOUR MAJESTY having been pleased by Your General Order of Reference of the 21st day of March, 1862, to refer unto this Committee the Humble Petition of the States of the Island of Guernsey, setting forth :—That from the year 1814 to the present time the States of the Island of Guernsey have been authorised by divers Orders in Council to levy an Impôt on all Spirituous Liquors consumed in the Island :—That, originally, the amount of the Impôt was one shilling per gallon :—That by an Order in Council of the 30th day of September, in the year 1825, His late Majesty King George IV. was pleased to authorise the States to continue to levy the said Impôt of one shilling per gallon for the term of fifteen years, from the 31st day of August, in the year 1829 :—That on the expiration of the said term of fifteen years, the power of levying the said Impôt was renewed by divers Orders of Your Majesty in Council for several successive periods of short duration :—That by an Order in Council of the 1st day of March, in the year 1849, Your Majesty was again pleased to sanction and allow the said States to continue the levy of the said Impôt for a term of fifteen years :—That by an Order in Council of the 4th day of January, in the year 1853, Your Majesty was graciously pleased to extend the authority for a further term of seven years, in order to enable the States to carry into effect certain arrangements that had been agreed on for the endowment of Elizabeth College :—That finally by an Order in Council of the 24th day of September, in the year 1857, Your Majesty was pleased to authorise the States to levy, till the expiration of the said last mentioned Order in Council, an additional sum of three pence per gallon, with a proviso voted by the

1870.

States and set forth in their Petition, to the effect that the sum of £250 should be applied yearly out of the proceeds of the Impôt to the reduction of the Fountain Street Debt:—That the authority given by the several Orders in Council now in force will expire on the last of February, in the year 1871 :—That from the accounts for the year 1869 recently laid before the States, it appears that the general expenditure of the States amounted in that year to upwards of six thousand pounds :—That from the said accounts it further appears that during the same year the general revenue of the States amounted to £6,000 13s. 9d. :—That of the several items comprehended in this amount the most important was the Impôt on Spirituous Liquors, the produce of which amounted to £4,454 2s. 6d. :—That the continuance of the Impôt is requisite, in order to enable the States to provide for the ordinary wants of the Island :—That at an Assembly duly holden before the Bailiff on the 25th of May, in the year 1870, the States resolved to present an Humble Petition to Your Majesty in Council praying for a renewal of the present Impôt, with a proviso that, in case of Your Majesty being graciously pleased to authorise such renewal of the Impôt, the yearly sum of £500 sterling should be paid out of the proceeds thereof to the Fountain Street Account, so as to be applicable to the reduction of the debt. And humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to authorise the States of the Island of Guernsey to continue for the term of fifteen years, from the 1st day of March, in the year 1871, to levy the sum of fifteen pence per gallon by way of Impôt on all spirits consumed in the Island, provided that out of the proceeds of the said Impôt there shall be placed to the credit of the Fountain Street Account the yearly sum of five hundred pounds sterling.

1870.

“THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty’s said Order of Reference, have this day taken the said Petition into consideration, and do agree humbly to report as their opinion to Your Majesty, that it may be advisable for Your Majesty to comply with the prayer of the said Petition.”

HER MAJESTY having taken the said Report into consideration is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve thereof, and to authorise the States of the Island of Guernsey to continue for the term of fifteen years, from the 1st day of March, in the year 1871, to levy the sum of fifteen pence per gallon by way of Impôt on all spirits consumed in the said Island of Guernsey, provided that out of the proceeds of the said Impôt, there shall be placed to the credit of the Fountain Street Account the yearly sum of five hundred pounds sterling.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other Her Majesty’s Officers for the time being in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice and govern themselves accordingly.

EDMUND HARRISON.

(*Enregistré sur les Records le 6 Août 1870*).

AT THE COURT AT OSBORNE HOUSE, ISLE OF WIGHT
the 19th day of July 1870

PRESENT

THE QUEEN’S MOST EXCELLENT MAJESTY
LORD PRESIDENT, &c.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the

Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 11th day of July, 1870, in the words following, viz. :—

“YOUR MAJESTY having been pleased by Your General Order of Reference of the 21st day of March, 1862, to refer unto this Committee the Humble Petition of the States of the Island of Guernsey, setting forth :—That the Right Honourable the Secretary of State for the Home Department having intimated it as his opinion that the time had arrived for putting an end to sentences of Transportation in the Island of Guernsey, and the other islands adjacent thereto, the subject was, in compliance with his suggestion, brought by the Bailiff under the consideration of the States :—That by a vote passed at an Assembly duly holden on the 15th day of June, in the year 1870, the States approved a Bill or *Projet de Loi*, intituled “*Loi relative à la Servitude Pénale*,” which, in compliance with a previous vote of the States, had been prepared by the Royal Court. And humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to grant Your Royal Sanction to the *Projet de Loi* intituled “*Loi relative à la Servitude Pénale*,” as set forth in the schedule hereunto annexed, and to declare Your Royal Will and Pleasure that the same shall have the force of law.

“THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty’s said Order of Reference, have this day taken into consideration the said Petition and the said *Projet de Loi*, and do agree humbly to report as their opinion to Your Majesty that it may be advisable for Your Majesty to comply with the prayer of the said Petition, and approve of and ratify the said *Projet de Loi*.”

HER MAJESTY having taken the said Report into consideration, is pleased, by and with the advice

1870.

of Her Privy Council, to approve of and ratify the said *Projet de Loi*, and to order, as it is hereby ordered, that the same shall have the force of law within the Bailiwick of the Island of Guernsey.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order, and the said *Projet de Loi* (a copy whereof is hereunto annexed), be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other Her Majesty's Officers for the time being in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice and govern themselves accordingly.

ARTHUR HELPS.

PROJET DE LOI referred to in the foregoing Order in Council :—

LOI RELATIVE À LA SERVITUDE PÉNALE.

1.—La peine de Déportation ne sera plus prononcée par la Cour Royale.

2.—Dans le cas où un criminel peut maintenant être condamné au Bannissement pour cause de félonie, la Cour Royale pourra à l'avenir ajouter au Bannissement la Servitude Pénale, en adjugeant ledit criminel à être banni hors de ce bailliage pour subir la Servitude Pénale (pendant — ans, ou à perpétuité suivant le cas) sous la discipline prescrite par la législation du Royaume Uni.

3.—La peine de Servitude Pénale ne pourra être prononcée pour un terme de moins de cinq ans.*

4.—Une sentence de Bannissement, soit avec Servitude Pénale, soit sans Servitude Pénale, n'emportera ni confiscation, ni forfaiture, ni mort civile.

* Une Loi sanctionnée par Ordre en Conseil du 26 Novembre 1892, lequel est enregistré sur les Records le 10 Décembre 1892, réduit le terme à un minimum de trois ans.

(Enregistré sur les Records le 16 Janvier 1871.)

1871.

AT THE COURT AT WINDSOR

the 8th day of April 1870

PRESENT

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY

LORD PRESIDENT, &c.

WHEREAS Thomas Clucas, Esquire, Judge and President of the States of our Island of Alderney, did, on or about the 30th day of January, 1869, present his Humble Petition to Her Majesty in Council, setting forth:—That His Majesty King George the Third was pleased, by patent under the Great Seal dated the 14th day of December, 1763, enrolled in the High Court of Chancery on the 19th day of the same month and year, to regrant for a term of 99 years unto John Le Mesurier, Esquire, his heirs and successors, all the Island commonly called Auregny, otherwise Alderney, and the islets near and adjacent to the said Island, with sundry privileges and royalties, and amongst others, during the said term of 99 years, full authority and power to levy and collect in the port or harbour of the said Island of Auregny, otherwise Alderney, and the islets adjacent, upon all ships or vessels coming into the said Island and islets, or any of them, with merchandise, all such and the like duties, sum and sums of money, and in the same manner, and according to such proportion and rates, as the same are levied and paid upon ships and other vessels laden with merchandise or otherwise coming into or arriving at or in the harbour or pier called St. Peter's Port, in our Island of Guernsey:—

“That the dues then payable to the Patentee were then received by the Honourable Board of Woods and Forests:—That in Guernsey at that time, and until Her Majesty's Order in Council, dated the 14th day of November, 1851, a duty called *La Petite Coutume*

Droits du
Havre.
Auregny.

1871.

was by virtue of several Royal Charters levied, partly on goods imported, and partly on shipping, payable by such persons as were not natives of the Island and had not been received as inhabitants thereof:—That the inhabitants of that Bailiwick were exempted from harbour dues at Alderney, which dues were to that day borne by all Her Majesty's subjects not natives or received inhabitants of that Bailiwick:—That on the 12th day of November, 1851, the States of the Island of Guernsey presented to Her Majesty in Council a Petition praying that a new tariff of dues should be adopted, in order to apply the said dues to carry out certain harbour improvements in the said Island:—That by the said tariff the inhabitants of Guernsey were to be subject to the same dues as were to be paid by non-inhabitants:—That Her Majesty was graciously pleased, by Her Order in Council of the 14th day of November, 1851, to grant the prayer of the Petition:—That in consequence of the harbour dues in that Island being borne entirely by persons not being inhabitants of the Bailiwick, which dues amounted to sixpence per ton on all goods imported, and sixpence per ton on all goods exported, all vessels belonging to Her Majesty's subjects not registered in Guernsey were virtually excluded from the privilege of trading with the said Island:—That the trade of Alderney was therefore entirely at the mercy of the Guernsey shipowners, and that this system was very prejudicial to the development of the trade of Alderney:—That at a meeting of the States of the said Island, assembled at a Court of Chief Pleas, holden before the Petitioner on the 20th day of January, 1868, a Committee was named to take the matter into consideration:—That the said Committee after due deliberation, and after consulting with the Honourable Board of Woods and Forests, and with His Excellency the Lieutenant-Governor of Guernsey and Alderney,

drew up a Report containing the following recommendations for a tariff of harbour dues :— 1871.

1st.—That all steam vessels and vessels carrying mails should be exempted from all dues except the pier dues.

2nd.—That all other vessels without distinction should pay, with cargo inwards, 3d. per register ton, and the pier pass,—with cargo outward, 1d., and $\frac{1}{2}$ d. per register ton, and the pier pass.

3rd.—That all vessels should pay anchorage and chainage.

4th.—That the coal duty should be raised $\frac{3}{4}$ ths of a penny per ton, making it one penny and $\frac{3}{4}$ d. per ton.

That at a meeting of the States of the said Island assembled as a Court of Chief Pleas before the said Petitioner on the 18th day of January then instant, the Court unanimously resolved to adopt the Report of the said Committee on Harbour Dues, and to request the Petitioner to present an Humble Petition to Her Majesty in Council, praying for Her Royal Sanction in Council to the same. And the said Petitioner prayed that Her Majesty in Council would be graciously pleased to declare Her Royal Will and Pleasure that the aforesaid tariff of harbour dues recommended by the aforesaid Committee, and adopted by the aforesaid Court of Chief Pleas, should have full force of law in the said Island of Alderney, and that all harbour dues in the said Island should be levied in conformity therewith.

And whereas Her Majesty was graciously pleased to refer the said Petition to the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, and the Lords of the said Committee having taken the said Petition into consideration have reported to Her Majesty that it may be advisable for Her Majesty to grant the prayer of the said Petition with the following modifications, that is to say :—

1871.

1st.—Steam vessels and vessels carrying mails not to be exempted, but the Commissioners of Woods to be empowered, if they think fit, to make composition with such vessels.

2nd.—The dues on vessels entering with cargo inwards to be sixpence per register ton, with cargo outwards to be threepence per register ton.

AND WHEREAS Her Majesty having taken the said Petition and the aforesaid Report of the said Committee into consideration, is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to order, and Her Majesty, by and with such advice, doth hereby order and declare Her Royal Will and Pleasure to be that the aforesaid tariff of harbour dues recommended by the aforesaid Committee and adopted as mentioned in the said Petition shall, as modified by the said Report of the said Lords of Committee of Council, but not further or otherwise, have full force of law in Her Majesty's said Island of Alderney, and that all harbour dues in the said Island shall hereafter be levied in conformity with the said tariff and Report of the said Lords of the Committee of Council, and not otherwise. And Her Majesty, by and with the like advice, doth further order that this Order be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other Her Majesty's Officers for the time being in the said Island, and also the Judge and Jurats of the Island of Alderney, and all persons whom it may concern, are to take notice and govern themselves accordingly.

ARTHUR HELPS.

Le quatre Mars mil huit cent septante-un, pardevant Messire P. Stafford Carey, Chevalier, Baillif, présents : Edgar MacCulloch, William-P. Métivier, Jean Le Mottée, Alfred-S. Collings, Henry Tupper, Jean-L. Mansell, Philippe De Sausmarez, Thomas-L. Mansell, George Allez et Jean Rougier, écra, Jurés.

1871.

MONSIEUR LE BAILLIF ayant dans le mois de Novembre, dernier, communiqué à la Cour un Ordre de Sa Majesté en Son Conseil, en date du 24 Octobre 1870, avec deux exemplaires de l'Acte de Parlement mentionné dans ledit Ordre, ledit Acte de Parlement intitulé "*Extradition Act 1870*" :

Et la Cour, après avoir soumis à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur certaines représentations par rapport à l'opération dudit Acte dans cette île, ayant cru devoir prier M. le Baillif de soumettre ledit Acte à la considération des États :

Et lesdits États ayant, le 1er Mars courant, délibéré comme suit :—

“ Attendu que, dans la lettre en date du 20 Décembre 1870, Monsieur le Secrétaire d'État a bien voulu expliquer que les provisions de la Section XVII. de l'Acte de Parlement dit "*Extradition Act 1870*," s'appliquent aux îles de ce Bailliage, et que par conséquent le Lieutenant-Gouverneur est autorisé à exercer les pouvoirs conférés à un juge, anglicé "*Police Magistrate*," et au Secrétaire d'État.

“ Attendu que, d'après les provisions de ladite Section, l'extradition ne peut être demandée que par autorité officielle, et le transport des accusés hors de cette île n'est pas imposé sur les Officiers Paroissiaux :—

“ Attendu que cette déclaration du Secrétaire d'État a l'effet d'aplanir les difficultés qui avaient paru exister au sujet de l'opération de l'Acte en cette île :—

“ Les États ont été d'avis que les intérêts de l'île n'exigent pas que l'enregistrement de l'Ordre en Conseil transmettant ledit Acte, soit différé plus longtemps :—

“ Et ont les États de plus été d'avis de prier Monsieur le Baillif de communiquer leur vote à Son Excellence Monsieur le Lieutenant-Gouverneur : ”—

LA COUR, après avoir eu lecture dudit Ordre duquel la teneur suit :—

AT THE COURT AT BALMORAL

the 24th day of October 1870

PRESENT

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY

LORD PRESIDENT

MR. SECRETARY CARDWELL

MR. FORSTER.

It is this day ordered by Her Majesty, by ^{Extradition} Act.
and with the advice of Her Privy Council, that

1871.

a printed copy of an Act, passed in the last session of Parliament (cap. 52), be transmitted to the Royal Court of the Island of Guernsey, viz. :—

“ An Act for amending the Law relating to Extradition of Criminals.”

And it is hereby further ordered that the said Act be registered and published in the Island of Guernsey, not as being essential to its operation therein, but that Her Majesty's subjects in the said Island may have notice of the said Acts having been passed, and that they are bound thereby.

And the Lieutenant - Governor or Commander-in-Chief for the time being of the Island of Guernsey and its dependencies, and all other persons whom it may concern, are to take notice of Her Majesty's pleasure hereby signified, and govern themselves accordingly.

ARTHUR HELPS.

Oùies les conclusions du Procureur de la Reine, a ordonné comme suit :—

- 1.—Ledit Ordre sera enregistré sur les Records de cette île.
- 2.—L'un desdits exemplaires dudit Acte de Parlement sera logé au Greffe pour faire partie desdits Records.
- 3.—Un extrait des Registres, contenant ce présent Acte, sera expédié par le Greffier de la Reine à Monsieur le Juge d'Auregny, avec le deuxième exemplaire dudit Acte de Parlement.

(Enregistré sur les Records le 3 Juin 1871).

AT THE COURT AT WINDSOR

the 16th day of May 1871

PRESENT

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY

HIS ROYAL HIGHNESS PRINCE ARTHUR, &c.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 29th day of April, 1871, in the words following, viz. :—

Loi sur les
Chiens.
Auregny.

1871.

“YOUR MAJESTY having been pleased by Your General Order of Reference of the 21st day of March, 1862, to refer unto this Committee the Humble Petition of Thomas Clucas, Esquire, Judge and President of the States of Your Majesty’s Island of Alderney, setting forth:—That during the course of the year 1870, Your Majesty was most graciously pleased, by and with the advice of Your Most Honourable Privy Council, to approve and ratify a certain *Projet de Loi* adopted by the States of the Island of Guernsey, entitled “*Loi sur les Chiens*”:—That at a meeting of the States of this Island of Alderney, assembled *en Chefs Plaids* before Your Petitioner on the 16th day of January last past, it was thought expedient to pass an *Ordonnance* similar in effect to that adopted by the States of the Island of Guernsey, a copy of which is hereunto annexed, marked A. And humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to sanction the said *Ordonnance* and to declare Your Royal Will and Pleasure that the same shall have full force of law in Your Majesty’s Island of Alderney.

“THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty’s said Order of Reference, have this day taken the said Petition and the *Ordonnance* accompanying the same into consideration, and do agree humbly to report as their opinion to Your Majesty, that it may be advisable for Your Majesty to approve of and ratify the said *Ordonnance*, and to declare that the same shall have the full force of law in Your Majesty’s Island of Alderney.”

HER MAJESTY having taken the said Report into consideration, is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve thereof, and to approve of and ratify the said *Ordonnance*, and to

1871. order, as it is hereby ordered, that the same shall have the force of law within the Island of Alderney.*

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order and the said *Ordonnance* (a copy whereof is hereunto annexed), be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other Her Majesty's Officers for the time being in the said Island of Guernsey, and also the Judge and Jurats of the Island of Alderney, and all other persons whom it may concern, are to take notice and govern themselves accordingly.

EDMUND HARRISON.

ORDONNANCE referred to in the foregoing Order in Council:—

Aux Chefs-Plaids d'après Noël, tenus le 16 Janvier 1871, devant Thomas Clucas, Écuyer, Juge; présents: Philip Mesny, Jean Pezet, Pierre Herivel, R. Le Sauvage, Jean-N. Le Bair et Jean-R. Le Cocq, Écuyers, Jurés; et Messieurs les Douzeniers représentant le droit du public. Et en présence de T.-Lloyd Still, Écuyer, capitaine dans l'Artillerie Royale, représentant Son Excellence Monsieur le Lieutenant-Gouverneur.

Le Comité nommé par les États aux Chefs-Plaids d'après la St. Michel, 1870, pour prendre en considération s'il ne serait pas nécessaire de lever une taxe sur les Chiens, ayant ce jour fait leur rapport, les États, après avoir sur ce ouï la conclusion du Procureur de la Reine, ont adopté l'Ordonnance dont la teneur suit:—

* Le produit des licences est applicable au Revenu Général de l'île d'Auregny. Voir l'Ordre en Conseil du 21 Février 1872, enregistré le 16 Mars 1872.

LOI SUR LES CHIENS.

1871.

1° Tout propriétaire de Chien sera tenu dans le mois de Juillet 1871, et annuellement ensuivant pendant le mois de Juillet, de déclarer par écrit aux Officiers de Sa Majesté le nombre de Chiens dont il est propriétaire, et ce sur une pénalité qui ne sera pas moindre de £7 tournois et n'excédera pas £30 tournois.†

2° Sur les déclarations ci-dessus, les Officiers de Sa Majesté accorderont Licence de garder pendant l'année courante les Chiens mentionnés dans lesdites déclarations, en recevant 5s. par chaque Chien, et seront toutes personnes à qui une licence sera accordée, obligées de prendre ladite licence, et payer ladite taxe dans huit jours, sur une pénalité qui ne sera pas moindre de £7 tournois et n'excédera pas £30 tournois.

3° Les Officiers de Sa Majesté garderont un registre des noms des propriétaires de Chiens dans l'île avec le nombre de Chiens que chacun sera licencié de garder, et les listes pour l'année seront pendant le mois d'Août ‡ affichées dans le bureau du Greffe.

4° Tout propriétaire de Chien sera tenu de garder autour du cou de son Chien, un collier portant le nom du propriétaire, et tout Chien trouvé en contravention à cet article sera arrêté, et s'il n'est pas réclamé dans 48 heures il sera abattu. Et sont tous les Connétables et Assistant-Connétables autorisés et obligés par ces présentes de donner assistance d'office aux Officiers de Sa Majesté pour la levée de la susdite taxe.

Et seront les susdites amendes applicables moitié à la Reine et moitié au bénéfice des États.

Et est Monsieur le Juge prié de présenter une humble requête à Sa Majesté afin que l'Ordonnance ci-dessus puisse obtenir la Sanction Royale et devienne loi en cette île.

† Cet article a été rappelé par un Ordre en Conseil en date du 15 Juillet 1881, enregistré le 1er Août 1881, lequel y substitue un nouvel Article.

‡ Le mois de Février est substitué au mois d'Août. Voir le susdit Ordre en Conseil du 15 Juillet 1881.

1871.

(Enregistré sur les Records le 12 Août 1871).

AT THE COURT AT OSBORNE HOUSE, ISLE OF WIGHT
the 28th day of July 1871.

PRESENT

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY
LORD PRIVY SEAL, &c.

Procédures
lors de la
Levée d'une
Taxe Générale.

WHEREAS there was this day read at the Board,
a Report from the Right Honourable the Lords of
the Committee of Council for the Affairs of Guernsey
and Jersey, dated the 14th day of June, 1871, in
the words following, viz. :—

“YOUR MAJESTY having been pleased by Your
General Order of Reference of the 21st day of March,
1862, to refer unto this Committee the Humble
Petition of the States of the Island of Guernsey,
setting forth :—That in former times when a General
Tax was to be imposed, this object was carried into
effect by means of a vote of the States sitting as a
Deliberative Body, without any other formality
being required :—That when a General Tax had thus
been voted by the States, it used to be assessed upon
the ten parishes of the Island in certain fixed pro-
portions denominated “Les Râts,” the effect of which
was that one-third of the tax fell upon the Town
Parish, the other two-thirds being distributed among
the nine parishes in the country :—That so long ago
as the year 1757, a Petition was presented to the
King in Council, the principal object of which was
to supersede the system of “Les Râts,” by requiring
that the Public Taxes should thenceforth be raised
and levied by means of a general Rate upon all the
Inhabitants of the Island in proportion to their
several Estates and properties :—That this Petition
led to no final result :—That by an Order in Council
of the 13th day of December, 1844, Your Majesty
was graciously pleased, on the Petition of the States,
to sanction a Law, by which (among other things)

certain changes were made in this behalf:—That so far as regards General Taxes, the provisions of the Law of 1844 are contained in the first five articles, which are as follows:—

1871.

“ 1° Aucune taxe générale ne sera levée qu’après avoir été votée par les États de Délivération, à la majorité de deux tiers des membres présents. Sous cette condition, ils pourront lever, dans le courant de chaque année, des taxes générales jusqu’au montant, tout ensemble, d’un penni par quartier. Toute taxe qui dépassera ce montant demandera d’être confirmée par la majorité d’une assemblée des États d’Élection, et doit recevoir la sanction de sa Majesté en Conseil signifiée par le moyen d’un de ses Principaux Secrétaires d’État (Anglicé,) *and must receive the consent of Her Majesty in Council, signified through one of Her Majesty’s Principal Secretaries of State.*

“ 2° Les taxes générales seront réparties d’une manière uniforme, d’après les principes posés dans l’Ordonnance de la Cour Royale du 30 Avril 1821, sur tous les biens-meubles des habitants contribuables, de quelque nature, ou en quelque pays, qu’ils puissent être; et sur tous les héritages en cette île, et dans les îles d’Herm et de Jethou, soit que les propriétaires de ces héritages aient, ou n’aient pas d’établissement dans ces dites îles.

“ 3° Lesdits biens, tant meubles qu’héritages, seront responsables de la dette actuelle des États, toutes fois et quantes que sa liquidation serait requise.

“ 4° Toutes Taxes votées par les États seront cotisées par la Douzaine de chaque paroisse, et perçues par les Connétables de la même manière que les taxes paroissiales.

1871.

“ 5° Lorsqu’il sera question de lever une taxe générale, les Connétables de chaque paroisse fourniront au Trésorier des États une liste des contribuables dans leur paroisse, avec le montant de leurs biens réduits en quartiers, suivant à la manière de lever les taxes paroissiales, qui devra être uniforme pour toute l’île, et d’après le nombre total de quartiers ledit Trésorier indiquera à chaque Douzaine Paroissiale le montant qu’elle aura à lever dans sa paroisse.”

That one of the objects mainly contemplated in these articles was that General Taxes, instead of being collected under the ancient system of “ Les Râts,” should for the future be assessed in one uniform manner upon all landed property within the Island, and upon all the Personalty of the rateable Inhabitants, whatsoever and wheresoever:—That from the time when this law came into force, about six and twenty years ago, no General Tax has ever yet been raised:—That on the 10th of August, 1858, the States appointed a committee “ chargé de considérer la manière de procéder à la levée d’une Taxe Générale ”:—That the Report of this Committee, completed in October, 1869, was laid before the States in the month of December following:—That in the month of May, 1870, the Bill or Projet de Loi recommended by the Committee in their Report, was submitted to the States under the title of “ *Loi qui détermine les Procédures à suivre lors de la Levée d’une Taxe Générale* : ”—That the provisions of this measure were several times brought under discussion:—That finally the States, at an adjourned meeting holden before the Bailiff on the 25th of November, 1870, adopted the said Bill or Projet de Loi in the form set forth in the schedule hereunto annexed. And humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to

1871.

grant Your Royal sanction to the said Bill or Projet de Loi, intituled "*Loi qui détermine les Procédures à suivre lors de la Levée d'une Taxe Générale,*" as set forth in the schedule thereunto annexed, and to declare Your Royal Will and Pleasure that the same shall have the force of Law within the Island of Guernsey."

"THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty's said Order of Reference, have this day taken into consideration the said petition and the said Projet de Loi, and do agree humbly to report as their opinion to Your Majesty that it may be advisable for Your Majesty to comply with the prayer of the said petition, and to sanction the said Bill or Projet de Loi, and to declare Your Royal Will and Pleasure that the same shall have the force of Law within the Island of Guernsey."

HER MAJESTY having taken the said report into consideration is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve of and ratify the said Projet de Loi, and to order, as it is hereby ordered, that the same shall have the force of Law within the Island of Guernsey.

And Her Majesty doth hereby further direct that this order, and the said Projet de Loi (a copy whereof is hereunto annexed), be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other Her Majesty's officers, for the time being in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice and govern themselves accordingly.

ARTHUR HELPS.

1871.

Projet de Loi referred to in the foregoing Order in Council :—

LOI QUI DÉTERMINE LES PROCÉDURES A SUIVRE
LORS DE LA LEVÉE D'UNE TAXE GÉNÉRALE.

Contribuable
fera Déclara-
tion de la
valeur de ses
biens-meubles.

1.—Chaque habitant contribuable sera obligé de faire une déclaration solennelle de la valeur de ses biens-meubles, les biens de natures diverses réduits en quartiers au taux de £25 sterling le quartier.

Cadastrés.

2.—Il sera fait aux frais des États un cadastre de chaque paroisse, lequel cadastre contiendra une liste exacte spécifiant chaque héritage, maison et terre dans la paroisse, le nom du propriétaire, avec l'arpentage de chaque propriété, et sa valeur estimée en quartiers de froment de rente, et sera ledit cadastre révisé et corrigé à chaque levée de taxe.

Propriétaire
d'héritage en
payant ar-
rérages de
rentes pourra
se rembourser
proportion de
la taxe.

3.—Tout propriétaire d'héritage, étant débiteur de rentes, aura le droit, en payant les arrérages de telles rentes, de se rembourser (*pro rata*) de la Taxe Générale, qu'il aurait payée sur son héritage pendant l'année pour laquelle les arrérages sont dûs.

Comité des
États dressera
Cadastrés et
Tarif Général.

4.—Les États, lors de la levée d'une Taxe Générale, nommeront un Comité, dont M. le Superviseur et Trésorier des États sera membre d'office, lequel Comité dressera ou rectifiera les cadastres,—et pourra ledit Comité, s'il le juge à propos, se faire assister par des experts sermentés à l'effet,—de plus ledit Comité dressera un Tarif Général, fixant le taux pour l'estimation des biens-meubles de diverses natures, selon leur placement.

Taxe pourra
être répartie et
levée dans le
courant d'une
ou de plusieurs
années.

5.—Lorsque les États sont appelés à délibérer s'ils sont d'avis de voter une Taxe Générale,—c'est-à-dire une taxe qui doit être levée suivant les dispositions du deuxième article de la Loi de 1844,—ils pourront décider que ladite taxe sera répartie en plusieurs portions, pour être lesdites portions levées dans le courant, soit d'une seule année, soit de plusieurs années.

Si la répartition n'est pas portée dans l'article du Billet, elle pourra y être ajoutée par voie d'amendement. 1871.

6.—Avant la levée d'une Taxe Générale, les Connétables de chaque paroisse avertiront, par écrit, les habitants contribuables qu'ils aient à faire, devant un Justicier de la Cour Royale, la déclaration voulue par le premier article de cette loi. Bien entendu, que tel avertissement sera accompagné d'un exemplaire du tarif général voulu par le quatrième article. La déclaration sera suivant le modèle annexé à la présente loi.

Connétables avertiront contribuables de faire déclaration.

En ce qui regarde les formalités voulues par le présent article, la portion d'une taxe sera sur le même pied qu'une taxe entière.

Portion d'une taxe.

7.—Une déclaration, prise aux fins du précédent article, sera en force pendant l'année dans laquelle elle est prise et pour deux années subséquentes.

Déclarations seront en force pendant trois ans.

Toutefois, les Connétables d'une paroisse auront la faculté d'avertir, par écrit, comme dessus, tout habitant de leur paroisse, dont le nom leur sera signifié par M. le Superviseur de la part du Comité des États, nommé aux fins de l'article 4.

Connétables pourront avertir tout habitant dont le nom leur est signifié par le Superviseur.

8.—Un mari est sujet à être taxé tant pour les biens de sa femme que pour les siens.

Mari.

9.—Le bien, dont un habitant jouit des revenus, n'est point exempté de taxation par être en fidéi-commis.

Fidéi-commis.

10.—Un étranger ne sera taxé qu'après avoir résidé trois ans dans cette île. A la fin de ce terme, il sera porté sur la liste de la paroisse de sa résidence.

Etrangers sujets à taxation après 3 ans de résidence.

11.—Celui qui négligera ou omettra de faire la déclaration solennelle comme dessus lorsque requis à l'effet par les Connétables de sa paroisse, et de la livrer à l'un desdits Connétables dans les quinze jours qui suivront la réception de l'avertissement, sera passible

Non-déclarants seront mis à l'amende.

1871.

d'une amende à discrétion de Justice qui ne sera pas moins de £5 sterling et n'excédera pas £20 sterling.

Gardes
naturels,
Tuteurs et
Curateurs.

12.—Les gardes naturels, les tuteurs et les curateurs-aux-biens, seront tenus de faire des déclarations solennelles par rapport au montant en quartiers des biens-meubles de ceux qu'ils représentent, et s'ils négligent ou omettent de le faire, sera chaque défaillant personnellement passible des peines portées à l'article précédent.

Fausse déclara-
tion.

13.—Celui qui, en faisant une déclaration solennelle, aura sciemment et méchamment déclaré faussement, sera sujet à être poursuivi à se voir adjuger à telle peine, punition, emprisonnement ou amende que la Cour trouvera condigne.

Listes des con-
tribuables
avec montant
de leur cotisa-
tion seront
fournies par
Douzaine au
Trésorier des
États.

14.—Après lesdites déclarations faites et livrées aux Connétables, une liste contenant le nom de chaque contribuable avec le montant de sa cotisation, sera rédigée par la Douzaine et livrée au Trésorier des États.

Connétables et
Douzeniers
pourront
assister
Comité.
Experts,
Arpenteurs.

15.—Le Comité des États chargé de dresser ou de rectifier les cadastres, au lieu de faire sermenter des experts spéciaux, aura le droit de se faire assister par MM. les Connétables et Douzeniers des paroisses respectives, s'ils y consentent par une délibération à cet effet, sans que dans ce cas un serment spécial de leur part soit requis; et pourront lesdits Connétables et Douzeniers se faire assister, aux frais des États, d'un arpenteur assermenté à cet effet.

Droit
d'entrée dans
les héritages
et édifices.

16.—Pour faire leur évaluation des biens en héritage, le Comité des États, ou ceux préposés pour dresser ou rectifier les cadastres, auront droit d'entrer dans les héritages et les édifices de ferme.

Cadastres
seront déposés
pour inspec-
tion.

17.—Après la confection ou la rectification des cadastres, le Comité des États donnera connaissance, par le moyen d'une annonce dans la *Gazette* autorisée pour les annonces judiciaires, que les cadastres seront déposés à un ou à plusieurs lieux désignés dans ladite

annonce, pour l'inspection des contribuables pendant quinze jours dénommés. Pendant cette quinzaine, tout contribuable pourra signifier au Superviseur, par le Sergent de la Reine, qu'il y a dans le cadastre quelque inexactitude par laquelle il est lésé, et nommément :—

- 1° Que certains héritages désignés n'y figurent pas ;
- 2° Que certains héritages désignés y figurent pour moins qu'ils ne valent ;
- 3° Que certains héritages désignés y figurent pour plus qu'ils ne valent ;

Bien entendu que le fait de n'avoir pas envoyé une signification aux fins que dessus n'empêchera pas un contribuable de disputer le montant de sa contribution pour des raisons qui lui sont particulières.

18.—Sur les significations envoyées au Superviseur, le Comité des États pourra corriger les cadastres, après quoi, s'il y a lieu, il priera la Cour Royale d'autoriser un Commis pour, devant ledit commis, régler les différends élevés par les significations, et les cadastres seront arrêtés par le Commis après avoir entendu les parties ; avec faculté audit Commis, dans chaque cas, de remettre le différend à la Cour Ordinaire, dont la décision sera finale.

Révision des
Cadastres.

19.—Les usufruitiers et les saisis d'héritage sont sujets à être taxés pour lesdits héritages.

Usufruitiers
et Saisis.

20.—Le propriétaire d'un héritage grevé d'obligations mobilières enregistrées, excédant la valeur de ses biens-meubles, sera admis à diminuer sur la taxe de son héritage le montant en quartiers dudit excédant, qu'il aura vérifié par une déclaration solennelle, dans laquelle il sera tenu de spécifier tant la valeur de ses biens-meubles que le montant de ses dites obligations enregistrées.

Montant
d'obligations
mobilières
enregistrées
sur un héritage
excédant
valeur des
biens-meubles
pourra être
diminué sur
taxe de
l'héritage.

21.—Les Forts, la Cour Royale, la Prison Publique, les lieux dévoués exclusivement au culte religieux, le

Bâtiments
publics
exemptés.

1871. Collège, les Ecoles Paroissiales, les Cimetières Paroissiaux, les Hôpitaux, l'Arsenal, les Marchés publics et autres propriétés semblables sont exemptés des taxes générales.

Perception de la Taxe.

22.—Le Comité des États, ayant fait confectionner ou rectifier les cadastres et les listes des contribuables des paroisses respectives d'une manière uniforme pour toute l'île, la taxe sera perçue par les Connétables des paroisses respectives comme suit, savoir :—par rapport aux biens-meubles, sur les habitants de ladite paroisse, et par rapport aux héritages, sur les propriétaires ou usufruitiers des héritages situés dans leurs paroisses respectives. Le montant à percevoir, suivant la cotisation de chaque paroisse, sera versé entre les mains du Trésorier des États dans un délai qui ne dépassera pas un mois, à partir du jour que les cadastres et listes auront été livrés auxdits Connétables.

Procédures judiciaires seront faites par Trésorier des États.
Application des amendes.

23.—Les procédures judiciaires pour la levée d'une Taxe Générale seront faites par le Trésorier des États.

24.—Les amendes encourues, vertu de la présente loi, seront réparties, un tiers à Sa Majesté et les deux autres tiers aux États.

MODÈLE DE DÉCLARATION.

Modèle de Déclaration.

Je soussigné habitant de la paroisse
de en cette île de Guernesey, déclare solennellement et sincèrement que le montant de tous mes biens-meubles de quelque nature que ce soit, dans lesquels j'ai un intérêt avantageux, y compris les argents, capitaux, ou biens en fidéi-commis ou autrement, dont je jouis des revenus, soit en mon nom, soit à cause de ma femme ou autrement, réduits en quartiers au taux de £25 par quartier, mais déduction faite de mes dettes mobilières, n'excède pas ensemble quartiers. Et je fais cette déclaration solennelle, la croyant consciencieusement être vraie, et ce en vertu des lois qui ont été faites pour abolir les serments extrajudiciaires. (Signature)

Déclaré devant moi, soussigné,
Juré-Justicier de la Cour Royale,
ce (date)

(Enregistré sur les Records le 28 Août 1871.)

1871.

AT THE COURT AT BALMORAL

the 19th day of August 1871

PRESENT

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY

HIS ROYAL HIGHNESS THE DUKE OF EDINBURGH, &c.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 15th day of August, 1871, in the words following, viz. :—

Impôt 2s. 1d.
par gallon.

“YOUR MAJESTY having been pleased by Your General Order of Reference of the 21st day of March, 1862, to refer unto this Committee the Humble Petition of the States of the Island of Guernsey, setting forth :—That from the year 1814 to the present time the States of the Island of Guernsey have been authorised by divers Orders in Council to levy an Impôt on all Spirituous Liquors consumed in the Island :—That originally the Impôt was at the rate of one shilling per gallon :—That by an Order in Council of the 24th day of September, 1857, Your Majesty was, on the Petition of the States, graciously pleased to authorise the States to levy on such spirits by way of Impôt, the further sum of three pence per gallon :—That by an Order in Council of the 23rd day of June, 1870, Your Majesty was on the like Petition graciously pleased to authorise the States to continue to levy an Impôt of fifteen pence per gallon for the term of fifteen years, from the 1st day of March in the year 1871, subject only to a condition that had been voted by the States with a view to the reduction of the debt, viz. :—That out of the proceeds of the said Impôt there should be placed to the credit of Fountain Street Account the yearly sum of £500 sterling :—That during the year 1870 the proceeds of the said Impôt amounted to within a small fraction of

1871.

£5,200 sterling:—That with a view to provide for certain contemplated expenses calculated to amount to upwards of Thirty Thousand Pounds, the States, at a meeting holden before the Bailiff on the fifth day of July, 1871, decided to present a Petition to Your Majesty praying that, subject to certain provisoes contained in the Act set forth in the Schedule hereunto annexed, Your Majesty would be graciously pleased to authorise the States to levy the further sum of ten pence per gallon by way of Impôt on all spirits consumed in the said Island, the effect of the proposed measure being to raise the Impôt on spirits from fifteen pence per gallon to two shillings and a penny currency, a sum equivalent to two shillings British. And humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to authorise them to levy the further sum of ten pence per gallon by way of Impôt on all Spirituous Liquors consumed in the said Island, the said authority to be in force for so much as remains of the period during which Your said Petitioners are authorised to levy the Impôt of Fifteen pence per gallon under the Order of Your Majesty in Council of the 23rd day of June in the year 1870, and this in as full and ample a manner as if the authority to levy the said additional Impôt had been contained in the said Order in Council. Provided always (First) that out of the Proceeds of the said additional Impôt there shall be applied towards the reduction of the Fountain Street Debt the sums following, to wit:—In the year 1871, the sum of One Hundred Pounds Sterling, and in every subsequent year during the continuance of the said Impôt, the sum of Two Hundred Pounds Sterling. Provided also (Secondly) that with respect to all Spirituous Liquors in store at the time of the Registration of Your Majesty's Order in Council in this behalf, the Superviseur, on good and sufficient

security being given him, shall have authority to grant a term of six months for the payment of the said additional Impôt of ten pence per gallon; all reimbursements in case of exportation within the term so granted to be carried to the credit of the owner. Provided also (Thirdly) that on all Spirituous Liquors so in store, the additional Impôt shall be at the rate of nine pence only per gallon, provided the payment is made within one month from the time of the registration of the said Order in Council.”

“THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty’s said Order of Reference, have this day taken the said Petition into consideration, and do agree humbly to report as their opinion to Your Majesty that it may be advisable for Your Majesty to comply with the prayer of the Petition of the States of the Island of Guernsey and to authorise them to levy the further sum of ten pence per gallon by way of Impôt on all Spirituous Liquors consumed in the said Island, the said authority to be in force for so much as remains of the period during which the said States are authorised to levy the Impôt of fifteen pence per gallon under the Order of Your Majesty in Council of the 23rd of June, 1870, and this in as full and ample a manner as if the authority to levy the said additional Impôt had been contained in the said Order in Council. Provided always (First) that out of the proceeds of the said additional Impôt there shall be applied towards the reduction of the Fountain Street Debt, the sums following, to wit:—In the year 1871 the sum of One Hundred Pounds Sterling, and in every subsequent year during the continuance of the said Impôt, the sum of Two Hundred Pounds Sterling. Pro-

1871.

vided also (Secondly) that with respect to all Spirituous Liquors in store at the time of the registration of Your Majesty's Order in Council in this behalf, the Superviseur, on good and sufficient security being given him, shall have authority to grant a term of six months for the payment of the said additional Impôt of ten pence per gallon, all reimbursements in case of exportation within the term so granted to be carried to the credit of the owner. Provided also (Thirdly), that on all Spirituous Liquors so in store the additional Impôt shall be at the rate of nine pence only per gallon, provided the payment is made within one month from the time of the registration of the said Order in Council."

HER MAJESTY having taken the said Report into consideration, is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve thereof, and to authorise the States of the Island of Guernsey, and they are hereby authorised, to levy the further sum of ten pence per gallon by way of Impôt on all Spirituous Liquors consumed in the said Island, the said authority to be in force for so much as remains of the period during which the said States are authorised to levy the Impôt of fifteen pence per gallon under Her Majesty's Order in Council of the 23rd June, 1870, and this in as full and ample a manner as if the authority to levy the said additional Impôt had been contained in the said Order in Council. Provided always (First) that out of the proceeds of the said additional Impôt there shall be applied towards the reduction of the Fountain Street Debt the sums following, to wit:—In the year 1871 the sum of One Hundred Pounds Sterling, and in every subsequent year during the continuance of the said Impôt the sum of Two Hundred Pounds Sterling.

Provided also (Secondly) that in respect to all Spirituous Liquors in store at the time of the registration of Her Majesty's Order in Council in this behalf, the Superviseur, on good and sufficient security being given him, shall have authority to grant a term of six months for the payment of the said additional Impôt of ten pence per gallon, all reimbursements in case of exportation within the term so granted to be carried to the credit of the owner. Provided also (Thirdly) that on all Spirituous Liquors so in store the additional Impôt shall be at the rate of nine pence only per gallon, provided the payment is made within one month from the time of the registration of this Order.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other Her Majesty's Officers for the time being in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice and govern themselves accordingly.

EDMUND HARRISON.

SCHEDULE referred to in the foregoing Order in Council:—

**ACTE VOTÉ PAR LES ÉTATS DANS L'ASSEMBLÉE
DU 5 JUILLET 1871.**

LES ÉTATS ont été d'avis de présenter une très-humble Requête à Sa Majesté la Reine en son Conseil, la suppliant de vouloir bien autoriser les États à lever sur les Liqueurs Spiritueuses dix pennis additionnels d'Impôt, pendant le temps pour lequel le présent Impôt est en force, aux fins de l'Ordre en Conseil du 23 Juin 1870, enregistré sur nos Records le 9 Juillet 1870.

1871.

Bien entendu :—1° Qu'il sera prélevé sur le produit annuel dudit Impôt la somme additionnelle de cent livres sterling dans l'année 1871, et de deux cents livres sterling dans chaque année subséquente, pour être appliquée à l'amortissement de la dette de la Rue de la Fontaine.

2° Qu'à l'égard des Spiritueux qui seront en magasin lors de l'enregistrement de l'Ordre en Conseil, M. le Supérieur sera autorisé à accorder un délai de six mois pour le paiement des dix pennis additionnels d'impôt, pourvu qu'il lui soit fourni bonne et suffisante caution, et seront les remboursements en cas d'exportation pendant lesdits six mois portés en compte au crédit du propriétaire.

3° Que sur les Spiritueux ainsi en Magasin il ne sera payé que neuf pennis additionnels d'impôt, pourvu que le paiement se fasse avant l'expiration d'un mois à compter du jour de l'enregistrement de l'Ordre en Conseil.

(Enregistré sur les Records le 14 Novembre 1871.)

AT THE COURT AT BALMORAL

the 3rd day of November 1871

PRESENT

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY

LORD PRESIDENT, &c.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 30th day of August, 1871, in the words following, viz. :—

“YOUR MAJESTY having been pleased by Your General Order of Reference of the 21st day of March, 1862, to refer unto this Committee the Humble Petition of the States of the Island of Guernsey, setting forth :—That since the improvement of the Harbour of St. Sampson's was taken in hand in the

Havre de St.
Samson.
Construction
d'un Egout,
d'une Citerne
et d'une
Pompe.

year 1839, divers works for carrying out that object have from time to time been voted by the States and sanctioned by Your Majesty in Council:—That certain tonnage dues are levied upon vessels entering the said Harbour under the authority of an Order in Council of the 5th July, 1865, and that the said dues are applicable among other things to the payment of such works as may, with Your Majesty's sanction, be voted for the improvement of the said Harbour:—That in consequence of the construction of certain Quays in the said Harbour, a main Sewer has become necessary in order to provide for the efficient drainage of the houses bordering on the said Quays and others in the immediate neighbourhood:—That the want of a sufficient supply of good water, both for the use of a rapidly increasing neighbourhood and also of the shipping frequenting the said Harbour, is very much felt:—That at an assembly holden before the Lieutenant-Bailiff on the 26th day of July, in the year 1871, the States passed resolutions by which, subject to Your Majesty's authority in that behalf, they authorised the Harbour Committee to construct a main Sewer along the South Quay of St. Sampson's Harbour, and also a Cistern and Pump for the use of the said Harbour. And humbly praying that in sanctioning the said Resolutions Your Majesty would be graciously pleased to authorise the States to apply the Harbour Funds to these works."

"THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty's said Order of Reference, have this day taken the said Petition into consideration, and do agree humbly to report as their opinion to Your Majesty, that it may be advisable for Your Majesty to comply with the prayer of the said Petition and to authorise the application of the Harbour Funds to the construction of a main

1872.

Sewer along the South Quay of St. Sampson's Harbour, and also a Cistern and Pump for the use of the said Harbour, in accordance with the resolution of the States of the said Island of Guernsey of the 26th of July, 1871."

HER MAJESTY having taken the said Report into consideration, is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve thereof, and to authorise the States of the said Island of Guernsey to apply the Harbour Funds to the construction of a main Sewer along the South Quay of St. Sampson's Harbour, and also a Cistern and Pump for the use of the said Harbour, in accordance with the resolution of the States of the said Island of Guernsey of the 26th July, 1871.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other Her Majesty's Officers for the time being in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice and govern themselves accordingly.

EDMUND HARRISON.

(Enregistré sur les Records le 9 Mars 1872).

AT THE COURT AT OSBORNE HOUSE, ISLE OF WIGHT
the 21st day of February 1872

PRESENT

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY
HIS ROYAL HIGHNESS PRINCE ARTHUR, &c.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 20th day of February, 1872, in the words following, viz :—

"YOUR MAJESTY having been pleased by Your General Order of Reference of the 21st day of March,

Impôt,
Aurogny,
2s. 1d. par
gallon.

1862, to refer unto this Committee the Humble Petition of Thomas Clucas, Esq., Judge and President of the States of Your Majesty's Island of Alderney, setting forth:—That on the third day of February, 1864,* Your Majesty was graciously pleased, by and with the advice of Your Most Honourable Privy Council, to renew the grant of levying one shilling and threepence per gallon on all Spirituous Liquors retailed and consumed in Your Majesty's Island of Alderney, for a term of ten years, and to direct that the produce of the same (together with the Wine Duty) be applied from time to time by the joint order and discretion of the States and Court of the said Island in works and other purposes of public utility, in keeping the public buildings in repair, and in continuing the construction of roads:—And Your Majesty was further pleased to authorise the said States to make from time to time such regulations for raising and collecting the said Impôt as may be found meet and proper:—That the produce of the said Impôt has been applied in conformity with Your Majesty's Order:—That notwithstanding the utmost efforts made to reduce the Public Debt it still amounts to upwards of £2,000:—That in consequence of the withdrawal of the grant of the Committee of Council for Education from the Channel Islands, the maintenance of the Public Schools at Alderney will fall in future upon the States:—That at a meeting of the States (assembled *en Chef-Plaids*) holden before Your Petitioner on the 22nd day of January last, a Deliberation was passed (copy of which is thereunto annexed marked "A") by which the States are to pay to the Directors of the Public Schools such balance sum as may be required to keep them on an efficient footing:—That in consequence of the inability of the

* L'Ordre en Conseil auquel référence est faite n'est pas enregistré sur les records de cette Ile.

1872.

States to meet this demand from their present resources, it was further decided at the aforesaid meeting (copy of Deliberation annexed marked "B") to present an humble Petition to Your Majesty, praying to be allowed to raise the Impôt on Spirituous Liquors by 10d. per gallon, making a total on Spirituous Liquors of 2s. 1d. per gallon, and humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to order that ten pence additional per gallon be raised during the period of the grant of the present Impôt on all Spirituous Liquors imported into Your Majesty's Island of Alderney, thus making a total on Spirituous Liquors of two shillings and one penny per gallon:— That the proceeds be applied: 1° Towards the liquidation of the Public Debt, 2° To continue public improvements, and 3° To pay to the Directors of the Public Schools such expenses beyond the endowment as may appear in the annual accounts to have been incurred. And further that the said States be authorised to make, from time to time, such regulations for raising and collecting the said increased duty as may be found meet and proper."

"THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty's said Order of Reference, have this day taken into consideration the said Petition and the said Deliberations of the States of the Island of Alderney, and do agree humbly to report as their opinion to Your Majesty, that it may be advisable for Your Majesty to comply with the prayer of the said Petition, and to order that ten pence additional per gallon be raised during the period of the grant of the present Impôt on all Spirituous Liquors imported into Your Majesty's Island of Alderney, thus making a total on Spirituous Liquors of two shillings and one penny per gallon, and that the proceeds be applied:—

- 1st—Towards the liquidation of the Public Debt, 1872.
- 2nd—To continue public improvements, and
- 3rd—To pay to the Directors of the Public Schools such expenses beyond the endowment as may appear in the annual accounts to have been incurred.

And further to authorise the States of the said Island to make from time to time such regulations for raising and collecting the said increased duty as may be found meet and proper.”

HER MAJESTY having taken the said Report into consideration is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve thereof, and to order, as it is hereby ordered, that ten pence additional per gallon be raised during the period of the grant of the present Impôt* on all Spirituous Liquors imported into Her Majesty's Island of Alderney, thus making a total on Spirituous Liquors of two shillings and one penny per gallon.

And Her Majesty doth hereby further order that the proceeds be applied : 1st—Towards the liquidation of the Public Debt, 2nd—To continue public improvements, and 3rd—To pay to the Directors of the Public Schools such expenses beyond the endowment as may appear in the annual accounts to have been incurred. And Her Majesty doth hereby authorise the said States to make from time to time such regulations for raising and collecting the said increased duty as may be found meet and proper.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order, and the said “Deliberations” (copies whereof are hereunto annexed) be entered upon the

* Voir Note Vol. I. page 327.

1872.

Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other Her Majesty's Officers for the time being in the said Island, and also the Judge and Jurats of the Island of Alderney, and all other persons whom it may concern, are to take notice and govern themselves accordingly. ARTHUR HELPS.

“ DELIBERATIONS ” referred to in the foregoing Order in Council :—

“ A.”

AUX CHEFS PLAIDS d'après Noël tenus

Le 22 Janvier 1872, devant Thomas Clucas, Ecuyer, Juge, présents :—Philip Mesny, Jean Pezet, Pierre Herivel, R. Le Sauvage, Jean N. Le Bair, et Jean-R. Le Cocq, Ecuyers, Jurés, et Messieurs les Douzainiers représentant le droit du Public. Et en présence de Major Tyacke, Commandant le 22e Régiment de Ligne, en cette Ile, représentant Son Excellence M. le Lieutenant-Gouverneur.

Monsieur le Juge a soumis aux Etats que le Comité du Conseil Privé pour l'Education a retiré la subvention accordée aux Ecoles des Iles de la Manche, et que par conséquent les Ecoles Publiques de cette Ile se trouvent privées d'une certaine somme annuellement, sans quoi elles ne peuvent continuer sur le même pied qu'elles sont aujourd'hui, la dotation des susdites écoles n'étant pas suffisante pour faire face au déficit qui se trouvera chaque année, et ayant de plus soumis aux Etats s'il ne serait pas nécessaire de voter annuellement une somme du revenu des Etats pour payer ledit déficit.

LES ETATS ont de voix uniforme déclaré qu'ils sont prêts de faire tout en leur pouvoir pour l'avancement de l'Education en cette Ile, et que le déficit des Ecoles Publiques sera payé chaque année du revenu des

Etats, sur la demande à eux faite par les Directeurs des susdites Ecoles. 1872

(Extrait des Registres),
WILLIAM ROBILLIARD,
Greffier de la Reine.

“ B.”

AUX CHEFS-PLAIDS d'après Noël, tenus

Le 22 Janvier 1872, devant Thomas Clucas, Ecuyer, Juge, Présents :—Philip Mesny, Jean Pezet, Pierre Herivel, R. Le Sauvage, Jean N. Le Bair, et Jean R. Le Cocq, Ecuyers, Jurés, et Messieurs les Douzainiers représentant le droit Public.

Et en présence de Major Tyacke, commandant le 22e Régiment de Ligne en cette île, représentant Son Excellence M. le Lieutenant-Gouverneur.

Sur la proposition de M. le Juge, qu'il serait nécessaire de demander un surcroît d'Impôt sur les Liqueurs Spiritueuses et Cordiaux, ce qui donnerait aux Etats les moyens d'amortir la Dette Publique, continuer les améliorations dans l'île dont il y en a encore tant besoin, et d'assister les Ecoles Publiques sans gêner les Etats.

LES ETATS ont, après avoir sur ce, ouïe la conclusion du Procureur de la Reine, décidé de demander l'augmentation de l'Impôt sur les Liqueurs Spiritueuses et Cordiaux de 10d. par gallon, et est M. le Juge prié de présenter une Humble Requête à Sa Majesté priant de vouloir bien accorder un surcroît d'Impôt de 10d. par gallon sur les Liqueurs Spiritueuses et Cordiaux et de prier qu'il soit narré dans ledit Ordre de Sa Majesté en Conseil que ledit surcroît soit appliqué à amortir la Dette Publique, à continuer les améliorations Publiques, et à payer annuellement aux Directeurs des Ecoles Publiques le déficit qui pourra leur être dû sur les dépenses de l'année.

(Extrait des Registres),
WILLIAM ROBILLIARD,
Greffier de la Reine.

1872.

(Enregistré sur les Records le 9 Mars 1872).

AT THE COURT AT OSBORNE HOUSE, ISLE OF WIGHT
the 21st day of February 1872

PRESENT

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY
HIS ROYAL HIGHNESS PRINCE ARTHUR, &c.

Marché aux
Légumes.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 6th day of February, 1872, in the words following, viz. :—

“YOUR MAJESTY having been pleased by Your General Order of Reference of the 21st day of March, 1862, to refer unto this Committee the Humble Petition of the States of the Island of Guernsey, setting forth :—That hitherto the Vegetable Market in the Town of St. Peter-Port has been held in the open air :—That at an Assembly of the States holden before the Bailiff the 18th day of December, 1871, a Committee was appointed to carry into execution a plan that was then brought under consideration for the construction of a new Vegetable Market on a site now in a great measure covered with houses, at an estimated cost of upwards of £16,000 stg. :—And humbly praying that Your Majesty may be graciously pleased to order and direct that from and after the completion of the contemplated works, the Vegetable Market shall not be held elsewhere than in such building as shall be appropriated to that purpose; and also to authorise the States to take and receive for the use of each stall in the new Vegetable Market, a sum not exceeding twopence per day, to be applied towards the current expenses of the said Market.”

“THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty's said Order of Reference, have this day taken the said Petition into consideration, and do agree

humbly to report as their opinion to Your Majesty that it may be advisable for Your Majesty to comply with the prayer of the Petition of the States of the Island of Guernsey, and to order and direct that, from and after the completion of the contemplated works, the Vegetable Market shall not be held elsewhere than in such buildings as shall be appropriated to that purpose, and also to authorise the States to take and receive for the use of each stall in the new Vegetable Market a sum not exceeding twopence per day, to be applied towards the current expenses of the said Market.”

HER MAJESTY having taken the said Report into consideration is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve thereof, and to order and direct, and it is hereby ordered and directed that, after the completion of the contemplated works referred to in the Petition of the States, the Vegetable Market shall not be held elsewhere than in such building as shall be appropriated to that purpose; and Her Majesty is further pleased to authorise the said States to take and receive for the use of each stall in the new Vegetable Market, a sum not exceeding twopence per day, to be applied towards the current expenses of the said Market.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats and all other Her Majesty's Officers for the time being in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice and govern themselves accordingly.

ARTHUR HELPS.

1872.

(Enregistré sur les Records le 9 Mars 1872.)

AT THE COURT AT OSBORNE HOUSE, ISLE OF WIGHT
the 21st day of February 1872

PRESENT

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY
HIS ROYAL HIGHNESS PRINCE ARTHUR, &c.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 6th day of February, 1872, in the words following, viz. :—

YOUR MAJESTY having been pleased by Your General Order of Reference of the 21st day of March, 1862, to refer unto this Committee the Humble Petition of the States of the Island of Guernsey, setting forth :—That at an Assembly holden before the Bailiff on the 18th day of December, 1871, the States voted two works of considerable importance, the one a new approach to the Harbour from the upper part of the Town,—the other the building of a new Vegetable Market not far from the Town Church on a plan involving the demolition of several houses :—That it is calculated that the cost of these two works will absorb all the available Revenue of the Island for some years to come :—That several urgent expenses still remain to be provided for, and amongst others, the liabilities that the States may think it right to take upon themselves for the furtherance of education, in consequence of the anticipated withdrawal of certain grants, which, it is understood, have hitherto been made out of the Revenue of the United Kingdom in favour of certain schools within the Island :—That by an Order of Your Majesty in Council of the date of the 14th day of November, 1851, the States were authorised to levy among other things an Impôt on Wines and certain dues on Goods imported, in order to constitute a fund for the con-

Impôt sur
Vins appli-
cable aux
besoins
généraux de
l'île.
Augmentation
des Droits
du Havre de
St. Pierre-
Port, de 6d.
par tonneau
ou de 25%.

struction of the Harbour then in contemplation:—1872.
That by a subsequent Order of Your Majesty in Council of the date of the second day of September, 1858, the Impôt on Wines was fixed at ninepence per gallon, and the duty on Goods imported at two shillings per ton, except in the case of certain specified articles upon which there was set a fixed amount of duty, as set out in the second section of the tariff annexed to the said Order:—That the clear proceeds of the Impôt on Wines are calculated not to exceed the sum of £1,250 a year:—That the proceeds of the duty on Goods imported amount to about £4,800 a year:—That from the foregoing data it is apparent that an additional duty of sixpence per ton on Goods imported would produce a sum equivalent, or very nearly so, to the proceeds of the Impôt on Wines. And humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to declare Your Royal Will and Pleasure that the proceeds of the Impôt on Wines shall in future be applicable to the general wants of the Island, and to authorise the States to levy an additional duty of sixpence per ton on all Goods imported that are now liable to pay duty by the ton, with an augmentation of twenty-five per cent. on the several duties specifically enumerated in the second section of the tariff now in force, the proceeds of the said duties to form part of the Revenues of the Harbour of Saint Peter-Port.”

“THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty’s said Order of Reference, have this day taken the said Petition into consideration, and do agree humbly to report as their opinion to Your Majesty that it may be advisable for Your Majesty to comply with the prayer of the Petition of the States of the Island of Guernsey, and to declare Your Royal Will and

1872.

Pleasure that the proceeds of the Impôt on Wines shall in future be applicable to the general wants of the Island, and to authorise the States to levy an additional duty of sixpence per ton on all Goods imported into the said Island that are now liable to pay duty by the ton, with an augmentation of twenty-five per cent. on the several duties specifically enumerated in the second section of the tariff now in force; the proceeds of the said duties to form part of the Revenues of the Harbour of St. Peter-Port in the said Island.”

HER MAJESTY having taken the said Report into consideration is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve thereof, and to declare Her Royal Will and Pleasure that the proceeds of the Impôt on Wines shall in future be applicable to the general wants of the Island of Guernsey. And Her Majesty is further pleased to authorise the States of the said Island to levy an additional duty of sixpence per ton on all Goods imported into the said island that are now liable to pay duty by the ton, with an augmentation of twenty-five per cent. on the several duties specifically enumerated in the second section of the tariff now in force, the proceeds of the said duties to form part of the revenues of the Harbour of St. Peter-Port in the said Island.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly.

And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats and all other Her Majesty's Officers for the time being in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice and govern themselves accordingly.

ARTHUR HELPS.

(Enregistré sur les Records le 16 Mars 1872).

1872.

AT THE COURT AT OSBORNE HOUSE, ISLE OF WIGHT

the 21st day of February 1872

PRESENT

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY

HIS ROYAL HIGHNESS PRINCE ARTHUR, &c.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 20th day of February, 1872, in the words following, viz. :—

Loi sur les
Chiens,
Auregny.
Application
du produit des
Licences aux
Revenus des
Etats.

“YOUR MAJESTY having been pleased by Your General Order of Reference of the 21st day of March, 1862, to refer unto this Committee the Humble Petition of Thomas Clucas, Esq., Judge and President of the States of Your Majesty's Island of Alderney, dated 21st June, 1871, setting forth:—That on the 16th day of May in the present year, Your Majesty was graciously pleased, by and with the advice of Your Most Honourable Privy Council, to approve of and ratify an *Ordonnance* of the States of this Island entitled “*Loi sur les Chiens*” :—That in the Petition presented to Your Majesty in Council dated the 6th day of March in the present year, the prayer of the States that the proceeds of the Dog Tax should form part of the general revenue of this island, was omitted :—That at a meeting of the States holden this day before Your Petitioner the States decided that an Humble Petition should be presented to Your Majesty praying that the Funds should be so applied, copy of which Deliberation is hereunto annexed, marked “A.” And humbly praying that Your Majesty will be graciously pleased to declare Your Royal Will and Pleasure that the proceeds of the said Dog Tax shall form part of the General Revenue of this Island.”

1872.

“THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty’s said Order of Reference, have this day taken into consideration the said Petition, and the said “Deliberation,” and do agree humbly to report as their opinion to Your Majesty that it may be advisable for Your Majesty to comply with the prayer of the said Petition, and to declare Your Royal Will and Pleasure that the proceeds of the said Dog Tax shall form part of the General Revenue of the said Island of Alderney.”

HER MAJESTY having taken the said Report into consideration is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve thereof, and to declare Her Royal Will and Pleasure that the proceeds of the Dog Tax sanctioned by Her Majesty’s Order in Council of the 16th May, 1871, shall form part of the General Revenue of the said Island of Alderney.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order, and the said “Deliberation” (a copy whereof is hereunto annexed), be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats and all other Her Majesty’s Officers for the time being in the said Island, and also the Judge and Jurats of the Island of Alderney, and all other persons whom it may concern, are to take notice hereof and govern themselves accordingly.

ARTHUR HELPS.

“DELIBERATION” referred to in the foregoing Order in Council :—

"A."

1872.

AUX ÉTATS de l'île d'Auregny,
 Le 21 Juin 1871, devant Thomas Clucas, Ecuyer,
 Juge, présents: Philip Mesny, Jean Pezet,
 Pierre Herivel, R. Le Sauvage, Jean-N. Le Bair,
 et Jean-R. Le Cocq, Ecuyers, Jurés, et Messieurs
 les Douzainiers représentant le Droit du Public.
 Et en présence de Thomas Tyacke, Ecuyer, Major
 dans le 22e. Régiment de Ligne, représentant
 Son Excellence M. le Lieutenant-Gouverneur.

Monsieur le Juge ayant présenté aux Etats un Acte de la Cour Royale de l'île de Guernesey, en date du 3 Juin 1871, accompagné de copie d'un Ordre de Sa Majesté en Conseil en date du 16 Mai 1871, ratifiant une Ordonnance des Etats de l'île d'Auregny en date du 16 Janvier 1871, intitulée "*Loi sur les Chiens*," et ordonnant qu'elle aurait force de Loi en cette île.

LES ETATS, après lecture des susdites Pièces, et ouïes sur ce les conclusions du Procureur de la Reine, ont ordonné que le tout sera enregistré sur les Records de cette île. Mais vu que dans ledit Ordre en Conseil il n'est nullement fait mention comment doit être appliqué le produit de la susdite Taxe, les Etats prient M. le Juge de faire une humble Requête, au nom des Etats de cette île, à Sa Majesté en Son Conseil, donnant connaissance de l'omission et priant de vouloir bien ordonner que le produit de la susdite Taxe soit ajouté aux revenus des Etats de cette île et mis à leur disposition.

(Extrait des Registres),

WILLIAM ROBILLIARD,

Greffier de la Reine.

(Enregistré sur les Records le 8 Juin 1872.)

AT THE COURT AT BALMORAL

the 28th day of May 1872

PRESENT

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY

LORD PRESIDENT, &c.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the

Sercq.
 Droits de 2d.
 par tonneau
 sur navires-à-
 vapeur por-
 tant passagers.

1872.

Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 27th day of May, 1872, in the words following, viz. :—

“YOUR MAJESTY having been pleased by Your General Order of Reference of the 21st day of March, 1862, to refer unto this Committee the Humble Petition of the Reverend William Thomas Collings, Clerk in Holy Orders, Lord of the Island of Serk, and of Thomas Godfrey, Sénéchal of the said Island, setting forth :—That in the year One Thousand Eight Hundred and Sixty-six certain works were undertaken for the restoration and improvement of the Creux Harbour in the said Island, and that the sum of six thousand pounds has been expended in the execution of the said works :—That when the said works were commenced the sum of two thousand pounds was in hand and was applicable to the said works, the said sum having accumulated by means of an arrangement with the States of Guernsey, under which the inhabitants of Serk import their spirituous liquors from Guernsey without drawback :—That by Order in Council of the Eighteenth June, One Thousand Eight Hundred and Sixty-nine, Your Majesty was pleased to authorise and direct the levying of a rate of fivepence per quarter, to be assessed upon all the inhabitants of the said Island of Serk, year by year until the entire extinction of the Harbour Debt :—That the balance now due on the said debt amounts to the sum of three thousand two hundred pounds :—That at an extraordinary Assembly of the Franc-tenants of the said Island of Serk, held on the Thirtieth January last, a resolution was passed, whereby Your Petitioners were requested to take the necessary measures for obtaining Your Royal Sanction to an Ordinance of the Court of Chief Pleas of the said Island, holden on the Fifth October, One Thousand Eight Hundred and Seventy, whereby

a due of twopence per ton was imposed upon all steamers arriving in the said Island with passengers. And humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to grant Your Royal Sanction to the levying of a due of twopence per ton on all steamers arriving in the Island of Serk with passengers, the said due to be levied until the entire extinction of the Harbour Debt, and the produce of the said due to be applied exclusively to the liquidation of the said debt.”

“THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty’s said Order of Reference, have this day taken the said Petition into consideration, and do agree humbly to report as their opinion to Your Majesty, that it may be advisable for Your Majesty to comply with the prayer of the said Petition.”

HER MAJESTY having taken the said Report into consideration is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve thereof, and Her Majesty doth hereby sanction the levying of a due of twopence per ton on all steamers arriving in the Island of Serk with passengers, the said due to be levied until the entire extinction of the Harbour Debt,* and the produce of the said due to be applied exclusively to the liquidation of the said debt.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats and all other Her Majesty’s Officers for the time being in the

* Un Ordre en Conseil du 15 Août 1890, enregistré le 30 Août 1890, autorise (1) L'emprunt de £2,000 stg. pour la construction de nouveaux travaux; (2) Un droit de 5d. sur chaque passager abordant dans l'île (à l'exception de passagers y domiciliés), pour être levé à compter de la confection des travaux et jusqu'à l'entier paiement d'iceux.

1872.

said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice and govern themselves accordingly.

EDMUND HARRISON.

(Enregistré sur les Records le 13 Juillet 1872).

AT THE COURT AT WINDSOR

the 25th day of June 1872

PRESENT

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY

DUKE OF ARGYLL, &c.

Maison de la
Cure et
Edifices appar-
tenant au
Bénéfice de St.
Pierre-Port.
Maison de la
Petite Ecole.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 21st day of June, 1872, in the words following, viz. :—

“YOUR MAJESTY having been pleased by Your General Order of Reference of the 21st day of March, 1862, to refer unto this Committee the Humble Petition of Edgar MacCulloch and Peter Le Lievre, Churchwardens of the Parish of St. Peter-Port in the Island of Guernsey, of Charles Vaucour and John Henry Guilbert, Constables of the said Parish, and of Bonamy Collings, Dean of the Douzaine of the said Parish, being a Committee named by the Heads of Families in the said Parish at a Parochial Assembly held at the Constables' Office in the said Parish on the 28th day of February, 1872, setting forth :—That the Parsonage House and other buildings and parcels of land attached to the Benefice of the Rectory of the Parish of St. Peter-Port are situate in the heart of the Town and close to the Market Place :—That the States of the said Island have lately voted the construction of a new Vegetable Market near the said Market Place, and are desirous of purchasing a small building, belonging to the said Benefice and situate opposite the Parsonage House, now occupied as a

shop and standing upon a space of 63 square yards, in order to throw the said space into the Market Place:—That they have offered to purchase the same for 15 quarters of wheat rent payable at one pound sterling per quarter, assignable in parcels of not less than 5 quarters each, and redeemable at the rate of £21 8s. 6d. sterling per quarter, and that the said proposal having been submitted to the Heads of Families of the said Parish at the before mentioned assembly of the 28th day of February, 1872, they decided upon accepting it, and named Your Petitioners a Committee with authority to lay the above proposal before Your Majesty in Council, and to pray for Your Majesty's most gracious sanction thereto:—That at the said assembly of Heads of Families held as above it was also resolved to sell and alienate the remaining buildings and pieces of land before mentioned, situate in the neighbourhood of the said Market Place and including the Parsonage House, the whole comprising an area of 1,642 square yards, and that Your Petitioners were named a Committee for the purpose of carrying the said resolution into effect on the following conditions:—Firstly,—that the produce of the said sales should be employed in the purchase of a new Parsonage House, or of Wheat Rents payable to the Rector for the time being; Secondly,—that it should not be lawful for the said Committee to sell or alienate any part of the said buildings or lands without the consent of the Heads of Families of the said Parish having been previously had and obtained:—That the Reverend Richard James Ozanne, Clerk in Holy Orders, Rector of the said Parish, joins with Your Petitioners in their prayer for Your Majesty's sanction to the above resolutions as appears by his letter thereunto annexed:—That the Lord Bishop of the Diocese has approved of the sale of the said house, and of the alienation of the

1872.

1872.

remaining buildings and lands in the neighbourhood of the Market Place including the Parsonage House, as appears by his Lordship's letter of the 2nd June, 1872, copy of which is thereunto annexed.

That the States of the said Island have also lately undertaken the making of a new Avenue to the Town Harbour, and that in order to effect this improvement it will be necessary that they should acquire the possession of a small house and ground called "La Maison de la Petite Ecole," situate on Gategny Esplanade in the Parish of St. Peter-Port, and containing 282 square yards of land:—That these premises form part of an old foundation for a school, the patronage of which is vested in Your Majesty, and that since the decease of the Master of the said School in the year 1848, no fresh appointment has been made and the premises have been under the charge of the Churchwardens of the Parish:—That the States have offered to purchase the said premises for the sum of £240 sterling and that at the aforementioned assembly of the Heads of Families of the said Parish, held on the said day, 28th February, 1872, it was resolved to authorise Your Petitioners to apply to Your Majesty for the consent of Your Majesty to the sale of the said house and land for the abovementioned sum, on condition that the said sum should be employed in the purchase of rents or be placed at interest for the benefit of the said school. And humbly praying:—

I.—That Your Majesty would be graciously pleased to sanction, authorise and permit Your Petitioners to sell and make over to the States of the Island a small building situate opposite the Parsonage House, and belonging to the Benefice of the Rectory of the Parish of St. Peter-Port, for a consideration of 15 quarters of wheat rent, payable at £1 sterling per quarter, assignable in parcels of not less than 5 quarters each, and redeemable at the rate of £21 8s. 6d. Guernsey currency per quarter.

II.—That Your Majesty would be graciously pleased to sanction, authorise and permit Your Petitioners to sell and alienate the remaining buildings and pieces of land (including the Parsonage House) belonging to the said Benefice, and situate in the neighbourhood of the Market Place in the parish of St. Peter-Port, provided:—

1° That the produce of the said sales shall be employed in the purchase of a new Parsonage House, or of wheat rents payable to the Rector for the time being.

2° That it shall not be lawful to sell or alienate any part thereof without the consent of the Heads of Families of the said Parish having been previously had and obtained.

III.—That Your Majesty would be graciously pleased to sanction, authorise and permit Your Petitioners to sell and make over to the States of the Island, a small house and ground called “La Maison de la Petite Ecole,” situate on Glatigny Esplanade in the Parish of St. Peter-Port, for a consideration of £240 sterling Guernsey currency, the said sum to be employed in the purchase of rents, or to be placed at interest for the benefit of the school called “La Petite Ecole” in the said Parish.”

“THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty’s said Order of Reference, have this day taken the said Petition into consideration, and do agree humbly to report as their opinion to Your Majesty, that it may be advisable for Your Majesty to comply with the prayer of the Petitioners.”

HER MAJESTY having taken the said Report into consideration is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve thereof, and to sanction, authorise and permit the Petitioners to sell

1872.

and make over to the States of the Island of Guernsey, a small building situate opposite the Parsonage House and belonging to the Benefice of the Rectory of the Parish of St. Peter-Port, for a consideration of 15 quarters of wheat rent, payable at £1 sterling per quarter, assignable in parcels of not less than 5 quarters each, and redeemable at the rate of £21 8s. 6d. Guernsey currency per quarter.

Her Majesty is further pleased to sanction, authorise and permit the said Petitioners to sell and alienate the remaining buildings and pieces of land (including the Parsonage House) belonging to the said Benefice and situate in the neighbourhood of the Market Place in the Parish of St. Peter-Port, provided: 1st, that the produce of the said sale shall be employed in the purchase of a new Parsonage House, or of wheat rents payable to the Rector for the time being, and, 2nd, that it shall not be lawful to sell or alienate any part thereof without the consent of the Heads of Families of the said Parish having been previously had and obtained. And Her Majesty is also pleased to sanction, authorise and permit the said Petitioners to sell and make over to the said States of the Island of Guernsey the small house and ground called "La Maison de la Petite Ecole," situate on Gategny Esplanade in the said Parish of St. Peter-Port, for a consideration of £240 sterling Guernsey currency, the said sum to be employed in the purchase of rents, or to be placed at interest for the benefit of the school called "La Petite Ecole" in the said Parish.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats and all other Her Majesty's Officers for the time being, and

all other persons whom it may concern, are to take 1872.
notice and govern themselves accordingly.

ARTHUR HELPS.

(*Enregistré sur les Records le 24 Août 1872*).

AT THE COURT AT OSBORNE HOUSE, ISLE OF WIGHT
the 9th day of August 1872

PRESENT

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY

HIS ROYAL HIGHNESS THE PRINCE OF WALES, &c.

WHEREAS there was this day read at the Board a Loi relative à
la Police des
Havres.
Report from the Right Honourable the Lords of the
Committee of Council for the Affairs of Guernsey and
Jersey, dated the 18th day of July, 1872, in the words
following, viz. :—

“YOUR MAJESTY having been pleased by Your
General Order of Reference of the 21st day of March,
1862, to refer unto this Committee the Humble
Petition of Sir Peter Stafford Carey, Knight, Bailiff of
Guernsey, setting forth :—That Ordinances have from
time to time been passed by the Royal Court for the
Regulation of the Harbours in Guernsey :—That with
a view to facilitate the prosecution of offenders for the
infraction of such of these regulations as more
particularly concern the public at large, it has been
deemed advisable that they should be embodied in a
Law :—That for this purpose the Royal Court, on the
22nd day of January in the year 1872, adopted a Bill
or *Projet de Loi*, intituled, “*Loi relative à la Police
des Havres et de leurs Alentours*,” in order that, if
approved by the States, the same might be submitted
to Your Majesty’s gracious consideration :—That at
an assembly holden before Your Petitioner on the
third day of May in the said year 1872, the States,
after having made therein several amendments, ap-
proved the said Bill or *Projet de Loi* in the form set
forth in the Schedule hereunto annexed. And
humbly praying that Your Majesty would be graciously

1872.

pleased to ratify and confirm the said Bill or *Projet de Loi*, intituled, "*Loi relative à la Police des Havres et de leurs Alentours*" and to declare Your Royal Will and Pleasure that the same shall have the force of Law within the Island of Guernsey."

"THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty's said Order of Reference, have this day taken the said Petition and the said *Projet de Loi* into consideration, and do agree humbly to report as their opinion to Your Majesty, that it may be advisable for Your Majesty to comply with the prayer of the said Petition and to approve of and ratify the said *Projet de Loi*."

HER MAJESTY having taken the said Report into consideration is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve of and ratify the said *Projet de Loi*, and to order, as it is hereby ordered, that the same shall have the force of Law within the Bailiwick of the Island of Guernsey.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order, and the said *Projet de Loi* (a copy whereof is hereunto annexed), be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats and all other Her Majesty Officers for the time being in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice and govern themselves accordingly. ARTHUR HELPS.

PROJET DE LOI referred to in the foregoing Order :—
LOI RELATIVE À LA POLICE DES HAVRES ET DE
LEURS ALENTOURS.

1.—Seront passibles en Police Correctionnelle, soit des peines de vagabondage, soit d'une amende à discrétion de Justice qui n'excédera pas Dix livres sterling :

Application
des peines de
Vagabondage
ou d'une
amende n'ex-
cédant pas £10.

1° Ceux qui auront volontairement détruit, endommagé ou dégradé un fanal, une bouée ou une balise appartenant aux Etats, ou dont ils ont la surveillance.

1872.
Propriété des
Etats endom-
magée.

2° Ceux qui auront volontairement endommagé ou dégradé :—

1° Les chaussées, quais, dévaloirs ou escaliers du Havre de St. Pierre-Port, ou les édifices qui en dépendent ;

2° Les poteaux, grues, rampes, balustrades, palissades des Esplanades, sièges, ponts à bascule dudit Havre de St. Pierre-Port, ou les bouées, chaînes ou anneaux dans le fond dudit Havre ;

3° Les appareils du service d'eau ou les arbres, arbustes et plantes dans les jardins publics des Esplanades et des Terres ;

4° Les chaussées, dévaloirs ou escaliers du Havre de la Salerie ;

5° Les chaussées, quais, dévaloirs ou escaliers du Havre de St. Sampson, ou les édifices qui en dépendent ;

6° Les poteaux, grues, rampes, ponts à bascule dudit Havre de St. Sampson ou les bouées, chaînes ou anneaux dans le fonds dudit Havre.

2.—Seront passibles en Police Correctionnelle d'une amende à discrétion de Justice qui n'excédera pas Dix livres sterling :—

Amende n'ex-
cédant pas £10.

Ceux qui auront chargé ou déchargé des marchandises dans cette île, ailleurs que dans le Havre de St. Pierre-Port ou le Havre de St. Sampson, sans l'autorisation spéciale du Superviseur de la Chaussée ; bien entendu que cet alinéa ne s'applique pas à un simple transbordement de marchandises dans la rade de St. Pierre-Port.

Marchandises
chargées ou
déchargées
ailleurs que
dans les
Havres.

1872.
 Amende n'ex-
 cédant pas £2.

3.—Seront passibles en Police Correctionnelle d'une amende qui n'excédera pas Deux livres sterling :—

1° Ceux qui auront tiré des armes à feu

Armes à feu.

1° Sur les Quais, ou dans le Havre de St. Pierre-Port, ou au bord d'un navire ou bateau dans ledit Havre ;—

2° Dans la voie publique ou sur le rivage de la mer entre la Salerie et la Pointe des Terres ;—

3° Sur les Quais ou dans le Havre de St. Sampson, ou au bord d'un navire ou bateau dans ledit Havre :

Coups de Canon.

2° Ceux qui, entre soleil couché et soleil levé, auront (excepté dans les cas d'alarme ou de détresse) tiré des coups de canon dans la rade de St. Pierre-Port, sans la permission du Lieutenant-Gouverneur ;

Bateau démarré.

3° Ceux qui auront démarré un bateau ou en auront fait usage sans la permission du propriétaire ;

Achat d'ustensiles de navire.

4° Ceux qui auront acheté d'un matelot ou mousse des cordages, ferrailles ou autres ustensiles de navire sans l'autorisation du maître.

Amende n'ex-
 cédant pas £1.

4.—Seront passibles en Police Correctionnelle d'une amende qui n'excédera pas Une livre sterling :—

Dépôt d'en-
 combres, d'im-
 mondices, etc.

1° Ceux qui auront jeté ou déposé des encombres, immondices, ordures ou débris de quelque nature que ce soit :

1° En dedans du Havre de St. Pierre-Port, ou sur les chaussées, quais, esplanades, dévaloirs ou escaliers dudit Havre ;—

2° En dedans des jardins publics de l'Esplanade et des Terres :—

3° En dedans du Havre de la Salerie ;—

4° Sur les escaliers de l'Esplanade de St. George ;—

- 5° En dedans du Havre de St. Sampson, ou 1872.
sur les chaussées, quais, dévaloirs ou
escaliers dudit Havre.
- 2° Ceux qui auront jeté ou déposé des immondices Dépôt d'im-
mondices, etc.
ou ordures sur le rivage de la mer au-dessus de
demi-montée entre les Terres et la Salerie.
- 3° Ceux qui auront jeté des bouteilles cassées ou Bouteilles
cassées,
verre, etc.
des morceaux de verre, de poterie ou de faïence
sur les galets et rivage de la mer dans la
paroisse de St. Pierre-Port, au nord du Fort dit
"Clarence Battery," ailleurs que pardessus le
dévaloir en dehors de la Chaussée St. Julien.
- 4° Ceux qui auront déposé sur les Esplanades, Dépôt de
sable, etc.
depuis les Terres de Havelet jusqu'à la Piette,
du sable ou autres matières retirées de la mer
sans l'autorisation des Connétables de la
paroisse de St. Pierre-Port.
- 5° Tout batelier, portefaix et conducteur de voiture Bateliers,
Portefaix et
Conducteurs.
publique, qui, étant sur les chaussées, quais,
dévaloirs ou escaliers du Havre de St. Pierre-
Port, ou sur les chaussées, quais, dévaloirs ou
escaliers du Havre de St. Sampson, se sera
rendu coupable d'impolitesse ou d'actes de
grossièreté, ou qui aura refusé d'obéir aux
Maîtres de Port et Députés ou aux Connétables
et Assistants de Connétables, lorsque dans
l'exercice de leurs devoirs.
- 5.—Seront passibles en Police Correctionnelle d'une Amende n'ex-
cédant pas 10s.
amende qui n'excédera pas Dix schellings sterling :—
- 1° Ceux qui se seront baignés : Baigneurs.
- 1° En dedans du Havre de St. Pierre-Port ;—
- 2° A la Salerie, ailleurs qu'à l'est de la jetée
extérieure ;—
- 3° Dans le Havre de St. Sampson ou à l'entrée
dudit Havre.
- 2° Ceux qui, ayant atteint l'âge de quatorze ans, se
seront baignés sans caleçon après neuf heures

- 1872.
-
- du matin entre la chaussée du Château et le dépôt du varech, sous les Terres ;
- Ordures.** 3° Ceux qui auront uriné ou fait des ordures :
- 1° Sur les chaussées, quais, dévaloirs, escaliers et esplanades du Havre de St. Pierre-Port, ailleurs que dans les lieux pourvus à l'effet ;—
 - 2° Sur les chaussées, quais, dévaloirs et escaliers du Havre de St. Sampson, ailleurs que dans les lieux pourvus à l'effet.
- Poisson habillé.** 4° Ceux qui auront habillé le poisson :
- 1° Sur les chaussées, quais, dévaloirs, escaliers et esplanades du Havre de St. Pierre-Port ;—
 - 2° Sur les chaussées, quais, dévaloirs et escaliers du Havre de St. Sampson.
- Linge à sécher.** 5° Ceux qui auront étendu du linge à sécher sur les chaussées, quais, dévaloirs, rampes et balustrades du Havre de St. Pierre-Port ou sur les palissades des Esplanades.
- Amende n'ex-cédant pas 5s.** 6.—Seront passibles en Police Correctionnelle d'une amende qui n'excédera pas Cinq schellings sterling :—
- Conducteurs de voitures.** 1° Les conducteurs de voitures publiques, dont les voitures stationneront sur les chaussées, quais, ou esplanades du Havre de St. Pierre-Port, ailleurs qu'en dedans des limites indiquées par le Superviseur de la Chaussée ;—
- 2° Les conducteurs de voitures publiques qui, étant sur les quais, chaussées ou esplanades du Havre de St. Pierre-Port ne se mettront pas en route, lorsque requis de ce faire par un Connétable ou Assistant de Connétable ;—
- 3° Les conducteurs de charrettes employées au trafic du Havre de St. Sampson, qui iront plus vite que le pas, ou qui monteront dans leur charrette sans avoir des guides, ou qui monte-

ront sur les bras de leur charrette sur les quais, grandes routes et terrains bordant le Havre de St. Sampson;—

1872.

- 4° Les conducteurs de voitures publiques, dont les voitures stationneront sur les quais du Havre de St. Sampson, ainsi que sur les routes et chemins aboutissant sur lesdits quais, ailleurs que sur le Grand Pont, où elles seront rangées sur une seule file le long du marchepied du côté de l'ouest au bout du nord dudit Pont.

7.—Dans les cas compris dans cette Loi, s'il y a récidive dans l'an et jour de la première sentence l'amende imposée par la loi pourra être élevée jusqu'au double.

8.—Sous les mots "Havre de St. Pierre-Port" est compris l'espace entre les Quais et Esplanades d'un côté, et de l'autre côté les Chaussées de St. Julien et du Château Cornet, y compris le Brisemer.

Définition des mots "Havre de St. Pierre-Port."

Sous les mots "Rade de St. Pierre-Port" est compris l'espace entre les limites suivantes,

"Rade."

Au sud d'une ligne tirée de la pointe du nord de la Salerie jusqu'au rocher de Crévichon;

Au nord d'une ligne tirée de la pointe du Fort, dit "Clarence Battery," au rocher dit la Grande Fauconnaire.

9.—Cette Loi sera censée former partie de la Loi de 1856, relative à l'application des peines, tant au criminel qu'en Police Correctionnelle.

Loi censée former partie de celle de 1856.

(Enregistré sur les Records le 26 Octobre 1872.)

AT THE COURT AT BALMORAL

the 15th day of October 1872

PRESENT

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY

HIS ROYAL HIGHNESS PRINCE ARTHUR, &c.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the

Loi relative à la Portion Disponible des Biens Meubles des Pères et Mères.

1872.

Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 14th day of September, 1872, in the words following, viz. :

“YOUR MAJESTY having been pleased by Your General Order of Reference of the 21st day of March, 1862, to refer unto this Committee the Humble Petition of Sir Peter Stafford Carey, Knight, Bailiff of Guernsey, setting forth:—That by a Law sanctioned by Your Majesty’s Order in Council of the 7th day of August, 1869, provision was made for the more free testamentary disposition of that part of a Parent’s personal Estate which is termed “*la portion disponible*”:—That in order to give greater precision to the Law as it now stands, and in some respects to enlarge the scope of it, the Royal Court on the 15th day of June, in the year 1872, adopted a Bill or *Projet de Loi*, intituled, “*Loi relative à la Portion Disponible des Biens Meubles des Pères et Mères*,” as set forth in the Schedule hereunto annexed, in order that, if approved by the States, the same might be submitted to Your Majesty’s gracious consideration:—That at an Assembly holden before Your Petitioner, on the 28th day of June, in the said year 1872, the States adopted a Deliberation for the approval of the said Bill or *Projet de Loi*. And humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to ratify and confirm the said Bill or *Projet de Loi* hereunto annexed, intituled, “*Loi relative à la Portion Disponible des Biens Meubles des Pères et Mères*” and to declare Your Royal Will and Pleasure that the same shall have the force of Law within the Bailiwick of the Island of Guernsey.”

“THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty’s said Order of Reference, have this day taken the said Petition and the said *Projet de Loi* into consideration, and do agree humbly to report

as their opinion to Your Majesty that it may be advisable for Your Majesty to comply with the prayer of the said Petition, and to approve of and ratify the said *Projet de Loi*.”

HER MAJESTY having taken the said Report into consideration is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve of and ratify the said *Projet de Loi*, and to order, as it is hereby ordered, that the same shall have the force of Law within the Bailiwick of the Island of Guernsey.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order, and the said *Projet de Loi* (a copy whereof is hereunto annexed) be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other Her Majesty's Officers for the time being in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice and govern themselves accordingly.

EDMUND HARRISON.

PROJET DE LOI referred to in the foregoing Order in Council :—

LOI RELATIVE À LA PORTION DISPONIBLE DES BIENS MEUBLES DES PÈRES ET MÈRES.

1.—Tout individu capable de tester a la libre disposition de sa propriété mobilière, à l'exception de ce qui peut être compris dans la légitime de ses enfants et le droit de son épouse.

2.—La légitime des enfants dans la succession mobilière de leur père est comme suit :—

S'il laisse une veuve, le tiers ;

S'il n'en laisse point, la moitié.

3.—La légitime des enfants dans la succession mobilière de leur mère ayant pouvoir de tester ou étant veuve est la moitié.

1873.

4.—Le droit de l'épouse sur la succession mobilière de son mari est comme suit :—

Si le mari laisse des enfants, le tiers ;

S'il n'en laisse point, la moitié.

5.—Si par contrat de mariage la femme a renoncé, en tout ou en partie, à son droit sur la succession mobilière de son mari, le montant de ce qui est compris dans la renonciation sera un accroissement à la portion disponible du mari.

6.—Sont compris dans les articles ci-dessus sous le nom d'enfants, les descendants, en quelque degré que ce soit ; néanmoins ils ne sont comptés que pour l'enfant qu'ils représentent dans la succession.

SAMEDI, le douze Juillet Mil Huit Cent Septante-trois, pardevant Messire P.-Stafford Carey, Chevalier, Baillif ; présents : Edgar MacCulloch, W.-P. Métivier, Sausmarez Carey, Jean Le Mottée, A.-S. Collings, Henry Tupper, Jean-L. Mansell, Philippe De Sausmarez, Thomas-L. Mansell et George Allez, écuyers, Jurés.

Acte de Cour
ayant rapport
à la procédure
en cas d'appels
devant le
Conseil.

Monsieur le Greffier de la Reine, ayant communiqué à la Cour une lettre en date du 1er Juillet 1873, par lui reçue du Bureau du Conseil Privé de Sa Majesté, avec plusieurs exemplaires imprimés d'un Ordre de Sa Majesté en Conseil en date du 26 Juin 1873, ayant rapport à la procédure que les parties seront dorénavant tenues de suivre en ce qui regarde des appeaux devant sadite Majesté en Conseil, après qu'ils ont été inscrits sur les registres dudit Conseil,

LA COUR, après que lecture dudit Ordre a été fait en audience publique, ouïes les conclusions du Contrôle de la Reine, a ordonné que lesdits exemplaires seront logés au Greffe, afin que les appelants et autres parties intéressées puissent avoir connaissance dudit Ordre.

(Enregistré sur les Records le 23 Août 1873).

1873.

AT THE COURT AT OSBORNE HOUSE, ISLE OF WIGHT
the 4th day of August, 1873

PRESENT

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY

LORD PRESIDENT, &c. •

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 1st day of August, 1873, in the words following, viz. :—

Loi relative
aux Egouts de
la Ville et
Paroisse de St.
Pierre-Port.

“YOUR MAJESTY having been pleased by Your General Order of Reference of the 21st day of March, 1862, to refer unto this Committee the Humble Petition of Sir Peter Stafford Carey, Knight, Bailiff of Guernsey, setting forth :—That on the 22nd day of February, in the present year 1873, a Petition was presented to the Royal Court on the part of the Constables and Douzeniers of the Town and Parish of St. Peter-Port praying that certain measures might be taken for the draining of the Town :—That on this Petition being so presented on the 22nd of February the Royal Court passed an Act by which it was ordered that as well the Petition itself, as also a certain draft or *Projet de Loi* thereto annexed should be lodged at the Greffe and published in the *Official Gazette* in order to be taken into consideration on the 22nd day of March then following :—That on the day so appointed the Royal Court proceeded in due course to take the matter into consideration and passed an Act whereby it adopted a Bill or *Projet de Loi* founded upon the one that was annexed to the Petition, in order that if approved by the States it might be submitted to Your Majesty in Council. That at an assembly of the States holden before Your Petitioner on the 27th day of June, this Bill or *Projet de Loi* with some modifications, having been brought

1873.

under consideration, was after certain amendments introduced therein approved by a vote of the States in the form set forth in the Schedule hereunto annexed under the title of "*Loi relative aux Egouts de la Ville et Paroisse de St. Pierre-Port.*" And humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to ratify and confirm the said Bill or *Projet de Loi*, intituled, "*Loi relative aux Egouts de la Ville et Paroisse de St. Pierre-Port,*" and to declare Your Royal Will and Pleasure that the same shall have the force of Law."

"THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty's said Order of Reference, have this day taken into consideration the said Petition and the said *Projet de Loi*, and do agree humbly to report as their opinion to Your Majesty that it may be advisable for Your Majesty to comply with the prayer of the Petition and to approve of and ratify the said *Projet de Loi.*"

HER MAJESTY having taken the said report into consideration is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve of and ratify the said *Projet de Loi*, and to order, as it is hereby ordered, that the same shall have the force of Law within the Bailiwick of the Island of Guernsey.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order, and the said *Projet de Loi* (a copy whereof is hereunto annexed), be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other Her Majesty's Officers for the time being in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice and govern themselves accordingly.

ARTHUR HELPS.

PROJET DE LOI referred to in the foregoing Order:— 1873.
 LOI RELATIVE AUX ÉGOUTS DE LA VILLE ET
 PAROISSE DE ST. PIERRE-PORT.

1.—L'exécution de cette loi sera confiée au Conseil Conseil pour l'entretien des Rues de St. Pierre-Port.
 pour l'entretien des Rues de la Paroisse de St. Pierre-Port.

2.—Ledit Conseil est autorisé par la présente Loi à Travaux autorisés,
 entreprendre les travaux ci-dessous énumérés.

1° De mettre en bon état, ou, en cas de besoin, de reconstruire à neuf, les égouts qui existent déjà dans les endroits suivants:—

Le Pollet ;
 La Grande Rue ;
 La Rue des Cornets.
 Dans partie de Hauteville ;
 Les Canichers ;
 La Rue des Forges ;
 La Rue Berthelot ;
 La Neuve Rue ;
 La Ville Neuve ;
 La Ruelle Brûlée ;
 La Rue Poidevin ;
 La Ruelle des Petites Fontaines.

2° De construire dans la Route de la Grange un nouvel égout à une plus grande profondeur que n'a celui qui y existe présentement.

3° De construire des égouts dans les endroits suivants:—

Depuis le Pont Renier jusqu'à l'extrémité la plus éloignée de Mount Row ;
 Dans la Route de la Ville au Roi ;
 Dans la Rue de la Petite Marche ;
 Dans la Route de la Grande Marche ;
 Dans la Route des Pageots *alias* Brock Road ;
 Dans la Route de Doyle Road ;

1873.

Dans la Route de Vauvert ;
 Dans la Rouge Rue à Elm Grove ;
 Dans la Route de Havelet ;
 Dans la Route Valnord ;
 Dans partie de la Route des Ruettes Brayes.

La moitié des
 frais des tra-
 vaux sera con-
 tribuée par
 Etats, un quart
 par contribu-
 tions foncières,
 un quart par
 propriétaires
 riverains. Sur
 frais de con-
 struction 5%
 additionnel.

3.—Les Etats devront contribuer jusqu'à la moitié des sommes requises pour porter à exécution les ouvrages spécifiés dans l'article précédent, bien entendu qu'il ne sera pas contribué par lesdits Etats au-delà de £500 sterling dans le courant d'une année, un quart des sommes ainsi dépensées sera fourni au moyen de contributions foncières levées sur les héritages situés dans la Paroisse de St. Pierre-Port et l'autre quart sera payé par les propriétaires des maisons et terrains bordant les voies publiques dans lesquelles les ouvrages seront exécutés ; bien entendu que sur les frais de construction il sera fait dans tous les cas une ajoutation de cinq pour cent, pour être appliquée au paiement des Commis employés par le Conseil, et autres frais casuels.

Contribution
 foncière de 1d.
 par qr. sera
 levée en Mars
 et payée au
 Président du
 Conseil.

4.—Une contribution foncière d'un penni par quartier sera levée par les Connétables et Douzeniers de la Paroisse de St. Pierre-Port sur les héritages situés dans ladite paroisse d'après le cadastre, durant le mois de Mars de chaque année, pour tout et aussi longtemps que des contributions seront requises pour défrayer la partie des dépenses faites par le Conseil et payables de la manière indiquée dans l'article précédent, et sera le net produit desdites contributions foncières versé par les Connétables, entre les mains du Président du Conseil d'an en an à compte de la portion qui doit être payée au moyen desdites contributions.

Répartition
 des dépenses
 entre les pro-
 priétaires.

5.—A mesure que chaque ouvrage sera complété le Conseil fera une répartition entre les propriétaires des maisons et terrains bordant la voie publique où l'égout aura été construit ou mis en bon état, constatant la proportion qui doit être payée par

chacun d'eux, suivant la longueur de sa propriété, pour couvrir la portion des dépenses à laquelle les propriétaires sont assujettis aux fins de l'Article III., et en faisant cette répartition, toute fraction d'un pied de longueur comptera pour un pied.

6.—Le relevé de la répartition après avoir été signé, par le Président du Conseil, sera déposé dans un lieu convenable pendant quinze jours pour l'inspection du public, et donneront les Connétables et Douzeniers connaissance par le moyen d'une annonce dans la *Gazette* autorisée pour les annonces officielles tant du lieu où le relevé doit être déposé, que des quinze jours pendant lesquels il sera soumis à l'inspection publique.

1873.
Relevé de Répartition sera déposé pour inspection, après annonce.

7.—Pendant cette quinzaine tout propriétaire pourra signifier aux Connétables par le Sergent de la Reine, qu'il y a dans le relevé quelque erreur à son préjudice.

Signification d'erreurs.

8.—Sur les significations envoyées, le Conseil pourra corriger la répartition, et si le cas le requiert le Conseil s'adressera à la Cour Royale, la priant d'autoriser un Commis, pour devant ledit Commis régler les différends élevés par les significations, et le relevé sera arrêté par ledit Commis après avoir entendu les parties, bien entendu que si le Commis le juge à propos, il pourra remettre l'affaire à la Cour Royale.

Révision de la Répartition.

9.—Le relevé de la répartition, après qu'il aura été finalement arrêté, sera authentiqué sous la main du Président du Conseil, et servira de base pour les contributions de chaque propriétaire.

Relevé sera authentiqué.

10.—Une notification sera envoyée par les Connétables à chaque propriétaire spécifiant la somme par lui due, laquelle devra être payée au bureau des Connétables avant l'expiration d'un mois à compter de la date de l'envoi de la notification. Après ledit mois tout défaillant sera sujet, en outre le paiement de ladite somme, à une amende à discrétion de justice qui ne sera pas moins de £7 tournois et n'excédera pas £30 tournois.

Notification à Propriétaire de la somme due. Paiement d'icelle.

1873.
Autorisés pour
l'examen des
comptes.

11.—Les Chefs de Famille de ladite paroisse nommeront deux autorisés pour examiner et vérifier chaque année le compte des recettes et débours conjointement avec le Superviseur de la Chaussée ou un substitut nommé par lui à l'effet, bien entendu qu'un des deux autorisés qui seront nommés pour la première fois sortira de charge à la fin de l'année 1874, l'autre à la fin de l'année 1875, et que tout autorisé subséquemment nommé sortira de charge à l'expiration de deux ans à compter du commencement de l'année de sa nomination.

Egout sera
transféré à la
Paroisse par
Acte de Cour.

12.—Avant l'expiration d'une année à compter de l'époque où la construction d'un égout est complétée le Conseil s'adressera à la Cour Royale la priant de passer un acte pour autoriser le transfert dudit égout à la Douzaine paroissiale de St. Pierre-Port, et à partir de la passation de cet acte, les frais encourus pour la réparation et l'entretien dudit égout demeureront à la charge de la paroisse, aux fins de la loi relative à la taxation paroissiale.

Avant le trans-
fert, Conseil
aura pouvoirs
du Comité
Sanitaire.

13.—Jusqu'à ce que le transfert d'un égout ait été fait aux fins de l'article précédent le Conseil aura, par rapport aux maisons déjà bâties et aux autres édifices et terrains bordant la voie publique où ledit égout est situé, tous les pouvoirs qui ont été confiés au Comité Sanitaire par l'Ordonnance du 1er Octobre 1860, relative à la salubrité publique de la Ville et Paroisse de St. Pierre-Port et, à cette exception près, cette loi ne dérogera en rien aux dispositions de ladite Ordonnance.

Propriétaire
de maison ol-
après bâtie
en dedans de
100 pieds d'un
égout, fera
embranche-
ment.

14.—Pendant le temps spécifié dans l'article précédent, le Conseil devra de plus au moyen d'une signification par écrit signée du Président, requérir le propriétaire de toute maison qui sera bâtie ci-après à une distance qui n'excédera pas cent pieds dudit égout, de pourvoir ladite maison d'un embranchement convenable au dire du Conseil, pour faire écouler dans

l'égout public les immondices et impuretés provenant de telle maison. 1873.

15.—Dans le cas où le propriétaire ne compléterait pas l'ouvrage dans un mois après que ladite signification lui aura été envoyée le Conseil pourra le faire faire aux frais du propriétaire, lequel sera de plus sujet à une amende à discrétion de justice qui ne sera pas moins de £70 tournois et n'excédera pas £280 tournois.

Ouvrage sera complété dans un mois. Amendc.

16.—Après qu'un égout aura été transféré à la Douzaine aux fins de l'Article XII., les pouvoirs accordés au Conseil dans les deux Articles précédents seront exécutés par les Connétables et Douzeniers de la paroisse.

Après transfert, Connétables et Douzeniers auront pouvoirs contenus dans les Art. 14 et 15.

17.—Seront censés égouts publics,

Egouts Publics. Définition.

- 1° Les égouts publics qui existent déjà à l'exception des égouts du havre:—
- 2° Les égouts énumérés dans le deuxième Article de la présente Loi;
- 3° Les égouts qui seront ci-après déclarés publics par un Acte de la Cour Royale.

18.—Seront les saisis d'héritages, ainsi que les usufruitiers censés propriétaires et obligés comme tels aux fins de la présente Loi.

Saisis et Usufruitiers censés Propriétaires.

19.—Afin de pourvoir à l'existence non interrompue du Conseil, dont il est fait mention dans le premier Article de cette Loi, les règles qui suivent seront en force:—

Constitution du Conseil.

- 1° Le premier Président du Conseil sortira de charge à la fin de l'année 1877:—
- 2° Toutes les fois que la charge de Président deviendra vacante les Etats nommeront un nouveau Président pour le terme de cinq ans:—
- 3° Le Président aura la faculté de désigner chaque année un Membre du Conseil pour agir comme Vice-Président jusqu'à l'expiration de l'année courante:—

1873.

- 4° Dans l'absence tant du Président que du Vice-Président, les assemblées du Conseil seront présidées par le plus ancien membre présent :—
- 5° Les six membres du Conseil sortiront de charge comme suit :—Un des trois membres nommés par les Etats sortira de charge à la fin de l'année 1878, le deuxième à la fin de l'année 1880 et le troisième à la fin de l'année 1882 :—
Un des trois membres nommés par la Douzaine de la paroisse sortira de charge à la fin de l'année 1879, le deuxième à la fin de l'année 1881 et le troisième à la fin de l'année 1883, et à l'égard tant des uns que des autres l'ordre de sortir sera réglé par le sort :—
- 6° A partir de l'année 1879, il sera nommé un membre du Conseil tous les ans par les Etats et par la Douzaine alternativement, et sera chacun de ces membres nommés pour le terme de six ans seulement à compter du commencement de l'année de sa nomination :—
- 7° Dans toute assemblée du Conseil, quatre membres formeront un quorum, en comprenant dans ce nombre le Président du jour :—
- 8° Un Président ou autre membre nommé par les Etats ne cessera pas d'être Président ou membre du Conseil par le fait seul qu'il a cessé d'être membre des Etats ; et pareillement un membre nommé par la Douzaine ne cessera pas d'être membre du Conseil par le fait seul qu'il a cessé d'être Chef de Famille :—

- 9° Dans le cas où la place d'un membre du Conseil (autre que le Président) deviendrait vacante par son décès, sa résignation ou autrement, le Conseil, après y avoir été préalablement autorisé par la Cour Royale, pourvoira à son remplacement, bien entendu qu'un membre qui n'aura pas assisté à une assemblée du Conseil pendant une année entière sera censé avoir résigné sa charge :—
- 10° Le membre qui aura été désigné par le Conseil en vertu de la règle précédente ne restera en charge que pendant le temps restant à courir sur l'exercice de celui qu'il remplace.

20.—Les infractions des Articles de la présente Loi ^{Poursuites.} seront poursuivies de la même manière que les infractions d'Ordonnances et les amendes seront applicables moitié à la Reine et moitié au délateur.

(*Enregistré sur les Records le 10 Février 1874.*)

AT THE COURT AT OSBORNE HOUSE, ISLE OF WIGHT
the 26th day of January 1874

PRESENT

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY

LORD PRESIDENT, &c.

WHEREAS there was this day read at the Board a ^{Cales-à-Radoub.} Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and ^{Droits.} Jersey, dated the 14th day of January, 1874, in the words following, viz. :—

“YOUR MAJESTY having been pleased by Your General Order of Reference of the 21st day of March, 1862, to refer unto this Committee the Humble Petition of the States of the Island of Guernsey, setting forth :—That it having been found necessary

1874.

that certain works should be undertaken for the preservation of the outer wall of the St. Julien Pier, towards the northern side of the entrance of the Harbour of St. Peter-Port, there was a plan prepared of the proposed works, the total cost of which was estimated at £2,500:—That at an Assembly holden on the 12th of August, 1873, before the Lieutenant-Bailiff, Edgar MacCulloch, Esq., the States were consulted on the question whether,—subject to Your Majesty's Sanction in that behalf,—they deemed that it would be advisable that the proposed works should be undertaken:—That these works were divided into two sections, the works comprised within the first section being deemed to be more urgently required than the others:—That in accordance with this view the States adopted a resolution by which they gave their authority to the Harbour Committee to undertake the works comprised in the first section:—That within the Harbour of St. Peter-Port there is a Careening Hard on which there is now a Patent Slip, to the construction of which the Harbour Funds were applied under the authority of Your Majesty's Order in Council of the 19th day of August, 1871:—That urgent representations have recently been made in favour of a second Patent Slip, the cost of which, together with certain works connected therewith, has been estimated at £2,500:—That at an Assembly holden before the Bailiff on the 28th day of November, 1873, the States, subject to Your Majesty's authority in that behalf, voted that a second Patent Slip should be constructed on the Careening Hard above mentioned, and that for the use of the Patent Slips on the said Careening Hard there should be a fixed steam engine provided, and a double traction:—That at the same Assembly of the 28th of November, the States further voted that an humble Petition should be presented to Your Majesty in

Council, praying that they might be authorised to apply the Harbour Funds to the several works comprised in the preceding vote, and that certain tolls should be made payable in respect of vessels using the several Patent Slips within the Island, in lieu of the tolls now in force, under Your Majesty's Orders in Council of the 5th of July, 1861, and the 19th of August, 1871. And humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased: 1, To sanction the application of the Funds of the Harbour of St. Peter-Port to the construction of the works voted on the 12th day of August, 1873, for the preservation of the St. Julien Pier; 2, To sanction the application of the said Funds of the Harbour of St. Peter-Port to the construction of an additional Patent Slip on the Careening Hard, as well as to provide for a fixed steam engine, and a double traction for the use of the Patent Slips on the said hard, as voted on the 28th of November, 1873; 3, To authorise the States, in lieu of the tolls now leviable in that behalf, to levy upon every vessel using any of the Patent Slips within the Harbours of the Island of Guernsey, the tolls comprised in the tariff set forth in the Schedule thereunto annexed."

"THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty's said Order of Reference, have this day taken into consideration the said Petition, and do agree humbly to recommend Your Majesty to comply with the prayer of the States of the said Island of Guernsey, and to sanction the application of the Funds of the Harbour of St. Peter-Port to the construction of the works voted by the said States on the 12th of August, 1873, for the preservation of the St. Julien Pier, and also to sanction the application of the said Funds of the Harbour of St. Peter-Port to the

1874.

construction of an additional Patent Slip on the Careening Hard, as well as to provide for a fixed steam engine and a double traction for the use of the Patent Slips on the said hard, as voted by the said States on the 28th of November, 1873, and further to authorise the said States, in lieu of the tolls now leviable in that behalf, to levy upon every vessel using any of the Patent Slips within the Harbours of the said Island of Guernsey, the tolls comprised in the tariff set forth in the Schedule referred to in the said Petition."

HER MAJESTY having taken the said Report into consideration is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve thereof, and to sanction the application of the Funds of the Harbour of St. Peter-Port in the said Island of Guernsey to the construction of the works voted by the States of that Island on the 12th of August, 1873, for the preservation of the St. Julien Pier, and also to sanction the application of the said Funds of the Harbour of St. Peter-Port to the construction of an additional Patent Slip on the Careening Hard, as well as to provide for a fixed steam engine and a double traction for the use of the Patent Slips on the said hard as voted by the said States on the 28th of November 873. And Her Majesty is further pleased to authorise the said States, in lieu of the tolls now leviable in that behalf, to levy upon every vessel using any of the Patent Slips within the Harbours of the said Island of Guernsey the tolls comprised in the tariff set forth in the said Schedule.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order, and the said Schedule (a copy whereof is hereunto annexed) be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief

of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other Her Majesty's Officers for the time being in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice and govern themselves accordingly.

1874.

ARTHUR HELPS.

SCHEDULE referred to in the foregoing Order :—

TARIF DES DROITS PAYABLES POUR L'USAGE DES CALES À RADOUB DANS LES HAVRES DE CETTE ILE.

1.—Tout navire qui fera usage d'une cale-à-radoub pour un jour payera une livre sterling, et si la jauge dudit navire dépasse cent tonneaux, il payera de plus un penni pour chaque tonneau additionnel.

2.—Tout navire qui restera sur une cale-à-radoub au-delà d'un jour ouvrable, payera comme suit :—

1° Pour les premiers vingt-quatre jours ouvrables ensuivant, un penni par tonneau par jour.

2° Après l'expiration desdits vingt-quatre jours ouvrables, un penni et demi par tonneau par jour.

N.B.—1° Les frais encourus en montant le navire sur la cale et en le redescendant à l'eau, ne sont pas compris dans les paiements ci-dessus.

2° Dans tous les cas une fraction de jour comptera pour un jour entier.

(Enregistré sur les Records le 10 Février 1874).

AT THE COURT AT OSBORNE HOUSE, ISLE OF WIGHT
the 2nd day of February 1874

PRESENT

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY
LORD PRESIDENT, &c.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 31st day of January, 1874, in the words following, viz. :—

Impôt
renouvelé.
Auregny

1874.

“YOUR MAJESTY having been pleased by Your General Order of Reference of the 21st day of March, 1862, to refer unto this Committee the Humble Petition of Thomas Clucas, Esq., Judge and President of the States of Your Majesty’s Island of Alderney, setting forth :—That on the third day of February, 1864, Your Majesty was graciously pleased, by and with the advice of Your Most Honourable Privy Council, to renew the grant of one shilling and three pence per gallon on all spirituous liquors, and six pence per gallon on all wines retailed and consumed in Your Majesty’s Island of Alderney, for a term of Ten Years, and to direct that the proceeds of the same be applied from time to time by the joint order and discretion of the States and Court of the said Island in works and other purposes of public utility, in keeping the public buildings in repair, and in continuing the construction of roads :—That on the Twenty-first day of February, 1872, Your Majesty was graciously pleased, by and with the advice of Your Most Honourable Privy Council, to authorise an addition of ten pence per gallon on spirituous liquors during the term of the present Impôt, part to be applied to the like purposes as those named in the grant of the present Impôt; and further, that in consequence of the withdrawal of the grant of the Committee of Council for Education from the Channel Islands, the maintenance of the Public Schools at Alderney will fall in future on the States, to pay to the Directors of the said Schools such expenses beyond the endowment as may appear in the annual accounts to have been incurred :—That at a meeting of the States *en* “*Chef-Plaids*,” holden before Your Petitioner on the nineteenth of January instant, a Deliberation was adopted (annexed hereto and marked “A”) authorising Your Petitioner to present an Humble Petition to Your Majesty in Council for a renewal of the grant of the Impôt as it

at present stands for the further space of ten years. 1874.
And humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to renew the aforesaid grant of two shillings and one penny per gallon on all spirituous liquors, and sixpence per gallon on all wines retailed and consumed in this Island for the further term of ten years from the date of the termination of the present Impôt, and to order that the proceeds may be applied:—

1° Towards the liquidation of the Public Debt.

2° To continue public improvements, the construction of new roads, the repair of roads already constructed, and the maintenance of public buildings.

3° To pay to the Directors of the Public Schools such expenses beyond the endowment as may appear in the annual accounts to have been incurred. And that the said States be authorised to make from time to time such regulations for raising and collecting the said Impôt as may be found meet and proper.”

“THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty’s said Order of Reference, have this day taken the said Petition into consideration, and do agree humbly to report as their opinion to Your Majesty, that it may be advisable for Your Majesty to renew to the States of the Island of Alderney for a further term of ten years from the third day of February, 1874, the grant of two shillings and one penny per gallon on all spirituous liquors, and sixpence per gallon on all wines retailed and consumed in the said Island, and to direct that the proceeds be applied: 1, Towards the liquidation of the Public Debt. 2, To continue public improvements, the construction of new roads, the
II—K

1874.

repair of roads already constructed, and the maintenance of public buildings. 3, To pay to the Directors of the Public Schools such expenses beyond the endowment as may appear in the annual accounts to have been incurred. And to authorise the said States to make from time to time such regulations for raising and collecting the said Impôt as may be found meet and proper."

HER MAJESTY having taken the said Report into consideration is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve thereof, and doth hereby authorise the renewal to the States of the Island of Alderney for a further term of ten years,* from the third day of February, 1874, of the grant of two shillings and one penny per gallon on all spirituous liquors, and sixpence per gallon on all wines retailed and consumed in the said Island. And Her Majesty is further pleased to direct that the proceeds be applied: 1, Towards the liquidation of the Public Debt. 2, To continue public improvements, the construction of new roads, the repair of roads already constructed, and the maintenance of public buildings. 3, To pay to the Directors of the Public Schools such expenses beyond the endowment as may appear in the annual accounts to have been incurred. And Her Majesty is also pleased to authorise the said States of the Island of Alderney to make from time to time such regulations for raising and collecting the said Impôt as may be found meet and proper. And the said States are hereby directed to return annually to the Privy Council an account of the produce and application of the said tax.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order be registered upon the Register of the

* Voir Note Vol. I. page 327.

Island of Alderney and observed accordingly. And the Judge and Jurats and all other Her Majesty's Officers for the time being in the said Island of Alderney, and all other persons whom it may concern, are to take notice and govern themselves accordingly.

ARTHUR HELPS.

(*Enregistré sur les Records le 18 Juillet 1874*).

AT THE COURT AT WINDSOR

the 7th day of July 1874.

PRESENT

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY

LORD PRESIDENT, &c.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 12th day of June, 1874, in the words following, viz. :—

*Droits Ponts-
&-Bascule.*

“YOUR MAJESTY having been pleased by Your General Order of Reference of the 21st day of March, 1862, to refer unto this Committee the Humble Petition of Sir Peter Stafford Carey, Knight, Bailiff of Guernsey, setting forth :—That by the ancient law and custom of the Island of Guernsey, the maintenance of the Roads of every kind was a charge upon the proprietors of the adjoining land :—That there have never been any turnpikes in the said Island, nor any tolls of any kind levied for the purpose of keeping the roads in repair :—That when the public roads began to be improved and enlarged early in the present century, the proprietors of the adjoining land continued liable to pay a sum that was deemed equal to what the cost had been of maintaining the old roads, and this sum denominated from its origin “the Equivalent” became equally applicable to all such public roads as were afterwards improved or constructed :—That the Equivalent falling far short of

1874.

what is expended in the maintenance of the high roads, the difference that remains is made good out of the General Revenue of the States:—That the expense of maintaining private roads still falls upon the owners of the adjoining land:—That the exportation of stone has been for some years carried on to a very considerable extent and this chiefly, but not exclusively, from the Harbour of St. Sampson:—That in the year 1839 the improvement of St. Sampson's Harbour was provided for by the imposition of certain duties on the exportation of stone:—That the duties imposed in 1839 have ceased to exist, and that vessels engaged in the stone trade were in point of fact put on the same footing with all other vessels, in regard to the payment of dues by virtue of Your Majesty's Order in Council of the 5th of July, 1865, since which time there have been no duties payable on the exportation, either of stone or of any other article whatsoever:—That the carting of the stone from the quarries causes very considerable damage to the roads along which the stone is carried, thus throwing a heavy burthen, as well upon the States as upon the owners of such lands as are charged with the maintenance of private roads:—That weighbridges have been established in connection, as well with the Harbour of St. Peter-Port as with the Harbour of St. Sampson, and that at these weighbridges a toll of one half-penny is now payable in respect of every ton of stone that is weighed for exportation:—That in the month of April, 1873, a Petition was presented to the Royal Court from certain landowners in the parish of the Vale praying for relief so far as regards the owners of land:—That on the 14th day of February, 1874, the Royal Court adopted a Bill or *Projet de Loi*, as set out in the Schedule hereunto annexed, intituled, "*Loi relative aux Droits perçus pour l'usage des Ponts-à-Bascule*,"

in order that, if approved by the States, the same might be submitted to Your Majesty's gracious consideration:—That under the provisions of the Bill or *Projet* thus adopted, the payment for stones weighed for exportation is for the future to be at the rate of one penny per ton, one half of which is to be applied in the same way as is now done, and the other half to be applied towards the repairs of the roads in the manner pointed out in the third article of the said Bill or *Projet*:—That at an Assembly duly holden before Your Petitioner, on the 4th day of May, 1874, the States passed a vote whereby they approved the said Bill or *Projet*. And humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to grant Your Royal Sanction to the said Bill or *Projet*, intituled, "*Loi relative aux Droits perçus pour l'usage des Ponts-à-Bascule,*" and to declare Your Royal Will and Pleasure that the same shall come in force as a Law within Your Majesty's Island of Guernsey."

"THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty's said Order of Reference, have this day taken into consideration the said Petition and the said *Projet de Loi*, and do agree humbly to report as their opinion to Your Majesty, that it may be advisable for Your Majesty to approve of and ratify the said *Projet de Loi*, and to declare Your Royal Will and Pleasure that the same shall come in force as a Law within Your Majesty's Island of Guernsey."

HER MAJESTY having taken the said Report into consideration is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve of and ratify the said *Projet de Loi*, and to order, as it is hereby ordered, that the same shall have the force of Law within the Bailiwick of the Island of Guernsey.

1876.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order, and the said *Projet de Loi* (a copy whereof is hereunto annexed), be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats and all other Her Majesty's Officers for the time being in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice and govern themselves accordingly. ARTHUR HELPS.

PROJET DE LOI referred to in the foregoing Order :—

LOI RELATIVE AUX DROITS PERÇUS POUR
L'USAGE DES PONTS-A-BASCULE.

1.—Toutes les pierres apportées au Havre de St. Pierre-Port ou au Havre de St. Sampson, pour exportation, seront pesées à un des Ponts-à-Bascule, sous peine d'une amende qui ne sera pas moins de £7 tournois et n'excédera pas £30 tournois, ladite amende exigible tant sur le marchand chargeur, que sur le propriétaire ou conducteur de toute charrette qui aura contrevenu à cet article.

2.—Il sera livré par le gardien des Ponts-à-Bascule au conducteur de la charrette, un billet portant le poids de la charge de ladite charrette, et il sera payé sur le pied d'un penni par tonneau dudit poids.

3.—Les sommes reçues en vertu de l'article II. seront payées au Superviseur de la Chaussée et seront appliquées comme suit, savoir :—Moitié au compte des Havres de St. Pierre-Port et de St. Sampson à proportion des pesages, les revenus desdits havres devant soutenir, comme par le passé, les frais du maintien et entretien desdits Ponts-à-Bascule et du salaire des gardiens ; et l'autre moitié au compte général des États en aide du maintien des voies publiques, bien entendu qu'il sera prélevé sur ladite moitié une somme qui n'excédera pas £100 sterling

par an, laquelle sera mise à la disposition du Comité des États pour les Grandes Routes, pour être employée à la discrétion dudit Comité, en aide du maintien des petites rues sur lesquelles la servitude, à laquelle les propriétaires sont assujettis, a été aggravée en raison du commerce des pierres.

1875.

Le treize Mars mil huit cent septante-cinq, pardevant Messire P.-Stafford Carey, Chevalier, Baillif, présents, etc.

MONSIEUR LE BAILLIF, ayant dernièrement communiqué à la Cour un Ordre de Sa Majesté en Conseil en date du 4 Février 1875 ayant rapport aux Communes de la Paroisse de Saint Martin, duquel Ordre la teneur, suit :—

AT THE COURT AT OSBORNE HOUSE, ISLE OF WIGHT
the 4th day of February 1875

PRESENT

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY

LORD CHANCELLOR, &c.

(Report of the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 21st day of January, 1875):—

Communes St.
Martin.
Baie de Saint.

HER MAJESTY having taken the said Report into consideration is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve thereof, and to sanction the enclosure of the slip of common land referred to, situate in the Manor of Blanchelande, and lying between a portion of the land belonging to the said George Lawson and the High Road leading to Saints Bay; and Her Majesty doth hereby authorise, empower, and permit the Constables of the said Parish of Saint Martin, or the Constables for the time being of the said Parish, for and on behalf of the Inhabitants of the said Parish, and the successors of the said Inhabitants for ever, to cede, convey, and

1876.

make over to the said George Lawson and his heirs in perpetuity, all rights and privileges of common and pasturage, or of any other kind or nature soever which may belong to or be possessed by the said Inhabitants in or over the said strip of common land, in conformity with the said resolution of the said Inhabitants passed on the 26th day of October, 1874 (copy whereof is hereunto annexed), and upon the terms and conditions therein specified.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats and all other Her Majesty's Officers for the time being in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice and govern themselves accordingly.

ARTHUR HELPS.

COPY OF RESOLUTION referred to in the foregoing Order in Council :—

A.

St. Martin, Lundi, 26 Octobre 1874.

Les Habitants de cette Paroisse ayant droit à un certain terrain en commune situé à Saint, étant aujourd'hui assemblés pour délibérer sur la convocation publiée, ont été d'avis de vendre, céder et transférer à George Lawson, Ecuyer, tout et tel droit qu'ils peuvent avoir audit terrain (sur les conditions que ledit Mons. Lawson s'engage, lui et ses hoirs et cause ayant à jamais, de maintenir la route vis-à-vis ledit terrain, comme aussi de donner le droit à Nicolas Mauger et à ses hoirs à jamais de puiser à la Fontaine située sur ledit terrain), pour la somme de Cinq livres sterling, et que ladite somme sera appliquée à améliorer la route de Saint depuis le Carrefour David jusqu'à la Mare Denis, et ont nommé Messieurs les

Connétables et Messieurs George Rose et Nicolas Tardif pour passer contrat avec ledit Monsieur Lawson. 1875.

Signé ALFRED BREHAUT,
 THOMAS DE PUTRON, } Connétables.

LA COUR, après avoir eu lecture dudit Ordre, ouïes les conclusions du Procureur de la Reine, a ordonné que ledit Ordre sera enregistré sur les Records de cette île, et est après que la Cour a été d'avis qu'il serait à propos de prendre des mesures afin que lorsqu'il s'agit d'une matière où les droits, soit des habitants de l'île entière, soit de ceux d'une paroisse ou district quelconque, se trouvent engagés, tous et un chacun aient la faculté comme ils l'ont maintenant lorsqu'il s'agit de fermer un terrain ou d'enclorre une largisse, de faire valoir leurs objections devant la Cour Royale avant que la demande soit soumise à Sa Majesté en Son Conseil.

(Enregistré sur les Records le 22 Mai 1875).

AT THE COURT AT WINDSOR

the 13th day of May 1875

PRESENT

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY

LORD PRESIDENT, &c.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 20th day of April, 1875, in the words following, viz. :—

Havre de St.
Sampson.
Travaux
Autorisés.
Droits des
Cales-à-
Radoub pour
Vapeurs.

“YOUR MAJESTY having been pleased by Your General Order of Reference of the 21st day of March, 1862, to refer unto this Committee the Humble Petition of the States of the Island of Guernsey, setting forth :—That various works have with Your Majesty's Sanction been from time to time executed

1875.

by the States for the improvement of St. Sampson's Harbour in that Island:—That no portion of the Revenue of the Harbour is distributed in the form of a Dividend to any persons whatsoever:—That no portion of it is carried to the General Account of the States, but the whole of it is applied under the provisions of certain Orders of Your Majesty in Council to public purposes of trade and navigation, one of the principal objects being the payment of the cost of such works as may with Your Majesty's Sanction be voted for the improvement of the Harbour:—That at an Assembly holden before Edgar MacCulloch, Esq., Lieutenant-Bailiff, on the 12th day of August, 1873, the States authorised the Committee to undertake the deepening of the central part of the Harbour, together with the removal of the rubbish:—That in the month of January, 1867, the States voted the construction of two sea walls, according to the plans furnished by the States Surveyor, at an estimated cost of £1,420, and that in the Petition that was presented on that occasion they humbly prayed that Your Majesty would be graciously pleased to grant them the freehold of the land that might thereby be reclaimed:—That certain objections having been made on the part of the Lords of the Treasury (to whom the Petition had been forwarded), an answer to these objections was given by the Royal Court in a letter which the Bailiff had the honour to address to his Excellency the Lieutenant-Governor on the 5th March, 1868, with which letter the correspondence closed:—That considerable prejudice having been occasioned to the Harbour in consequence of these works not having been executed, the States, at an Assembly holden before the Bailiff on the 17th of April, 1874, passed a vote whereby, in renewal of their former proceedings, they again authorised the Harbour Committee, subject to the

sanction of Your Majesty, to construct the two sea walls in question, the first of these being a wall of 520 feet in length or thereabouts over the rocks to the east of the New North Pier of the said Harbour and at a distance of about 130 feet from the shore, the other being a wall of 350 feet in length or thereabouts in the Bay of La Longue Hougue, between the point of Mont Crevelt and the Rocher Frotu:—That when the construction of the new Harbour of St. Peter-Port was in contemplation, the plan furnished by the Engineer comprised the occupation of ground to be recovered from the sea to a very considerable extent, and that the freehold of such portions of land as might thus be recovered, was by the Order of Your Majesty in Council of the 14th of April, 1851, granted to the States on payment of a yearly rent of forty shillings:—That on the present occasion the States have resolved to pray that, for an annual rent of forty shillings, Your Majesty would be graciously pleased to grant them the freehold of the land, recovered at the entrance of St. Sampson's Harbour:—That at the Assembly already mentioned, holden before the Bailiff on the 17th day of April, 1874, the States also passed an Act by which, subject to Your Majesty's Sanction, they further authorised the Harbour Committee to undertake the following works, at an estimated cost of £7,043 18s. :—

1° The improvement of the North Quay between the Maisonnette and the Old North Pier, together with the deepening of that part of the Harbour.

2° The construction of a building on the Crocq, containing: 1° The Offices of the Harbour Master. 2° Cells or lock-ups for the provisional confinement for a period not exceeding twenty-four hours of persons found drunk or refractory in the Harbour or its neighbourhood. 3° A

1875.

lodging on the first floor for the Assistant Harbour-Master charged with the Police of the Harbour. 4° The Edifice to have a square tower above the height of the roof in which would be placed the Harbour Clock with four dials.

3° The complete deepening of the Harbour above the Crocq together with removal of the rubbish.

4° The construction of a second Patent Slip to the north of the one already existing.

That the States further decided to pray that Your Majesty would be graciously pleased to declare, that all steam vessels using any of the Patent Slips in that Island shall pay for the same at the rate specified in the tariff now in force under the authority of Your Majesty's Order in Council of the 26th day of January, 1874, in the same way as sailing vessels, without any special deduction of tonnage.

And most humbly praying,

1.—That Your Majesty would be graciously pleased to grant Your Royal Sanction to the several works hereinbefore enumerated.

2.—That Your Majesty would be graciously pleased to grant to the States, the fee and freehold of the land which shall have been recovered along the shore, and shall be protected from the sea by the two sea walls hereinbefore mentioned, including the land formed by means of the rubbish deposited in the Bay of "La Longue Hougue," the said States yielding and paying yearly and every year unto the Receipt of Your Majesty's Revenue in the said Island, the rent or sum of forty shillings sterling at or upon the 10th day of October in every year, the first payment to be made at or upon the 10th day of October that shall first occur after the registration of Your Majesty's Order in Council for the confirmation of the Petition now humbly presented by the States.

3.—That Your Majesty would be graciously pleased to authorise the States to apply the revenue of St. Sampson's Harbour to the construction of the works hereinbefore enumerated, provided always that the sum of five hundred pounds sterling shall each year be taken as constituting a preferential charge upon the year's income, to be applied to the reduction of the Harbour Debt, and that the works hereinbefore enumerated shall only be executed in proportion to what the balance that remains will permit, after payment, as well of the ordinary expenses of the Harbour, as of the forementioned annual sum of five hundred pounds.

4.—That Your Majesty would be graciously pleased to declare that every steam vessel using any Patent Slip constructed in Guernsey with Your Majesty's Sanction, shall pay for the same at the rate specified in the tariff now in force under the authority of Your Majesty's Order in Council of the 26th day of January, 1874, in the same way as sailing vessels, without any special deduction of tonnage."

"THE LORDS OF COMMITTEE, in obedience to Your Majesty's said Order of Reference, this day took the said Petition into consideration, and agree humbly to report as their opinion to Your Majesty, that it may be advisable for Your Majesty:—

First,—In consequence of certain objections that have been urged on the part of the Lords of the Treasury, to postpone for future consideration all questions respecting the construction of the two sea walls voted by the States in the month of January, 1867, as well as the grant of the freehold of the land thereby reclaimed.

Secondly,—To authorise the Committee of the Harbour of St. Sampson's to undertake:—

ORDRES EN CONSEIL.

First,—The deepening of the central part of the Harbour together with the removal of the rubbish.

Secondly,—The works enumerated in the said Petition for which the States passed an Act on the 17th April, 1874, the said works estimated to cost £7,043 18s.

Thirdly,—To authorise the States to apply the Revenue of St. Sampson's Harbour to the [payment of the expenditure to be incurred in respect of the several undertakings hereinbefore authorised, subject to the proviso set out in the Petition, and,

Fourthly,—To declare that every steam vessel using any Patent Slip constructed in Guernsey with Your Majesty's Sanction, shall pay for the same at the rate specified in the tariff now in force under the authority of Your Majesty's Order in Council of the 26th day of January, 1874. in the same way as sailing vessels, without any special deduction of tonnage."

HER MAJESTY having taken the said Report into consideration is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve thereof, and to order, as it is hereby ordered, that all questions respecting the construction of the two sea walls voted by the States in the month of January, 1867, as well as the grant of the freehold of the land to be thereby reclaimed, be postponed for future consideration. And Her Majesty is pleased to authorise the Committee of St. Sampson's Harbour to undertake: First,—The deepening of the central part of the Harbour together with the removal of the rubbish, and, Secondly,—The works enumerated in the said Petition for which the States passed an Act on the

17th of April, 1874, the said works estimated to cost £7,043 18s. And Her Majesty is further pleased to authorise the States to apply the Revenue of St. Sampson's Harbour to the payment of the expenditure to be incurred in respect of the several undertakings hereinbefore authorised.

1875.

And Her Majesty is pleased to declare that every steam vessel using any Patent Slip constructed in Guernsey with Her Majesty's Sanction, shall pay for the same at the rate specified in the tariff now in force under the authority of Her Majesty's Order in Council of the 26th day of January, 1874, in the same way as sailing vessels, without any special deduction of tonnage.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order be entered upon the Register of the Island and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats and all other Her Majesty's Officers for the time being in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice and govern themselves accordingly.

C. L. PEEL.

(Enregistré sur les Records le 31 Décembre 1875.)

AT THE COURT AT WINDSOR

the 10th day of December 1875

PRESENT

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY IN COUNCIL.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 6th day of December, 1875, in the words following, viz:—

Loi sur les
Chiens rendue
permanente.

“YOUR MAJESTY having been pleased by Your General Order of Reference of the 21st day of March, 1862, to refer unto this Committee the Humble

1875.

Petition of the States of the Island of Guernsey, setting forth:—That on the 4th day of June, 1870, Your Majesty was graciously pleased, by and with the advice of Your Most Honourable Privy Council, to approve and ratify a certain Bill or *Projet de Loi*, intituled, “*Loi sur les Chiens*,” which, after having been adopted by the Royal Court, had been approved by the States, and to order that the same should have the force of law in the Island of Guernsey for five years, from the 1st day of January, 1871, provided that the net proceeds of the licences mentioned in the said law were carried to the credit of the Fountain Street account:—That the said Order of Your Majesty in Council was, on the 18th day of June, 1870, ordered by the Royal Court to be registered:—That at an Assembly of the States holden before the Bailiff on the 11th day of June, 1875, the States took into consideration the propriety of applying for a renewal of the said law as a permanent measure, and that the question was carried in the affirmative. And humbly praying that in renewal of the Order of Your Majesty in Council made on the 4th day of June, 1870, respecting the law, intituled, “*Loi sur les Chiens*,” Your Majesty may be graciously pleased to declare Your Royal will and pleasure that, from the 1st day of January, 1876, the same shall be in force as a law in the Island of Guernsey as a permanent measure.”

“THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty’s said Order of Reference, have this day taken the said Petition into consideration, and do agree humbly to report as their opinion to Your Majesty, that it may be advisable for Your Majesty to accede to the prayer of the said petition, and in renewing the Order of Your Majesty in Council of the 4th day of June, 1870, respecting the law, intituled, “*Loi sur les Chiens*,” to

declare Your Royal will and pleasure that, from the 1st day of January, 1876, the same shall be in force as a law in the island of Guernsey as a permanent measure.”

1876.

HER MAJESTY having taken the said Report into consideration was pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve thereof and to order, as it is hereby ordered, that the Order of Her Majesty in Council of the 4th day of June, 1870, respecting the law, intituled, “*Loi sur les Chiens*” be renewed, and to declare Her Royal will and pleasure that from the 1st day of January, 1876, the same shall be in force as a law in the Island of Guernsey as a permanent measure.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other Her Majesty’s Officers for the time being in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice and govern themselves accordingly.

C. L. PEEL.

(*Enregistré sur les Records le 3 Juillet 1876*).

AT THE COURT AT WINDSOR

the 27th day of June 1876

PRESENT

THE QUEEN’S MOST EXCELLENT MAJESTY

HIS ROYAL HIGHNESS PRINCE LEOPOLD, &c.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 2nd day of June, 1876, in the words following, viz. :—

Administration des
Pauvres dans
les Paroisses
de la Campagne.

“YOUR MAJESTY having been pleased by Your General Order of Reference of the 21st day of March,

1876.

1862, to refer unto this Committee the Humble Petition of Sir Peter Stafford Carey, Knight, Bailiff of Guernsey, setting forth:—That with a view to establish a greater uniformity throughout the nine country parishes of the Island of Guernsey in the mode of administering relief to the poor, other than such as are inmates of the Country Hospital, the Royal Court, on the 20th of May, 1875, adopted a *Projet de Loi*, intituled, “*Loi relative à l'Administration des Pauvres dans les Paroisses de la Campagne*,” in order that, if approved by the States, it might be submitted to the gracious consideration of Your Majesty:—That at an assembly duly holden before Your Petitioner on the 21st day of December, in the said year 1875, the States, after introducing therein certain amendments, passed a vote whereby they approved the said Bill or *Projet* as set forth in the Schedule hereunto annexed. And humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to grant Your Royal Sanction to the said Bill or *Projet*, intituled, “*Loi relative à l'Administration des Pauvres dans les Paroisses de la Campagne*,” and to declare Your Royal will and pleasure that the same shall, on the registration of Your Majesty's Order to that effect, come into operation as a Law.”

“THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty's said Order of Reference, have this day taken into consideration the said Petition and the said *Projet de Loi*, and do agree humbly to report as their opinion to Your Majesty that it may be advisable for Your Majesty to approve of and ratify the said *Projet de Loi*.”

HER MAJESTY having taken the said *Projet* into consideration is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve of and ratify the said *Projet de Loi*, and to order, as it is hereby ordered,

that the same shall have the force of Law within the Bailiwick of the Island of Guernsey. 1876.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order and the said *Projet de Loi* (a copy whereof is hereunto annexed), be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other Her Majesty's Officers for the time being in the said island, and all other persons whom it may concern are to take notice and govern themselves accordingly.

C. L. PEEL.

PROJET DE LOI referred to in the foregoing Order in Council :—

LOI RELATIVE A L'ADMINISTRATION DES PAUVRES DANS LES PAROISSES DE LA CAMPAGNE.

1.—Il y aura dans chaque paroisse de la Campagne un Conseil d'Administration pour les Pauvres, auquel sera confié le soin et le soulagement des pauvres externes appartenant de la paroisse.

Conseil d'Administration dans chaque paroisse.

2.—Le soulagement provisoire des pauvres étrangers dans chaque paroisse de la Campagne, continuera à être exercé par les Connétables et Douzeniers comme par le passé.

Soulagement Provisoire des Pauvres Etrangers.

3.—Le Conseil d'Administration sera composé des fonctionnaires suivants :—Le Recteur, le Procureur des Pauvres (lequel demeurera, vertu de sa charge, le fonctionnaire officiel de la paroisse en ce qui regarde les pauvres, et sera de plus le Trésorier du Conseil), les deux Curateurs du Trésor de l'Eglise, les quatre Collecteurs des Pauvres, le plus ancien des Connétables, et un Douzenier nommé par sa douzaine dans le mois de Janvier de chaque année.

Membres du Conseil.

4.—Dans les Assemblées des Conseils d'Administration cinq membres formeront un quorum. Les dites Assemblées seront présidées par le Recteur de la

Quorum et Président des Assemblées.

1876.

Paroisse, et, dans son absence, par le Procureur des Pauvres, dans l'absence des deux, par un des Curateurs du Trésor, et dans l'absence du Recteur, du Procureur des Pauvres, et des Curateurs par le plus ancien membre présent.

Collecteurs visiteront pauvres à domicile.

5.—Il sera du devoir des Collecteurs des Pauvres de la paroisse de visiter les pauvres à domicile, et de leur fournir les secours qui leur auront été accordés par le Conseil.

Administration des Meubles et Immeubles appartenant aux Pauvres, et des donations charitables.

6.—Les biens-meubles et immeubles appartenant aux Pauvres de la Paroisse dont le Procureur des Pauvres a présentement l'administration, seront administrés par le Conseil :—Et seront le Procureur des Pauvres et les autres Officiers paroissiaux tenus de verser dans la caisse du Conseil les sommes par eux reçues pour les pauvres, à l'exception de celles reçues pendant l'offertoire; bien entendu que le revenu provenant de donations charitables continuera d'être reçu et administré par les Officiers paroissiaux désignés dans les contrats de donation et autres pièces y ayant rapport.

Taxe pour les Pauvres Externes.

7.—Ce sera au Conseil de déterminer le montant des sommes à lever, par voie de taxe, pour les besoins des pauvres externes: ces sommes seront demandées aux Chefs de Famille de la paroisse par le Procureur des Pauvres et les sommes levées seront, versées entre ses mains.

Cas urgents.

8.—Le Procureur des Pauvres assistera les pauvres dans les cas urgents, et fera, à la prochaine assemblée du Conseil, rapport de l'assistance accordée. Il sera tenu de fournir aux Collecteurs les sommes qui auront été votées pour cet effet par le Conseil.

Terme d'Office des Procureurs et Collecteurs des Pauvres.

9.—Le Procureur des Pauvres et les Collecteurs des Pauvres seront à l'avenir en charge pendant deux ans; il leur sera cependant loisible de continuer en charge pendant trois ans. Dans les quinze jours après l'expiration desdits trois ans, ils seront tenus de

faire assembler les Chefs de Famille pour une nouvelle élection. Les Procureurs des Pauvres et les Collecteurs des Pauvres qui auront géré lesdites charges au delà de trois ans, à l'époque de la mise en force de la présente loi, seront tenus, dans un mois à compter de l'enregistrement de la présente loi, de mettre les publications nécessaires pour assembler les Chefs de Famille de leur paroisse pour procéder à une nouvelle élection.

1876.

(Enregistré sur les Records le 5 Août 1876).

AT THE COURT AT OSBORNE HOUSE, ISLE OF WIGHT
the 21st day of July 1876

PRESENT

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY

HIS ROYAL HIGHNESS PRINCE LEOPOLD, &c.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 6th day of July, 1876, in the words following, viz. :—

Loi sur l'Appropriation
Frauduleuse
de Meubles et
Effets.

“YOUR MAJESTY having been pleased by Your General Order of Reference of the 21st day of March, 1862, to refer unto this Committee the Humble Petition of Sir Peter Stafford Carey, Knight, Bailiff of Guernsey, setting forth :—That in the Bailiwick of Guernsey, in order to constitute a theft it is requisite that there should be an unlawful taking, as appears to have been at Common Law the case in England :—That for the purpose of introducing an amendment in this respect, the Royal Court on the 5th day of February, in the year 1876, passed an Act whereby it adopted a Bill or *Projet de Loi*, in the form set forth in the Schedule hereunto annexed, intituled, “*Loi sur l'Appropriation Frauduleuse de Meubles et Effets*,” in order that, if approved by the States, the same might be submitted to the gracious considera-

1876.

tion of Your Majesty in Council:—That at a Deliberative Assembly duly holden before Your Petitioner on the 26th day of May, in the year 1876, the said Bill or *Projet* was approved by a vote of the States. And humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to grant Your Royal Sanction to the said Bill or *Projet*, intituled, “*Loi sur l’Appropriation Frauduleuse de Meubles et Effets*,” and to declare Your Royal Will and Pleasure that on the registration of Your Majesty’s Order in Council to that effect the same shall come into force as a Law.”

“THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty’s said Order of Reference, have this day taken into consideration, the said Petition and the said *Projet de Loi*, and do agree humbly to report as their opinion to Your Majesty, that it may be advisable for Your Majesty to approve of and ratify the said *Projet de Loi*.”

HER MAJESTY having taken the said Report into consideration is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve of and ratify the said *Projet de Loi*, and to order, as it is hereby ordered, that the same shall have the force of Law within the Bailiwick of the Island of Guernsey.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order, and the said *Projet de Loi* (a copy whereof is hereunto annexed), be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats and all other Her Majesty’s Officers for the time being in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice and govern themselves accordingly.

C. L. PEEL.

PROJET DE LOI referred to in the foregoing Order 1877.
in Council:—

LOI SUR L'APPROPRIATION FRAUDULEUSE DE
MEUBLES ET EFFETS.

Celui qui se sera frauduleusement approprié un meuble ou effet appartenant à autrui, dont la possession lui aura été confiée, sera coupable de vol, et pourra par conséquent être poursuivi pour avoir pris, volé, et emporté tel meuble ou effet.

(Enregistré sur les Records le 12 Mai 1877.)

AT THE COURT AT WINDSOR

the 30th day of April 1877

PRESENT

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY

HIS ROYAL HIGHNESS PRINCE LEOPOLD, &c.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 23rd day of March, 1877, in the words, following, viz:—

Rentes dues
sur Fonds
situés en
dedans des
Barrières de
la Ville.

“YOUR MAJESTY having been pleased by Your General Order of Reference of the 21st day of March, 1862, to refer unto this Committee the Humble Petition of Sir P. Stafford Carey, Knight, Bailiff of Guernsey, setting forth:—That within Your Majesty's Island of Guernsey landed property is to a great extent encumbered with Rentes charged on it in perpetuity:—That, by certain laws sanctioned by Your Majesty in Council, it has been provided that Rentes under a certain amount should be made redeemable throughout the Island:—That the evil resulting from Rentes to a greater amount being still unredeemable is more especially felt within the town of St. Peter-Port:—That with a view to remedy this evil the Royal Court, on the third day of June, in the year 1876, adopted a Bill or *Projet de Loi* as set out in

1877.

the Schedule hereunto annexed, intituled, "*Loi ayant rapport aux Rentes dues sur des Fonds situés en dedans des Barrières de la Ville de St. Pierre-Port,*" in order that, if approved by the States, the same might be submitted to Your Majesty's gracious consideration:—That at a deliberative assembly duly holden before your Petitioner on the 19th day of December, in the said year 1876, the said Bill or *Projet* was approved by a vote of the States. And humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to grant Your Royal Sanction to the said Bill or *Projet* intituled, "*Loi ayant rapport aux Rentes dues sur des Fonds situés en dedans des Barrières de la Ville de St. Pierre-Port,*" and to declare Your Royal Will and Pleasure that the same shall, on the registration of Your Majesty's Order in Council to that effect, come into operation as a Law."

"THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty's said Order of Reference, have this day taken into consideration the said Petition and the said *Projet de Loi*, and do agree humbly to report as their opinion to Your Majesty that it may be advisable for Your Majesty to approve of and ratify the said *Projet de Loi*."

HER MAJESTY having taken the said Report into consideration is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve of and ratify the said *Projet de Loi*, and to order, as it is hereby ordered, that the same shall have the force of Law within the Bailiwick of the Island of Guernsey.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order, and the said *Projet de Loi* (a copy whereof is hereunto annexed) be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and

all other Her Majesty's Officers for the time being in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice and govern themselves accordingly.

C. L. PEEL.

PROJET DE LOI referred to in the foregoing Order in Council :—

LOI AYANT RAPPORT AUX RENTES DUES SUR
DES FONDS SITUÉS EN DEDANS DES BARRIÈRES
DE LA VILLE DE ST. PIERRE-PORT.

1.—Les rentes de deux quartiers de froment et au-dessus, ainsi que les rentes d'un revenu annuel de £28 tournois et au-delà, payables en argent ou autre forme de redevance, dues sur des Fonds situés en dedans des Barrières de la Ville et Paroisse de St. Pierre-Port, seront désormais rachetables à raison de £350 tournois par quartier de froment, ou par quatorze livres tournois avec la partie de l'année échue lors de l'acquêt.

2.—La présente loi ne s'applique pas aux rentes et redevances seigneuriales, ni à celles qui appartiennent à des femmes couvertes de mari ou à des mineurs.

3.—Les rachats faits en vertu de la présente loi seront sans préjudice des droits des usufruitiers, s'il y en a, et si une rente appartenant à un homme marié est rachetée en vertu de la présente loi, la femme du vendeur conservera sa garantie pour son douaire sur la rente ainsi rachetée.

(*Enregistré sur les Records le 30 Août 1877.*)

AT THE COURT AT OSBORNE HOUSE, ISLE OF WIGHT
the 13th day of August 1877

PRESENT

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY
LORD PRESIDENT, &c.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and

Loi par
rapport aux
Procédures en
Crime.

1877. Jersey, dated the 11th day of August, 1877, in the words following, viz. :—

“YOUR MAJESTY having been pleased by Your General Order of Reference of the 21st day of March, 1862, to refer unto this Committee the Humble Petition of Sir Peter Stafford Carey, Knight, Bailiff of Guernsey, setting forth :—That by an Order in Council of the date of the 19th of June, 1844, which was registered in the course of the following month, Your Majesty was graciously pleased to approve and ratify certain Ordinances which had been passed by the Court of Chief Pleas and afterwards approved by the States :—That one of the said Ordinances related to Criminal Proceedings :—That another of the said Ordinances related to the infraction of Ordinances :—That in consequence of the amendments that have been made in the Criminal Law of Guernsey since these Ordinances came in force, the provisions contained in them being no longer applicable to the state of the law, it has been considered requisite that certain alterations should be made in them :—That it has been deemed also that there are some further amendments that it would be desirable to introduce :—That on the 12th day of February, in the year 1876, Your Majesty was graciously pleased, by and with the advice of Your Privy Council, to grant Your Royal Sanction to a Bill or *Projet*, intituled, “*Loi relative à l'Infraction des Ordonnances*” :—That the said Law of 1876 is in substance intimately connected with one of the two Ordinances above mentioned :—That on the 23rd day of June, in the year 1877, the Royal Court, with a view to meet the requirements above pointed out, adopted a Bill or *Projet de Loi*, intituled, “*Loi par rapport aux Procédures en Crime*,” as a substitute for the two Ordinances above mentioned, and at the same time incorporated therein the provisions of the Law of 1876 :—That at a meeting

duly holden before your Petitioner on the 16th day of July, 1877, the States passed a vote whereby they approved the said Bill or *Projet* in the form set forth in the Schedule hereunto annexed. And humbly praying that Your Majesty may be graciously pleased to grant Your Royal Sanction to the said Bill or *Projet*, intituled, "*Loi par rapport aux Procédures en Crime*," and to declare Your Royal will and pleasure that the same shall, from the time of its registration by the Royal Court, be in force as a law of the Bailiwick of Guernsey."

"THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty's said Order of Reference, have this day taken into consideration the said Petition and the said *Projet de Loi*, and do agree humbly to report as their opinion to Your Majesty that it may be advisable for Your Majesty to approve of and ratify the said *Projet de Loi*, and to declare that the same shall have the force of law within the Bailiwick of the Island of Guernsey."

HER MAJESTY having taken the said Report into consideration is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve of and ratify the said *Projet de Loi*, and to order, as it is hereby ordered, that the same shall have the force of Law within the Bailiwick of the Island of Guernsey.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order and the said *Projet de Loi* (a copy whereof is hereunto annexed), be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other Her Majesty's Officers for the time being in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice and govern themselves accordingly.

C. L. PEEL.

1877.

PROJET DE LOI referred to in the foregoing Order in Council :—

LOI PAR RAPPORT AUX PROCÉDURES EN CRIME.

Accusé
constitué
choisira
Avocat devant
Cour en Corps
ou Cour
Ordinaire.

1.—Lorsqu'un accusé aura été constitué pour que les Officiers de la Reine informent contre lui, lesdits Officiers auront la faculté de l'ajourner, soit devant la Cour en Corps, soit devant la Cour Ordinaire, afin qu'il ait l'occasion de choisir un Avocat pour son Conseil.

Témoins
malades ou
étant sur leur
départ.

2.—Ils auront également la faculté d'ajourner devant la Cour Ordinaire, pour être examinés et contre-interrogés en présence de l'accusé et de son Conseil, des témoins malades, ou étant sur leur départ, que ces témoins soient à charge ou à décharge. Et seront les dépositions desdits témoins produites lors de la passation de la cause.

Procédure
pour causes où
maximum
d'amende
n'excède pas
£150 tournois.

3.—Dans les causes où le maximum de l'amende portée dans une Ordonnance n'excède pas £150 tournois, toute action pour ladite amende sera poursuivie dans ou hors des termes devant la Cour Ordinaire, composée du Président ou de deux Jurés pour le moins.

Causes de
Milice.

4.—L'Article précédent ne déroge pas aux dispositions de l'Ordre en Conseil du 24 Février 1796, par rapport aux causes de Milice.

Cas où
minimum de
l'amende sera
adjudgé lors
l'infraction est
reconnue.

5.—Celui qui, étant poursuivi pour infraction d'Ordonnance, se présentera devant la Cour sur le premier ajour reçu et reconnaîtra l'infraction, sera adjudgé au minimum de l'amende portée dans l'action avec frais de Cour, à moins que depuis an et jour il n'ait été adjudgé à une amende pour une pareille infraction.

Sentence
d'Amende à la
Couronne.

6.—Toutes les fois qu'un défendeur sera adjudgé au paiement d'une amende à la Couronne, il sera ordonné, par l'acte de condamnation, qu'à défaut de paiement il gardera prison pour un temps déterminé.

7.—Toutefois la durée de l'emprisonnement n'excédera pas le terme d'un an. Elle n'excédera pas six mois à moins que l'amende adjugée ne monte à £100 sterling. Elle n'excédera pas trois mois à moins que l'amende adjugée ne monte à £50 sterling. Elle n'excédera pas un mois à moins que l'amende adjugée ne monte à £5 sterling. Elle n'excédera pas quinze jours à moins que l'amende adjugée ne monte à £1 sterling.

1877.
Durée de l'Em-
prisonnement.

8.—Dans tous les cas, si, avant expiration de l'emprisonnement l'amende est payée au Prévôt de la Reine, il en donnera connaissance par écrit au portier afin que ledit emprisonnement cesse.

Amende payée
au Prévôt.

(Enregistré sur les Records le 30 Août 1877).

AT THE COURT AT OSBORNE HOUSE, ISLE OF WIGHT
the 13th day of August 1877

PRESENT

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY
LORD PRESIDENT, &c.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 10th day of August, 1877, in the words following, viz. :—

Loi relative à
la Milice.

“YOUR MAJESTY having been pleased by Your General Order of Reference of the 21st day of March, 1862, to refer unto this Committee the Humble Petition of Sir Peter Stafford Carey, Knight, Bailiff of Guernsey, setting forth :—That by the ancient Law and constitution of the country all natives are (with certain specified exceptions) bound to serve in the Militia personally and without pay from the age of sixteen to that of sixty :—That all subjects of Her Majesty, not being natives, are (with certain specified exceptions) liable to the like service after a residence of a year and a day :—That the organisation of the

1877.

Militia has always been upon a territorial basis:—That originally each Parish seems to have had a Company of Militia composed of its own inhabitants, but as population increased some parishes came to have more companies than one:—That for upwards of a century and a half the Militia has been organised by Districts with a Regiment of Infantry to each District, the circumscription of these Districts being vested in the Governor:—That for a considerable number of years past, there have been in the Island of Guernsey, besides a Regiment of Artillery, four Districts each with a Regiment of Infantry attached to it:—That for some time past the opinion has prevailed that the strength of the force might in times of peace be with propriety diminished:—That with this object in view it has been proposed that the period of service should, in ordinary times, be reduced throughout the Bailiwick from the age of sixty to that of forty-five:—That, so far as regards the Island of Guernsey, the population of which is very great, it has been considered that the period of service might be still further reduced in favour of such as should make an application for the purpose:—That in any measure that may be introduced on this subject, it has been deemed to be an object of primary importance to embody such alterations as may render the Militia more efficient and more in accordance with the modern times:—That for the purpose of carrying into effect the objects hereinbefore mentioned, a Bill or *Projet de Loi*, intituled, “*Loi relative à la Milice Royale du Bailliage de l’Ile de Guernesey*,” was on Monday, the 26th December, in the year 1874, submitted by the Queen’s Procureur to the Royal Court; whereupon an Act was passed for the said *Projet* to be lodged at the Greffe and published in the Official Gazette, with a view to its being taken into consideration at the next Chief Pleas:—That at the Chief

Pleas holden on the 18th day of January, in the present year 1875, the Royal Court passed an Act by which the said Bill or *Projet de Loi* was adopted, with a view to its being put before the States, in order that if approved by that body it might be submitted to Your Majesty's gracious consideration:—That at an assembly duly holden before the Bailiff on the 19th day of February, 1875, the States, after having introduced certain amendments, approved the said Bill or *Projet de Loi* in the form set forth in the Schedule hereunto annexed. And humbly praying that Your Majesty may be graciously pleased to grant Your Royal Sanction to the Bill or *Projet de Loi*, intituled, "*Loi relative à la Milice Royale du Bailliage de l'Île de Guernesey*," as set forth in the Schedule hereunto annexed, and to declare Your Royal will and pleasure that the same shall come in force as a Law throughout the Bailiwick of Guernesey."

"And Your Majesty having been further pleased to refer unto this Committee the Humble Petition of the States of the Island of Guernesey, setting forth:—That in the course of the month of March, in the year 1875, a Petition was transmitted to Your Majesty in Council, humbly praying on the grounds therein set out that Your Majesty might be graciously pleased to grant Your Royal Sanction to a Bill or *Projet de Loi*, intituled, "*Loi relative à la Milice Royale du Bailliage de l'Île de Guernesey*," which, after having been adopted by the Royal Court, had in an assembly holden on the 19th day of February, 1875, been approved by the States:—That at a recent assembly duly holden before the Bailiff on the 3rd day of March, 1876, Your Petitioners passed a resolution by which it was voted that an Humble Petition should be presented to Your Majesty praying that the four last Articles contained in the *Projet* of 1875 should be omitted, and that five other articles set out

1877.

in the Schedule hereunto annexed should be substituted for them. And humbly praying that, in sanctioning the said Bill or *Projet*, Your Majesty may be graciously pleased to order and direct that the articles set out in the Schedule hereunto annexed should be substituted for the last four articles contained in the Bill or *Projet* that was annexed to the Petition presented to Your Majesty in March, 1875."

"THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty's said Order of Reference, have this day taken into consideration the said Petitions and the said *Projet de Loi*, and the amendments submitted by the said States, and do agree humbly to report as their opinion to Your Majesty, that it may be advisable for Your Majesty to approve of and ratify the said *Projet de Loi* with the amendments proposed in lieu of Articles 7, 8, 9 and 10 of the said *Projet de Loi* as originally framed, and to declare that the said *Projet de Loi* so amended shall have the force of law within the Bailiwick of the Island of Guernsey."

HER MAJESTY having taken the said Report into consideration, is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve of and ratify the said *Projet de Loi* amended as proposed, and to order as it is hereby ordered that the same shall have the force of Law within the Bailiwick of the Island of Guernsey.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order and the said *Projet de Loi* as amended (a copy whereof is hereunto annexed), be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other Her Majesty's Officers for the time being in the said Island, and all other persons

whom it may concern, are to take notice and govern themselves accordingly. 1877.
C. L. PEEL.

PROJET DE LOI referred to in the foregoing Order in Council :—

LOI RELATIVE À LA MILICE ROYALE DU
BAILLIAGE DE L'ILE DE GUERNESEY.

Considérant que tous les natifs du Bailliage de l'Île de Guernesey, âgés de seize à soixante ans, sont tenus de servir dans la Milice Royale, et que tous les sujets de Sa Majesté non natifs dudit Bailliage sont pareillement tenus de servir après an et jour de résidence, le tout sauf les exceptions établies par la constitution et l'usage du pays. Préambule.

Considérant que tous et un chacun sont tenus de servir pour la défense du pays en cas d'alarme.

Considérant que, pourvu que l'état de la population le permette, il convient de réduire en temps de paix le nombre des miliciens effectifs en abrégant le terme de service.

Considérant que les services ordinaires en temps de paix sont la revue anniversaire de la naissance de Sa Majesté, les exercices du Lundi de Pâques, du Lundi de la Pentecôte, et du jour de la St. Jean, les pratiques du tir à la cible, l'exercice avant l'inspection annuelle, et l'inspection annuelle.

Considérant que, d'après les informations fournies par Son Excellence M. le Lieutenant-Gouverneur, il paraît que les miliciens ne doivent pas être appelés à l'avenir au service le Lundi de Pâques, le Lundi de la Pentecôte, et le jour de la Saint Jean.

Attendu que le Gouvernement de Sa Majesté a représenté qu'il est essentiel de mettre la Milice sur un pied plus efficace.

Il est ordonné comme suit :—

1.—En outre les services ordinaires autres que ceux du Lundi de Pâques, du Lundi de la Pentecôte, Exercices

1877. — et du jour de la St. Jean, les miliciens seront tenus de servir sous les armes, soit dans la matinée, soit dans l'après-midi, pendant trois jours par semaine de deux semaines consécutives dans chaque année.

Absents.

2.—Ceux qui, sans en avoir été excusés pour cause légitime, auront manqué au service pendant tout ou partie desdits six jours, demeureront sous l'obligation de servir sous les armes pour autant de jours qu'ils auront fait défaut, en outre les pénalités encourues.

Poursuites devant Justice seront autorisées de l'Officier Commandant. Amendes à défaut de poursuites.

3.—Aucune poursuite devant Justice pour infraction des Ordonnances au sujet de la Milice ne sera intentée contre un milicien sans l'autorisation préalable de l'Officier Commandant son régiment, donnée par écrit, bien entendu que ledit Officier Commandant aura le pouvoir, dans les cas ci-dessus énumérés, de faire avertir le milicien autre qu'un Officier, au moyen d'une signification par écrit, que s'il paie à l'Assistant Inspecteur de son régiment la somme fixée par ledit Officier Commandant dans les huit jours après avoir reçu ladite signification, il n'y aura pas de poursuite, ladite somme ainsi payée tenant lieu et place de l'amende.

Montant des Amendes.

La somme ainsi fixée n'excédera pas deux chelins six pennis sterling, bien entendu qu'elle pourra être portée à trois chelins six pennis pour la deuxième, et à quatre chelins six pennis pour la troisième fois pendant l'année que ce pouvoir aura été exercé à l'égard du même milicien.

Cas où amendes pourront être imposées par l'Officier Commandant.

4.—Le pouvoir spécifié dans l'article précédent pourra être exercé dans les cas qui suivent :—

1° Si ayant été dûment averti pour le service, le milicien ne se sera pas présenté à l'appel nominal.

2° S'il s'est présenté à l'appel nominal avec ses habits d'uniforme, ses armes, ou ses effets d'équipement malpropres ou en mauvais état.

3° S'il a négligé d'obéir aux ordres à lui 1877.
donnés pendant l'exercice.

4° S'il n'a pas observé le silence pendant l'exercice.

5° S'il s'est retiré du lieu d'exercice ou a quitté les rangs avant d'avoir été congédié.

6° S'il a causé du désordre dans les rangs.

7° S'il a eu en sa possession des liqueurs spiritueuses lorsque de service.

8° S'il a été dans un état d'ivresse lorsque de service.

5.—L'Assistant Inspecteur de chaque régiment sera tenu de faire un rapport par écrit à l'Officier Commandant son régiment de toutes les sommes reçues aux fins des articles précédents. Rapport des amendes reçues sera fait.

6.—Un relevé des cas dans lesquels le pouvoir ci-dessus spécifié aura été exercé pendant l'année, avec une liste des sommes reçues, sera rédigé d'an en an par l'Officier Commandant chaque régiment, et sera transmis au bureau de son Excellence M. le Lieutenant-Gouverneur dans le mois de Janvier de l'année subséquente, et sera l'Adjudant Général tenu d'envoyer une copie des listes ayant rapport aux régiments de la Milice Royale de Guernesey, avant la fin dudit mois, au Superviseur de la Chaussée, afin qu'il ait la connaissance des sommes que les Officiers Commandant les différents régiments auront à payer au bureau des Etats. Et seront lesdites sommes payables avant le 1er Mars ensuivant, et applicables, ainsi que les amendes imposées par les Ordonnances au sujet de la Milice, au bénéfice des Etats de l'Ile de Guernesey. Relevé des cas ci-dessus et liste d'amendes reçues seront transmis annuellement à Son Excellence et au Superviseur.

7.—Tout milicien sera dispensé du service effectif dès qu'il aura atteint l'âge de quarante-cinq ans, à l'exception des officiers, sous-officiers, et musiciens, lesquels ne seront dispensés qu'après une demande Dispense de Service après 45 ans.

1877. spéciale de leur part faite dans le courant du mois de Janvier.

Dispense après 83 ans. 8.—Dans l'Île de Guernesey, eu égard au nombre de la population, tout milicien qui aura atteint l'âge de trente-trois ans pourra se procurer une dispense du service effectif, en faisant, dans le courant du mois de Janvier, une demande spéciale à cet effet.

Dispenses par Lieutenant-Gouverneur. 9.—Le Lieutenant - Gouverneur est autorisé à émettre des Ordres de Milice pour dispenser du service effectif des miliciens de l'Isle de Guernesey autres que les officiers, sous-officiers et musiciens, lesquels, étant âgés d'au-delà de trente-trois ans, n'auront pas eux-mêmes fait de demande à cet effet.

Corps de Réserve. 10.—Les Miliciens dispensés du service effectif seront formés en corps de réserve jusqu'à l'âge de quarante-cinq ans, et seront ces corps de réserve assemblés une fois par an dans leurs districts respectifs.

Temps de Guerre. 11.—En temps de guerre les miliciens dispensés du service effectif pourront y être appelés par Ordre de Sa Majesté en son Conseil.

(Enregistré sur les Records le 30 Août 1877).

AT THE COURT AT OSBORNE HOUSE, ISLE OF WIGHT

the 13th day of August 1877

PRESENT

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY

LORD PRESIDENT, &c.

Loi relative à la Voie Ferrée.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 11th day of August, 1877, in the words following, viz. :—

“YOUR MAJESTY having been pleased by Your General Order of Reference of the 21st day of March, 1862, to refer unto this Committee the Humble Petition of Sir Peter Stafford Carey, Knight, Bailiff of

Guernsey, setting forth:—That on the 10th day of March, 1877, the Royal Court adopted a Bill or *Projet de Loi*, intituled, "*Loi pour la Construction et le Maintien d'une Voie Ferrée entre la Ville de St. Pierre-Port et le Havre de St. Sampson,*" in order that, if the same were approved by the States, it might be transmitted for Your Majesty's gracious consideration:—That at an Assembly duly holden before Your Petitioner on the 2nd day of May, 1877, the States, after having introduced into it certain amendments, passed a vote whereby they approved the said Bill or *Projet* in the form set forth in the Schedule hereunto annexed. And humbly praying that Your Majesty may be graciously pleased to grant Your Royal Sanction to the Bill or *Projet*, intituled, "*Loi pour la Construction et le Maintien d'une Voie Ferrée entre la Ville de St. Pierre-Port et le Havre de St. Sampson,*" as set forth in the Schedule hereunto annexed, and to declare Your Royal Will and Pleasure that the same shall have the force of Law."

"THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty's said Order of Reference, have this day taken into consideration the said Petition and the said *Projet de Loi*, and do agree humbly to report as their opinion to Your Majesty, that it may be advisable for Your Majesty to approve of and ratify the said *Projet de Loi*, and to declare that the same shall have the force of Law within the Bailiwick of the Island of Guernsey."

HER MAJESTY having taken the said Report into consideration is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve of and ratify the said *Projet de Loi*, and to order, as it is hereby ordered, that the same shall have the force of Law within the Bailiwick of the Island of Guernsey.

1877.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order, and the said *Projet de Loi* (a copy whereof is hereunto annexed), be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats and all other Her Majesty's Officers for the time being in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice and govern themselves accordingly. C. L. PEEL.

PROJET DE LOI referred to in the foregoing Order in Council :—

LOI POUR LA CONSTRUCTION ET LE MAINTIEN
D'UNE VOIE FERRÉE ENTRE LA VILLE DE ST.
PIERRE-PORT ET LE HAVRE DE ST. SAMPSON.

Concession.

1.—M. Henry Brady, ingénieur, résidant à Londres (ci-après nommé le concessionnaire), est autorisé à construire, placer, maintenir, et posséder une Voie Ferrée à rails plats, depuis la Maison de Garde, à l'entrée de l'Esplanade du Sud du Havre de St. Pierre-Port jusqu'au côté du Nord du Havre de St. Sampson, avec des embranchements sur la chaussée St. Julien et sur le côté du Sud du Havre de St. Sampson, comme aussi avec des lieux d'arrêt dits anglicé "*turn outs*," à des endroits convenables, le tout pour servir au transport de passagers et de marchandises.

L'autorisation est accordée sans préjudice, soit aux dispositions de l'Ordonnance du 3 Novembre 1812 au sujet du chantier ci-devant appartenant à M. Alexandre Thom, soit à celles de l'Acte de la Cour Royale en date du 8 Octobre 1825, au sujet des prémisses ci-devant appartenant à M. Richard Le Lièvre, à la Piette.

Bureau.
Poursuites.

2.—Le concessionnaire est tenu d'avoir un bureau dans la paroisse de St. Pierre-Port, et de désigner par une annonce dans la *Gazette* autorisée pour les

annonces officielles, le local dudit bureau, ainsi que le nom du Gérant dudit concessionnaire. Toute mutation de bureau ou changement de gérant devra être annoncé de la même manière. Toute signification ou tout ajournement au gérant servi audit bureau, et toute signification ou tout ajournement fait au nom du gérant, seront censés une signification ou un ajournement audit concessionnaire ou de sa part selon le cas. 1877.

3.—La Voie Ferrée sera construite en dedans des limites de déviation tracées sur le plan déposé au Greffe et paraphé par M. le Baillif, sauf toute modification qui pourra être introduite pendant la construction de la Voie Ferrée, de l'approbation soit de la Cour Royale, soit, au besoin, des Etats de cette île, sauf aussi la sanction de la Couronne par rapport à tel terrain pour lequel ladite sanction pourra être nécessaire. Limites de la Voie Ferrée.

4.—La Voie Ferrée sera construite de manière à laisser sur la grande route quinze pieds de libre pour le moins en dehors des voitures de la Voie Ferrée, bien entendu qu'il y aura toujours un espace libre d'un pied entre la voiture de la Voie Ferrée et le marche-pied. 15 pieds seront laissés sur la grande route en dehors des voitures et 1 pied entre voitures et marche-pied.

5.—Il n'y aura qu'une seule ligne de Voie Ferrée excepté à la Chaussée St. Julien, au côté du Sud du Havre de St. Sampson, et aux lieux d'arrêt dits anglicé "*turn outs*," où le concessionnaire aura la faculté de placer deux lignes. Une seule ligne avec lieux d'arrêt autorisée.

6.—L'espace entre les deux rails ne sera pas moindre de trois pieds trois pouces, et la partie intérieure des voitures sera de cinq pieds de largeur. La surface des rails sera de niveau avec la surface de la route. Rails et Voitures.

7.—Le concessionnaire est tenu de maintenir et entretenir en bon ordre l'espace entre les deux rails de la Voie Ferrée. Il est également tenu de contribuer telle somme annuelle qui sera fixée par le Maintien de la Route.

1877.

Comité pour la surveillance des Grandes Routes, pour les frais du maintien et entretien de l'espace pour dix-huit pouces de largeur du côté extérieur de chaque rail.

Force Motrice. 8.—Il est défendu de faire traîner les voitures et waggons sur la voie ferrée autrement que par des chevaux, sans l'autorisation préalable des Etats, bien entendu que la Cour Royale pourra autoriser l'usage de machines-à-vapeur pour cet objet. Il est aussi défendu de faire traîner lesdites voitures et waggons le jour du Dimanche sans l'autorisation préalable desdits Etats.

Propriétés
seront
acquises par
Etats, et
£1,000 déposées
par Conces-
sionnaire.

9.—Les propriétés A et B marquées en rouge sur ledit plan seront acquises par les Etats de cette île, soit à l'amiable, soit suivant les dispositions de la Loi d'Expropriation Forcée pour cause d'Utilité Publique, le concessionnaire payant auxdits Etats la moitié du prix d'icelles. Bien entendu que la somme de £1,000 sterling, argent au Cours d'Angleterre, sera déposée pour cet objet par le concessionnaire entre les mains du Superviseur de la Chaussée dans trois mois de la date de l'enregistrement de l'Ordre de Sa Majesté en Conseil pour la sanction de la présente Loi, faute de quoi la Cour pourra déclarer que l'autorisation ci-dessus accordée cessera. Bien entendu aussi que les Etats ne seront tenus de prendre des mesures pour acquérir lesdites propriétés qu'après que ladite somme aura été déposée.

Expropriation 10.—En ce qui regarde les terrains non compris dans l'article précédent, et sur lesquels la voie ferrée doit être construite, l'expropriation pourra être demandée par le concessionnaire dans le cas où il ne pourrait s'arranger à l'amiable avec les propriétaires desdits terrains.

Poursuites en
expropriation.

11.—Pour parvenir à ladite expropriation, le concessionnaire sera tenu de suivre les dispositions du Chapitre II et suivants de la Loi qui autorise l'Expro-

priation Forcée pour Cause d'Utilité Publique, confirmée par Sa Majesté en son Conseil le 19 Mars 1872, et enregistrée sur les Records de cette Ile le 8 Avril 1872, lesquelles dispositions seront interprétées et appliquées à tous égards comme si dans tous les articles les mots "le concessionnaire" étaient ajoutés aux mots "le Gouvernement de Sa Majesté, les Etats ou une des paroisses de cette Ile," ainsi qu'aux mots "la partie publique."

12.—La construction de la voie ferrée sera sujette à la surveillance et au contrôle d'un Comité spécial, lequel sera nommé par les Etats de cette Ile. Tout différend entre ledit Comité et le concessionnaire sera référé à la Cour Royale, laquelle aura la faculté d'appeler un ingénieur pour faire un rapport sur la question avant de décider entre les parties. Les frais et honoraires de l'ingénieur seront payés par le concessionnaire.

Construction
sujette au
contrôle d'un
Comité des
Etats.

13.—La voie ferrée ne sera ouverte au public qu'après la permission de la Cour Royale, laquelle sera basée sur le certificat d'un ingénieur préalablement nommé par la dite Cour, constatant que les travaux ont été convenablement exécutés conformément aux dispositions de la Loi, et en égard à la sûreté publique. Les frais et honoraires de l'ingénieur seront payés par le concessionnaire.

Ouverture de
la Voie.

14.—Le Comité pour la surveillance des Grandes Routes aura le droit en tout temps d'ordonner que l'inspection de la voie ferrée et appartenances sera faite par telle personne compétente qu'il choisira, et pourra ordonner que l'exploitation soit suspendue jusqu'à ce que les travaux nécessaires à la sûreté publique aient été exécutés.

Inspection.

15.—Il y aura toujours un libre passage par-dessus la voie ferrée.

Libre passage
par-dessus
Voie.

16.—Toute personne qui sciemment et volontairement commettra quelqu'un des actes ci-dessous

Amendes en
Police
Correction-
nelle.

1877.

énumérés, sera passible en Police Correctionnelle pour chaque acte ainsi commis, d'une amende à discrétion de justice qui n'excédera pas cinq livres sterling, savoir :—

1° Toute personne qui enlèvera, détruira ou endommagera aucune partie de la voie ferrée.

2° Toute personne qui placera ou jettera des pierres, du bois, des débris, ou décombres, ou autre matériel sur aucune partie de la voie ferrée.

3° Toute personne qui commettra ou fera commettre un acte quelconque dont l'effet serait de mettre obstacle ou empêchement au libre trajet des voitures et waggons sur la voie ferrée.

Récidive.

17.—Dans tous les cas énumérés dans l'article précédent, s'il y a récidive dans l'an et jour de la première sentence, l'amende pourra être portée jusqu'à dix livres sterling.

Terme pour confection des travaux.

18.—Le concessionnaire sera tenu d'achever et compléter ses travaux dans les deux ans qui suivront l'enregistrement de la présente Loi, faute de quoi la Cour pourra déclarer que l'autorisation accordée aux fins de l'article Ier a cessée.

Dommages-intérêts.

19.—Le concessionnaire sera responsable en dommages et intérêts de tous torts, préjudices et dommages causés à qui que ce soit, par la faute, négligence impéritie ou imprudence du concessionnaire ou de ses employés, et il sera responsable en dommages et intérêts envers la veuve et les enfants de ceux qui mourraient en conséquence desdites fautes et négligences.

Cession aux Etats.

20.—Le concessionnaire sera tenu de céder et délaisser aux Etats de cette Ile, toutesfois et quantes que requis, tant la voie ferrée que toute la propriété immobilière y appartenant, en recevant desdits Etats telle somme qui sera trouvée, par cinq arbitres (dont trois nommés par les Etats et deux par le concessionnaire), avoir été le capital déboursé par ledit conces-

sionnaire, avec une ajoutation de trente-trois et demi 1878.
pour cent sur ledit capital.

21.—Le taux exigible de chaque personne voyageant Taux.
sur la voie ferrée ne dépassera pas un penni par mille,
et toute fraction de mille comptera pour un mille
entier.

22.—Il sera laissé à la Cour Royale de faire des Règlements
pour conduc-
teurs et
voyageurs.
règlements par rapport aux conducteurs des voitures
et au nombre des voyageurs que chaque voiture sera
autorisée à porter.

23.—Le concessionnaire aura la faculté de céder la Cession à des
tiers.
dite entreprise, en tout ou en partie, à des tiers,
lesquels auront les mêmes pouvoirs et privilèges qui
lui sont donnés, et seront assujettis aux conditions et
responsabilités qui lui sont imposées en vertu de la
présente Loi.

(Enregistré sur les Records le 13 Avril 1878.)

AT THE COURT AT WINDSOR

the 26th day of March 1878

PRESENT

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY

LORD PRESIDENT, &c.

WHEREAS there was this day read at the Board a Loi contenant
articles
supplémentaires à la Loi
de 1856 relative
à l'Application
des Peines.
Murs de
clôture,
Arbres, etc.
Falsification
de denrées
alimentaires.
Report from the Right Honourable the Lords of the
Committee of Council for the Affairs of Guernsey and
Jersey, dated the 23rd day of March, 1878, in the
words following, viz. :—

“YOUR MAJESTY having been pleased by Your
General Order of Reference of the 21st day of
March, 1862, to refer unto this Committee the
Humble Petition of Sir Peter Stafford Carey, Knight,
Bailiff of Guernsey, setting forth:—That with the
view of supplying certain deficiencies that existed in
the Criminal Law of the Bailiwick of Guernsey the
Royal Court, at the Chief Pleas holden on the 9th
day of April, in the year 1877, adopted a Bill or *Projet*

1878.

de Loi, intituled, "*Loi contenant des Articles Supplémentaires à la Loi de 1856, relative à l'Application des Peines*":—That the cases to which the proposed Law is meant to apply are: 1st, Where damage has been done to trees or enclosures; 2nd, Where there has been adulteration of articles of food:—That at an assembly duly holden before Your Petitioner on the 16th day of July in the said year 1877, the States, after having introduced an additional clause, passed a vote whereby they approved the said Bill or *Projet*, as set forth in the Schedule thereunto annexed: And humbly praying that Your Majesty may be graciously pleased to grant Your Royal Sanction to the said Bill or *Projet*, intituled, "*Loi contenant des Articles Supplémentaires à la Loi de 1856 relative à l'Application des Peines*," and to declare Your Royal will and pleasure that the same shall from the time of its registration by the Royal Court be in force as a Law of the Bailiwick of Guernsey.

And Your Majesty having been further pleased to refer unto this Committee the Humble Petition of the States of the Island of Guernsey, setting forth:—That in the course of the month of July, in the year 1877, a Petition was transmitted to Your Majesty in Council, humbly praying, on the grounds therein set out, that Your Majesty might be graciously pleased to grant Your Royal Sanction to a Bill or *Projet de Loi*, intituled, "*Loi contenant des Articles Supplémentaires à la Loi de 1856 relative à l'Application des Peines*," which, after having been adopted by the Royal Court had, in an assembly holden on the 16th day of July, 1877, been approved by the States:—That at an assembly duly holden before the Bailiff on the 1st day of February, in the year 1878, Your Petitioners passed a Resolution by which it was voted that an Humble Petition should be presented

to Your Majesty praying that to the second sub-section of the second Article in the said Bill or *Projet*, a clause might be added to the effect set out in the Schedule thereunto annexed. And humbly praying that, in sanctioning the said Bill or *Projet*, Your Majesty may be graciously pleased to order and direct that the Clause set out in the Schedule thereunto annexed should be added to the second sub-section of the second Article in the above-mentioned Bill or *Projet*, that was annexed to the petition presented to Your Majesty in July, 1877.”

“THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty’s said Order of Reference, have this day taken into consideration the said Petitions and the said *Projet de Loi*, and the amendment submitted by the said States, and do agree humbly to report as their opinion to Your Majesty, that it may be advisable for Your Majesty to approve of and ratify the said *Projet de Loi* with the amendment proposed, and to declare that the said *Projet de Loi* so amended shall have the force of Law within the Bailiwick of the Island of Guernsey.”

HER MAJESTY having taken the said Report into consideration is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve of and ratify the said *Projet de Loi* amended as proposed, and to order, as it is hereby ordered, that the same shall have the force of Law within the Bailiwick of the Island of Guernsey.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order, and the said *Projet de Loi*, as amended (a copy whereof is hereunto annexed), be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff

1878.

and Jurats, and all other Her Majesty's Officers for the time being in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice and govern themselves accordingly.

C. L. PEEL.

PROJET DE LOI referred to in the foregoing Order in Council :—

LOI CONTENANT DES ARTICLES SUPPLÉMENTAIRES À LA LOI DE 1856 RELATIVE À L'APPLICATION DES PEINES.

1.—Seront passibles en Police Correctionnelle, soit des peines de vagabondage, soit d'une amende à discrétion de Justice qui n'excédera pas £10 sterling,

Ceux qui auront volontairement endommagé ou dégradé

1° Les murs de clôture, balustres ou palissades, portes, ou barrières bordant les Chemins publics.

2° Les arbres arbustes ou plantes appartenant à autrui.

2.—Seront passibles en Police Correctionnelle d'une amende, à discrétion de Justice qui n'excédera pas £5 sterling, y compris les frais de l'analyse.

1° Ceux qui falsifieront des substances ou denrées alimentaires, que ces substances soient liquides ou solides, destinées à être vendues.

2° Ceux qui vendront ou exposeront en vente des substances ou denrées alimentaires falsifiées.

Bien entendu que si l'accusé prouve à la satisfaction de la Cour que, sans aucune faute de sa part, la falsification lui était inconnue, il sera renvoyé de la plainte.

3.—Dans les cas mentionnés dans l'article précédent, si la substance falsifiée est nuisible à la santé, l'amende pourra être portée à £10 sterling.

4.—Cette Loi sera censée former partie de la Loi de 1856 relative à l'Application des Peines tant au Criminel qu'en Police Correctionnelle.

(Enregistré sur les Records le 8 Juin 1878).

1878.

AT THE COURT AT WINDSOR

the 16th day of May 1878

PRESENT

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY

LORD PRESIDENT, &c.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 15th day of May, 1878, in the words following, viz. :—

Administration des
Pauvres St.
Pierre-Port.
Article portant modification à la Loi du 10 Mai 1860.

“YOUR MAJESTY having been pleased by Your General Order of Reference of the 21st of March, 1862, to refer unto this Committee the Humble Petition of Sir Peter Stafford Carey, Knight, Bailiff of Guernsey, setting forth:—That at the Chief Pleas holden on the 19th of April, 1852, the Royal Court, on the petition of the Chefs-de-Famille of the Parish of St. Peter-Port, passed an Ordinance relating to the administration of the Poor of the said parish, which Ordinance, after having been approved by the States, was ratified and confirmed by Your Majesty's Order in Council of the 28th day of December, in the said year 1852 :—That the eighth article of this Ordinance had for its object to regulate the formation of the Council of Administration :—That at the Chief Pleas after Michaelmas, holden on the 3rd day of October, in the year 1859, the Royal Court, upon the Petition of the Chefs-de-Famille of the said Parish, adopted an Ordinance by which, subject to the approval of the States and the sanction of Your Majesty in Council, the fore-mentioned eighth article of the Ordinance of 1852 was repealed and a new Article enacted in its place :—That this Ordinance having been approved by the States was ratified by Your Majesty's Order in Council of the 10th day of May, 1860 :—That at the Chief Pleas holden on the 9th of April, 1877, the

1878.

Royal Court, upon the Petition of the President of the Council of Administration, adopted, subject to the approval of the States and the Sanction of Your Majesty in Council, an Article, the effect of which was to repeal so much of the Ordinance that was ratified in 1860, as regards the Constitution of the Council, and to introduce a modification of the eighth Article of the Ordinance of 1852:—That at an Assembly holden before Your Petitioner on the 1st of February, 1878, the States, after having adopted certain amendments, gave their approbation to the said Article in the form set out in the schedule thereunto annexed. And humbly praying that Your Majesty may be graciously pleased to ratify and confirm the said Article as set out in the Schedule thereunto annexed, and to declare Your Royal will and pleasure that the same shall be in force as a Law.”

“THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty’s said Order of Reference, have this day taken into consideration the said Petition and the said Article, and do agree humbly to report as their opinion to Your Majesty that it may be advisable for Your Majesty to approve of and ratify the said Article, and to declare that the same shall have the force of Law within the Bailiwick of the Island of Guernsey.”

HER MAJESTY having taken the said Report into consideration is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve of and ratify the said Article, and to order, as it is hereby ordered, that the same shall have the force of Law within the Bailiwick of the Island of Guernsey.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order, and the said Article (a copy whereof is hereunto annexed), be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And

the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other Her Majesty's Officers for the time being in the said Island and all other persons whom it may concern, are to take notice and govern themselves accordingly.

C. L. PEEL.

ARTICLE referred to in the foregoing Order in Council :—

ARTICLE PORTANT MODIFICATION A L'ORDONNANCE RELATIVE A L'ADMINISTRATION DES PAUVRES DE ST. PIERRE-PORT.

Le Conseil d'Administration pour les pauvres de la Ville et Paroisse de Saint Pierre-Port sera composé des fonctionnaires suivants :—

Le Président dudit Conseil	1
Le Vice-Président dudit Conseil	1
Le Recteur de la paroisse	1
Trois Chefs-de-Famille qui auront été membres dudit Conseil pour le terme de deux ans pour le moins, lesquels devront être élus par les Chefs-de-Famille de ladite Paroisse	3
Les deux Connétables de la paroisse	2
Un des Curateurs du Trésor de l'église paroissiale (celui qui aura été élu par les Chefs-de-Famille)	1
Le Procureur des Pauvres de ladite paroisse	1
Les dix Surveillants des Pauvres de ladite paroisse.....	10
Total.....	20

Et sera chacun des dits trois Chefs-de-Famille en charge pour trois ans à compter du 1er Janvier de l'année de sa nomination.

Il y aura un Chef-de-Famille nommé dans l'année 1879, et un Chef-de-Famille dans chaque année subséquente.

Dans les Assemblées du Conseil sept membres formeront un *quorum*, et lesdites assemblées seront

1878.

présidées par le Président ou le Vice-Président dudit Conseil, et dans l'absence de l'un et de l'autre, par le plus ancien desdits trois Chefs-de-Famille présents.

Et sera cet Article en force à compter du 1er Janvier 1879, bien entendu que l'Ordonnance ratifiée en 1860 continuera en force en ce qui regarde les membres dudit Conseil présentement en charge.

(Enregistré sur les Records le 31 Août 1878).

AT THE COURT AT OSBORNE HOUSE, ISLE OF WIGHT
the 14th day of August 1878

PRESENT

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY
HIS ROYAL HIGHNESS PRINCE LEOPOLD, &c.

Loi relative à
l'Inspection
des Bateaux à
Vapeur.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 9th day of July, 1878, in the words following, viz :—

“YOUR MAJESTY having been pleased by Your General Order of Reference of the 21st day of March 1862, to refer unto this Committee the Humble Petition of the States of the Island of Guernsey, setting forth :—That on the 4th day of January in the year 1878, the States of the Island of Guernsey passed an Act to the effect that the Proprietors of every steamboat carrying passengers between Guernsey and the other Islands of the Bailiwick, should have their Hull and Machinery examined once every year by official surveyors appointed by the Board of Trade ; and the States at the same time appointed a Committee to consider the measures to be adopted for the purpose of obtaining the requisite certificate :—That the Committee so appointed, after having officially ascertained the views entertained on the subject by the Board of Trade, communicated a *Projet de Loi* for the consideration of the States :—

That at an assembly duly holden before the Bailiff on the 30th of April, 1878, the said *Projet de Loi* or Bill, intituled, "*Loi relative à l'Inspection des Bateaux à Vapeur*," was taken into consideration by the States, and after certain amendments introduced therein, was by the said States approved in the form set out in the Schedule hereunto annexed, with a view to its being submitted to Your Majesty's gracious consideration. And humbly praying that Your Majesty may be graciously pleased to grant Your Royal Sanction to the said Bill or *Projet de Loi* and to declare Your Royal Will and Pleasure, that from the 1st day of January, 1879, the same shall be in force as a law throughout the Bailiwick of Guernsey."

1878.

"THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty's said Order of Reference, have this day taken the said Petition into consideration, and do agree humbly to report as their opinion to Your Majesty, that it may be advisable for Your Majesty to approve of and ratify the said *Projet de Loi*, and to declare that, from the 1st day of January, 1879, the same shall have the force of Law within the Bailiwick of the Island of Guernsey."

HER MAJESTY having taken the said Report into consideration, is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve of and ratify the said *Projet de Loi*, and to order, as it is hereby ordered, that from the first day of January, 1879, the same shall have the force of Law within the Bailiwick of the Island of Guernsey.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order and the said *Projet de Loi* (a copy whereof is hereunto annexed) be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed

1878.

accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other Her Majesty's Officers for the time being in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice and govern themselves accordingly.

C. L. PEEL.

PROJET DE LOI referred to in the foregoing Order in Council :—

LOI RELATIVE À L'INSPECTION DES BATEAUX
À VAPEUR.

ATTENDU que d'après les dispositions des Actes de Parlement dits "*Merchant Shipping Acts*," les bateaux à vapeur anglais portant des passagers hors d'un port du Royaume Uni doivent être inspectés une fois au moins par an, par des Experts, anglicé "*Surveyors*," nommés par le "*Board of Trade*";

Attendu qu'il y a des bateaux à vapeur non sujets aux dispositions desdits Actes de Parlement, lesquels portent des passagers entre cette Ile et les autres Iles de ce Bailliage ;

Attendu que la sûreté publique demande que ces bateaux à vapeur soient inspectés une fois par an par autorité compétente ;

Attendu que d'après une correspondance qui a été communiquée aux Etats, il paraît que le "*Board of Trade*" est prêt d'envoyer un Expert, anglicé "*Surveyor*," à Guernesey une fois par an à l'effet ci-dessus ;

LES ETATS ont été d'avis d'adopter les provisions suivantes pour être en force à compter du 1er Janvier, 1879 :—

1.—Le propriétaire de tout bateau-à-vapeur portant des passagers entre l'Ile de Guernesey et les autres Iles du Bailliage, sera tenu de faire inspecter la coque et les machines dudit bateau dans l'Ile de Guernesey,

une fois par an, par un Expert autorisé à l'effet de la manière ci-dessous indiquée. 1878.

2.—Sur la demande par écrit de tel propriétaire faite au Superviseur de la Chaussée entre le 1er Janvier et le 1er Avril de chaque année, ledit Superviseur de la Chaussée s'adressera à son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, le priant de prendre les mesures nécessaires afin qu'un Expert, anglicé "*Surveyor*," soit envoyé à Guernesey par le "*Board of Trade*" pour inspecter la coque et les machines du dit bateau-à-vapeur.

3.—Les frais de l'inspection seront avancés par le Superviseur de la Chaussée hors du Revenu du Havre de St. Pierre-Port, et il sera payé par le propriétaire de tout bateau-à-vapeur inspecté, audit Superviseur de la Chaussée, la somme de dix livres sterling en aide desdits frais, bien entendu que cette somme sera réduite à cinq livres sterling dans le cas où il y aurait plus d'un bateau-à-vapeur inspecté.

4.—L'Expert fournira au Superviseur de la Chaussée un rapport par écrit, sur les points suivants :

1.—Sur l'état de la coque du bateau-à-vapeur ;

2.—Sur l'état des machines dudit bateau-à-vapeur ;

3.—Sur le temps, si moins d'un an, pour lequel les dites machines suffiront audit service ;

4.—Sur l'état des soupapes de sûreté et de l'anglicé *Fire Hose* ;

5.—Sur le maximum du poids à placer sur les soupapes de sûreté.

5.—Après réception de ce rapport, le Superviseur de la Chaussée, s'il est satisfait que le bateau-à-vapeur est en bon état, donnera au propriétaire un certificat l'autorisant à porter des passagers.

6.—Il sera tenu au Bureau des Etats une liste des certificats que le Superviseur de la Chaussée aura ainsi donnés.

1879.

7.—Toutes les fois qu'un bateau-à-vapeur, sujet aux provisions de la présente Loi, quittera le Port de Guernesey pour un voyage ou une excursion ayant des passagers sur son bord, sans que le maître soit muni du certificat du Superviseur de la Chaussée, les propriétaires et le maître de tel bateau seront chacun sujets à une amende qui ne sera pas moindre de £20 sterling, et n'excédera pas £100 sterling.

Les amendes ci-dessus seront applicables moitié à Sa Majesté et moitié au délateur.

(Enregistré sur les Records le 15 Novembre 1879).

AT THE COURT AT BALMORAL

the 28th day of October 1879

PRESENT

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY

LORD PRESIDENT, &c.

Loi relative à
l'Enregistre-
ment de Con-
trats, Auregny

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 10th day of October, 1879, in the words following, viz. :—

“YOUR MAJESTY having been pleased, by Your General Order of Reference of the 21st of March, 1862, to refer unto this Committee the Humble Petition of Thomas Nicholas Barbenson, Judge and President of the States of Your Majesty's Island of Alderney, setting forth :—That on the 22nd May, 1878, on the recommendation of the Commissioners appointed to make enquiry and report on the Offices and Revenues of Your Majesty's Island of Alderney, a “*Projet de Loi*” was passed by the States of that Island, rendering obligatory the registration of Contracts affecting land as being essential to their validity, and on the 10th October, 1878, the said *Projet* was forwarded, with a prayer that Your Majesty might be graciously pleased to grant

Your Royal Sanction thereto :—That an Order in Council, dated 27th of November, 1878, confirming the said "*Projet de Loi*" was forwarded to the Royal Court of Guernsey for registration, which registration was suspended, and a remonstrance made by the Bailiff of Guernsey in the name of the Royal Court against the said "*Projet*" :—That the said *Projet de Loi* having been returned for amendment, at a meeting of the States holden before Your Petitioner on the 13th August, 1879, it was decided that the Articles contained in the Schedule annexed should be substituted for those approved on the 22nd May, 1878. And humbly praying that Your Majesty may be graciously pleased to grant Your Royal Sanction to the "*Projet de Loi*" as amended, and declare Your Royal Will and Pleasure that the same shall have force of law in Your Majesty's Island of Alderney from the time of its registration by the Court of that Island."

"THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty's said Order of Reference, have this day taken the said Petition into consideration, and do agree humbly to report as their opinion to Your Majesty, that it may be advisable for Your Majesty to approve of and ratify the said *Projet de Loi*, and to declare that the same shall have the force of law in Your Majesty's Island of Alderney, in lieu of the *Projet de Loi* of the 22nd of May, 1878, rendering obligatory the registration at the Greffe, in the said Island, of Contracts for the transfer of landed property as essential to their validity, which was approved of and ratified by Your Majesty in Council on the 27th day of November, 1878."

1879.

HER MAJESTY, having taken the said Report into consideration, is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve of and ratify the said *Projet de Loi*, and to order, as it is hereby ordered, that the same shall have the force of Law within the Island of Alderney in lieu of the *Projet de Loi* of the 22nd of May, 1878, rendering obligatory the registration at the Greffe in the said Island of Contracts for the transfer of landed property as essential to their validity, which was approved of and ratified by Her Majesty in Council on the 27th day of November, 1878.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order and the said *Projet de Loi* (a copy whereof is hereunto annexed), be entered upon the Register of the Island of Guernsey, and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other Her Majesty's Officers for the time being in the said Island, and also the Judge and Jurats of the Island of Alderney, and all other persons whom it may concern, are to take notice and govern themselves accordingly.

C. L. PEEL.

AUX ETATS DE L'ILE D'AUREGNY.

LE 13 AOUT, 1879, devant Thomas N. Barbenson, Écuyer, Juge. Présents:—Philip Mesny, Jean Pezet, Pierre Herivel, Richard Le Sauvage, Jean N. Le Bair, et Jean R. Le Cocq, Écuyers, Jurés, et Messieurs les Douzainiers représentant le droit du public, et en présence du Capitaine Paterson, Commandant détachement 64 Régiment de Ligne représentant Son Excellence Monsieur le Lieutenant-Gouverneur.

AMENDED "PROJET DE LOI" RELATIVE TO THE REGISTRATION OF CONTRACTS FOR THE TRANSFER OF REAL PROPERTY.

LES ETATS prenant en considération la recom-

mendation de Monsieur le Secrétaire d'Etat Cross, et prenant aussi en considération leur Projet de Loi rendant obligatoire l'enregistrement de Contrats ayant rapport à la Vente ou Transfert de Propriété Immobilière, ont après avoir sur ce ouï la conclusion du Procureur de la Reine, ordonné et ordonnent que les Articles suivant seront substitués aux Articles adoptés dans leur Projet du 22 Mai, 1878.

1.—Que tous Contrats ayant Rapport à la Vente ou Transfert de Propriété Immobilière passés devant le Juge et deux Jurés, ou devant deux Jurés seulement, seront livrés par les Membres de la Cour qui les auront signés, au Greffier de la Reine ou à son Député pour être enregistrés.

2.—Que tous Contrats, passés comme est ci-dessus spécifié, et livrés au Greffier de la Reine ou à son Député par les signataires, seront gardés en sa possession, et ne pourront être livrés aux parties qu'après leur enregistrement.

Laquelle Ordonnance a été adoptée dans toutes ses clauses.

Le 17 Avril 1880, par devant Messire P. Stafford Carey, Chevalier, Baillif, présents, etc.

Monsieur le Baillif ayant ce jour communiqué à la Cour un Ordre de Sa Très Excellente Majesté en Son Conseil en date du 18 Mars 1880, duquel Ordre la teneur suit :—

AT THE COURT AT WINDSOR

the 18th day of March 1880

PRESENT

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY IN COUNCIL.

WHEREAS by the "Foreign Deserters Act, 1852," it is provided that whenever it is made to appear to Her Majesty that due facilities are or will be given for recovering and apprehending Seamen who

Foreign
Deserters.
Allemagne.

1880.

desert from British Merchant Ships in the Territories of any Foreign Power, Her Majesty may, by Order in Council stating that such facilities are or will be given, declare that Seamen, not being Slaves, who desert from Merchant Ships belonging to a Subject of such Power, when within Her Majesty's Dominions, shall be liable to be apprehended and carried on board their respective ships, and may limit the operation of such Order, and may render the operation thereof subject to such conditions and qualifications, if any, as may be deemed expedient. And whereas it hath been made to appear to Her Majesty that due facilities for recovering and apprehending Seamen (not being German subjects) who desert from British Merchant Ships in the Territories belonging to His Imperial Majesty the Emperor of Germany will be given under an Agreement between the Governments of Great Britain and Germany signed at London on the 5th November, 1879.

NOW THEREFORE, Her Majesty, by virtue of the powers vested in Her by the said "Foreign Deserters Act, 1852," and by and with the advice of Her Privy Council, is pleased to order and declare, and it is hereby ordered and declared, that from and after the publication hereof in the *London Gazette*, Seamen, not being Slaves (and not being British subjects), who desert from Merchant Ships belonging to subjects of the Emperor of Germany within Her Majesty's Dominions, shall be liable to be apprehended and carried on board their respective ships; provided always that if any such deserter has committed any crime in Her Majesty's Dominions, he may be detained until he has been tried by a competent Court, and until his sentence (if any) has been fully carried into effect.

1880.

And Her Majesty, by virtue of the powers vested in Her by the said "Foreign Deserters Act, 1852," and by and with the advice of Her Privy Council, is further pleased to order and declare that upon and after the publication hereof in the *London Gazette*, the Order in Council made, by virtue of the said Act, on the 16th day of October, 1852, and published in the *London Gazette* on the 26th day of October, 1852, so far as it relates to seamen who desert from Merchant Ships belonging to citizens of the Free Hanseatic Cities of Lubeck, Bremen and Hamburg, and the Order in Council relating to seamen who desert from the Merchant Ships belonging to subjects of the King of Prussia, made by virtue of the said Act on the 16th day of October, 1852, and published in the *London Gazette* on the 26th day of October, 1852, and the Order in Council relating to seamen who desert from the Merchant Ships belonging to subjects of the Grand Duke of Oldenberg, made, by virtue of the said Act, on the 13th day of June, 1853, and published in the *London Gazette* on the 14th day of June, 1853, and the Order in Council relating to Seamen who desert from the Merchant Ships belonging to subjects of the Grand Duke of Mecklenburg-Schwerin, made, by virtue of the said Act on the 9th day of March, 1854, and published in the *London Gazette* on the 10th day of March, 1854, and the Order in Council relating to Seamen who desert from the Merchant Ships belonging to subjects of the King of Hanover, made by virtue of the said Act on the 8th day of June, 1854, and published in the *London Gazette* on the 13th day of June, 1854, shall be revoked, and the same are hereby revoked accordingly.

And the Secretary of State for the Home Department, the Secretary of State for the Colonies, and

1830.

the Secretary of State for India in Council, are to give the necessary directions herein accordingly.

C. L. PEEL.

LA COUR après lecture dudit Ordre a ordonné, ouïes les conclusions du Contrôle de la Reine, que ledit Ordre sera enregistré sur les Records de cette Ile; et afin de mettre ledit ordre à exécution a, ouïes les conclusions dudit Contrôle de la Reine ordonné et ordonne comme suit, savoir :—

Toutes fois et quantes qu'un marin ou apprenti, n'étant pas sujet Britannique et n'étant pas esclave, aura déserté d'abord d'un navire de la Marine Marchande Allemande,—La Cour, en Police correctionnelle, sur l'application du Consul pour l'Empire d'Allemagne, ou de son représentant, et sur l'information par serment d'un témoin digne de foi, pourra ordonner que tel déserteur sera saisi par un Connétable et produit devant ladite Cour. Et si le fait de désertion est établi, pourra ladite Cour ordonner que tel déserteur sera mis par le Connétable à bord du navire dont il appartient, ou qu'il sera livré au capitaine, contre-maître, propriétaire ou agent de tel navire, afin d'être conduit à bord; bien entendu que si tel déserteur a commis aucun crime ou délit dans cette Ile, il pourra y être détenu pour être produit devant la Cour, et s'il est condamné jusqu'à l'expiration de sa sentence.

Et si la désertion a lieu en l'Ile d'Auregny, pourront lesdites procédures être prises, soit devant la Cour Royale de l'Ile de Guernesey, soit devant la Cour de la dite Ile d'Auregny.

Et sera copie de ce présent Acte et Ordonnance transmise par le Greffier de la Reine à Monsieur le Juge d'Auregny. Et sera ladite Ordonnance publiée et affichée aux lieux ordinaires afin que personne n'en prétende cause d'ignorance.

(Enregistré sur les Records le 22 Septembre 1880.)

1880.

AT THE COURT AT BALMORAL

the 6th day of September 1880

PRESENT

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY

HIS ROYAL HIGHNESS PRINCE LEOPOLD, &c.

WHEREAS there was this day read at the Board Impôt 2s. 6d
par gallon.
a Report from the Right Honourable the Lords of
the Committee of Council for the Affairs of Guernsey
and Jersey, dated the 16th day of August, 1880, in
the words following, viz. :—

“YOUR MAJESTY having been pleased by Your
General Order of Reference of the 21st day of March,
1862, to refer unto this Committee the Humble
Petition of the States of the Island of Guernsey,
setting forth:—That from the year 1814 to the
present time, the States of the Island of Guernsey
have been authorised by divers Orders in Council
to levy au Impôt on all spirituous liquors consumed
in the Island:—That by an Order of June, 1870,
the levying of the Impôt was continued for fifteen
years from the 1st of March, 1871, and by an
Order of Your Majesty in Council of the 19th
of August, 1871, the vote of the Impôt was fixed
at Two Shillings and a penny, Guernsey Currency,
a sum equivalent to two shillings British:—That at
a meeting holden before the Bailiff on the 6th
day of July, 1880, when the recent Militia require-
ments were brought under consideration, the States
decided to present a Petition to Your Majesty
praying that Your Majesty would be graciously
pleased to authorise the States to raise the said
Impôt to two shillings and sixpence (Guernsey
Currency) per gallon, from the 1st of January, 1881,
the authority to levy the said amount to continue
in force for the term of 20 years from the said

1880.

1st of January, 1881, and this in as full and as ample a manner as if the authority to levy the whole of the said Impôt had been contained in the former Order in Council; provided always that out of the proceeds of the said Impôt there should be applied every year the sum of one thousand pounds sterling to the reduction of the Fountain Street Debt, and after the extinction of the said Debt to the reduction of the General Debt of the States. And humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to authorise the States of the Island of Guernsey to levy, for the term of 20 years, from the 1st of January, 1881, the sum of two shillings and sixpence per gallon by way of Impôt on all spirits consumed in the Island; provided that out of the proceeds of the said Impôt there shall be applied every year the sum of one thousand pounds to the reduction of the Fountain Street Debt, and after the extinction of the said Debt to the reduction of the General Debt of the States.

“THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty’s said Order of Reference, have this day taken the said Petition into consideration, and do agree humbly to report as their opinion to Your Majesty that it may be advisable for Your Majesty to comply with the prayer of the Petition of the States of the Island of Guernsey, and to authorise them to levy, for the term of 20 years, from the 1st January, 1881, the sum of two shillings and sixpence per gallon by way of Impôt on all spirits consumed in the Island; provided that out of the proceeds of the said Impôt there shall be applied every year the sum of one thousand pounds to the reduction of the Fountain Street Debt, and after the extinction of the

said Debt to the reduction of the General Debt of the States." 1880.

HER MAJESTY having taken the said Report into consideration is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve thereof, and to authorise the States of the said Island to levy, for the term of 20 years, from the 1st of January, 1881, the sum of two shillings and sixpence per gallon by way of Impôt on all spirits consumed in the Island; provided that out of the proceeds of the said Impôt there shall be applied every year the sum of one thousand pounds to the reduction of the Fountain Street Debt, and after the extinction of the said Debt, to the reduction of the General Debt of the States. And Her Majesty doth hereby further direct that this Order be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other Her Majesty's Officers for the time being in the said Island, and all other persons whom it may concern are to take notice and govern themselves accordingly.

C. L. PEEL.

(Enregistré sur les Records le 22 Septembre 1880).

AT THE COURT AT BALMORAL

the 6th day of September 1880

PRESENT

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY

HIS ROYAL HIGHNESS PRINCE LEOPOLD, &c.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 18th day of August, 1880, in the words following, viz. :—

Havre de St.
Samson.
Chaussée du
Nord.

1880.

“YOUR MAJESTY having been pleased by Your General Order of Reference of the 21st day of March, 1862, to refer unto this Committee the Humble Petition of the States of the Island of Guernsey, setting forth :—That the Old Northern Causeway of the Harbour of St. Sampson’s requires to be rebuilt on an amended plan, the cost of which is estimated at £4,680 :—That at an Assembly holden before the Bailiff on the 30th of July, 1880, the States passed a Resolution by which they authorised the Committee of St. Sampson’s Harbour to undertake the said work, provided the cost of it does not exceed the specified sum of £4,680. And humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to grant Your Royal Sanction to the work so approved by the States, and to authorise the application of the St. Sampson’s Harbour Funds to the construction of the said work.”

“THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty’s said Order of Reference, have this day taken the said Petition into consideration, and do agree humbly to report as their opinion to Your Majesty that it may be advisable for Your Majesty to comply with the prayer of the Petition of the States of the Island of Guernsey, and to grant Your Royal Sanction to the work so approved by the States, and to authorise the application of the St. Sampson’s Harbour Funds to the construction of the said work.”

HER MAJESTY having taken the said Report into consideration, is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve thereof, and to grant Her Royal Sanction to the work so approved by the States, and to authorise the application of the St. Sampson’s Harbour Funds to the construction of the said work.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other Her Majesty's Officers for the time being in the said Island, and all other persons whom it may concern are to take notice and govern themselves accordingly.

1880.

C. L. PEEL.

(*Enregistré sur les Records le 4 Octobre 1880*).

AT THE COURT AT BALMORAL

the 6th day of September 1880

PRESENT

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 2nd day of September, 1880, in the words following, viz. :—

*Loi sur les
Écoles dites
"Certified
Reformatory
Schools."*

"YOUR MAJESTY having been pleased by Your General Order of Reference of the 21st day of March, 1862, to refer unto this Committee the Humble Petition of Sir Peter Stafford Carey, Knight, Bailiff of Guernsey, setting forth :—That on the 5th of June, 1880, a Bill or *Projet de Loi* was passed by the Royal Court, intituled "*Loi sur les Écoles dites 'Certified Reformatory Schools,'*" the same to be in force for five years :—That on the 30th of July, the States gave their approbation to the said Bill or *Projet de Loi* in the form set out in the Schedule hereunto annexed, and humbly praying :—

1.—That Your Majesty would be graciously pleased to authorise the payment out of the Crown Revenue of the said Island of the sums

1880.

specified in the second article of the said *Projet de Loi* or Bill, intituled “*Loi sur les Écoles dites ‘Certified Reformatory Schools.’*”

2.—That Your Majesty would be graciously pleased to grant Your Royal Sanction to the said *Projet de Loi*, or Bill, and to declare Your Royal Will and Pleasure that the same shall, for the term of five years from its registration, be in force as a Law within the Island of Guernsey.

“THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty’s said Order of Reference, have this day taken the said Petition into consideration, and do agree humbly to report as their opinion to Your Majesty that it may be advisable for Your Majesty to approve of and ratify the said *Projet de Loi*, and to declare that the same shall, for the term of five years from its registration, have the force of Law within the Island of Guernsey.”

HER MAJESTY having taken the said Report into consideration, is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve of and ratify the said *Projet de Loi*, and to order, as it is hereby ordered, that the same shall, for the term of five years* from its registration, have the force of Law within the Island of Guernsey.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order and the said *Projet de Loi* (a copy whereof is hereunto annexed), be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly.

* Les Seigneurs du Conseil ayant refusé de recommander à Sa Majesté le renouvellement de cette loi, étant d’avis que l’île devrait pourvoir aux frais de son gouvernement civil à l’exception des paiements spécifiques défrayés depuis longtemps hors du Revenu de la Couronne, les États, par leur délibération du 9 Septembre 1880, acceptant la responsabilité de tous frais qui seraient encourus, approuvèrent un autre *Projet de Loi*. En réponse à la pétition des États le Secrétaire de l’Intérieur informa le Lieutenant-Gouverneur par lettre en date du 12 Novembre 1880, qu’il convenait de remettre la considération du *Projet* en attendant les délibérations du Parlement sur un *Projet de Loi* analogue pour l’Angleterre.

And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other Her Majesty's Officers for the time being in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice and govern themselves accordingly.

1880.

————— C. L. PEEL.

PROJET DE LOI referred to in the foregoing Order in Council:—

LOI SUR LES ÉCOLES DITES "CERTIFIED REFORMATORY SCHOOLS."

1.—Toutes les fois qu'un enfant, qui paraîtra à la Cour être âgé de moins de seize ans, lequel étant produit devant Justice, sera trouvé coupable d'un crime ou délit punissable par emprisonnement de dix jours ou au-delà, la Cour pourra passer un acte pour ordonner, qu'à l'expiration de tel emprisonnement, il sera envoyé à telle école, dite "*Certified Reformatory School*," qui pourra être autorisée par le Secrétaire d'État à le recevoir, afin qu'il y soit détenu pour le terme fixé dans ledit Acte, lequel ne sera pas moindre de deux et n'excédera pas cinq ans. Pourvu toutes-fois, que le pouvoir ci-dessus ne sera pas exercé dans le cas d'un enfant âgé de moins de dix ans, à moins qu'il n'ait été déjà produit devant Justice pour un délit punissable par emprisonnement.

2.—Il sera payé par le Receveur-Général de la Reine, hors du revenu du fisc, la somme de six pennis par jour pour chaque enfant détenu dans une école dite "*Certified Reformatory School*," aux fins d'un Acte de la Cour Royale; bien entendu que ce qui sera ainsi payé hors dudit revenu n'excédera pas la somme de £75 sterling par an.

3.—L'excédant requis pour la garde, nourriture, et entretien d'un enfant détenu comme dessus, comme aussi ses frais de voyage, seront payés par le Supérieur de la Chaussée pour le compte des États.

1881.

4.—Le père, la mère, ou autre personne légalement tenue de garder, nourrir et entretenir un enfant qui est détenu dans une école dite "*Certified Reformatory School*," sera sujet à payer au Superviseur de la Chaussée une somme qui n'excédera pas cinq schellings la semaine en aide des frais du maintien de tel enfant. Et sur la plainte dudit Superviseur, ou d'un des Connétables de cette île, la Cour pourra faire paraître devant elle tel père, mère, ou autre personne, et après avoir examiné l'état de ses moyens, émaner tel ordre qu'elle jugera convenable par rapport au paiement d'une somme par semaine en aide desdits frais.

5.—L'autorité qui par cette Loi est donnée à la Cour pourra être exercée, soit par la Cour en corps, soit par la Cour du quartier.

6.—Cette Loi sera en force pour cinq ans, à compter de la date de son enregistrement sur les Records de cette île.

(*Enregistré sur les Records le 29 Janvier 1881.*)

AT THE COURT AT OSBORNE HOUSE, ISLE OF WIGHT
the 5th day of January 1881

PRESENT

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY
HIS ROYAL HIGHNESS PRINCE LEOPOLD, &c.

Loi relative au
nombre de
Passagers
dans les
Bateaux à
Vapeur.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 4th day of January 1881, in the words following, viz :—

"YOUR MAJESTY having been pleased by Your General Order of Reference of the 21st day of March, 1862, to refer unto this Committee the Humble Petition of Sir Peter Stafford Carey, Bailiff of Guernsey, setting forth :—That on the 6th of November,

1880, the Royal Court adopted a *Projet de Loi* intituled "*Loi relative au nombre de Passagers dans les Bateaux à Vapeur,*" and decided that, if the *Projet* was approved by the States, it should be transmitted to Your Majesty in Council with a view to the Royal Sanction being granted thereto:—That at the Assembly holden on the 8th day of the month of December, 1880, the *Projet* so adopted was, after the introduction of some amendments, approved by the States in the form set forth in the Schedule hereunto annexed. And humbly praying that Your Majesty may be graciously pleased to ratify and confirm the said Bill or *Projet de Loi* and to declare Your Royal Will and pleasure that the same shall have the force of Law.

“THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty’s said Order of Reference, have this day taken the said Petition into consideration, and do agree humbly to report as their opinion to Your Majesty, that it may be advisable for Your Majesty to approve of and ratify the said *Projet de Loi* and to declare that the same shall have the force of Law within the Bailiwick of the Island of Guernsey.”

HER MAJESTY having taken the said Report into consideration is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve of and ratify the said *Projet de Loi*, and to order as it is hereby ordered that the same shall have the force of Law within the Bailiwick of the Island of Guernsey.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order and the said *Projet de Loi* (a copy whereof is hereunto annexed), be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and

1881.

all other Her Majesty's Officers for the time being in the said Island, and all other persons whom it may concern are to take notice and govern themselves accordingly.

C. L. PEEL.

PROJET DE LOI referred to in the foregoing Order in Council :—

LOI RELATIVE AU NOMBRE DE PASSAGERS
DANS LES BATEAUX-À-VAPEUR.

Vu la Loi relative à l'Inspection des Bateaux-à-Vapeur laquelle fut sanctionnée par Ordre de Sa Majesté en son Conseil en date du 14 Août 1878 ;

Attendu que d'après les dispositions de certains Actes de Parlemént les bateaux-à-vapeur portant des passagers hors d'un port du Royaume Uni sont assujettis à certains règlements par rapport au nombre desdits passagers ;

Attendu que la sûreté publique demande que des dispositions analogues soient appliquées aux bateaux-à-vapeur portant des passagers entre cette île et les autres îles du bailliage :—

1.—L'expert, anglicé "*Surveyor*," envoyé à Guernesey par le "*Board of Trade*," suivant aux provisions de l'avant dite loi, spécifiera dans le rapport fourni au Supérieur de la Chaussée aux fins de l'Article 4 de ladite Loi; le nombre de passagers qu'il croira que le bateau-à-vapeur est propre à porter, et le certificat donné par ledit Supérieur aux fins de l'article 5 de ladite Loi, autorisera le propriétaire de tel bateau-à-vapeur à porter un nombre spécifié de passagers au bord dudit bateau.

2.—Toutes les fois que le propriétaire, le maître, ou autre personne ayant la charge d'un bateau-à-vapeur portant des passagers hors d'un port de cette île, soit pour une excursion, soit pour une autre partie de cette île, soit pour une autre île de ce Bailliage, recevra

au bord de tel bateau-à-vapeur des passagers excédant le nombre porté dans ledit certificat, le propriétaire, l'agent et le maître de tel bateau-à-vapeur seront chacun sujets à une pénalité qui ne sera pas moins de £5 sterling, et n'excédera pas £20 sterling, ainsi qu'à une pénalité additionnelle de cinq chelins par chaque passager reçu au bord dudit navire en excédant dudit nombre.

3.—Les pénalités imposées par cette loi seront applicables moitié à Sa Majesté et moitié au délateur.

(Enregistré sur les Records le 25 Avril 1881.)

AT THE COURT AT WINDSOR

the 1st day of April 1881

PRESENT

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY

LORD PRESIDENT, &c.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 18th day of March, 1881, in the words following, viz. :—

Loi relative à
la Milice.
Ordre en Con-
seil du 13 Août
1877, rappelé.

“YOUR MAJESTY having been pleased, by Your General Order of Reference of the 21st day of March, 1862, to refer unto this Committee the Humble Petition of the States of the Island of Guernsey, setting forth :—That the Guernsey Militia having at all times been regulated by Ordinances of the Royal Court, an Ordinance to this effect, which was till recently in force, was passed in the year 1852 :—That in the year 1877 an Order in Council was issued with a view to the introduction of certain measures that were then deemed requisite :—That in the course of the year 1879 a Report was made by the Commissioners that had been appointed by Her Majesty, in which they recommended a reorganisation of the force, as

1881.

well as the consolidation of the laws and regulations for its government :—That in compliance with this recommendation the Royal Court prepared a *Projet d'Ordonnance* which, on being laid before the States, was by them approved with certain modifications, and these modifications being assented to, the Ordinance was adopted as a Law by the Court of Chief Pleas held on the 17th January last :—That the Ordinance so framed contains all the regulations that are requisite for the government of the Militia. And humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to grant Your Royal Sanction to the repealing of the Order in Council that was issued with reference to the Guernsey Militia on the 13th of August, in the year 1877, and to declare Your Royal Will and Pleasure that the same should be no longer in force.

“THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty’s said Order of Reference, have this day taken the said Petition into consideration, and do agree humbly to report as their opinion to Your Majesty, that it may be advisable for Your Majesty to comply with the prayer of the Petition of the States for the repeal of the Order in Council of the 13th day of August, 1877, with reference to the Guernsey Militia, and to declare that the same shall be no longer in force within the Bailiwick of the Island of Guernsey.”

HER MAJESTY having taken the said Report into consideration, is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve thereof, and to order, as it is hereby ordered, that the said Order of the 13th day of August, 1877, be no longer in force within the Bailiwick of the Island of Guernsey, and that the said Order be and it is, hereby revoked.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other Her Majesty's Officers for the time being in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice and govern themselves accordingly.

1881.

C. L. PEEL.

(*Enregistré sur les Records le 1er Août 1881*).

AT THE COURT AT WINDSOR

the 15th day of July 1881

PRESENT

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY

LORD PRESIDENT, &c.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 15th day of June, 1881, in the words following, viz:—

Loi sur les
Chiens,
Auregny.
Amendemen

“YOUR MAJESTY having been pleased by Your General Order of Reference of the 21st day of March 1862, to refer unto this Committee the Humble Petition of Thomas Nicholas Barbenson, Judge and President of the States of Your Majesty's Island of Alderney, setting forth:—That the States of this Island under the Presidency of Thomas Clucas, Esquire, Judge, passed an Ordinance on the 16th January, 1871, entitled “*Loi sur les chiens*,” which Ordinance was confirmed and ratified by an Order of Your Majesty in Council of the 17th May, 1871, and since its Registry, it has had full force of Law in Your Majesty's Island of Alderney:—That by the 1st Article of the said Law (a copy of which was to the Petition annexed), all owners of dogs are obliged

1881.

during the month of July to declare in writing to the Queen's Officers, the number of dogs in their possession, under a penalty that shall not be less than £7 *tournois* and will not exceed £30 *tournois* :—That in England as well as in Guernsey the Dog Tax is levied in January of each year and not in July as in this Island, thereby causing persons coming to reside here liable to pay a second Tax during the year, which becomes a hardship and a continued source of complaint :—That to remedy this evil a meeting of the States was holden before Your Petitioner on the 20th May, 1881, to take the said Law into consideration, when it was decided to solicit that Your Majesty may be graciously pleased to grant Your Royal Sanction to an amendment of the said Law (a copy of which amendment was to the Petition annexed), and to declare Your Royal Will and pleasure that the said amendment from the time of its Registration in this Island may have force of Law in Your Majesty's said Island of Alderney.

“THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty's said Order of Reference have this day taken the said Petition, and the amendment of the “*Ordonnance* of 1871, entitled “*Loi sur les chiens*,” accompanying the same into consideration, and do agree humbly to report as their opinion to Your Majesty that it may be advisable for Your Majesty to approve of and ratify the said amendment of the said “*Ordonnance*,” and to declare that the same shall have the full force of Law in Your Majesty's Island of Alderney.”

HER MAJESTY having taken the said Report into consideration is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve thereof and to approve of and ratify the said amendment of the said

“*Ordonnance*,” and to order as it is hereby ordered, 1881.
 that the same shall have the force of Law within the
 Island of Alderney.

And Her Majesty doth hereby further direct that
 this Order, and the said amendment of the said
 “*Ordonnance*” (a copy whereof is hereunto annexed),
 be entered upon the Register of the Island of Guernsey
 and observed accordingly. And the Lieutenant-
 Governor or Commander-in-Chief of the Island of
 Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other Her
 Majesty’s officers for the time being in the said Island
 of Guernsey, and also the Judge and Jurats of the
 said Island of Alderney, and all other persons whom
 it may concern are to take notice and govern
 themselves accordingly.

C. L. PEEL.

AMENDEMENT PROPOSÉ A LA LOI DE 1871
 INTITULÉE “LOI SUR LES CHIENS.”

Sera substitué à l’Article 1er de la susdite Loi,
 l’article suivant :—1er, Tout propriétaire de chien sera
 tenu dans le mois de Janvier de chaque année, et
 annuellement ensuivant pendant ledit mois de
 Janvier, de déclarer par écrit aux Officiers de Sa
 Majesté, le nombre de chiens, dont il est le pro-
 priétaire, et ce sur une pénalité qui ne sera pas
 moindre de £7 *tournois*, et n’excédera pas £30
tournois.

Sera substitué dans l’article II, le mois de Février
 au lieu du mois d’Août.

(Enregistré sur les Records le 11 Août 1881.)

AT THE COURT AT WINDSOR
 the 15th day of July 1881

PRESENT

THE QUEEN’S MOST EXCELLENT MAJESTY
 LORD PRESIDENT, &c.

WHEREAS there was this day read at the Board a
 Report from the Right Honourable the Lords of the

Havre de St.
 Samson.
 Nouvelle
 Route du Côté
 du Nord.

1881.

Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 14th day of July, 1881, in the words and figures following, viz. :—

“YOUR MAJESTY having been pleased by Your General Order of Reference of the 21st day of March, 1862, to refer unto this Committee the Humble Petition of Sir Peter Stafford Carey, Knight, Bailiff of Guernsey, setting forth :—That for many years past great inconvenience has been experienced in the cartage of stones to the Harbour of St. Sampson for the purposes of exportation in consequence of the existence of a steep hill in the road, abutting on the north side of the Bridge, forming one of the principal avenues to the said Harbour :—That at an Assembly holden before the Bailiff on the 30th day of March, 1881, the States passed a resolution by which they authorised the Road Committee of the said States to construct a New Road, abutting upon the north side of St. Sampson’s Bridge, the said Bridge forming part of the Harbour of St. Sampson, provided that the sum of £300 be contributed to the said work out of the St. Sampson’s Harbour funds :—That at the said Assembly the States also authorised the “*Superviseur de la Chaussée*” to purchase in the name of the said States the land necessary for the construction of the said Road, provided that one-half of the expense of the said purchase (the said half estimated at £392 10s.) be paid out of the St. Sampson’s Harbour funds. And humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to authorise the application of the two above named sums of £300 and £392 10s., together amounting to £692 10s., out of the St. Sampson’s Harbour funds, towards the construction of the said Road and the purchase of the necessary land for the purposes of the said Road.”

“THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty’s said Order of

Reference, have this day taken the said Petition into consideration, and do agree humbly to report as their opinion to Your Majesty, that it may be advisable for Your Majesty to comply with the prayer of the Petition of the Bailiff of the Island of Guernsey, and to authorise the application of the two sums of £300 and £392 10s., together amounting to £692 10s., out of the St. Sampson's Harbour funds, towards the construction of the said Road, and the purchase of the necessary land for the purposes of the said Road."

1882.

HER MAJESTY having taken the said Report into consideration, is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve of and to authorise the application of the two sums of £300 and £392 10s., together amounting to £692 10s., out of the St. Sampson's Harbour funds towards the construction of the said Road, and the purchase of the necessary land for the purposes of the said Road.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other Her Majesty's Officers for the time being in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice and govern themselves accordingly.

C. L. PEEL.

(Enregistré sur les Records le 18 Février 1882.)

AT THE COURT AT OSBORNE HOUSE, ISLE OF WIGHT
the 6th day of February 1882

PRESENT

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY
LORD PRESIDENT, &c.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the

Havre de St.
Pierre-Port.
Dévaloir à
l'Emplace-
ment du Cha-
teau.

1882.

Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 21st day of December, 1881, in the words following, viz. :—

“YOUR MAJESTY having been pleased, by Your General Order of Reference of the 21st day of March, 1862, to refer unto this Comitétee the Humble Petition of Sir Peter Stafford Carey, Knight, Bailiff of Guernsey, setting forth :—That at an Assembly holden on the 12th of August, 1881, the States of Guernsey passed an Act by which they authorised the Comitétee of the Harbour of Saint Peter-Port to complete, at an expense not exceeding £4,000, the construction of a landing place and slip at the north-east angle of the Castle Emplacement, provided the application of the Harbour Funds to this purpose was sanctioned by Your Majesty in Council. And humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to sanction the application of the Harbour Funds to the construction of a landing place and slip at the north-east angle of the Castle Emplacement, provided the cost of the construction does not exceed the sum of £4,000.

“THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty’s said Order of Reference have this day taken the said Petition into consideration, and do agree humbly to report, as their opinion to Your Majesty that it may be advisable for Your Majesty to comply with the prayer of the Petition of the Bailiff of the Island of Guernsey, and to sanction the application of the Harbour Funds to the construction of a landing place and slip at the north-east angle of the Castle Emplacement, provided the cost of the construction does not exceed the sum of £4,000.”

HER MAJESTY having taken the said Report 1882.
 into consideration, is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve of and to sanction the application of the Harbour Funds to the construction of a landing place and slip at the north-east angle of the Castle Emplacement, provided the cost of the construction does not exceed the sum of £4,000.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other Her Majesty's Officers for the time being in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice and govern themselves accordingly.

C. L. PEEL.

(*Enregistré sur les Records le 16 Décembre 1882.*)

AT THE COURT AT WINDSOR

the 30th day of November 1882

PRESENT

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY

H.R.H. PRINCE LEOPOLD (Duke of Albany), &c.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 30th day of September, 1882, in the words following, viz:—

Loi sur les
Certificats de
Décharge pour
les Marins.

“YOUR MAJESTY having been pleased by Your General Order of Reference of the 21st day of March, 1862, to refer unto this Committee the Humble Petition of the States of Guernsey, setting forth:— That on the 3rd day of June, 1882, the Royal Court adopted a Bill or “*Projet de Loi*” intituled “*Loi sur les Certificats de Décharge pour les Marins,*” in order

1882.

that, if the same were approved by the States, it might be transmitted for Your Majesty's gracious consideration :—That at an Assembly duly holden on the 23rd day of June, 1882, before Edgar MacCulloch, Esquire, Lieutenant-Bailiff, in consequence of the indisposition of the Bailiff, the States passed a vote whereby they approved the said Bill or "*Projet*" in the form set forth in the Schedule thereunto annexed. And humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to grant Your Royal Sanction to the Bill or *Projet* intituled "*Loi sur les Certificats de Décharge pour les Marins,*" as set forth in the Schedule thereunto annexed, and to declare Your Royal Will and Pleasure that the same should have the force of Law."

"THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty's said Order of Reference have this day taken the said Petition into consideration, and do agree humbly to report as their opinion to Your Majesty that it may be advisable for Your Majesty to comply with the prayer of the Petition of the States of the Island of Guernsey, and to declare Your Royal Will and Pleasure that the said Bill or *Projet* intituled "*Loi sur les Certificats de Décharge pour les Marins*" shall have the force of Law."

HER MAJESTY, having taken the said Report into consideration, is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve of and ratify the said *Projet de Loi* and to order, as it is hereby ordered, that the same shall have the force of Law.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order, and the said *Projet de Loi* (a copy whereof is hereunto annexed), be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-

Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other Her Majesty's Officers for the time being in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice and govern themselves accordingly.

1882.

C. L. PEEL.

PROJET DE LOI referred to in the foregoing Order in Council :—

LOI SUR LES CERTIFICATS DE DÉCHARGE POUR
LES MARINS.

Vu la délibération des États de cette île, en date du 3 Avril 1882, d'après laquelle lesdits États furent d'avis de ne pas donner leur approbation au Projet qui leur fut soumis, intitulé "Loi sur les Certificats de Décharge pour les Marins ;"

Attendu que Son Excellence M. le Lieutenant-Gouverneur a informé la Cour que le département du Gouvernement de Sa Majesté, dit "*The Board of Trade*," ne demande plus que ces certificats soient signés dans la présence d'un employé des Douanes ;

LA COUR, ouïes les conclusions des Officiers de la Reine, a été d'avis, moyennant l'approbation des États et la Sanction de Sa Majesté en Conseil, d'adopter les provisions suivantes :—

Lors de la décharge en cette île d'un marin d'au bord d'un navire, dit "*A British ship*," le maître de tel navire sera tenu de remplir, suivant les faits applicables à chaque cas, de signer en présence d'un témoin, et de livrer à tel marin un certificat dans la forme annexée à la présente Loi, sur la peine d'une amende à discrétion de Justice, qui n'excédera pas dix livres sterling, applicable moitié à Sa Majesté et moitié au délateur.

1883.

CERTIFICAT DE DÉCHARGE.

CERTIFICATE OF DISCHARGE.

Name of Ship.	Official Number.	Port of Registry.	Registered Tonnage.	Description of Voyage or Employment.

Name of Seaman.	Place of Birth.	Date of Birth.

Number of Fund Ticket (if any).	Capacity.	Date of Entry.	Date of Discharge.	Place of Discharge.
				Guernsey.

I certify that the above particulars are correct and that the above-named Seaman was discharged accordingly.

Dated this day of 18

Signed
Countersigned

Master.
Seaman.

Witness
Address of Witness
Occupation of Witness

(Enregistré sur les Records le 15 Septembre 1883).

AT THE COURT AT OSBORNE HOUSE, ISLE OF WIGHT
the 23rd day of August 1883

PRESENT.

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY.

LORD PRESIDENT, &c.

Loi par rapport
aux Sub-
stances Explo-
sives.

WHEREAS there was this day read at the Board
a Report from the Right Honourable the Lords of the
Committee of Council for the Affairs of Guernsey and

Jersey, dated the 14th day of August, 1883, in the words following, viz:—

1883.

“YOUR MAJESTY having been pleased by Your General Order of Reference of the 21st day of March, 1862, to refer unto this Committee the Humble Petition of the States of the Island of Guernsey setting forth:—That on the twelfth day of May 1883 the Royal Court adopted a Bill or “*Projet de Loi*” intituled “*Loi par rapport aux substances explosives*” in order that, if the same were approved by the States, it might be transmitted for Your Majesty’s Gracious consideration:—That at an Assembly holden before Edgar MacCulloch, Esquire, Lieutenant-Bailiff, on the 23rd day of July 1883, the States passed a vote whereby they approved the said Bill or “*Projet de Loi*” in the form set forth in the Schedule hereunto annexed, and that the States humbly pray that Your Majesty will be pleased to grant Your Royal Sanction to the Bill or “*Projet de Loi*” intituled “*Loi par rapport aux Substances explosives*” as set forth in the Schedule thereunto annexed, and to declare Your Royal Will and Pleasure that the same shall have the force of Law within the Bailiwick of Guernsey.

“THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty’s said Order of Reference have this day taken the said Petition into consideration, and do agree humbly to report as their opinion to Your Majesty that it may be advisable for Your Majesty to comply with the prayer of the Petition of the States of the Island of Guernsey, and to declare Your Royal Will and Pleasure that the said Bill or *Projet de Loi* intituled “*Loi par rapport aux Substances explosives*” shall have the force of Law within the Bailiwick of Guernsey.”

1883.

HER MAJESTY having taken the said report into consideration is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve of and ratify the said *Projet de Loi* and to order as it is hereby ordered that the same shall have the force of Law within the Bailiwick of the Island of Guernsey.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order and the said *Projet de Loi* (a copy whereof is hereunto annexed), be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other Her Majesty's Officers for the time being in the said island, and all other persons whom it may concern are to take notice and govern themselves accordingly.

C. L. PEEL.

PROJET DE LOI referred to in the foregoing Order in Council :—

LOI PAR RAPPORT AUX SUBSTANCES EXPLOSIVES.

1.—Quiconque illégalement et malicieusement, au moyen d'une substance explosive, causera une explosion tendant à mettre en danger la vie d'une ou de plusieurs personnes, ou à causer un dommage grave à la propriété de qui que ce soit, sera sujet à être banni hors de ce bailliage pour subir la servitude pénale pour la vie ou pour un terme qui ne sera pas moindre de cinq ans, ou à un emprisonnement avec ou sans travail forcé, pour un terme qui n'excédera pas deux ans, et ce quand même ladite explosion n'aurait pas réellement mis en danger la vie d'une personne, ni causé un dommage à la propriété de qui que ce soit.

2.—Quiconque fabriquera, ou aura en sa possession sciemment, une substance explosive sous des circonstances élevant une présomption raisonnable que cette fabrication ou cette possession n'est pas pour un

objet légal, sera sujet à être banni hors de ce bailliage, pour subir la servitude pénale pour un terme qui n'excédera pas quatorze ans, ou à un emprisonnement qui n'excédera pas deux ans avec ou sans travail forcé, et ce à moins qu'il ne prouve que ladite fabrication ou ladite possession était pour un objet légal ; et telle substance explosive sera confisquée.

1883.

3.—Quiconque fournira ou demandera de l'argent, fera obtenir l'usage de maisons ou édifices, fournira des matériaux, ou aidera, conseillera, ou assistera d'aucune manière à la commission d'un crime sous la présente loi, sera sujet à être puni de la même peine que les auteurs mêmes de ce crime.

4.—Le propriétaire, l'agent, ou le maître d'un navire ayant cause raisonnable de soupçonner que des substances explosives sont cachées au bord de son navire, aura le droit d'y faire recherche, et pour cet effet de faire rupture et ouverture de toute boîte, colis, ballot ou emballage, et ce sans être sujet à une pénalité ou à une action en dommages et intérêts.

5.—Les mots "substances explosives" s'appliquent à tous objets employés dans la fabrication d'une substance explosive, et à tout appareil, machine ou matériaux employés ou destinés à être employés à l'effet de causer une explosion au moyen d'une substance explosive.

(Enregistré sur les Records le 15 Septembre 1883.)

AT THE COURT AT OSBORNE HOUSE, ISLE OF WIGHT
the 23rd day of August 1883

PRESENT

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY
LORD PRESIDENT, &c.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 10th day of August, 1883, in the words following, namely :—

Havre de St.
Samson.
Elargissement
du Quai du
Nord.

1883.

“YOUR MAJESTY having been pleased by Your General Order of Reference of the 21st day of March, 1862, to refer unto this Committee the Humble Petition of the States of the Island of Guernsey, setting forth:—That the North Quay of the Old Harbour of St. Sampson requires to be widened according to a plan, the cost of the said work being estimated at seven hundred and thirty pounds:—That a shoal having been formed by the accumulation of sand and ballast at the mouth of the said Harbour of Saint Sampson, it is necessary for the safety and protection of vessels frequenting the said Harbour that this shoal should be removed, and that the cost of the said removal is estimated at six hundred pounds:—That at an Assembly holden on the 23rd July, 1883, the States passed resolutions by which they authorised the Committee of St. Sampson’s Harbour to undertake the said works, provided the cost of them does not exceed the above specified sums of seven hundred and thirty pounds and six hundred pounds, together making a total of one thousand three hundred and thirty pounds. And humbly praying that Your Majesty would be pleased to grant Your Royal Sanction to the works so approved by the States, and to authorise the application of the Saint Sampson’s Harbour Fund to the carrying out of the said works, provided the cost of the same does not exceed the sum of one thousand three hundred and thirty pounds.

“THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty’s said Order of Reference, have this day taken the said Petition into consideration, and do agree humbly to report as their opinion to Your Majesty, that it may be advisable for Your Majesty to comply with the prayer of the Petition of the States of the Island of Guern-

sey, and to sanction the works so approved by the States, and to authorise the application of the Saint Sampson's Harbour Fund to the carrying out of the said works, provided the cost of the same does not exceed the sum of one thousand three hundred and thirty pounds."

1883.

HER MAJESTY having taken the said Report into consideration, is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve of and to sanction the works so approved by the States, and to authorise the application of the Saint Sampson's Harbour Fund to the carrying out of such works, provided the cost of the same does not exceed the sum of one thousand three hundred and thirty pounds.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other Her Majesty's Officers for the time being in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice and govern themselves accordingly.

C. L. PEEL.

(*Enregistré sur les Records le 1er Décembre 1883*).

AT THE COURT AT BALMORAL

the 6th day of November 1883

PRESENT

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY

LORD PRESIDENT, &c.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 2nd day of November, 1883, in the words following, viz. :—

Loi relative
aux Sociétés
Anonymes ou
à Responsa-
bilité Limitée.

1883.

“YOUR MAJESTY having been pleased by Your General Order of Reference of the 21st day of March, 1862, to refer unto this Committee the Humble Petition of Edgar MacCulloch, Esquire, Lieutenant-Bailiff of Guernsey, setting forth.—That in the month of November, 1882, a Petition was presented to the Royal Court praying for the adoption of a *Projet de Loi*, analogous in its provisions to the Act of Parliament, intituled, “The Companies’ Act, 1862”—That on the twenty-second day of January, 1883, the Royal Court, after having taken the said Petition into consideration, adopted a Bill or *Projet de Loi* intituled “*Loi relative aux Sociétés Anonymes ou à Responsabilité Limitée,*” in order that the same, if approved by the States, might be submitted to Your Majesty’s gracious consideration:—That at an Assembly duly holden before your Petitioner (presiding in consequence of the indisposition of Sir Peter Stafford Carey, Knight, Bailiff of Guernsey), on the twenty-fifth day of April, 1883, the States, after having introduced into it certain amendments, passed a vote by which they approved the said Bill or *Projet de Loi* in the form set forth in the Schedule hereunto annexed. And humbly praying that Your Majesty may be graciously pleased to grant Your Royal Sanction to the said Bill or *Projet de Loi* as set forth in the Schedule hereunto annexed, and to declare Your Royal Will and Pleasure that the same shall have the force of Law within the Island of Guernsey.”

“THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty’s said Order of Reference, have this day taken the said Petition into consideration, and do agree humbly to report as their opinion to Your Majesty that it may be advisable for Your Majesty to approve of and ratify the said

Projet de Loi, and to declare that the same shall have the force of Law within the Bailiwick of the Island of Guernsey”

HER MAJESTY having taken the said Report into consideration, is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve of and ratify the said *Projet de Loi*, and to order as it is hereby ordered, that the same shall have the force of Law within the Bailiwick of the Island of Guernsey.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order, and the said *Projet de Loi* (a copy whereof is hereunto annexed), be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other Her Majesty's Officers for the time being in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice and govern themselves accordingly.

C. L. PEEL.

PROJET DE LOI referred to in the foregoing Order:—
LOI RELATIVE AUX SOCIÉTÉS ANONYMES OU À
RESPONSABILITÉ LIMITÉE.

Article I.—A l'avenir il sera loisible à sept, ou à un plus grand nombre de personnes, de s'associer ensemble en cette île dans un but d'intérêt commercial ou industriel, et d'établir les limites de la responsabilité de chacune d'elles.

Sept personnes
peuvent étab-
lir une Société
Anonyme.

Article II.—L'Acte de Société énoncera à peine de nullité:—

Acte de
Société.

1. Le nom et l'objet de la Société, les mots “avec responsabilité limitée” devant être ajoutés au nom de la Société et en former partie;
2. Le montant du fonds social;
3. Le nombre des actions et la valeur de chacune d'elles;

1883.

4. Les conditions de versement du montant des actions ;
5. L'étendue de la responsabilité de chacun des actionnaires ;
6. La signature sociale.

Acte de Société sera enregistré.

Article III.—L'Acte de Société devra être enregistré en vertu d'un acte de la Cour Royale de cette île dans un livre spécial tenu à cet effet au Greffe, lequel portera le titre de "Registre des Sociétés établies avec responsabilité limitée."

Conditions requises avant l'enregistrement.

Article IV.—La Cour n'accordera la permission d'enregistrer l'acte de Société que sous les conditions suivantes ;—

1. Que la demande en soit faite au nom de tous les membres fondateurs de la Société ;
2. Que ledit acte soit revêtu de la signature des membres fondateurs, avec indication de leurs professions, ou occupations et domiciles ;
3. Que chaque membre fondateur soit propriétaire d'une action au moins dans la Société, et que le nombre d'actions dont chacun d'eux est propriétaire soit inscrit vis-a-vis de sa signature au pied de l'acte d'association.
4. Que les signatures des membres fondateurs soient attestées par un témoin, avec l'indication de l'état ou profession et le lieu du domicile dudit témoin.

Statuts seront enregistrés lors de, ou dans les 6 mois de la date, de l'Enregistrement de l'Acte de Société, à peine de Nullité. Formalités requises

Article V.—Des statuts pour la conduite de la Société pourront être annexés à l'acte de la Société et seront enregistrés en vertu du même acte de la Cour ; si les statuts n'ont pas été enregistrés avec l'Acte de Société, les membres fondateurs devront les faire enregistrer dans les six mois de la date de l'enregistrement de l'Acte de Société. Faute à eux de voir remplir cette formalité dans le délai prescrit, l'Acte de Société sera nul et la Société sera dissoute de plein droit. Lorsque les statuts n'auront pas été

enregistrés en même temps que l'acte de Société, ils devront être revêtus des signatures, avec indication de profession ou état et de domicile, de tous les membres fondateurs, et la demande d'enregistrement sera faite en leur nom.

Article VI.—Une Société ne sera définitivement constituée sous la présente loi qu'après que l'Acte de Société et les Statuts de la Société auront été enregistrés. A partir du jour où ces formalités auront été remplies, les fondateurs avec les autres personnes qui, par la suite, deviendront actionnaires de la Société, seront constitués en Société incorporée sous le nom et titre et pour les objets mentionnés dans l'Acte de Société. La Société ainsi incorporée aura une durée continue et successive dans la personne de ses membres présents et futurs jusqu'à sa dissolution. Elle aura un sceau anglicé "*a common seal,*" et aura le pouvoir de prendre, acquérir, tenir et posséder en mainmorte toutes espèces de biens fonds et propriétés immobilières dans cette île, d'ester en jugement devant toutes Cours, et pardevant tous juges commisaires et arbitres, de proposer et répondre, actionner et défendre, appeler et désister, transiger et arbitrer, et généralement de faire et exécuter toutes conventions et tous contrats et actes nécessaires quelconques relatifs aux opérations négoce et affaires de la Société, et ce par entremise de ses gérants, directeurs, ou autres officiers désignés et autorisés à cet effet, par ses statuts ou par mandat, procuration ou délégation spéciale.

Article VII.—L'Acte de la Société et les Statuts d'une Société constituée sous la présente loi seront aussitôt qu'ils auront été dûment enregistrés, obligatoires, jusqu'à ce qu'ils aient été changés ou modifiés conformément aux termes de la présente loi, non seulement envers les membres fondateurs qui les auront signés, leurs hoirs ou ayant-droit, mais aussi envers toutes personnes qui, par la suite, deviendront

1883.

Une Société est constituée après l'enregistrement de l'Acte de Société et des Statuts jusqu'à sa dissolution; aura un Sceau; ses pouvoirs.

Acte de Société et Statuts, avec changements et modifications sont obligatoires envers membres fondateurs et tous actionnaires leurs hoirs ou ayant-droit.

1883.

actionnaires de ladite Société, leurs hoirs ou ayant-droit, de la même manière que si ces personnes avaient elles-mêmes signé et fait enregistrer lesdits actes et statuts : et tous changements, modifications et additions auxdits actes et statuts, dûment faits et enregistrés en conformité à la présente loi, seront également obligatoires envers tous les membres et actionnaires de ladite Société.

Fonds Social
peut-être
augmenté par
Assemblée
Générale des
Actionnaires.

Article VIII.—Toute Société, définitivement constituée sous la présente loi, aura la faculté en vertu d'une décision spéciale de ses actionnaires, réunis en assemblée générale, d'augmenter le montant du fonds social énoncé dans son acte de Société, et ce au moyen de l'émission d'actions additionnelles qui pourront être de la même valeur nominale et de la même nature que les actions primitives de la Société, ou être de telle autre valeur nominale et avoir tels privilèges et avantages qui pourront être déterminés par ladite décision spéciale.

Statuts pour-
ront être
changés,
modifiés, et
rappelés par
Assemblée
Générale.
Copie de tels
changements,
etc., sera
enregistrée à
peine de
nullité.

Article IX.—Toute Société définitivement constituée sous la présente loi aura la faculté, en vertu d'une décision spéciale de ses actionnaires réunis en assemblée générale, d'apporter à ses Statuts tels changements et modifications qu'elle jugera convenable, ou de faire des Statuts supplémentaires, ou de rappeler ses Statuts en entier et y substituer d'autres ; pourvu toutefois que ces changements et modifications, ou tels Statuts supplémentaires, ne soient point contraires à l'Acte de Société ni aux dispositions de la présente loi. Une copie sous le sceau de la Société de tous changements et modifications apportés à ses Statuts, et de tous Statuts supplémentaires, sera enregistrée sans délai dans le registre mentionné à l'Article 3, et jusqu'à ce que cette formalité ait été remplie, toute décision de l'assemblée générale à l'égard de ces Statuts demeurera sans effet.

Article X.—Une copie de l'Acte de Société et des Statuts d'une Société sera fournie ou envoyée à chacun des actionnaires de telle Société qui en fera la demande, en s'adressant personnellement ou par lettre au bureau de la Société, et ce, moyennant le paiement de telle somme n'excédant pas un schelling, que la Société jugera à propos de fixer. Tout actionnaire d'une Société qui s'adressera en personne ou par lettre au bureau d'une Société aura le droit, moyennant le paiement d'une somme n'excédant pas un schelling, d'exiger la remise ou l'envoi d'une copie de toute décision spéciale de l'assemblée générale de la Société. Toute Société qui refusera ou négligera de se conformer aux dispositions de cet Article sera passible d'une amende n'excédant pas une livre sterling par chaque contravention.

1883.
Copie de l'Acte de Société et des Statuts, et Copie d'une décision spéciale sera fournie à la demande de tout actionnaire moyennant paiement n'excédant pas 1s. à peine d'amende de £1 stg.

Article XI.—La responsabilité des actionnaires d'une Société constituée définitivement sous la présente loi, à l'égard des dettes et engagements de telle Société, sera limitée au paiement de la partie de la valeur des actions dont ils sont respectivement propriétaires ou responsables, qui n'aura point été versée dans la caisse sociale. Et à partir du moment où la valeur nominale d'une action aura été intégralement versée dans la caisse sociale, ou autrement payée au profit de la Société, le propriétaire de telle action et toutes personnes qui pourront en être garants ou responsables à quelque titre que ce soit, seront affranchis de toute responsabilité, et libérés de toute contribution à cause des dettes et engagements de ladite Société.

Responsabilité des actionnaires.

Article XII.—Les actions des Sociétés établies en vertu de la présente loi seront censées biens-meubles, et seront transférables de la manière et dans la forme prescrite par les statuts des Sociétés dont elles émanent respectivement.

Actions censées biens-meubles. Transfert.

1883.

Transfert d'actions par héritier principal, exécuteur, ou représentant légitime sera valable.

Article XIII.—Tout transfert d'actions fait par un principal héritier, par l'exécuteur d'un testament ou par tout autre représentant légitime, sera valable, malgré que le nom de tel principal héritier, exécuteur testamentaire, ou représentant ne soit pas enregistré dans les livres ou registres de la Société dont lesdites actions émanent, pourvu que les autres formalités prescrites pour la validité des transferts aient été observées.

Registre sera tenu sur peine d'amende de £2 stg. par jour.

Article XIV.—Toute Société établie sous la présente loi sera tenue de garder un registre dans lequel seront inscrites les particularités suivantes :—

Les noms, états ou professions, et domiciles ou adresses de tous et un chacun de ses actionnaires depuis sa fondation. Et vis-à-vis du nom de chaque actionnaire :—

1. Le nombre des actions dont il est propriétaire ou responsable, avec les numéros de telles actions ;

2. Les sommes versées dans la caisse sociale sur chaque action, avec la date de chaque versement ;

3. La date de l'inscription de son nom dans ledit registre parmi les membres ou actionnaires de la Société ;

4. La date à laquelle cet actionnaire a cessé d'être propriétaire de chacune des actions inscrites vis-à-vis de son nom.

Toute Société qui omettra ou négligera d'obtempérer aux dispositions du présent Article sera passible d'une amende n'excédant pas deux livres sterling par jour, pour aussi longtemps qu'elle continuera d'y contrevenir.

Société tenue dans le courant de Janvier de chaque année de dresser mémoire contenant liste des Actionnaires et Etat de situation.

Article XV.—Toute Société constituée en vertu de la présente loi sera tenue, dans le courant du mois de *Janvier* de chaque année, de dresser une liste des noms, états ou professions, et domiciles ou adresses de

toutes personnes qui, le premier jour de *Janvier* de ladite année, étaient actionnaires de ladite Société, et vis-à-vis du nom de chaque actionnaire, le nombre et les numéros de ses actions et le montant qui a été versé sur chacune desdites actions dans la caisse sociale; ledit mémoire contiendra en outre un état de situation renfermant les particularités suivantes:—

1. Le montant du fonds social avec le nombre d'actions dans lequel il est divisé;

Particularités
contenues dans
l'Etat de situa-
tion.

2. Le nombre des actions prises depuis la fondation de la Société jusqu'au premier *Janvier*, de l'année dans laquelle ladite liste sera dressée;

3. Le nombre et le montant par action des appels de fonds faits à ses membres par la Société, et la somme totale dont le versement dans la caisse sociale a été demandé au moyen desdits appels de fonds;

4. Le montant reçu par la Société en vertu desdits appels de fonds;

5. Le montant encore exigible par la Société au moyen d'autres appels de fonds.

Et dans le cas où, par les statuts de la Société la pénalité encourue par les actionnaires qui négligeraient de se conformer aux conditions du versement du montant de leurs actions, est la confiscation desdites actions, ledit mémoire contiendra:—

6.—Le nombre des actions dont la confiscation a été prononcée, la somme totale reçue par la Société sur lesdites actions avant la confiscation, et la somme reçue par la Société au moyen de la vente desdites actions après confiscation.

Ce mémoire sera enregistré dans un registre tenu à cet effet par la Société, et une copie, sous le sceau de la Société, en sera remise dans le délai mentionné au commencement de cet Article au Greffier de la Cour Royale, et demeurera logée au Greffe.

Mémoire sera
enregistré
dans un
Registre de la
Société et copie
sous sceau en
sera remise
dans le courant
de Janvier de
chaque année
au Greffier de
la Reine sous
peine de £2 stg.
par jour.

1833.

Toute Société qui négligera ou omettra de dresser et enregistrer et de remettre au Greffier un mémoire en conformité à cet Article sera passible d'une amende n'excédant pas deux livres sterling par jour, aussi longtemps qu'elle continuera d'y contrevenir après le trente-et-un *Janvier* de chaque année respectivement.

Registres mentionnés aux Art. 14 et 15 seront gardés au bureau de la Société. On y aura accès entre 11 a.m. et 2 p.m. Extraits des registres sous sceau seront fournis moyennant 6d. par 100 mots sous peine d'amende de £1 stg.

Article XVI.—Les registres mentionnés aux Articles 14 et 15 seront gardés au bureau public de la Société, et toute personne en s'adressant audit bureau entre les onze heures du matin et deux heures de l'après-midi de chaque jour ouvrier, et en se conformant à telles règles raisonnables qui pourront être établies à cet égard par les statuts de la Société, aura la faculté d'examiner lesdits registres et d'en prendre telle note ou extrait qu'elle jugera convenable. La personne demandant de faire l'examen desdits registres y sera admise, si c'est un membre de la Société, gratuitement, et dans tout autre cas, en payant une somme n'excédant pas un schelling. Des extraits desdits registres, authentiqués sous le sceau de la Société, seront délivrés à toute personne qui en fera la demande moyennant le paiement de six pennis par cent mots.

Toute Société est tenue d'avoir un bureau public, où ajours semonces et avis servis ou remis au Gérant seront censés ajours ou semonces à la Société. Avis sous sceau indiquant situation et tout changement du bureau, sera remis au Greffier sous peine de £2 stg. Liste des Bureaux des Sociétés Anonymes sera affichée dans le bureau du Greffe.

Toute infraction du présent Article sera punie d'une amende d'une livre sterling.

Article XVII.—Toute Société constituée en vertu de la présente loi sera tenue d'avoir un bureau public dans cette île où tous ajours et autres semonces qui concernent la Société pourront être servis, et où tous avis qui doivent être donnés à la Société pourront être remis ou envoyés par la poste aux lettres. Et tout ajour ou autre semonce au gérant servi audit bureau, sera censé un ajournement ou semonce à la Société. La Société avant de commencer ses opérations, fera remettre au moyen de ses gérants, directeurs, ou autres officiers, au Greffier de la Cour Royale, un avis, par écrit et sous son sceau, indiquant la situation

dudit bureau, et elle avertira ledit Greffier de la même manière de tout changement de bureau qu'elle pourra faire par la suite. Le Greffier dressera, d'après les avis qui lui seront ainsi remis, une liste des bureaux des diverses Sociétés qui pourront être établies sous la présente loi, laquelle liste sera affichée dans le bureau du Greffe. Toute Société qui contreviendra aux dispositions du présent Article sera passible d'une amende n'excédant pas deux livres sterling.

1883.

Article XVIII.—Toute Société établie sous la présente loi sera tenue de faire inscrire son nom en toutes lettres, et les mots "avec responsabilité limitée" en caractères lisibles, sur la façade de son bureau public, ainsi que sur tous billets à ordre, lettres de change, connaissements, factures, comptes, reçus, papiers et documents, émis ou souscrits en son nom et sous sa responsabilité, par ses gérants, directeurs, agents ou autorisés. Toute personne qui aura souscrit ou émis au nom de la Société, des billets à ordre, lettres de change, ou autres obligations ou promesses de payer sur lesquels le nom de la Société ne sera pas énoncé en conformité au présent Article, en sera responsable en son propre et privé nom à défaut de la Société.

Société tenue d'inscrire son nom et mots "avec responsabilité limitée" sur Bureau, billets et autres pièces sous peine de responsabilité personnelle.

Toute Société sera également tenue de faire graver son nom et les mots "avec responsabilité limitée" en toutes lettres et en caractères lisibles sur son sceau.

Idem sur Sceau.

Toute Société qui omettra ou négligera de faire inscrire son nom sur son bureau public en obéissance au présent Article, sera passible d'une amende de cinq livres sterling, et en outre d'une amende additionnelle d'une livre sterling par chaque jour que son nom n'aura pas été ainsi inscrit.

Peines pour contravention de cet article.

Toute Société qui contreviendra aux autres dispositions du présent Article sera passible d'une amende de deux livres sterling pour chaque contravention; et tout directeur, gérant, ou autre officier d'une Société

1833.

qui se servira d'un sceau comme étant celui de telle Société sur lequel le nom de cette Société ne sera pas gravé, comme sus est dit, sera sujet à une amende de cinq livres sterling pour chaque contravention.

Société est
dissoute lors
actionnaires
réduits
pendant 6 mois
à moins de
sept.
Responsabilité
des action-
naires après
dissolution.

Article XIX.—Toute Société constituée en vertu de la présente loi, dont le nombre des membres ou actionnaires se trouvera réduit à moins de sept, et qui, pendant l'espace de six mois consécutifs continuera avec moins de ce nombre d'actionnaires, sera à l'expiration dudit terme, dissoute de plein droit. Les actionnaires qui composaient ladite Société au moment de sa dissolution seront solidairement et sans limitation responsables de toutes dettes contractées, et de toutes opérations entreprises au nom de ladite Société après cette époque, excepté celles indispensables pour la clôture et la liquidation des affaires de la Société ainsi dissoute.

Mineurs et
interdits ne
comptent
pas parmi les 7.

Les mineurs et les interdits, qui seront membres d'une Société avec garantie limitée, ne pourront compter au nombre des sept actionnaires que la loi exige pour la continuation d'une Société.

Mari et femme
séparés
comptent pour
un.

Le mari et la femme séparés quant aux biens qui seront fondateurs ou actionnaires dans une Société établie en vertu de la présente loi, ne compteront que pour un dans le nombre des sept actionnaires requis pour la formation ou la continuation d'une Société.

Assemblée
Générale sera
tenue
annuellement.

Article XX.—Toute Société établie en vertu de la présente loi sera tenue d'avoir annuellement, dans cette île, une assemblée générale de ses actionnaires.

État et
Rapport seront
présentés.

Les directeurs ou gérants seront tenus de présenter à l'assemblée un état des recettes et dépenses de la Société jusqu'à la fin de l'année précédente.

L'état ainsi dressé énoncera le montant des recettes de la Société durant l'année, classifiées sous différents chefs, montrant la source dont elles proviennent; ainsi que le montant des dépenses classifiées sous différents chefs faisant voir l'objet pour lequel elles

ont été encourues. Si des dépenses ont été faites 1883.
durant l'année qui ne soient pas pour les besoins de
l'année courante seulement, mais de plusieurs, elles
pourront être réparties entre plusieurs années, pourvu
que les principes de cette répartition soient claire-
ment énoncés ; et ce, afin d'établir la balance réelle
des profits et des pertes de l'exercice de l'année
écoulée.

Il sera également dressé un état (anglicé) "*Capital Account*" Capital Account. des biens-mobiliers et immobiliers et des dettes actives et passives de la Société.

Deux auditeurs des comptes seront nommés la Auditeurs.
première année par les directeurs, et ensuite par les
actionnaires en assemblée générale, pour examiner et
vérifier les comptes, livres et documents de la Société,
de quoi ils feront un rapport.

Une feuille contenant lesdits états et ledit rapport États et Rapport seront envoyés aux Actionnaires.
sera remise ou envoyée, par la poste aux lettres, à
chacun des actionnaires dix jours au moins avant la
tenue de l'assemblée générale, et sera aussi présentée
formellement par les directeurs à l'assemblée générale.

Toute Société qui contreviendra aux dispositions Peines en contravention.
du présent article sera passible d'une amende n'ex-
cédant pas cinq livres sterling pour chaque contraven-
tion.

Article XXI.—Les directeurs ou gérants d'une Assemblée Générale extraordinaire convoquée par Directeurs ou Gérants.
Société, ou la majorité d'entre eux, auront le droit, en
se conformant aux dispositions de cette loi et aux
Statuts de la Société, s'il y en a à ce sujet, de
convoquer une assemblée générale extraordinaire de
la Société lorsqu'ils le jugeront nécessaire.

Article XXII.—Les directeurs ou gérants d'une Assemblée Générale extraordinaire convoquée par Actionnaires.
Société seront tenus de faire convoquer une assemblée
générale extraordinaire de la Société, toutes fois et
quantes qu'ils en seront requis par au moins cinq des
actionnaires, représentant au moins un dixième des
actions, pourvu que la demande leur en soit faite par

1883.

écrit, qu'elle soit signée par les demandeurs, qu'elle porte date et énonce le sujet ou les sujets qui doivent être soumis à la délibération de l'assemblée. Faute aux directeurs ou gérants de convoquer ladite assemblée de manière à ce qu'elle puisse régulièrement avoir lieu dans le délai de vingt-et-un jours à compter du jour où la demande leur en aura été faite, les actionnaires, signataires de la demande, auront le droit de convoquer eux-mêmes une assemblée générale pour prendre en considération les sujets spécifiés dans ladite demande.

Actions sont
indivisibles.

Article XXIII.—Une action d'une Société établie en vertu de cette loi ne pourra être divisée en portions.

Voix.

Article XXIV.—Tout actionnaire d'une Société établie en vertu de la présente loi aura droit à une voix au moins dans les assemblées générales de cette Société, ordinaires ou extraordinaires, néanmoins lorsque plusieurs personnes seront propriétaires par indivis d'une ou de plusieurs actions, ces personnes n'auront point chacune d'elles droit de voix à cause desdites action ou actions, mais elles devront faire choix d'une d'elles pour les représenter et voter en leur nom.

Faute à elles de faire ce choix, la personne d'entre elles, dont le nom se trouvera être le premier dans l'ordre d'inscription dans le registre des actionnaires de la Société, sera admise à voter à raison desdites action ou actions.

Règles
Générales à
défaut de
Statuts.

Article XXV.—Lorsque les Statuts d'une Société ne contiendront pas de dispositions relatives aux sujets spécifiés ci-dessous, les règles suivantes seront observées :—

1.—Il y aura une assemblée générale ordinaire chaque année, savoir :— Celle prescrite par l'article 20. Elle sera convoquée par les directeurs ou gérants de la Société ;

2.—Les assemblées générales, ordinaires ou extraordinaires, seront convoquées au moyen d'un avis, par écrit ou imprimé, spécifiant le jour, l'heure et le lieu de la tenue de l'assemblée, signé par les personnes qui convoqueront l'assemblée, ou par quelque personne autorisée par elles ; cet avis sera remis ou envoyé par la poste aux lettres à chacun des membres de la Société dix jours au moins avant la tenue de l'assemblée ;

3.—L'assemblée générale, ordinaire ou extraordinaire d'une Société, ne pourra procéder ni prendre de décision valable à l'égard d'un sujet ou affaire quelconque, autre que la déclaration d'un dividende, que lorsqu'il y aura des membres ou actionnaires personnellement présents en nombre suffisant pour former un *quorum*. Ce nombre sera au moins de cinq, et les membres présents devront être propriétaires d'au moins un vingtième des actions composant le fonds social ;

4.—Lors de la tenue d'une assemblée générale, ordinaire ou extraordinaire, les actionnaires présents, pourvu qu'ils soient en nombre suffisant pour que l'assemblée soit autorisée à procéder, choisiront, à la pluralité des voix, un parmi eux pour remplir les fonctions de président ;

5.—Chaque actionnaire d'une Société, quelque soit le nombre de ses actions, aura au moins une voix dans les assemblées ordinaires ou extraordinaires.

Article XXVI.—Lors de la tenue d'une assemblée générale, ordinaire ou extraordinaire, les règles suivantes seront observées :—

Règlements
pour la tenue
des Assem-
blées des
Actionnaires.

1.—Il sera en premier lieu procédé à prendre en considération et décider les sujets mentionnés dans l'avis de convocation ;

2.—Toute proposition dûment faite et secondée sera mise aux voix, pourvu qu'elle ne soit pas en

1888.

opposition à cette loi ni contraire aux Statuts de la Société ;

3.—Excepté dans le cas d'une décision spéciale, les décisions d'une assemblée générale seront prises à la pluralité absolue des voix données ;

4.—Lorsqu'il s'agira de recueillir les suffrages de l'assemblée, le président pourra y procéder soit par la levée de mains, soit par l'appel nominal, à son choix. Néanmoins, si avant qu'une proposition ait été mise aux voix, ou immédiatement après que l'avis de l'assemblée a été pris par la levée de mains, cinq des membres ou actionnaires présents exigent l'appel nominal, le président sera tenu de se conformer à leur demande, et le résultat en sera pris et considéré comme la décision de l'assemblée ;

5.—Pour constater la majorité des voix :—

1.—Lorsque l'avis de l'assemblée sera pris par la levée de mains, on tiendra compte des suffrages de ceux seulement des membres ou actionnaires qui seront présents et voteront en personne, et chaque suffrage sera compté pour une voix ;

2.—Lorsque l'appel nominal aura lieu, on tiendra compte des suffrages non-seulement des membres ou actionnaires présents, et votant en personne, mais aussi de ceux qui seront représentés et voteront par mandataire (pourvu que le vote par mandataire ne soit pas défendu par les Statuts de la Société), et chaque suffrage sera compté pour le nombre de voix auxquelles le votant a droit, en vertu des Statuts de la Société, à raison des actions dont il est propriétaire.

6.—Lorsque le vote aura eu lieu par la levée de mains sans que l'appel nominal ait été

demandé, comme sus est dit, la déclaration du président qu'une proposition a été adoptée ou rejetée sera reçue comme constatant la décision de l'assemblée sans autre preuve.

1833.

Un tuteur au nom de son pupille, un curateur au nom de l'interdit, un procureur au nom de son constituant, aura droit de voter dans les assemblées des actionnaires d'une Société établie en vertu de la présente loi.

Article XXVII.—Toute décision d'une assemblée générale, ordinaire ou extraordinaire, d'une Société, sera censée une décision spéciale, et en aura les effets si elle réunit les conditions suivantes :—

Conditions
sous lesquelles
une décision
d'Assemblée
Générale est
censée une
décision
spéciale.

1.—Que les actionnaires de la Société aient été avertis au moyen d'un avis régulièrement donné, de l'intention de soumettre à l'assemblée la proposition qui fait le sujet de ladite décision ;

2.—Que ladite décision ait été rendue à la majorité des trois quarts au moins des voix données ;

3.—Que cette décision ait été confirmée à la majorité absolue des voix données, dans une assemblée générale subséquente, dûment convoquée et tenue au plus tôt quinze jours et au plus tard trente jours après celle à laquelle ladite décision fut primitivement rendue.

Une copie, sous le sceau de la Société, de toute décision spéciale, sera, sous peine de nullité, envoyée au Greffier de la Cour Royale qui l'enregistrera dans le registre mentionné à l'Article 3.

Article XXVIII.—Toute Société, établie en vertu de la présente loi, devra garder un livre dans lequel sera régulièrement inscrit, sous sa date, le procès-verbal exact de la tenue et des décisions et votes de toute assemblée générale, ordinaire ou extraordinaire, de ses actionnaires et de toute réunion de ses direc-

Livre de
Minutes des
Assemblées
Générales.

1883.

teurs ou gérants. Ces procès-verbaux devront être signés dans ledit livre par les personnes qui auront respectivement présidé ces assemblées ou réunions, et étant ainsi signés, seront reçus comme preuve valable de ce qui aura été fait et décidé dans lesdites assemblées et réunions.

Procureurs et Mandataires pourront être nommés pour représenter une Société hors de l'île.

Article XXIX.—Toute Société établie sous la présente loi, aura la faculté, au moyen d'une procuration ou mandat sous son sceau, de nommer et constituer, avec des pouvoirs généraux ou spéciaux, telles personnes qu'elle jugera convenables pour la représenter et agir en son nom partout ailleurs que dans cette île ; et tous actes, faits et exécutés en son nom par tels procureurs, et mandataires dans les limites des pouvoirs qui leur auront été confiés, seront valables et obligatoires à l'égard de la Société qui les aura nommés. En outre le sceau de la Société, la procuration ou mandat devra être signé par un des directeurs ou gérants.

Validation de pièces.

Article XXX.—Tous avis, documents et pièces, excepté ceux qui, en vertu des dispositions de la présente loi, doivent être sous le sceau de la Société, pourront être validés pour et au nom d'une Société établie sous la présente loi, par la signature d'un de ses directeurs ou gérants, ou de toute autre personne dûment autorisée à représenter la Société.

Pièces envoyées à une Société par la Poste.

Article XXXI.—Lorsque des avis, notifications, ou autres pièces, seront envoyés à une Société par la poste aux lettres ils devront en tous cas être adressés au bureau public de cette Société et être affranchis. Ils seront censés être arrivés à leur adresse trois jours après celui auquel ils auront été mis à la poste aux lettres ; et pour en constater l'envoi, il suffira d'établir la date de la mise à la poste aux lettres, l'adresse et le fait de l'affranchissement.

Pièces envoyées par une Société par la Poste.

Article XXXII.—Lorsqu'une Société se servira de la poste pour envoyer des avis de convocation, ou

autres avis, pièces et documents, ils devront en tous cas être affranchis. Pour en prouver l'envoi, il suffira d'établir la date de la mise à la poste aux lettres, l'adresse et l'affranchissement.

1883.

Article XXXIII.—Aux fins de cette loi, le lieu inscrit dans le registre des membres ou actionnaires d'une Société dont il est fait mention à l'article 14 comme le domicile ou l'adresse d'un actionnaire, sera considéré comme son adresse ou domicile réel. Lorsqu'un actionnaire changera de domicile ou d'adresse, il devra en avertir la Société au moyen d'un avis adressé au bureau public de la Société, et immédiatement après l'avoir reçu, les directeurs ou gérants seront tenus de rectifier, en conformité à cet avis, l'indication du domicile ou adresse de tel actionnaire dans ledit registre.

Domicile d'un
actionnaire et
changement
de domicile.

Article XXXIV.—La Cour Royale pourra, sur la demande de deux ou plusieurs des actionnaires d'une Société, pourvu qu'ils représentent ensemble une cinquième partie au moins des actions composant le fonds social, et pourvu qu'il lui paraisse exister des motifs suffisants pour justifier un pareil procédé, nommer deux inspecteurs pour faire l'examen et un rapport détaillé des affaires et de la situation de ladite Société.

Cour Royale
pourra
nommer 2
inspecteurs
pour examiner
situation d'une
Société.

Article XXXV.—Toute Société, établie en vertu de la présente loi, aura la faculté, par une décision spéciale prise en assemblée générale, de nommer deux inspecteurs pour remplir les mêmes devoirs que ceux des inspecteurs dont il est parlé à l'article précédent.

Inspecteurs
pourront être
nommés par
une Société.

Article XXXVI.—Les inspecteurs prêteront serment devant la Cour Royale de bien et fidèlement remplir les devoirs qui leur seront confiés. Ils pourront assermenter et entendre par serment les directeurs ou gérants ou autres officiers de la Société et tels autres témoins qu'ils croiront nécessaires relativement aux affaires de ladite Société, et ils auront

Devoirs et
pouvoirs des
Inspecteurs.

1863.

le droit d'avoir communication des livres de comptes et autres livres, registres, documents et pièces appartenant à la Société. Les directeurs ou gérants et autres officiers seront tenus de produire auxdits inspecteurs tous livres, registres, documents et pièces à leur garde ou à leur disposition appartenant à la Société, et de leur donner tous les renseignements en leur pouvoir, afin de faciliter l'examen dont ils sont chargés. Tout directeur ou gérant ou autre officier de la Société qui refusera de répondre à une question relative à des sujets compris dans un tel examen, ou de fournir les livres, registres, documents ou pièces, à la production desquels il est tenu par le présent article, subira une amende de deux livres sterling au moins, et de dix livres sterling au plus, pour chaque contravention.

**Rapport des
Inspecteurs.**

Article XXXVII.—Les inspecteurs dresseront un rapport détaillé de leur examen. S'ils ont été nommés par la Cour ils présenteront à la Cour une copie dudit rapport sous leurs seings, laquelle demeurera logée au Greffe. Lorsque les inspecteurs auront été nommés par l'assemblée générale d'une Société, ils remettront une copie de leur rapport sous leurs seings à la personne ou aux personnes que l'assemblée aura désignées à cet effet.

Tout rapport d'inspecteurs dûment authentiqué par leur signature sera reçu comme preuve légale de l'opinion des inspecteurs à l'égard des faits mentionnés dans ledit rapport, sans qu'il soit besoin d'entendre lesdits inspecteurs comme témoins à l'appui dudit rapport.

**Dissolution
d'une Société.**

Article XXXVIII.—Une Société, établie en vertu de la présente loi, sera dissoute :—

1.—Lorsque dans aucun temps la dissolution de la Société aura été déterminée par une décision spéciale prise en assemblée générale. La dissolution datera du jour où la copie authentique de la

décision aura été remise au Greffier de la Cour Royale. 1883.

2.—Dans le cas prévu par l'article 19.

Article XXXIX.—A compter du jour de sa dissolution, une Société, établie sous la présente loi, ne pourra entreprendre d'opérations, ni contracter de dettes ni d'obligations, excepté celles qui sont indispensables à la clôture et à la liquidation des affaires de la Société. Les personnes qui étaient actionnaires de la Société au temps de sa dissolution seront solidairement et sans limitation de responsabilité responsables de toutes autres opérations, entreprises, et dettes et obligations contractées au nom de la Société depuis sa dissolution. Effets de la dissolution.

Article XL.—Un mineur ou une personne sous curatelle ne pourra être fondateur ni acquéreur des actions dans une Société établie en vertu de la présente loi. Mineurs et interdits.

Un mineur ou une personne sous curatelle ne pourra devenir actionnaire que lorsque l'action lui aura été transmise par succession, par donation testamentaire, ou autre effet de la loi.

Article XLI.—Les directeurs ou gérants d'une Société, établie en vertu de la présente loi, devront tenir les livres suivants : un journal, un grand livre tenu en partie double et un livre de caisse. Ils y feront inscrire régulièrement jour par jour toutes les transactions de la Société. Ils tiendront également un livre où sera inscrit, régulièrement et par ordre de date, une copie exacte de toute lettre envoyée par la Société. Tenue des Livres.

Article XLII.—Il est défendu d'employer le capital d'une Société au paiement de dividendes. Il est pareillement défendu de déclarer ou de payer de dividende excepté hors des profits ou bénéfices résultant du commerce ou des entreprises de la Société. Défense d'employer capital au paiement de dividendes, et de payer dividende excepté des profits ou bénéfices.

1883.

Responsabilité
des Directeurs
et Gérants.

Les directeurs ou gérants qui, sciemment et volontairement, dissimuleront à l'assemblée générale la position vraie de la Société, de manière à induire les actionnaires à déclarer un dividende plus élevé que la situation réelle des affaires de la Société ne justifierait, ou qui entamerait le capital, seront responsables des dettes de la Société et des conséquences résultant de leurs actes.

Le Mot
" Limited."

Article XLIII.—Dans les cas où les écritures d'une Société, instituée sous la présente loi, se feraient en langue anglaise, le mot "*limited*" sera la traduction de la phrase "avec responsabilité limitée."

Responsabilité
des action-
naires d'une
Société
émittant
billets de
banque.

Article XLIV.—La responsabilité des actionnaires d'une Société émettant des billets de banque, ne sera pas limitée en ce qui regarde les billets payables au porteur qui auront été émis par la Société, mais les actionnaires seront responsables de toute la somme ainsi émise en sus de telle somme dont ils pourront être responsables comme actionnaires de la Société.

Application
des amendes,
et Poursuites.

Article XLV.—Les amendes qui seront infligées, en vertu de la présente loi, seront applicables moitié à Sa Majesté et moitié au délateur. Tout directeur ou gérant d'une Société pourra être poursuivi pour lesdites amendes; bien entendu toutefois que les biens-meubles et immeubles de la Société seront seuls sujets au paiement des sommes adjugées en vertu de telles poursuites.

Prérogative de
la Couronne et
des États.

Articles XLVI.—Il n'est pas entendu déroger par la présente loi au droit de Sa Majesté d'incorporer des Sociétés de commerce ou autres par patente royale, ni au droit des États de cette île, avec la sanction de Sa Majesté en Conseil, d'autoriser l'incorporation de telles Sociétés par un Acte spéciale aux conditions et avec la limitation de responsabilité dans l'un et l'autre cas qui pourront être trouvées convenables.

(Enregistré sur les Records le 12 Juillet 1884.)

1884.

AT THE COURT AT WINDSOR

the 26th day of June 1884

PRESENT

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY

LORD PRESIDENT, &c.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 26th day of May, 1884, in the words following, viz. :—

Loi sur les Chiens.
Application du produit des licences aux améliorations paroissiales.

“YOUR MAJESTY having been pleased by Your General Order of Reference of the 21st day of March, 1862, to refer unto this Committee the Humble Petition of John de Havilland Utermarck, Esq., Bailiff of Guernsey, setting forth :—That on the 4th day of June, 1870, Your Majesty was graciously pleased, by and with the advice of Your Most Honourable Privy Council, to approve and ratify a certain Bill or *Projet de Loi*, intituled, “*Loi sur les Chiens*,” which, after having been adopted by the Royal Court, had been approved by the States, and to order that the same should have the force of Law in the Island of Guernsey for five years from the 1st day of January, 1871 ; provided that the net proceeds of the Licenses mentioned in the said Law should be carried to the credit of the Fountain Street Account :—That on the 10th day of December, 1875, Your Majesty was further graciously pleased, by and with the advice of Your Most Honourable Privy Council, in acceding to the prayer of the States of Guernsey, to order that the Order of Your Majesty in Council of the 4th day of June, 1870, respecting the “*Loi sur les Chiens*,” be renewed, and to declare Your Royal Will and Pleasure that from the 1st day of January, 1876, the same should be in force in the Island of Guernsey as a permanent measure :—That

1884.

the proceeds of the Licenses mentioned in Your Majesty's Order in Council of the 4th day of June, 1870, have been carried annually to the credit of the Fountain Street Account in accordance with the provisions of the said Order, and of Your Majesty's further Order of the 31st day of December, 1875 :— And that the capitalised debt of the said Fountain Street is now entirely liquidated :—That at an Assembly of the States holden before Edgar MacCulloch, Esq., Lieutenant-Bailiff, on the 2nd day of April, 1884 (in consequence of the indisposition of Your Petitioner), the States decided to present a Humble Petition to Your Majesty in Council, praying that Your Majesty would be graciously pleased to authorise that the net proceeds of the Dog Licenses be henceforward applied by the Constables and Douzeniers of the parishes towards public improvements in their respective parishes, the same to be added to the proceeds of the Gun Licenses, which under Article 8 of Your Majesty's Order in Council of June 26th, 1879, are declared applicable to public improvements in the respective parishes of the Island, provided always that the Constables and Douzeniers of the respective parishes publish annually, during the month of March, in the portion of the *Gazette* authorised for official notices, an account, as well of the sums by them received as above, during the preceding year, as of the application of the said sums. And humbly praying that Your Majesty may be graciously pleased to declare Your Royal Will and Pleasure that the net proceeds of the Dog Licenses mentioned in Your Majesty's Order in Council of the 4th June, 1870, be henceforward applied by the Constables and Douzeniers of the parishes in the Island of Guernsey to public improvements in their respective parishes, the same to be added to the proceeds of the Gun Licenses, which, under Article 8 of Your

Majesty's Order in Council of June 26th, 1879, are declared applicable to public improvements in the respective parishes of the Island, provided always, that the Constables and Douzeniers of the respective parishes shall publish annually, during the month of March, in the portion of the *Gazette* authorised for official notices, an account, as well of the sums by them received during the preceding year, as of the application of the said sums."

1884.

"THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty's said Order of Reference, have this day taken the said Petition into consideration, and do agree humbly to report as their opinion to Your Majesty, that it may be advisable for Your Majesty to accede to the prayer of the said Petition, and to declare Your Royal Will and Pleasure, that the net proceeds of the Dog Licenses mentioned in Your Majesty's Order in Council of the 4th June, 1870, be henceforward applied by the Constables and Douzeniers of the Parishes of the Island of Guernsey, to public improvements in their respective parishes, the same to be added to the proceeds of the Gun Licenses which, under Article 8 of Your Majesty's Order in Council of June 26th, 1879, are declared applicable to public improvements in the respective parishes of the Island; provided always that the Constables and Douzeniers of the respective Parishes shall publish annually, during the month of March, in the portion of the *Gazette* authorised for official notices, an account, as well of the sums by them received during the preceding year as of the application of the said sums."

1884.

HER MAJESTY having taken the said Report into consideration is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve thereof, and to declare Her Royal Will and Pleasure that the net proceeds of the Dog Licenses mentioned in Her Majesty's Order in Council of the 4th June, 1870, be henceforward applied by the Constables and Douzeniers of the Parishes in the Island of Guernsey, to public improvements in their respective parishes, the same to be added to the proceeds of the Gun Licenses which, under Article 8 of Her Majesty's Order in Council of June 26th, 1879, are declared applicable to public improvements in the respective parishes of the Island; provided always that the Constables and Douzeniers of the respective Parishes shall publish annually, during the month of March, in the portion of the *Gazette* authorised for official notices, an account, as well of the sums by them received during the preceding year as of the application of the said sums.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other Her Majesty's Officers for the time being in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice and govern themselves accordingly.

C. L. PEEL.

(*Enregistré sur les Records le 19 Janvier 1885.*)

AT THE COURT AT OSBORNE HOUSE, ISLE OF WIGHT
the 30th day of December 1884

PRESENT

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY

LORD PRESIDENT, &c.

Loi sur les
Permis de
Port d'Armes
de Chasse.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the

Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 17th day of December, 1884, in the words following, viz. :—

“YOUR MAJESTY having been pleased by Your General Order of Reference of the 21st day of March, 1862, to refer unto this Committee the Humble Petition of Edgar MacCulloch, Esq., Bailiff of Guernsey, setting forth :—That at the Court of Chief Pleas holden on the 20th day of January, in the year 1879, a Bill or *Projet de Loi* was adopted, intituled, “*Loi sur les Permis de Port d’Armes de Chasse*,” the object of which was to introduce certain regulations relating to the carrying of firearms for the purpose of shooting, and which was to be in force within the Island of Guernsey for the term of five years from the promulgation of the Law :—That at an Assembly of the States holden before Sir Peter Stafford Carey, Knight, Bailiff, on the 2nd day of April, 1879, the said Bill or *Projet de Loi* was submitted to their consideration and, after certain amendments, introduced therein, was by a vote of the States, approved with a view to its being submitted to Your Majesty’s gracious consideration :—That by Your Majesty’s Order in Council of the 26th day of June, 1879, Your Majesty was graciously pleased to approve of and ratify the said Bill or *Projet de Loi*, and to declare that the same should have force of Law within the Island of Guernsey :—That Your Majesty’s Order in Council was registered in Guernsey on the 2nd day of August, 1879, and that by the last clause of the Law thus approved and promulgated, it was declared that the Law was to be in force for five years, reckoning from the 30th day of September after its registration on the Records of the Island :—That the term, five years, for which the said Law was to be in force expired on the 29th September, 1884, and that at a Meeting of the States holden before

1885.

Your Petitioner on the 5th day of November, 1884, the States passed a resolution with a view to renewing the said Law and rendering it permanent. And humbly praying that Your Majesty may be graciously pleased to grant Your Royal Sanction to the renewal of the said Law as set forth in the Schedule thereunto annexed, intituled, "*Loi sur les Permis de Port d'Armes de Chasse*," and to declare Your Royal Will and Pleasure that the same shall have the force of Law as a permanent measure within the Island of Guernsey."

"THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty's said Order of Reference, have this day taken the said Petition into consideration, and do agree humbly to report as their opinion to Your Majesty, that it may be advisable for Your Majesty to comply with the prayer of the Petition, and to sanction the renewal of the said Law as set forth in the Schedule thereunto annexed intituled, "*Loi sur les Permis de Port d'Armes de Chasse*," and to declare Your Royal Will and Pleasure that the same shall have the force of Law as a permanent measure within the Island of Guernsey."

HER MAJESTY having taken the said Report into consideration is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to sanction the renewal of the said *Projet de Loi*, and to order, as it is hereby ordered, that the same shall have the force of Law as a permanent measure within the Island of Guernsey.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order, and the said *Projet de Loi* (a copy whereof is hereunto annexed), be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and

Jurats and all other Her Majesty's Officers for the time being in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice and govern themselves accordingly.

1885.

C. L. PEEL.

PROJET DE LOI referred to in the foregoing Order in Council :—

LOI SUR LES PERMIS DE PORT D'ARMES DE CHASSE.

1° Les Connétables des différentes paroisses de cette île sont autorisés à octroyer des permis de Port d'Armes de Chasse aux personnes âgées d'au-delà de seize ans, demeurant dans leurs paroisses respectives ; bien entendu que les permis ne seront pas octroyés aux jeunes gens au-dessous de vingt ans, sans l'autorisation de leurs pères ou tuteurs.

2° Le permis de Port d'Armes sera par écrit, et indiquera le nom, le prénom et le domicile de l'impétrant. Il sera daté du jour auquel il sera octroyé.

3° Il sera payé pour chaque permis de Port d'Armes de Chasse comme suit :—

	£	s.	d.
Par un habitant d'une des paroisses de cette île payant taxe, ou par un fils de tel habitant	0	5	0
Par toute autre personne	1	0	0

4° Les permis seront annals et devront expirer le 29 Septembre de chaque année.

5° Lès Connétables de chaque paroisse garderont un registre des noms des personnes auxquelles des permis de Port d'Armes de Chasse auront été accordés, et les listes pour l'année seront publiées annuellement par lesdits Connétables, pendant le mois de Novembre, dans la partie de la *Gazette* autorisée pour les annonces officielles.

6° Tout Connétable et Assistant de Connétables aura le droit d'exiger de toutes personnes portant une

1887.

arme de chasse la production de son permis. L'occupant d'une propriété aura ce droit par rapport à toute personne qu'il trouvera sur cette propriété.

Toute personne qui refusera de produire son permis lorsque duement requise, sera passible en Police Correctionnelle d'une amende qui n'excédera pas £14 tournois (£1).

7° Quiconque sera trouvé dans les routes, rues, chemins, ou lieux publics, ou sur une propriété dont il n'est ni occupant ni propriétaire, portant une arme de chasse et n'ayant pas de permis de Port d'Armes, sera passible en Police Correctionnelle d'une amende qui n'excédera pas £28 livres tournois (£2), sauf à la personne ainsi trouvée de justifier qu'elle est armurier et qu'elle était dans l'exercice de son métier, ou qu'elle était dans l'emploi d'un armurier.

8° Le produit des permis sera applicable, par les Connétables et Douzeniers des paroisses, aux améliorations publiques dans leurs paroisses respectives.

9° Cette Loi sera en force à compter du jour de son enregistrement sur les Records de cette île.

(Enregistré sur les Records le 5 Février 1887.)

AT THE COURT AT OSBORNE HOUSE, ISLE OF WIGHT

the 14th day of January 1887

PRESENT

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY

LORD PRESIDENT, &c.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 4th day of January, 1887, in the words following, viz. :—

“YOUR MAJESTY having been pleased by Your General Order of Reference of the 21st day of March, 1862, to refer unto this Committee the Humble Petition of Sir Edgar MacCulloch, Knight,

Certificats de
compétence
pour Ingé-
nieurs de
Bateaux à
Vapeur.

1887.

Baillif of Guernsey, dated the 3rd November, 1886, setting forth :—That on the 4th of October, 1886, the Royal Court adopted a *Projet de Loi*, intituled, “*Loi relative aux Certificats de Compétence pour Ingénieurs de Bateaux à Vapeur*,” and decided that if the said *Projet de Loi* was approved by the States, it should be transmitted to Your Majesty in Council with a view to the Royal Sanction being granted thereto :—That on the 29th of October, 1886, at an Assembly holden before Your Petitioner, the States approved of the said *Projet de Loi*, in the form set forth in the Schedule hereunto annexed. And humbly praying that Your Majesty may be graciously pleased to ratify and confirm the said Bill or *Projet de Loi*, and to declare Your Royal Will and Pleasure that the same shall have the force of Law.”

“THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty’s said Order of Reference, have this day taken the said Petition into consideration, and do agree humbly to report as their opinion to Your Majesty, that it may be advisable for Your Majesty to approve of and ratify the said *Projet de Loi*, and to declare that the same shall have the force of Law within the Bailiwick of the Island of Guernsey.”

HER MAJESTY having taken the said Report into consideration is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve of and ratify the said *Projet de Loi*, and to order, as it is hereby ordered, that the same shall have the force of Law within the Bailiwick of the Island of Guernsey.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order, and the said *Projet de Loi* (a copy whereof is hereunto annexed), be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-

1887.

Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats and all other Her Majesty's Officers for the time being in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice and govern themselves accordingly.

C. L. PEEL.

PROJET DE LOI referred to in the foregoing Order in Council :—

LOI RELATIVE AUX CERTIFICATS DE COMPÉTENCE POUR INGÉNIEURS DE BATEAUX À VAPEUR.

Vu la Loi relative à l'inspection des bateaux à vapeur, laquelle fut sanctionnée par Ordre de Sa Majesté en Son Conseil, en date du quatorze Août Mil Huit Cent Septante-huit.

Attendu que, d'après les dispositions de certains Actes de Parlement, les bateaux à vapeur portant des passagers hors d'un port du Royaume Uni sont assujettis à certains règlements, pour assurer la compétence des ingénieurs employés à bord desdits bateaux.

Attendu que la sûreté publique demande que des dispositions analogues soient appliquées aux bateaux à vapeur quittant cette île, avec passagers à leur bord.

- 1° Tout bateau à vapeur sous pavillon Anglais qui quittera cette île portant passagers, devra avoir à son bord un ingénieur muni d'un certificat de compétence, anglicé, "*A Second Class Engineer's Certificate*," émanant du *Board of Trade*, ou d'un certificat supérieur émanant dudit Board, sous peine d'une amende, à discrétion de justice contre le propriétaire, l'agent et le maître de tel bateau, qui ne sera pas moindre de £20 et n'excédera pas £50 sterling.

2° Les amendes ci-dessus seront applicables
moitié à Sa Majesté et moitié au délateur.

1887.

*Le 13 Août 1887, pardevant Messire Edgar
MacCulloch, Chevalier, Baillif, présents, etc.*

Monsieur le Baillif, ayant ce jour communiqué à la Cour un Ordre de Sa Très-Excellente Majesté en Son Conseil, en date du 12 Juillet 1887, duquel Ordre la teneur suit :—

AT THE COURT AT WINDSOR

the 12th day of July 1887

PRESENT

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY IN COUNCIL.

WHEREAS by the "Foreign Deserters Act, 1852," it is provided, that whenever it is made to appear to Her Majesty that due facilities are or will be given for recovering and apprehending Seamen who desert from British Merchant Ships in the Territories of any Foreign Power, Her Majesty may, by Order in Council stating that such facilities are or will be given, declare that Seamen, not being Slaves, who desert from Merchant Ships belonging to a Subject of such Power, when within Her Majesty's Dominions, shall be liable to be apprehended and carried on board their respective ships, and may limit the operation of such order, and may render the operation thereof subject to such conditions and qualifications, if any, as may be deemed expedient :—And whereas it has been made to appear to Her Majesty that due facilities will be given for recovering and apprehending Seamen who desert from British Merchant Ships in the Dominions and Possessions of His Majesty the King of the Hellenes.

"Foreign
Deserters
Act."
Sujets du Roi
des Hellènes.

1887.

NOW THEREFORE, Her Majesty, by virtue of the power vested in Her by the said "Foreign Deserters Act, 1852," and by and with the advice of Her Privy Council, is pleased to order and declare, and it is hereby ordered and declared, that, from and after the publication hereof in the *London Gazette*, Seamen, not being Slaves, and not being British Subjects, who within Her Majesty's Dominions desert from Merchant Ships belonging to Subjects of His Majesty the King of the Hellenes, shall be liable to be apprehended and carried on board their respective ships: Provided always that if any such deserter has committed any crime in Her Majesty's Dominions, he may be detained till he has been tried by a competent Court, and until his sentence, if any, has been carried into effect. And the Secretary of State for the Home Department, the Secretary of State for the Colonies and the Secretary of State for India in Council, are to give the necessary directions herein accordingly.

C. L. PEEL.

LA COUR, après lecture dudit Ordre, a ordonné, ouïes les conclusions des Officiers de la Reine, que ledit Ordre sera enregistré sur les Records de cette île, et afin de mettre ledit Ordre à exécution, a, ouïes les conclusions desdits Officiers de la Reine, ordonné et ordonne comme suit, savoir :—

Toutes fois et quantes qu'un marin ou apprentif, n'étant pas sujet Britannique et n'étant pas esclave, aura déserté d'à bord d'un navire de la Marine Marchande, appartenant à un sujet de Sa Majesté le Roi des Hellènes, la Cour, en Police Correctionnelle, sur l'application du Consul pour le Royaume des Hellènes, ou de son représentant, et sur l'information par

serment d'un témoin digne de foi, pourra ordonner que tel déserteur sera saisi par un Connétable et produit devant ladite Cour. Et si le fait de désertion est établi, pourra ladite Cour ordonner que tel déserteur sera mis par le Connétable à bord du navire dont il appartient, ou qu'il sera livré au capitaine, contre-maître, propriétaire ou agent de tel navire, afin d'être conduit à bord, bien entendu que si tel déserteur a commis aucun crime ou délit dans cette île, il pourra y être détenu pour être produit devant la Cour, et s'il est condamné jusqu'à l'expiration de sa sentence.

Et si la désertion a lieu en l'île d'Auregny, pourront lesdites procédures être prises, soit devant la Cour Royale de l'île de Guernesey, soit devant la Cour de ladite île d'Auregny.

Et sera copie de ce présent Acte et Ordonnance transmise par le Greffier de la Reine à Monsieur le Juge d'Auregny. Et sera ladite Ordonnance publiée et affichée aux lieux ordinaires, afin que personne n'en prétende cause d'ignorance.

(Enregistré sur les Records le 17 Décembre 1887.)

AT THE COURT AT WINDSOR
the 28th day of November 1887

PRESENT

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY
LORD PRESIDENT, &c.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 27th day of October, 1887, in the words following, viz. :—

“YOUR MAJESTY having been pleased by Your General Order of Reference of the 21st day of March, 1862, to refer unto this Committee the Humble Petition of Sir Edgar MacCulloch, Knight, Bailiff of Guernsey, setting forth :—That on the 23rd

Loi ayant rapport à l'Etablissement des Travaux nécessaires pour fournir de l'Eau aux Habitants de cette île.

1887.

day of May, 1885, the Royal Court adopted a Bill or *Projet de Loi*, intituled, "*Loi ayant rapport à l'Établissement des Travaux Nécessaires pour fournir de l'Eau aux Habitants de cette île*," in order that if the same should be approved by the States, it might be submitted for Your Majesty's gracious consideration:— That at an Assembly duly holden before Your Petitioner on the 19th day of August, 1887, the States, after having introduced into it certain amendments, passed a vote whereby they approved the said Bill or *Projet de Loi* in the form set forth in the Schedule hereunto annexed. And humbly praying that Your Majesty may be graciously pleased to grant Your Royal Sanction to the Bill or *Projet de Loi*, intituled, "*Loi ayant rapport à l'Établissement des Travaux Nécessaires pour fournir de l'Eau aux Habitants de cette île*," as set forth in the Schedule hereunto annexed, and to declare Your Royal Will and Pleasure that the same shall have force of Law."

"THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty's said Order of Reference, have this day taken the said Petition into consideration, and do agree humbly to report as their opinion to Your Majesty, that it may be advisable for Your Majesty to comply with the prayer of the Petition, and to declare Your Royal Will and Pleasure that the said Bill or *Projet de Loi*, intituled, "*Loi ayant rapport à l'Établissement des Travaux Nécessaires pour fournir de l'Eau aux Habitants de cette île*," shall have force of Law."

HER MAJESTY having taken the said Report into consideration is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve of and ratify the said *Projet de Loi*, and to order, as it is hereby ordered, that the same shall have force of Law.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order, and the said *Projet de Loi* (a copy whereof is hereunto annexed), be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other Her Majesty's Officers for the time being in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice and govern themselves accordingly.

1887.

C. L. PEEL.

PROJET DE LOI referred to in the foregoing Order in Council.

LOI AYANT RAPPORT À L'ÉTABLISSEMENT DES TRAVAUX NÉCESSAIRES POUR FOURNIR DE L'EAU AUX HABITANTS DE CETTE ÎLE.

1.—Messieurs William Russ et Frederick A. Pullen (ci-après désignés “les Concessionnaires”) sont autorisés à établir, construire, maintenir et posséder une usine, avec les machines à pomper, réservoirs, et tuyaux d'alimentation nécessaires pour fournir de l'eau de source aux habitants de cette île. Les plans, tant du puits qu'il est proposé de foncer à St. Sauveur que du réservoir qu'il est proposé de construire à St. Martin, devront être approuvés avant le commencement des travaux, par un Comité qui sera nommé par les États. Et seront lesdits plans portés à exécution par les Concessionnaires à la satisfaction dudit Comité.*

2.—S'il est prouvé à la satisfaction de la Cour Royale qu'une source a été séchée en conséquence des travaux des Concessionnaires, ils seront tenus soit de fournir de l'eau gratuitement au propriétaire de telle

Obligation de fournir de l'eau dans le cas d'une source séchée.

* Voir “Loi ayant Rapport à l'Extension de l'Etablissement des Travaux nécessaires pour fournir de l'Eau aux Habitants de cette Ile,” confirmée par Ordre en Conseil du 12 Décembre 1891, enregistré sur les Records le 23 Décembre 1891.

1887.

source, ou de lui payer telle compensation qui sera fixée par la Cour.

Autorisation à relever pavage et faire divers travaux.

3.—Les Concessionnaires pourront, sous la surveillance de, et sous telles conditions qui pourront être imposées par, soit le Conseil pour l'Entretien des Rues de la paroisse de Saint Pierre-Port, le Comité des Grandes Routes, ou autre autorité paroissiale ou publique, suivant le cas :—1° Relever le pavage et ouvrir des tranchées dans les routes, rues et chemins situés dans les limites indiquées dans les plans déposés au Greffe par les Concessionnaires, tant pour y placer des tuyaux et conduits que pour réparer, changer ou retirer lesdits tuyaux et conduits ; et, 2° Enlever et employer la terre et les matériaux à, et sous la surface desdits routes, rues et chemins, et y faire et exécuter tous autres ouvrages et travaux qui seront requis pour la fourniture d'eau.

Conditions à remplir avant commencement des travaux mentionnés dans l'article 3.

4.—Avant de faire ou exécuter les travaux mentionnés dans l'Article précédent, les Concessionnaires seront tenus de donner avis, par écrit, de leur intention à celui ou à ceux qui ont la charge ou la surveillance de la route, rue ou chemin où lesdits travaux doivent être exécutés, trois jours pour le moins avant de le commencer, excepté dans les cas d'urgence résultant d'un défaut aux tuyaux ou autres ouvrages des Concessionnaires, et alors ils seront tenus de donner avis comme dessus aussitôt que possible après le commencement des travaux, ou après que le cas d'urgence se sera présenté ; et si celui ou ceux qui ont la charge de ladite route, rue ou chemin, ou leur autorisé, ne se présentent pas au temps fixé pour le commencement des travaux après en avoir été dûment avertis, ou refusent ou négligent de surveiller lesdits travaux, les Concessionnaires pourront les faire et exécuter sans ladite surveillance.

Travaux des Concessionnaires dans les rues et chemins.

5.—Lorsque les Concessionnaires auront relevé le pavage d'une rue ou dégradé un chemin ou pavé, ou

1887.

démoli quelque égout, conduit, tuyau ou tonnelle, ils seront tenus de faire achever aussi promptement que possible les travaux qu'ils auront entrepris, de replacer le pavage, de rétablir et remettre en bon état tel chemin, égout, conduit, tuyau ou tonnelle, et de faire enlever les décombres et les débris, et aussi longtemps que telle rue sera dépavée, tels chemins dégradés, ou que tel égout, conduit, tuyau ou tonnelle sera découvert, ils seront tenus de placer des défenses suffisantes à l'entour de l'endroit et de le faire éclairer convenablement durant la nuit pour la sûreté des passants, et après avoir remis en état le pavage de la rue ou la surface du chemin, de les garder en bon état de réparation pour le terme de trois mois, ou pour tel temps n'excédant pas douze mois que le terrain pourra continuer à s'abaisser ou exigera pour se raffermir.

6.—Si les Concessionnaires commencent à relever le pavage d'une rue, à faire des tranchées dans une rue ou chemin, ou à percer ou démolir un égout, conduit, tuyau ou tonnelle, sans en avertir l'autorité compétente, en conformité à l'Article 4, ou à exécuter les travaux d'une manière différente de celle qui aura été approuvée, ou négligent de faire les travaux provisoires qui pourront être prescrits, excepté dans les cas où ils sont autorisés à exécuter ces travaux sans surveillance, ou si les Concessionnaires apportent mal-à-propos quelque délai à terminer lesdits travaux ou à remplacer le pavage de la rue, ou à remettre en état convenable la surface du chemin, ou à refaire ou réparer tels égouts, conduits, tuyaux ou tonnelles qu'ils auront fait ouvrir, percer ou démolir, ou à faire enlever tous décombres ou débris, ou s'ils négligent de faire placer des défenses à l'entour de l'endroit où la rue est dépavée, ou le chemin dégradé, ou de le faire éclairer convenablement durant la nuit, et de garder et maintenir en état le pavage ou le chemin pendant l'espace de temps susdit, ils seront passibles envers

Pénalités lors
travaux exé-
cutés à tort
ou avec
négligence.

1887.

l'autorité qui aura la charge et le soin de la rue ou du chemin, égout, conduit, tuyau ou tonnelle d'une pénalité qui n'excédera pas Cinq Livres Sterling, et en outre du paiement de la somme d'Une Livre Sterling pour chaque jour de délai, comme sus est dit, qu'ils auront mis à faire lesdits travaux ou ouvrages ci-dessus, après en avoir été dûment avertis.

Partie lésée
pourra compléter travaux
en cas de
délai ou de
négligence.

7.—Si les Concessionnaires, dans les cas mentionnés dans l'Article précédent, négligent de faire lesdits travaux ou y apportent du délai, il sera de plus loisible à toute ou telle autorité qui en sera lésée de faire exécuter ou compléter les travaux ainsi négligés ou retardés, aux frais desdits Concessionnaires.

Obligation de
fournir de
l'eau lors
d'une réquisi-
tion et d'un
engagement
de proprié-
taires ou loca-
taires de
maisons.

8.—Si, après l'établissement complet de l'usine, une réquisition est faite aux Concessionnaires, accompagnée d'un engagement par écrit de prendre de l'eau pendant trois années consécutives, ladite réquisition et ledit engagement signés d'un nombre suffisant de propriétaires ou de locataires de maisons pour garantir auxdits Concessionnaires le paiement annuel d'une somme égale à la dixième partie des frais requis pour le placement des tuyaux nécessaires, et si les Concessionnaires négligent pendant vingt-huit jours de placer lesdits tuyaux, ou si après les avoir placés, ils ne fournissent pas l'eau aux requérants, ils seront passibles du paiement à chacun desdits propriétaires ou locataires du montant du taux anglicé "*Water Rate*" qu'il aurait été lui-même tenu de payer d'après ledit engagement, et de Quarante Chelins pour chaque jour qu'ils négligeront de fournir ladite eau ; bien entendu toutefois qu'ils ne seront pas passibles d'aucune pénalité, si la provision d'eau manque en conséquence de la gelée, d'une sécheresse extraordinaire ou de quelqu'autre cause ou accident inévitable.

Obligation de
placer "*Fire
Plugs*" au
dire des
Connétables.

9.—Les Concessionnaires seront tenus, à la requête des Connétables des paroisses respectives dans lesquelles des tuyaux passeront, de placer des robinets,

1887.

anglicé "*Fire Plugs*," auxdits tuyaux, à telle distance les uns des autres que lesdits Connétables jugeront convenables, pour assurer une quantité d'eau suffisante pour éteindre les incendies qui pourront éclater dans lesdites paroisses, et de fournir l'eau requise, savoir, gratuitement en tout cas d'incendie, et à raison de six pennis par mille gallons pour l'arrosage des rues et le nettoyage des Égouts de la Ville.

10.—Les Concessionnaires seront tenus de renouveler au besoin et de maintenir en bon état de service lesdits robinets, d'en déposer une clef à tels endroits qui seront choisis par les Connétables des paroisses respectives, et de marquer la position desdits robinets de la manière qui leur sera indiquée par lesdits Connétables.

Obligation de maintenir et de marquer position des "*Fire Plugs*" et d'en déposer clefs au dire des Connétables.

11.—Les frais d'achat desdits robinets et clefs, ainsi que les frais du placement desdits robinets seront à la charge des paroisses respectives. Et seront les frais du maintien desdits robinets à la charge des Concessionnaires.

Frais d'achat et de maintien des "*Fire Plugs*," etc.

12.—Les frais d'achat des tuyaux et accessoires dans une maison seront à la charge du propriétaire ou locataire, suivant le cas, lequel sera tenu de les maintenir à ses frais. Les compteurs, ainsi que leur placement et maintien seront à la charge des Concessionnaires. Les Concessionnaires fourniront et placeront à leurs frais les tuyaux de service jusqu'à la limite de la propriété qui doit être approvisionnée d'eau, pourvu que la longueur desdits tuyaux n'excède pas cinquante pieds, et leur diamètre trois quarts de pouce à l'intérieur. Tout excédant soit en longueur, soit en diamètre sera payé par le propriétaire ou locataire.

Frais d'installation. Compteurs.

13.—Les Concessionnaires seront tenus, après avoir reçu une réquisition aux fins de l'Article 8, de placer des tuyaux dans la grande route depuis la maison de M. Alexandre jusqu'à l'église de St. Sauveur, ainsi

Concessionnaires tenus de fournir l'eau à taux à certains propriétaires à St. Sauveur, et placer fontaine publique près l'Église.

1887.

que depuis la maison de M. Alexandre par le bas de Mont Saint et les Grands Courtils jusqu'au coin de la rue allant à la Baie de la Perelle, et de fournir de l'eau à tous propriétaires avoisinants au taux annuel de $2\frac{1}{2}$ pour cent. sur la valeur locative des maisons, et les Concessionnaires seront aussi tenus lorsque lesdits tuyaux ont été posés de placer une fontaine publique proche l'église de St. Sauveur, au bas de Mont Saint et proche l'héritage des Grands Courtils.

Obligation générale de fournir eau pure en quantité suffisante pour les besoins ordinaires. Taux annuel.

14.—Les Concessionnaires, après avoir reçu une réquisition aux fins de l'Article 8, seront tenus de fournir à l'occupant de toute maison ou édifice une quantité d'eau pure et saine suffisante pour les besoins ordinaires de cette maison ou édifice, à raison d'un taux annuel qui n'excédera pas Un Chelin par Livre Sterling sur la valeur locative de la maison, ou édifice. Bien entendu qu'il sera loisible à tel occupant de tel maison ou édifice de demander que l'eau lui soit fournie d'après compteur, ce que les Concessionnaires seront tenus de faire à raison d'un taux annuel qui n'excédera pas Un Chelin Six Pennis Sterling par mille gallons d'eau fournie, en outre le loyer dudit compteur, ou moyennant la somme de Douze Chelins Sterling par an et le loyer dudit compteur, cas avenant que la quantité d'eau fournie audit occupant ne s'élève pas à 8,000 gallons pendant ledit an.

Besoins ordinaires d'une maison.

Dans les besoins ordinaires d'une maison sont compris l'eau pour un Cabinet d'aisance, mais s'il y en a plus d'un le propriétaire ou l'occupant paiera Cinq Chelins Sterling par an pour chaque cabinet additionnel,—comme aussi une somme qui n'excédera pas Dix Chelins Sterling pour chaque bain établi dans la maison ou location.

Ecuries-Bétail.

L'eau requise pour nettoyer les voitures et ustensiles d'écurie ou étable, pour abreuver les chevaux ou autres animaux gardés par le propriétaire ou locataire, afin d'en tirer profit, pour abreuver le bétail, pour

arroses jardins, serres ou terres, pour des objets d'ornement, ou pour un établissement de commerce ou fabrique, ne sera pas comprise dans les besoins ordinaires d'une maison, mais les Concessionnaires seront tenus de fournir l'eau pour ces objets à ceux qui la demanderont, à raison d'un taux qui n'excédera pas Un Chelin Six Pennis Sterling par mille gallons, lorsque la consommation trimestrielle ne s'élèvera pas à cinquante mille gallons, et d'un taux d'Un Chelin Sterling par mille gallons fournis par trimestre en sus desdits cinquante mille gallons.

1887.

Jardins,
Serres,
Fabriques.

15.—L'eau devra être fournie sous pression continue jusqu'à la hauteur de deux cent septante-deux pieds au dessus du niveau de la mer, dit anglicé "*Mean Sea Level.*"

Pression.

16.—Tout propriétaire ou occupant de maison, ou de partie de maison, située en dedans du rayon indiqué auxdits plans, qui voudra se pourvoir d'eau, et qui aura payé ou offert de payer aux Concessionnaires le taux payable, suivant à la présente Loi, pourra, après avoir obtenu le consentement du propriétaire du fonds intermédiaire s'il y a lieu, placer ou faire placer des tuyaux de plomb ou autre métal pour communiquer avec les tuyaux des Concessionnaires, pourvu que lesdits Concessionnaires aient reçu un avis préalable par écrit d'au moins quatorze jours, et qu'ils approuvent la solidité et la substance desdits tuyaux.

Tuyaux de
communica-
tion pourront
être placés
après avis
donné.

17.—Celui qui a l'intention de mettre un tuyau en communication avec les tuyaux des Concessionnaires sera tenu de donner un avis préalable, par écrit, de deux jours aux Concessionnaires, désignant le jour et l'heure qu'il propose de ce faire. Et sera ledit ouvrage, y compris un anglicé "*Stop Cock,*" fait à ses frais, par les employés des Concessionnaires.

Avis par écrit.

18.—Le diamètre desdits tuyaux de communication n'excédera pas trois quarts de pouce sans le consentement des Concessionnaires.

Diamètre des
Tuyaux n'ex-
cédra pas $\frac{3}{4}$ de
pouce.

1887.

Obligation de
fournir
Citerne,
"Waste Pipe,"
et "Ball and
Stop Cock."

19.—Toute personne à laquelle de l'eau sera fournie sera tenue lorsqu'elle en sera requise par les Concessionnaires, de se pourvoir d'une bonne citerne, un trop-plein, anglicé "Waste Pipe" conduisant à l'extérieur de l'édifice, et un robinet flotteur, anglicé "Ball and Stop Cock," fixé au tuyau conduisant l'eau dans ladite citerne, et sera aussi tenue de garder en bon état de réparation ladite citerne et ledit robinet flotteur afin d'empêcher une dépense superflue d'eau. Si une personne, après en avoir été requise, néglige de se pourvoir d'une citerne et d'un robinet flotteur, ou de les garder en bon état de réparation, il sera loisible aux Concessionnaires de détacher le tuyau de communication, ou de cesser de fournir de l'eau à cette personne jusqu'à ce que ladite citerne et ledit robinet flotteur aient été établis ou mis en état de service, et que les frais ainsi occasionnés aient été remboursés aux Concessionnaires.

Dépense in-
utile d'eau.
Visites d'in-
spection.
Pénalités.

20.—Toute personne qui, faute de garder ses tuyaux, citerne et robinet flotteur en état de service, causera une dépense inutile d'eau, sera passible envers les Concessionnaires d'une pénalité qui n'excédera pas Cinq Livres Sterling. Il sera loisible aux préposés des Concessionnaires de visiter, entre les neuf heures du matin et les quatre heures de l'après-midi, les maisons ou édifices auxquels l'eau est fournie, afin de constater si on y fait une dépense inutile, ou pour faire le mesurage de ladite eau. En cas de refus ou d'empêchement de la part du propriétaire ou de l'occupant, les Concessionnaires pourront détourner l'eau desdits maisons ou édifices.

Défense sous
pénalité de
passer à autrui
l'eau fournie.

21.—Tout propriétaire ou occupant de maison ou édifice qui permettra à une personne n'y ayant droit, d'avoir de l'eau de la citerne ou des tuyaux établis dans lesdites prémisses (à moins que ce ne soit dans le but d'éteindre un incendie, ou que les propres tuyaux de ladite personne ne soient hors d'état de service sans

aucune faute de sa part) sera passible envers les Concessionnaires d'une pénalité qui n'excédera pas Cinq Livres Sterling.

1887.

22.—Toute personne qui, sans y avoir droit, tirera, prendra ou détournera de l'eau d'un réservoir, conduit ou tuyau appartenant aux Concessionnaires, ou d'une citerne ou autre lieu appartenant aux Concessionnaires, sera passible envers eux d'une pénalité qui n'excédera pas Cinq Livres Sterling.

Défense sous pénalité de prendre ou détourner de l'eau.

23.—Toute personne qui volontairement ou par négligence brisera ou endommagera une vanne, robinet ou tuyau ou autre objet appartenant aux Concessionnaires, ou qui sciemment ou volontairement commettra un acte qui occasionnera une dépense inutile d'eau, sera passible envers lesdits Concessionnaires d'une pénalité qui n'excédera pas Cinq Livres Sterling.

Pénalité en cas de dommage.

24.—Lorsqu'une maison est occupée par deux ou plusieurs personnes, et que l'eau leur est fournie au moyen d'un tuyau commun, chaque occupant sera sujet au paiement du même taux pour sa proportion d'eau que si elle lui était fournie au moyen d'un tuyau séparé. Il en sera de même lorsque l'eau est fournie à deux ou plusieurs maisons au moyen d'un tuyau commun.

Taux dans le cas d'un tuyau commun.

25.—Le taux sera payable en paiements trimestriels au 25 Mars, au 24 Juin, au 29 Septembre, et au 25 Décembre.

Taux payable par trimestre.

26.—Toute personne qui voudra discontinuer à prendre de l'eau fournie par les Concessionnaires, qui changera de demeure ou dont l'eau aura été détournée pour les raisons spécifiées dans cette Loi, sera tenue de payer le taux jusqu'à la fin du quartier courant.

Taux exigible jusqu'à la fin du quartier.

27.—Le propriétaire de chaque maison ou édifice occupé par deux ou plusieurs locataires sera sujet au paiement du taux, au lieu des locataires, lorsque la valeur locative desdites prémisses ne dépassera pas Dix Livres Sterling par an.

Propriétaire de maison occupée par plusieurs locataires responsable.

1887.

À défaut de paiement l'eau pourra être détournée après avertissement.

28.—Si une personne qui reçoit sa provision d'eau des Concessionnaires, ou qui est assujettie au paiement du taux comme sus est dit, néglige de payer ledit taux aux époques fixées pour ledit paiement, les Concessionnaires pourront, après un avertissement par écrit de huit jours donné à l'effet, détourner l'eau des prémisses appartenant à ou occupées par cette personne, et ils auront droit d'action pour le recouvrement, tant du taux dû par cette personne, que des frais occasionnés pour détourner l'eau.

Concessionnaires déposeront £1,000 stg. avec Trésorier des États.

29.—Les Concessionnaires seront tenus de déposer entre les mains du Trésorier des États la somme de Mille Livres Sterling, argent au cours d'Angleterre, aussitôt que le présent Projet de Loi aura été approuvé par les États de cette île, et comme condition préalable à la transmission dudit Projet, pour l'approbation de Sa Majesté en Son Conseil, et ledit Trésorier leur paiera un intérêt de deux et demi pour cent par an sur ladite somme jusqu'au jour du remboursement de ladite somme. Et sera ladite somme remboursée aux Concessionnaires après la confection tant du puits que du réservoir mentionnés dans l'Article 1, que des tuyaux de communication entre lesdits puits et réservoir.

Travaux seront commencés dans 2 ans et complétés dans 4 ans.

30.—Les Concessionnaires seront tenus de commencer leurs travaux dans deux ans à compter de l'enregistrement de l'Ordre en Conseil sanctionnant la présente Loi, et de compléter les ouvrages spécifiés dans l'Article précédent dans les quatre ans à compter dudit enregistrement, faute de quoi ladite somme de Mille Livres Sterling deviendra la propriété absolue desdits États, sauf auxdits États, sur l'application des Concessionnaires à leur rembourser ensuite ladite somme ou telle partie d'icelle que lesdits États jugeront à-propos, aux conditions qu'il leur plaira imposer.

31.—Les Concessionnaires, même après le laps des quatre ans mentionnés dans l'Article précédent, auront le droit de continuer et, jusqu'à l'expiration de la sixième année à compter dudit enregistrement, compléter lesdits ouvrages, après laquelle époque si lesdits ouvrages n'ont pas été achevés, tous et tels tuyaux et conduits, avec leurs accessoires, qui auront été placés dans les routes, rues et chemins publics, seront et demeureront la propriété des États, lesquels auront de plus la faculté de faire évaluer par trois experts, l'un choisi par les États, le second par les Concessionnaires et le troisième par le Président de l'Institution des Ingénieurs Civils à Londres, les propriétés immobilières appartenant aux Concessionnaires, et les machines, appareils et autres effets hydrauliques y contenus ou attachés, et de payer le montant de l'évaluation auxdits Concessionnaires.

1887.

Forfaiture et Evaluation.

32.—Il ne sera accordé à aucune autre personne ou compagnie le droit ou privilège de construire dans cette île des établissements hydrauliques, et de placer des tuyaux pour les objets ci-dessus spécifiés, et ce pendant le terme de trente-cinq ans, à dater du jour de l'enregistrement de l'Ordre de Sa Majesté en Son Conseil sanctionnant la présente Loi, pourvu que durant cette époque les Concessionnaires fournissent aux propriétaires ou occupants de maison qui le requerront, une quantité suffisante d'eau de source pure et saine.

Monopole de 35 ans sous conditions.

33.—A la fin de chaque année les Concessionnaires seront tenus de livrer leurs comptes à Monsieur le Trésorier des États, et s'il est trouvé un net profit au-delà de dix pour cent sur le capital employé, ledit net profit sera partagé entre les États et les Concessionnaires en portions égales.

Comptes seront livrés annuellement au Trésorier des États. Partage entre concessionnaires et États du net profit au-delà de 10%.

34.—Les Concessionnaires seront tenus toutes fois et quantes après avoir reçu un avertissement préalable de six mois du Trésorier des États, de céder et

Concession sera cédée aux États après 6 mois d'avertissement Arbitres.

1888.

délaisser auxdits États leur concession, y incluse toute la propriété immobilière et mobilière y appartenant, et ce moyennant telle somme qui sera jugée juste et raisonnable par deux arbitres (dont l'un nommé par les États et l'autre par les Concessionnaires), et dans le cas de désaccord entre lesdits arbitres, un sur-arbitre sera nommé par le Président de l'Institution des Ingénieurs Civils à Londres, et sera la décision desdits arbitres et surarbitre finale entre les parties.

Faculté de
céder entre-
prise à des
tiers.

35.—Les Concessionnaires auront la faculté de céder ladite entreprise à des tiers qui auront les mêmes pouvoirs et les mêmes privilèges et seront assujettis aux mêmes obligations que les Concessionnaires.

Le 28 Janvier 1888, pardevant Messire Edgar Mac Culloch, Chevalier, Baillif, présents, etc.

Monsieur le Baillif, ayant ce jour communiqué à la Cour un Ordre de Sa Très-Excellente Majesté en Son Conseil, en date du 29 Décembre 1887, duquel Ordre la teneur suit :—

AT THE COURT AT OSBORNE HOUSE, ISLE OF WIGHT
the 29th day of December 1887

PRESENT

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY

LORD PRESIDENT, &c.

“ Foreign
Deserters
Act.”
Republique du
Paraguay.

WHEREAS by the “ Foreign Deserters Act, 1852,” it is provided, that whenever it is made to appear to Her Majesty that due facilities are or will be given for recovering and apprehending Seamen who desert from British Merchant Ships in the Territories of any

1888.

Foreign Power, Her Majesty may, by Order in Council stating that such facilities are or will be given, declare that Seamen, not being Slaves, who desert from Merchant Ships belonging to a Subject of such Power, when within Her Majesty's Dominions, shall be liable to be apprehended and carried on board their respective ships, and may limit the operation of such Order, and may render the operation thereof subject to such conditions and qualifications, if any, as may be deemed expedient:—And whereas it hath been made to appear to Her Majesty that due facilities for recovering and apprehending Seamen who desert from British Merchant Ships in the Territories of the Republic of Paraguay, will be given under a Treaty between the Governments of Great Britain and Paraguay, signed at Assumption on the 16th October, 1884.

NOW THEREFORE, Her Majesty, by virtue of the powers vested in Her by the said "Foreign Deserters Act, 1852," and by and with the advice of Her Privy Council, is pleased to order and declare, and it is hereby ordered and declared, that, from and after the publication hereof in the London *Gazette*, Seamen, not being Slaves (and not being British Subjects), who desert from Merchant Ships belonging to the Republic of Paraguay within Her Majesty's Dominions, shall be liable to be apprehended and carried on board their respective ships: Provided always that if any such deserter has committed any crime in Her Majesty's Dominions, he may be detained

1888.

until he has been tried by a competent Court, and until his sentence, if any, has been fully carried into effect. And the Secretary of State for the Home Department, the Secretary of State for the Colonies and the Secretary of State for India in Council, are to give the necessary directions herein accordingly.

C. L. PEEL.

LA COUR, après lecture dudit Ordre, a ordonné, ouïes les conclusions des Officiers de la Reine, que ledit Ordre sera enregistré sur les Records de cette île, et afin de mettre ledit Ordre à exécution, a ouïes les conclusions desdits Officiers de la Reine, ordonné et ordonne comme suit, savoir :—

Toutes fois et quantes qu'un marin ou apprentif, n'étant pas sujet Britannique et n'étant pas esclave, aura déserté d'un navire de la Marine Marchande, appartenant à un sujet de la République du Paraguay, ou de son représentant, et sur l'information par serment d'un témoin digne de foi, pourra ordonner que tel déserteur sera mis par le Connétable à bord du navire dont il appartient, ou qu'il sera livré au capitaine, contre-maître, propriétaire ou agent de tel navire, afin d'être conduit à bord, bien entendu que si tel déserteur a commis aucun crime ou délit dans cette île, il pourra y être détenu pour être produit devant la Cour, et, s'il est condamné, jusqu'à l'expiration de sa sentence.

Et, si la désertion a lieu en l'île d'Auregny, pourront lesdites procédures être prises, soit devant la Cour Royale de l'île de Guernesey, soit devant la Cour de ladite île d'Auregny.

Et sera copie de ce présent Acte et Ordonnance transmise par le Greffier de la Reine à Monsieur le Juge d'Auregny. Et sera ladite Ordonnance publiée et affichée aux lieux ordinaires, afin que personne n'en prétende cause d'ignorance.

(*Enregistré sur les Records le 18 Février 1888*).

1888.

AT THE COURT AT OSBORNE HOUSE, ISLE OF WIGHT

the 7th day of February 1888

PRESENT

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY

LORD PRESIDENT, &c.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 14th day of January, 1888, in the words following, viz. :—

Havre de St.
Samson.
Nouveaux
Travaux
autorisés.

“YOUR MAJESTY having been pleased by Your General Order of Reference of the 21st day of March, 1862, to refer unto this Committee the Humble Petition of Sir Edgar MacCulloch, Knight, Bailiff of Guernsey, setting forth :—That since the improvement of the Harbour of St. Sampson's was taken in hand in the year 1839, divers works for carrying out that object have from time to time been voted by the States and sanctioned by Your Majesty in Council :—That certain tonnage dues are levied upon vessels entering the said harbour under the authority of an Order in Council of the 5th July, 1865, and that the said dues are applicable among other things to the payment of such works as may, with Your Majesty's Sanction, be voted for the improvement of the said Harbour :—That at an Assembly duly holden before Your Petitioner on the 19th August, 1887, the States, subject to Your Majesty's authority in that behalf, voted the construction of a wall of 520 feet in length upon the rocks to the East of the New North Quay of the said Harbour, at a distance of 130 feet or thereabouts from the shore :—That the cost of the said work is estimated at £3,300 sterling, and that the object is to provide a

1888.

place where the rubbish carted away from the quarries in the neighbourhood, and the ballast discharged from ships, may be deposited so as to obviate the necessity of casting out the same on the sea shore, from which, by the action of the waves, it is carried into and fills up the bed of the harbour; and at the same time to provide additional accommodation for the trade in stone which forms so important a branch of commerce in this locality:—That the States at the same assembly decided that, in the event of Your Majesty being graciously pleased to sanction the scheme now under consideration, Your Majesty will be also pleased to order that the land thereby reclaimed from the sea should be ceded to the States. And humbly praying that Your Majesty will be graciously pleased:—

1st, To authorise the States to apply the revenue of the Harbour of St. Sampson's to the payment of the estimated cost of the proposed work, viz.: £3,300 sterling.

2nd, That Your Majesty will be graciously pleased to grant to the States, license and authority to occupy so much of the sea shore as may be required for the site of the said work, and to grant to the said States the fee and freehold of the land reclaimed thereby.”

“THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty's said Order of Reference, have this day taken the said Petition into consideration, and do agree humbly to report as their opinion to Your Majesty, that it may be advisable for Your Majesty to comply with the prayer of the Petition, and (1) To authorise the States to apply the Revenue of

the Harbour of St. Sampson's to the payment of the estimated cost of the proposed work, viz., £3,300 sterling; and (2) To grant to the States, license and authority to occupy so much of the sea shore as may be required for the site of the said work, and to grant to the said States the fee and freehold of the land reclaimed thereby, on condition that a sum of £12 a year be paid by the States in perpetuity to the Crown Revenue in the Island for the strip of land required for the formation of the proposed New Wall."

HER MAJESTY having taken the said Report into consideration is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve of and (1) To authorise the States to apply the Revenue of the Harbour of St. Sampson's to the payment of the estimated cost of the proposed work, viz., £3,300 sterling; and (2) To grant to the States, license and authority to occupy so much of the sea shore as may be required for the site of the said work, and to grant to the said States the fee and freehold of the land reclaimed thereby, on condition that a sum of £12 a year be paid by the States in perpetuity to the Crown Revenue in the Island for the strip of land required for the formation of the proposed New Wall.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other Her Majesty's Officers for the time being in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice and govern themselves accordingly.

C. L. PEEL.

1888.

(Enregistré sur les Records le 10 Mars 1888).

AT THE COURT AT WINDSOR

the 21st day of February 1888

PRESENT

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY

LORD PRESIDENT, &c.

Rentes dues
sur des Fonds
acquis par le
Gouvernement,
les États, ou
Paroisses.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 9th day of February, 1888, in the words following, viz. :—

“YOUR MAJESTY having been pleased by Your General Order of Reference of the 21st day of March, 1862, to refer unto this Committee the Humble Petition of Sir Edgar MacCulloch, Knight, Bailiff of Guernsey, setting forth :—That on the 9th of August, 1872, Your Majesty was graciously pleased to give Your Royal Sanction for a term of fifteen years to a Bill or *Projet de Loi*, adopted by the States of Guernsey on the 28th June of the same year, and intituled, “*Loi ayant rapport aux Rentes dues sur les fonds qui pourront être ci-après acquis par le Gouvernement de Sa Majesté, par les États ou par une des Paroisses de cette île*”:—That the Order of Your Majesty in Council approving of the said Bill or *Projet de Loi* was registered on the Records of this Island and published in the usual form on the 24th of August, 1872, and thus acquired force of Law :—That the said Law having been passed for a term of fifteen years only, expired in the month of August, 1887 :—That the said Law, while in force, was found to be useful and beneficial :—That at an Assembly of the States holden before Your Petitioner on the 23rd December, 1887, it was resolved to petition Your

1888.

Majesty to be graciously pleased to order that the said Law be renewed and rendered permanent in the form set forth in the Schedule thereunto annexed, and humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to order that the said Law, as set forth in the Schedule thereunto annexed, be renewed and rendered permanent, and to declare Your Will and Pleasure that the same shall have the force of Law within the Island of Guernsey.”

“THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty’s said Order of Reference, have this day taken the said Petition into consideration, and do agree humbly to report as their opinion to Your Majesty, that it may be advisable for Your Majesty to comply with the prayer of the said Petition, and to order that the said Law as set forth in the Schedule annexed to the said Petition be renewed and rendered permanent.”

HER MAJESTY having taken the said Report into consideration is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to order, as it is hereby ordered, that the said Law as set forth in the Schedule annexed to the said Petition, be renewed and rendered permanent, and that the same shall have the force of Law within the Island of Guernsey.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order, and the said Law (a copy whereof is hereunto annexed), be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other Her Majesty’s Officers for the time being in the said Island, and all other persons

1888.

whom it may concern, are to take notice and govern themselves accordingly.

C. L. PEEL.

PROJET DE LOI referred to in the foregoing Order in Council :—

LOI AYANT RAPPORT AUX RENTES DUES SUR LES FONDS QUI POURRONT ÊTRE CI-APRÈS ACQUIS PAR LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ, PAR LES ÉTATS, OU PAR UNE DES PAROISSES DE CETTE ÎLE.

1.—Les rentes de deux quartiers de froment et au-dessus, ainsi que les rentes d'un Revenu Annuel de £28 tournois et au-delà, payables en argent ou autre forme de redevance, qui seront dues sur un fonds ci-après acquis par le Gouvernement de Sa Majesté, par les États ou par une des paroisses de cette île, deviendront imprescriptiblement rachetables à compter du jour qu'elles seront dues par la partie publique, à raison de £350 tournois par quartier de froment, ou par quatorze livres tournois, avec la partie de l'année échue lors de l'acquêt.

2.—La présente Loi ne s'applique pas aux Rentes et Redevances Seigneuriales, ni à celles qui appartiennent à des femmes couvertes de mari ou à des mineurs.

3.—Les rachats faits en vertu de la présente Loi seront sans préjudice des droits des usufruitiers, s'il y en a, et si une rente appartenant à un homme marié est rachetée en vertu de la présente Loi, la femme du vendeur conservera sa garantie pour son douaire sur la rente ainsi rachetée.

4.—Cette Loi sera en force pour le terme de quinze ans.

Cette Loi est rendue permanente d'après l'Ordre en Conseil.

(Enregistré sur les Records le 10 Mars 1888).

1888.

AT THE COURT AT WINDSOR

the 21st day of February, 1888.

PRESENT

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY

LORD PRESIDENT, &c.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 8th day of February, 1888, in the words following, viz. :—

Entretien des
Rues de la
Paroisse de St.
Pierre-Port.

“YOUR MAJESTY having been pleased by Your General Order of Reference of the 21st day of March, 1862, to refer unto this Committee the Humble Petition of Sir Edgar MacCulloch, Knight, Bailiff of Guernsey, setting forth :—That on the 26th March, 1878, Your Majesty was graciously pleased to give Your Royal sanction for a term of ten years to a Bill or *Projet de Loi* intituled “*Loi pour l'entretien des Rues de la paroisse de Saint Pierre-Port*” :—That the Order of Your Majesty in Council approving of the said Bill or *Projet de Loi* was duly registered on the Records of the Island and published in the usual form on the 13th of April, 1878 ; and that the Law having been passed for the term of ten years only, will consequently expire in April, 1888 :—That the said Law having been found very useful, the States, in an Assembly holden before Your Petitioner on the 23rd December, 1887, resolved to Petition Your Majesty to be graciously pleased to give Your Royal sanction to its renewal, with a few modifications, for a further term of ten years, the whole as set forth in the Schedule thereunto annexed. And humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to give Your Royal sanction to the renewal for a further term of ten years of the

1888.

Law intituled "*Loi pour l'entretien des Rues de la paroisse de Saint Pierre-Port,*" with certain modifications, the whole as set forth in the Schedule thereunto annexed, and to declare Your Royal will and pleasure that the same shall have the force of law within the Island of Guernsey."

"THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty's said Order of Reference, have this day taken the said Petition into consideration, and do agree humbly to report as their opinion to Your Majesty, that it may be advisable for Your Majesty to comply with the prayer of the Petition, and to sanction the renewal for a further term of ten years of the Law intituled, "*Loi pour l'entretien des Rues de la paroisse de Saint Pierre-Port,*" with certain modifications, the whole as set forth in the *Projet de Loi* in the Schedule annexed to the said Petition, and to approve of and ratify the said *Projet de Loi*, and to order that the same shall have the force of Law within the Island of Guernsey."

HER MAJESTY having taken the said Report into consideration, is pleased by and with the advice of Her Privy Council, to sanction the renewal for a further term of ten years of the Law, intituled "*Loi pour l'entretien des Rues de la paroisse de Saint Pierre-Port,*" with certain modifications, the whole as set forth in the *Projet de Loi* in the Schedule annexed to the said Petition, and to approve of and ratify the said *Projet de Loi*, and to order, as it is hereby ordered, that the same shall have the force of Law within the Island of Guernsey.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order, and the said *Projet de Loi* (a copy whereof is hereunto annexed) be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly.

And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other Her Majesty's Officers for the time being in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice and govern themselves accordingly.

1888.

C. L. PEEL.

PROJET DE LOI referred to in the foregoing Order in Council :—

LOI POUR L'ENTRETIEN DES RUES DE LA
PAROISSE DE SAINT PIERRE-PORT.

1.—L'entretien et la réparation des voies publiques bordant l'enceinte comprise en-dedans des limites tracées par l'Article III. de cette Loi, ainsi que des voies publiques en dedans desdites limites, est confié au Conseil présentement en charge et appelé le Conseil pour l'entretien des Rues de la paroisse de Saint Pierre-Port, et aura ledit Conseil droit aux services du Surintendant des Travaux des États :— bien entendu que les Esplanades et les Quais du Havre de Saint Pierre-Port seront réparés et entretenus de la manière indiquée dans l'Ordre en Conseil du 28 Juillet 1856, et les Ordres en Conseil subséquents au sujet dudit Havre.

Entretien des
Voies Publi-
ques en-dedans
certaines
limites confié
au Conseil.

2.—Afin de pourvoir à l'existence non-interrompue du Conseil, les règles qui suivent seront en force—

Constitution
du Conseil.

- (1)—Toutes les fois que la charge de Président deviendra vacante les États nommeront un nouveau Président pour le terme de cinq ans. Trois autres membres du Conseil seront choisis par les États parmi les membres des États, et les autres trois membres du Conseil seront choisis par la Douzaine de la paroisse de St. Pierre-Port parmi les Chefs-de-Famille de la paroisse.

1888.

- (2)—Le Président aura la faculté de désigner chaque année un membre du Conseil pour agir comme Vice-Président jusqu'à l'expiration de l'année courante.
- (3)—Dans l'absence tant du Président que du Vice-Président ces Assemblées du Conseil seront présidées par le plus ancien membre présent.
- (4)—Les six membres du Conseil sortiront de charge à tour de rôle à la fin de chaque année comme suit, savoir : un de ceux nommés par les États, et un de ceux nommés par la Douzaine.
- (5)—Au fur et à mesure que les membres du Conseil sortiront de charge comme est spécifié dans l'article No. 4 ces membres seront remplacés comme suit, l'un des remplaçants sera nommé par les États et l'autre par la Douzaine, et sera chacun en charge pour le terme de trois ans à compter du commencement de l'année de sa nomination.
- (6)—Dans toute assemblée du Conseil quatre membres formeront un quorum en comprenant dans ce nombre le Président ou membre du jour.
- (7)—Un Président ou autre membre nommé par les États ne cessera pas d'être Président ou membre du Conseil par le fait seul qu'il a cessé d'être membre des États, et pareillement un membre nommé par la Douzaine ne cessera pas d'être membre du Conseil par le fait seul qu'il a cessé d'être Chef-de-Famille.
- (8)—Dans le cas où la place d'un membre du Conseil (autre que le Président) deviendrait vacante par son décès, sa résignation, ou autrement, le Conseil, après y avoir été préalablement autorisé par la Cour Royale, pourvoira

à son remplacement,—bien entendu qu'un 1888.
 membre qui n'aura pas assisté à une assemblée
 du Conseil pendant une année entière sera
 censé avoir résigné sa charge.

- (9)—Le membre qui aura été désigné par le
 Conseil, en vertu de la règle précédente, ne
 restera en charge que pendant le temps
 restant à courir sur l'exercice de celui qu'il
 remplacera.

3.—Les limites de l'enceinte sont comme suit, Limites de
l'enceinte.
 savoir—depuis le Carrefour du Longstore, le Bouët,
 la Rouge Rue, la route d'Amherst, la route bordant
 l'héritage du Rouge Huis, la route dite Brock Road,
 les Gravées jusqu'au Carrefour proche l'église St.
 Etienne, la route des Croûtes, la Grande Marche, la
 partie du Mount Row entre les deux Carrefours, la
 route dite Prince Albert's Road, la Charroterie, la
 ruelle dite Park Lane Steps, et la route de Havelet
 jusqu'à la mer ; sont aussi comprises les voies publiques
 qui suivent, savoir :—1° le bout de route de Mount
 Row jusqu'à l'héritage de Richmond appartenant au
 Révérend T. C. Brehaut ; 2° de Park Lane Steps
 jusqu'à Montville ; 3° la Route dite George Road
 jusqu'aux limites du Terrain du Fort George.

4.—Les Connétables de la ville et paroisse de St. Contributions
qui seront
reçues par
Connétables
de St. Pierre-
Port.
 Pierre-Port recevront annuellement, tant des proprié-
 taires des maisons et terrains bordant les voies
 publiques ci-dessus spécifiées, que des propriétaires
 des maisons et terrains bordant toute rue ou chemin
 tombant sous l'action de la présente Loi, une contri-
 bution d'un penni par pied courant sur la longueur de
 leurs propriétés bordant une rue ou chemin tombant
 sous l'action de la présente Loi—bien entendu que si
 la longueur d'une propriété bordant telle rue ou
 chemin excède deux perches, le propriétaire ne paiera
 qu'à raison de trois pennis par perche sur telle partie

1888. de l'excédant qui ne consistera pas en maisons ou autres bâtiments.

Publications.
Amendes.
Saisis censés
propriétaires.

5.—Lesdits Connétables feront publier dans les premiers quinze jours du mois de Mars de chaque année, par le moyen d'une annonce dans la *Gazette* autorisée pour les annonces officielles, que les deux Mercredis suivant ladite publication ils seront prêts à recevoir les contributions ci-dessus au bureau desdits Connétables depuis dix heures du matin jusqu'à deux heures de l'après-midi. Et si quelques personnes ne paient pas lesdites contributions aux jours et heures indiqués, lesdits Connétables iront ou enverront une personne chez les défailants recevoir lesdites sommes, dans lequel cas chaque défailant payera en outre la somme de dix pennis aux Connétables ou à ladite personne envoyée. Et dans le cas que lesdites sommes ne soient ni payées aux dits Connétables ni à la personne chargée de les recevoir, ainsi que les dix pennis en sus dans deux fois vingt-quatre heures après qu'on sera allé chez le défailant pour les recevoir, le défailant sera sujet à une amende de dix-huit sous tournois pour chaque paiement qu'il n'aura pas fait, comme est ci-dessus spécifié, et ce en outre les journées du Connétable qui fera la poursuite. Et seront les saisis d'héritage tenus de payer lesdites sommes de même et semblable manière que les propriétaires et sur les mêmes peines.

Connétables
tenus avant
1er Juillet de
payer contri-
butions au
Président du
Conseil, et au
Superviseur.

6.—Les Connétables de ladite paroisse seront tenus de verser entre les mains du Président du Conseil pour l'entretien des Rues de la paroisse de Saint Pierre-Port avant le 1er Juillet de chaque année, les contributions payables aux fins de l'Article IV. de la présente Loi, et ce à l'exception de celles reçues des propriétaires de maisons et terrains bordant les

Esplanades et les Quais du Havre de St. Pierre-Port, lesquelles seront versées entre les mains du Supérieur de la Chaussée pour être placées au crédit du Havre de St. Pierre-Port.

1888.

7.—Le Supérieur de la Chaussée ouvrira annuellement au Conseil pour l'entretien des Rues de la paroisse de St. Pierre-Port, un crédit hors du Revenu Général des États pour la somme de huit cents livres sterling, bien entendu que ledit crédit ne sera ouvert par le Supérieur qu'après qu'un état des recettes et des dépenses de l'année précédente, signé du Président du Conseil, aura été livré au Supérieur avec un certificat signé dudit Président constatant que les neuf-dixièmes pour le moins des contributions pour ladite année ont été reçus.

Supérieur
ouvrira au
Conseil crédit
annuel de £800,
après état reçu
du Président
et certificat
que neuf-
dixièmes des
contributions
sont payés.

8.—Les propriétaires de terrains bordant les grandes routes de ladite paroisse, à l'exception de ceux spécifiés dans l'Article IV. de la présente Loi, ainsi que les propriétaires de terrains bordant les grandes routes situées dans les autres paroisses de cette Ile, payeront l'équivalent de trois pennis par perche, étant le montant qui fut fixé par la Cour le 5 Septembre 1811, sous l'autorité de l'Ordre de Sa Majesté en Conseil, en date du 15 Août 1810, bien entendu que les amortissements dudit équivalent faits à l'avenir seront sur le pied de deux chelins six pennis par chaque penni annuel d'équivalent.

Equivalent de
3d. par perche
sur terrains
bordant
grandes routes.
Amortisse-
ment

9.—Sous les mots de "l'entretien et la réparation" des voies publiques sous l'administration dudit Conseil, sont compris le balayage, l'arrosage et le nettoyage.

Balayage,
arrosage, et
nettoyage sont
compris dans
l'entretien et
réparation.

10.—Toutes fois et quantes qu'un ou plusieurs propriétaires de maisons ou de terrains bordant une rue ou portion de rue pavée de la Ville, présenteront au Conseil pour l'entretien des rues de la paroisse de St. Pierre-Port une requête demandant que ladite rue soit refaite en macadam, asphalte, ou autre matière, ledit Conseil, s'il le juge à propos, s'adressera

Requêtes à la
Cour deman-
dant que rue
soit refaite en
macadam,
asphalte, etc.

1888.

à la Cour Royale en corps, afin qu'elle en ordonne, après avoir entendu les Connétables de ladite paroisse et les parties intéressées. En tel cas pourra la Cour autoriser l'ouvrage à moins que les propriétaires de la moitié en longueur des maisons et terrains bordant ladite Rue ou portion de rue ne s'y opposent.

Chemins
ouverts au
public dans
l'enceinte
compris dans
Loi.

11.—Tout chemin passant ouvert au public dans l'enceinte spécifiée dans l'article III., tombera sous l'action de la Loi.

Loi en force
pour 10 ans.

12.—Et sera cette Loi en force pour le terme de dix ans.

Le 1er Octobre 1888, pardevant Messire Edgar MacCulloch, Chevalier, Baillif, présents, etc.

Monsieur le Baillif, ayant ce jour communiqué à la Cour un Ordre de Sa Très-Excellente Majesté en Son Conseil, en date du 10 Août 1888, duquel Ordre la teneur suit :—

AT THE COURT AT OSBORNE HOUSE, ISLE OF WIGHT

the 10th day of August 1888

PRESENT

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY IN COUNCIL.

"Foreign
Deserters
Act."
Etat Indé-
pendant du
Congo.

WHEREAS by the "Foreign Deserters Act, 1852," it is provided, that whenever it is made to appear to Her Majesty that due facilities are or will be given for recovering and apprehending Seamen who desert from British Merchant Ships in the Territories of any Foreign Power, Her Majesty may, by Order in Council stating that such facilities are or will be given, declare that Seamen, not being Slaves, who desert from Merchant Ships belonging to a Subject of such Power, when

1888.

within Her Majesty's Dominions, shall be liable to be apprehended and carried on board their respective ships, and may limit the operation of such order, and may render the operation thereof subject to such conditions and qualifications, if any, may be deemed expedient:—And whereas it has been made to appear to Her Majesty that due facilities will be given for recovering and apprehending Seamen who desert from British Merchant Ships in the Territories of the Independent State of the Congo.

NOW THEREFORE, Her Majesty, by virtue of the power vested in Her by the said "Foreign Deserters Act, 1852," and by and with the advice of Her Privy Council, is pleased to order and declare, and it is hereby ordered and declared, that, from and after the publication hereof in the London *Gazette*, Seamen, not being Slaves, and not being British Subjects, who within Her Majesty's Dominions desert from Merchant Ships belonging to Citizens of the Independent State of the Congo, shall be liable to be apprehended and carried on board their respective ships: Provided always that if any such deserter has committed any crime in Her Majesty's Dominions, he may be detained till he has been tried by a competent Court, and until his sentence, if any, has been carried into effect. And the Secretary of State for the Home Department, the Secretary of State for the Colonies and the Secretary of State for India

1888.

in Council, are to give the necessary directions herein accordingly.

C. L. PEEL.

LA COUR, après lecture dudit Ordre, a ordonné, ouïes les conclusions des Officiers de la Reine, que ledit Ordre sera enregistré sur les Records de cette île, et afin de mettre ledit Ordre à exécution, a, ouïes les conclusions desdits Officiers de la Reine, ordonné et ordonne comme suit, savoir :—

Toutes fois et quantes qu'un marin ou apprentif, n'étant pas sujet Britannique et n'étant pas esclave, aura déserté d'abord d'un navire de la Marine Marchande de l'État Indépendant du Congo, ou de son représentant, et sur l'information par serment d'un témoin digne de foi, pourra ordonner que tel déserteur sera saisi par un Connétable et produit devant ladite Cour. Et si le fait de désertion est établi, pourra ladite Cour ordonner que tel déserteur sera mis par le Connétable à bord du navire dont il appartient, ou qu'il sera livré au capitaine, contre-maître, propriétaire ou agent de tel navire, afin d'être conduit à bord, bien entendu que si tel déserteur a commis aucun crime ou délit dans cette île, il pourra y être détenu pour être produit devant la Cour, et s'il est condamné jusqu'à l'expiration de sa sentence.

Et si la désertion a lieu en l'île d'Auregny pourront lesdites procédures être prises, soit devant la Cour de l'île de Guernesey, soit devant la Cour de ladite île d'Auregny.

Et sera copie de ce présent Acte et Ordonnance transmise par le Greffier de la Reine à Monsieur le Juge d'Auregny. Et sera ladite Ordonnance publiée et affichée aux lieux ordinaires, afin que personne n'en prétende cause d'ignorance.

(Enregistré sur les Records le 1er Decembre 1888).

1888.

AT THE COURT AT WINDSOR

the 17th day of November 1888

PRESENT

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY

LORD PRESIDENT &C.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 17th day of September, 1888, in the words following, viz. :—

*Loi étendant
pouvoirs de la
Cour de Police
Correction-
nelle.*

“YOUR MAJESTY having been pleased, by Your General Order of Reference of the 21st day of March, 1862, to refer unto this Committee the humble Petition of Sir Edgar MacCulloch, Knight, Bailiff of Guernsey, setting forth :—That Your Majesty, by an Order in Council of the 24th of June, 1856, was graciously pleased to approve of and ratify a Bill or *Projet de Loi* passed by the States of Your Majesty's Island of Guernsey, intituled “*Loi relative à l'application des Peines, tant au Criminel qu'en Police Correctionnelle* :—That Your Majesty has been also pleased from time to time, to approve of and ratify by Orders in Council, certain additions to and amendments of the said Law :—That it having been considered advisable to extend the powers of the Royal Court when sitting as a Court of Correctional Police, the Royal Court, by an Act passed on the 3rd March, 1888, adopted a bill or *Projet de Loi*, intituled, “*Loi étendant les pouvoirs de la Cour Royale siégeant en Police Correctionnelle*,” in order that, if approved by the States, the same should be transmitted for Your Gracious Majesty's consideration :—That at an Assembly of the States duly holden on the 6th of August, 1888, before Your Petitioner, the said Bill or *Projet de Loi*, as set forth in the Schedule thereunto annexed, was approved by them.

1838.

And humbly praying that Your Majesty would be most graciously pleased to grant Your Majesty's Royal Sanction to the Bill or *Projet de Loi*, intituled "*Loi étendant les pouvoirs de la Cour Royale siégeant en Police Correctionnelle*," as set forth in the Schedule thereunto annexed, and to declare Your Royal Will and pleasure that the same should have the force of Law."

"THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty's said Order of Reference, have this day taken into consideration the said Petition and the said *Projet de Loi*, and do agree humbly to report, as their opinion, to Your Majesty, that it may be advisable for Your Majesty to approve of and ratify the said *Projet de Loi*, and to declare that the same shall have the force of Law."

HER MAJESTY having taken the said Report into consideration, is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve of and ratify the said *Projet de Loi*, and to order, as it is hereby ordered, that the same shall have the force of Law.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order and the said *Projet de Loi* (a copy whereof is hereunto annexed) be entered upon the Register of the Island of Guernsey, and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other Her Majesty's Officers, for the time being, in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice and govern themselves accordingly.

C. L. PEEL.

PROJET DE LOI referred to in the foregoing Order 1888.
in the Council :—

LOI ÉTENDANT LES POUVOIRS DE LA COUR
ROYALE SIÉGEANT EN POLICE CORRECTION-
NELLE.

Attendu qu'il importe d'étendre les pouvoirs de la Cour Royale siégeant en Police Correctionnelle— La Cour, ouïes les conclusions des Officiers de la Reine, moyennant l'approbation des Etats et la Sanction de Sa Très-Excellente Majesté en Conseil, a rappelé et rappelle les Articles 5 et 7 de la Loi de 1856, intitulée "Loi relative à l'application des Peines, tant au criminel qu'en Police Correctionnelle," et y a substitué les articles suivants, lesquels seront censés former partie de ladite Loi.

Article 5.—La peine du travail forcé pourra être **Travail forcé.** prononcée contre ceux qui, au lieu d'être poursuivis au criminel, seront condamnés en Police Correctionnelle à la peine d'emprisonnement.

- 1° pour vol,
- 2° pour tentative de vol,
- 3° pour appropriation frauduleuse d'argent ou effets au moyen de faux prétextes,
- 4° pour violence exercée tant envers un Connétable ou autre Officier Public dans l'exercice de ses fonctions, que contre tout autre individu,
- 5° pour avoir fait partie d'un assemblément tumultueux.

Article 7.—En toute matière poursuivie en Police **Durée d'em-
prisonnement
portée à 2 mois.** Correctionnelle, la durée de l'emprisonnement peut être portée jusqu'à deux mois, sauf les cas où le maximum de la peine est établi par une disposition spéciale de la Loi.

1888.

Cet article s'applique, sans distinction, tant au cas où l'emprisonnement est prononcé comme peine principale qu'à ceux où le coupable n'y est assujetti qu'à défaut de payer une amende.

Et a la Cour, ouïes les conclusions des Officiers de la Reine, moyennant l'approbation des Etats et la Sanction de Sa Très-Excellente Majesté en Conseil, adoptée les articles suivants comme articles supplémentaires à ladite Loi de 1856, intitulée " Loi relative à l'application des Peines, tant au Criminel qu'en Police Correctionnelle :—

Témoins qui n'ont pas comparu sont amendables.

1.—Pourra être produite en Police Correctionnelle et condamnée à une amende à discrétion de Justice qui n'excédera pas dix chelins, et pour tout défaut subséquent à une amende ou autre punition à discrétion de Justice, toute personne qui ayant été avertie par un Connétable ou Assistant de Connétable d'avoir à comparaître devant la Cour Ordinaire pour y donner son témoignage, soit pour cause de Procès Criminel ou de Police Correctionnelle, soit en matière d'enquête, ne se sera pas présentée devant ladite Cour le jour et à l'heure indiqués.

Amende contre ceux qui n'auront pas donné secours à Connétables.

2.—Sera passible en Police Correctionnelle d'une amende à discrétion de Justice qui n'excédera pas £3 sterling, celui qui, ayant été requis de ce faire, n'aura pas donné du secours à un Connétable ou Assistant de Connétable, dans l'exécution de son devoir.

Déclaration du Connétable suffisante pour preuve.

Pour les objets de ces deux articles sera la déclaration par serment du Connétable ou de l'Assistant-de-Connétable censée suffisante pour faire preuve.

(Enregistré sur les Records le 1er Décembre 1888.)

1888.

AT THE COURT AT WINDSOR

the 17th day of November 1888

PRESENT

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY

LORD PRESIDENT &C.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 17th day of September, 1888, in the words following, viz. :—

Loi relative
aux
Honoraires de
la Cour
Royale.

“YOUR MAJESTY having been pleased by Your General Order of Reference of the 21st day of March, 1862, to refer unto this Committee the humble Petition of Sir Edgar MacCulloch, Knight, Bailiff of Guernsey, setting forth :—That Your Majesty, by an Order in Council of the 23rd June, 1870, was graciously pleased to approve of and ratify a Bill or *Projet de Loi*, passed by the States of Your Majesty’s Island of Guernsey, intituled, “*Loi relative aux Honoraires de la Cour Royale*,” revising the amount of the Fees which the members of the Royal Court are by prescription entitled to receive, and to declare that the same should have the force of Law within the said Island :—That it has of late been considered desirable that these fees should again be revised and a table made of them :—That for this purpose the Royal Court, by an Act passed on the 28th of April, 1888, adopted an amended Bill, or *Projet de Loi*, intituled, “*Loi relative aux Honoraires de la Cour Royale*,” in order that, if approved by the States, the same should be transmitted for Your Majesty’s gracious consideration :—That on the 6th of August, 1888, at an Assembly duly holden before Your Petitioner, the said Bill or *Projet de Loi*, was approved by the States in the form set forth in the Schedule thereunto annexed. And humbly praying

1888.

that Your Majesty would be most graciously pleased to grant Your Majesty's Royal Sanction to the Bill or *Projet de Loi* intituled, "*Loi relative aux Honoraires de la Cour Royale*," as set forth in the Schedule thereunto annexed, and to declare Your Royal Will and Pleasure that the same should have force of Law instead and in lieu of the aforesaid Order in Council and Law of the 23rd of June, 1870."

"THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty's said Order of Reference, have this day taken into consideration the said Petition and the said *Projet de Loi*, and do agree humbly to report as their opinion to Your Majesty, that it may be advisable for Your Majesty to approve of and ratify the said *Projet de Loi*, and to declare that the same shall have the force of Law, instead and in lieu of the said Order in Council and Law of the 23rd day of June, 1870."

HER MAJESTY having taken the said Report into consideration, is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve of and ratify the said *Projet de Loi*, and to order, as it is hereby ordered, that the same shall have the force of Law, instead and in lieu of the said Order in Council and Law of the 23rd June, 1870.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order, and the said *Projet de Loi* (a copy whereof is hereunto annexed), be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other Her Majesty's Officers for the time being in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice and govern themselves accordingly.

C. L. PEEL.

PROJET DE LOI referred to in the foregoing Order
in Council :— 1868.

LOI RELATIVE AUX HONORAIRES DE LA COUR
ROYALE.

Les Honoraires payables à M. le Baillif, ou, en son absence, à Messieurs ses Lieutenants et à Messieurs les Jurés de la Cour Royale, seront à l'avenir comme suit :—

SÉANCES DE LA COUR ROYALE.

	£	s	d.
Pour toute cause ou Remède en Cour Ordinaire, en Amirauté ou en Plaids d'Héritage, par cause	0	1	3
Pour toute cause ou Remède devant la Cour en corps	0	5	0
Pour appel de toute sentence de la Cour.....	0	2	6
Appropriement en Plaids d'Héritage, par cause.....	0	1	8
Examen des témoins à futur, par témoin.....	0	2	6

Pour les causes en Jugement ou en Vue de Justice, il sera payé par cause :—

A M. le Baillif ou M. son Lieutenant.....	0	1	8
A chaque Juré-Justicier, présent.....	0	0	10
A chaque Avocat, présent.....	0	0	10
Au Greffier, au Prévôt, et au Sergent de la Reine, à chacun	0	0	10

SIGNATURE DES PIÈCES.

Pour chaque pièce passée ou collationnée, et pour chaque pièce mise sous sceau hors des jours de sceau, contenant une transaction d'une valeur au-dessous de deux quartiers ou de £50 sterling	0	1	8
Idem, d'une valeur au-dessus de deux quartiers ou de £50 sterling, et au-dessous de dix quartiers ou de £200 sterling.....	0	3	4

1888.

Idem, d'une valeur au-dessus de dix quartiers ou de £200 sterling	0	6	8
Dans le cas d'un partage, s'il y a autant de copies du Partage présentées pour être signées que de Billes, il ne sera payé que suivant la valeur des Billes.			
Pour chaque pièce mise sous sceau le jour du sceau, la moitié des susdits honoraires suivant lesdites valeurs.			
Bien entendu que lorsqu'il s'agit d'une tran- saction d'une valeur au-dessus de dix quartiers de froment de rente, il ne sera payé après les six premières copies que un chelin huit pennis par copie.			
Pour chaque pièce sur les Registres du Greffe collationnée avec l'original.....	0	0	10
Pour toute pièce dans laquelle la valeur de la transaction n'est pas mentionnée, y compris Procurations et Testaments d'Immeubles	0	3	4
Pour certificats d'usage et déclarations solen- nelles	0	5	0
Pour déclarations de toutes autres espèces ...	0	2	6

IL SERA PAYÉ À M. LE BAILLIF.

Pour régler le paraphernal d'une veuve	0	2	6
Pour signature d'une Clameur de Haro	0	5	0
Pour la signature d'un arrêt au-dessous de dix livres sterling	0	0	10
Idem, au-dessus de dix livres sterling et au-dessous de cinquante livres sterling.....	0	1	8
Idem, au-dessus de cinquante livres sterling..	0	3	4

*Pour signature d'arrêt avec affidavit, le double des
susdits honoraires :—*

Pour signature d'enrôlement	0	1	8
Pour visa de requête	0	2	6

IL SERA PAYÉ À MESSIEURS LES JURÉS-JUSTICIERS.

1888.

Pour accèdement de lieu et signature de rapport, outre le louage de voiture, s'il en est besoin	0	5	0
Pour toute autre vacation hors de Cour, en outre la signature de pièce, s'il y a lieu, et louage de voiture, s'il en est besoin	0	5	0
Séance de Commis en Cour aux fins d'un Acte de la Cour Royale.....	0	3	4
De plus pour vacation au partage de biens-meubles entre créanciers, il sera payé pour chaque créancier	0	0	5
Pour vacation à l'opposition de droits en saisie, il sera payé pour chaque affieffeur...	0	0	5
<i>Pour signature de déclarations solennelles en matière de taxation paroissiale devant un seul Juré-Justicier.</i>			
En Cour	0	0	5
Hors de Cour	0	0	10
Vacation qui n'excédera pas trois heures à la Chambre de la Douzaine, à la Requête des Connétables et Douzeniers, au lieu des honoraires ci-dessus, en outre louage de voiture, s'il en est besoin	1	0	0

Le 21 Janvier 1889, pardevant Messire Edgar MacCulloch, Chevalier, Baillif, présents, etc.

Monsieur le Baillif ayant ce jour communiqué à la Cour un Ordre de sa Très-Excellente Majesté en son Conseil en date du 17 Novembre 1888, duquel Ordre la teneur suit :—

AT THE COURT AT WINDSOR

the 17th day of November 1888

PRESENT

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY

LORD PRESIDENT, &C.

WHEREAS by the "Foreign Deserters Act, 1852," it is provided, that whenever it is

"Foreign
Deserters
Act."
Empire de
Brésil,

II—U

1888.

made to appear to Her Majesty that due facilities are or will be given for recovering and apprehending seamen who desert from British Merchant Ships in the Territories of any Foreign Power, Her Majesty may, by Order in Council stating that such facilities are or will be given, declare that Seamen, not being slaves, who desert from Merchant Ships belonging to a Subject of such Power when within Her Majesty's Dominions, shall be liable to be apprehended and carried on board their respective ships, and may limit the operation of such Order, and may render the operation thereof subject to such conditions and qualifications, if any, as may be deemed expedient.

And whereas it hath been made to appear to Her Majesty that due facilities for recovering and apprehending Seamen not being Brazilian subjects, who desert from British Merchant Ships in the territories belonging to His Majesty the Emperor of Brazil will be given under an agreement between the Government of Great Britain and Brazil, signed at Rio de Janeiro on the 30th July, 1888.

NOW, THEREFORE, Her Majesty, by virtue of the power vested in Her by the said "Foreign Deserters Act, 1852," and by and with the advice of Her Privy Council, is pleased to order and declare, and it is hereby ordered and declared, that from and after the publication hereof in the London *Gazette*, Seamen, not being Slaves and not being British subjects, who within Her Majesty's Dominions desert from Merchant Ships belonging to subjects of His Majesty the Emperor of Brazil, shall be liable to be apprehended and carried

1888.

on board their respective ships : Provided always, that if any such deserter has committed any crime in Her Majesty's Dominions, he may be detained till he has been tried by a competent Court, and until his sentence, if any, has been carried into effect.

And Her Majesty, by virtue of the powers vested in Her by the said "Foreign Deserters Act, 1852," and by and with the advice of Her Privy Council, is further pleased to order and declare, that upon and after the publication hereof in the *London Gazette*, the Order in Council relating to Seamen who desert from the Merchant Ships belonging to the subjects of the Emperor of Brazil, made by virtue of the said Act on 17th day of May, 1876, shall be revoked, and the same is hereby revoked accordingly.

And the Secretary of State for the Home Department, the Secretary of State for the Colonies, and the Secretary of State for India in Council are to give the necessary directions herein accordingly.

C. L. PEEL.

LA COUR, après lecture dudit Ordre a ordonné ouïes les conclusions des Officiers de la Reine que ledit Ordre sera enregistré sur les Records de cette Ile, et afin de mettre ledit Ordre à exécution a, ouïes les conclusions desdits Officiers de la Reine, ordonné comme suit, savoir :—

Toutes fois et quantes qu'un marin ou apprentif, n'étant pas sujet Britannique et n'étant pas esclave, aura déserté d'à bord d'un navire de la marine marchande Brésilienne, la Cour, en Police Correctionnelle, sur l'application du Consul pour l'Empire du Brésil ou de son représentant, et sur l'information par

1889.

serment d'un témoin digne de foi, pourra ordonner que tel déserteur sera saisi par un Connétable et produit devant ladite Cour. Et si le fait de désertion est établi, pourra ladite Cour ordonner que tel déserteur sera mis par le connétable à bord du navire dont il appartient, ou qu'il sera livré au Capitaine, contremaître, propriétaire ou agent de tel navire afin d'être conduit à bord, bien entendu que si tel déserteur a commis aucun crime ou délit dans cette Ile il pourra y être détenu pour être produit devant la Cour, et s'il est condamné, jusqu'à l'expiration de sa sentence.

Et si la désertion a lieu en l'Ile d'Auregny, pourront lesdites procédures être prises, soit devant la Cour Royale de l'Ile de Guernesey, soit devant la Cour de ladite Ile d'Auregny.

Et sera copie de ce présent Acte et Ordonnance transmise par le Greffier de la Reine à Monsieur le Juge d'Auregny. Et sera ladite Ordonnance publiée et affichée aux lieux ordinaires, afin que personne n'en prétende cause d'ignorance.

(Enregistré sur les Records le 16 Mars 1889.)

AT THE COURT AT WINDSOR

the 2nd day of March 1889

PRESENT

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY

LORD PRESIDENT, &C.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 20th day of February, 1889, in the words following, viz. :—

“YOUR MAJESTY having been pleased by Your General Order of Reference of the 21st day of March, 1862, to refer unto this Committee the

Lo relative à
la Vente en
détail de la
Bière et du
Cidre en
bouteilles.

1889.

Humble Petition of Sir Edgar MacCulloch, Knight, Bailiff of Guernsey, setting forth :—That on the 27th day of October, 1888, the Royal Court of Guernsey adopted a Bill or *Projet de Loi*, intituled, “*Loi relative à la Vente en détail de la Bière et du Cidre en Bouteilles*,” in order that, if the same should be approved by the States, it might be submitted for Your Majesty’s gracious consideration :—That at an Assembly duly holden before Your Petitioner on the 28th day of December, 1888, the States passed a vote by which they approved of the said Bill or *Projet de Loi* in the form set forth in the Schedule thereunto annexed. And humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to grant Your Royal Sanction to the Bill or *Projet de Loi*, intituled, “*Loi relative à la Vente en détail de la Bière et du Cidre en Bouteilles*,” as set forth in the Schedule thereunto annexed, and to declare Your Royal Will and Pleasure that the same should have the force of law.”

“THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty’s said Order of Reference, have this day taken into consideration the said Petition and the said *Projet de Loi*, and do agree humbly to report, as their opinion, to Your Majesty, that it may be advisable for Your Majesty to approve of and ratify the said *Projet de Loi*, and to declare that the same shall have the force of Law.”

HER MAJESTY, having taken the said Report into consideration, is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve of and ratify the said *Projet de Loi*, and to order, as it is hereby ordered, that the same shall have the force of Law :—

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order and the said *Projet de Loi* (a copy whereof is hereunto annexed) be entered upon the Register of

1889.

the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other Her Majesty's Officers, for the time being in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice and govern themselves accordingly. C. L. PEEL.

PROJET DE LOI referred to in the foregoing Order in Council :—

LOI RELATIVE À LA VENTE EN DÉTAIL DE LA BIÈRE ET DU CIDRE EN BOUTEILLES.

CONSIDÉRANT que, dans l'intérêt du bon ordre, il importe que les maisons où l'on vend de la Bière ou du Cidre pour être emportés soient assujetties à des règlements pareils à ceux qui sont en force pour les maisons où l'on vend des Liqueurs Spiritueuses ou des Vins pour être emportés,—LA COUR, ouïes les conclusions des Officiers de la Reine, moyennant l'approbation des États et la Sanction de Sa Majesté la Reine en Son Conseil a ordonné et ordonne que les Articles qui suivent seront en force dans cette Ile de Guernesey à compter du 1er Janvier prochain.

1.—Il est défendu, excepté aux personnes ayant licences de cabaretier ou pour la vente de liqueurs spiritueuses et vins pour être emportés, ou de la Bière ou du Cidre pour être bus sur le lieu, de vendre en détail de la Bière ou du Cidre pour être emportés, sans en avoir préalablement obtenu licence.

Bien entendu que cette défense ne s'applique pas aux fermiers de l'Ile vendant du Cidre qu'ils ont fabriqué ou fait fabriquer eux-mêmes.

2.—La Cour Royale statuera sur la manière d'accorder les licences, ainsi que sur les règlements qui doivent être observés par ceux qui les ont obtenues ; bien entendu que le taux d'une licence n'excédera pas la somme de deux livres sterling par an.

3.—Tous ceux qui enfreindront la présente Loi seront punis d'une amende qui ne sera pas moindre de £14 tournois et n'excédera pas £30 tournois ; et si la partie est étrangère, elle sera sujette lors de la deuxième infraction à donner caution à discrétion de Justice ou à vider l'Île, et, après la deuxième infraction sera tout délinquant sujet à une amende à discrétion de Justice qui n'excédera pas cent quarante livres tournois.

1889.

Le 6 Juillet 1889, pardevant Messire Edgar Mac Culloch, Chevalier, Baillif, présents, etc.

Monsieur le Baillif ayant ce jour communiqué à la Cour un Ordre de sa Très-Excellente Majesté en son Conseil en date du 28 Mai 1889, duquel Ordre la teneur suit :—

AT THE COURT AT WINDSOR

the 28th day of May 1889

PRESENT

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY

LORD PRESIDENT, &c.

WHEREAS by the "Foreign Deserters Act, 1852," it is provided that whenever it is made to appear to Her Majesty that due facilities are or will be given for recovering and apprehending seamen who desert from British Merchant Ships in territories of any Foreign Power, Her Majesty may, by Order in Council stating that such facilities are or will be given, declare that Seamen, not being slaves, who desert from Merchant Ships belonging to a subject of such Power, when within Her Majesty's dominions, shall be liable to be apprehended and carried on board their respective ships, and may limit the operation of such Order, and may render the operation thereof

"Foreign
Deserters
Act."
Etats Unis d
Mexique.

1889.

subject to such conditions and qualifications, if any, as may be deemed expedient.

And whereas it has been made to appear to Her Majesty that due facilities will be given for recovering and apprehending Seamen who desert from British Merchant Ships in territories belonging to the United States of Mexico, under a Treaty between the Governments of Great Britain and the United States of Mexico, signed at the City of Mexico, on the 27th November, 1888.

NOW THEREFORE, Her Majesty, by virtue of the power vested in Her by the said "Foreign Deserters Act, 1852," and by and with the advice of Her Privy Council, is pleased to order and declare, and it is hereby ordered and declared, that from and after the publication hereof in the *London Gazette*, Seamen, not being slaves and not being British subjects, who, within Her Majesty's dominions, desert from Merchant Ships belonging to Citizens of the United States of Mexico, shall be liable to be apprehended and carried on board their respective ships: Provided always that if any such deserter has committed any crime in Her Majesty's Dominions he may be detained until he has been tried by a competent Court, and until his sentence, if any, has been fully carried into effect.

And the Secretary of State for the Home Department, the Secretary of State for the Colonies and the Secretary of State for India in Council are to give the necessary directions herein accordingly. C. L. PEEL.

LA COUR, après lecture dudit Ordre, a ordonné, ouïes les conclusions des Officiers de la Reine, que ledit Ordre sera enregistré sur les Records de cette

Ile, et afin de mettre ledit Ordre à exécution a, ouïes les conclusions desdits Officiers de la Reine, ordonné et ordonne comme suit, savoir :—

1889.

Toutes fois et quantes qu'un marin ou apprenti, n'étant pas sujet Britannique et n'étant pas esclave, aura déserté d'à bord d'un navire de la marine marchande appartenant à un sujet des États Unis du Mexique, la Cour en Police Correctionnelle, sur l'application du Consul pour les États Unis du Mexique ou de son représentant, et sur l'information par serment d'un témoin digne de foi, pourra ordonner que tel déserteur sera saisi par un Connétable et produit devant ladite Cour. Et si le fait de désertion est établi, pourra ladite Cour ordonner que tel déserteur sera mis par le Connétable à bord du navire dont il appartient, ou qu'il sera livré au capitaine, contre-maitre, propriétaire ou agent de tel navire afin d'être conduit à bord, bien entendu que si tel déserteur a commis aucun crime ou délit dans cette Ile il pourra y être détenu pour être produit devant la Cour, et s'il est condamné jusqu'à l'expiration de sa sentence.

Et si la désertion a lieu en l'Ile d'Auregny pourront lesdites procédures être prises soit devant la Cour Royale de l'Ile de Guernesey, soit devant la Cour de ladite Ile d'Auregny.

Et sera copie de ce présent Acte et Ordonnance transmise par le Greffier de la Reine à Monsieur le Juge d'Auregny. Et sera ladite Ordonnance publiée et affichée aux lieux ordinaires afin que personne n'en prétende cause d'ignorance.

(*Enregistré sur les Records le 14 Décembre 1889.*)

AT THE COURT AT WINDSOR

the 28th day of November 1889

PRESENT

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY

LORD PRESIDENT, &C.

WHEREAS there was this day read at the Board
 a Report from the Right Honourable the Lords of

Havre St.
 Pierre-Port.
 Nouveaux
 Travaux.

1889.

the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 15th day of November, 1889, in the words following, viz. :—

“YOUR MAJESTY having been pleased by Your General Order of Reference of the 21st day of March, 1862, to refer unto this Committee the Humble Petition of the States of Guernsey setting forth :—That since the enlargement and improvement of the Harbour of Saint Peter-Port was taken in hand in the year 1851, divers works for carrying out that object have from time to time been voted by the States and sanctioned by Your Majesty in Council :—That in consequence of the increase of commerce and of the shipping frequenting the port, it has lately been found necessary that certain works should be undertaken for the construction of a new quay within the Harbour, the cost of which is estimated at £1,700 sterling, and also for the widening of a portion of the north pier of the said harbour at a cost of £1,050 sterling, and plans for the execution of the said works have been accordingly prepared :—That at an Assembly holden before the Bailiff on the 9th of September, 1889, the States approved of the said plans and estimates, and adopted a resolution giving authority, subject to Your Majesty’s approval, to a Committee of their body to carry out the said works, and also resolved to petition Your Majesty to be graciously pleased to sanction the application of the revenue of the Harbour to the construction of the works in question. And humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to sanction the execution of the works voted on the 9th of September, 1889, and to authorise the application of an aggregate sum of £2,750 sterling, taken from the revenue of the Harbour, to the construction of the said works :—

“THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty’s said Order of

Reference, have this day taken the said Petition into consideration, and do agree humbly to report as their opinion to Your Majesty, that it may be advisable for Your Majesty to accede to the prayer of the said Petition, and to sanction the execution of the works voted on the 9th of September, 1889, and to authorise the application of an aggregate sum of £2,750 sterling taken from the revenue of the Harbour of Saint Peter-Port, to the construction of the said works.”

1889.

HER MAJESTY, having taken the said Report into consideration, was pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to sanction the execution of the works voted on the 9th September, 1889, and to authorise the application of an aggregate sum of £2,750 sterling, taken from the revenue of the Harbour of S. Peter-Port, to the construction of the said works.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other Her Majesty's Officers for the time being in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice and govern themselves accordingly.

C. L. PEEL.

(*Enregistré sur les Records le 14 Décembre 1889.*)

AT THE COURT AT WINDSOR

the 28th day of November 1889

PRESENT

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY

LORD PRESIDENT, &c.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the

Havre St.
Sampson.
Route près le
Château du
Vallé.

1889.

Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 14th day of November, 1889, in the words following, viz. :—

“YOUR MAJESTY having been pleased by Your General Order of Reference of the 21st day of March, 1862, to refer unto this Committee the Humble Petition of the States of Guernsey setting forth :—That Saint Sampson’s Harbour within Your Majesty’s Island of Guernsey is surrounded on all sides by extensive stone quarries, from which large quantities of granite are annually exported, giving employment to much shipping and to a very considerable number of labourers :—That a Committee of the States, having the care and supervision of the said Harbour, obtained permission from the War Department of Your Majesty’s Government, in the year 1858, to construct a road of about 15 feet in width on ground belonging to Your Majesty, lying on the sea-shore to the South East and North East of the Vale Castle, for purposes connected with the traffic of the said Harbour, in consideration of an annual payment by the States of five shillings and with the understanding that the permission so granted should not give the public any permanent right of way, and moreover on the condition that the War Department should retain full power to close the said road at any time that might be thought fit :—That of late years, in consequence of the increase of the trade in stones, the States have found it advisable to construct new roads and to widen old ones at both ends of the road in question, which necessitates its being widened throughout its whole length :—That permission having been previously obtained from the War Department, the States, at a Meeting held before the Bailiff on the 9th of September, 1889, approved of the plan for the widening of the said road from 15 to 30 feet, and resolved to petition Your Majesty to be graciously

pleased to allow the sum of £400 sterling, to be taken from the revenue of Saint Sampson's Harbour for that object, as well as such sums hereafter as may be necessary for the future maintenance and repairs of the said road. And humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to authorize the application of the sum of £400 sterling, to be taken out of the revenue of Saint Sampson's Harbour, towards widening of the road to the South East and North East of the Vale Castle ; and also to permit that such sums as may be hereafter required for the maintenance and repairs of the aforesaid road, may be a charge on the revenue of the said Harbour."

"THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty's said Order of Reference, have this day taken the said Petition into consideration, and do agree humbly to report as their opinion to Your Majesty, that it may be advisable for Your Majesty to comply with the prayer of the Petition of the States of Guernsey and to authorize the application of the sum of £400 sterling to be taken out of the Revenue of Saint Sampson's Harbour towards the widening of the road to the South East and North East of the Vale Castle ; and also to permit that such sums as may be hereafter required for the maintenance and repairs of the aforesaid road may be a charge upon the revenue of the said Harbour."

HER MAJESTY, having taken the said Report into consideration, is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve of and to authorize the application of the sum of £400 sterling to be taken out of the Revenue of Saint Sampson's Harbour, towards the widening of the road to the South East and North East of the Vale Castle, and also to

1889.

permit that such sums as may be hereafter required for the maintenance and repairs of the aforesaid road may be a charge upon the revenue of the said Harbour.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order be entered upon the Register of the Island of Guernsey, and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats and all other Her Majesty's Officers, for the time being in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice and govern themselves accordingly.

C. L. PEEL.

(Enregistré sur les Records le 4 Janvier 1890.)

AT THE COURT AT WINDSOR

the 13th day of December 1889

PRESENT

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY

LORD PRESIDENT, &C.

Privilèges
pour Loyers
de Maisons en
cas de Faillite
ou de
Déconfiture.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 10th day of December, 1889, in the words following, viz. :—

“YOUR MAJESTY having been pleased by Your General Order of Reference of the 21st day of March, 1862, to refer unto this Committee the Humble Petition of the States of Guernsey, setting forth :—That by the present law and custom of the Island of Guernsey, a landlord, in all cases of bankruptcy or insolvency where the rent is payable quarterly, is entitled to one year's rent and the running quarter :—That the States deeming this

1889.

privilege excessive in cases where the rent is payable for a less term than by the year, at a Meeting holden before the Bailiff on the 9th of September, 1889, adopted a *Projet de Loi* or Bill, intituled, "*Loi au sujet des Privilèges pour Loyers de Maisons en cas de Faillite ou de Déconfiture*," the object of which is to regulate what a landlord is entitled to claim in cases of bankruptcy or insolvency. And humbly praying that Your Majesty will be graciously pleased to approve of and ratify the said *Projet de Loi* or Bill, as set forth in the Schedule thereunto annexed, and to declare Your Royal Will and Pleasure that the same shall have force of law within the said Island."

"THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty's said Order of Reference, have this day taken the said Petition into consideration, and do agree humbly to report as their opinion to Your Majesty that it may be advisable for Your Majesty to comply with the prayer of the Petition of the States of the Island of Guernsey, and to approve of and ratify the said *Projet de Loi*, and to declare Your Royal Will and Pleasure that the same shall have force of law within the Island of Guernsey."

HER MAJESTY, having taken the said Report into consideration, is pleased by and with the advice of Her Privy Council, to approve of and ratify the said *Projet de Loi*, and to order, as it is hereby ordered, that the same shall have the force of law within the Island of Guernsey.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order and the said *Projet de Loi* (a copy whereof is hereunto annexed) be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and

1889.

Jurats, and all other Her Majesty's Officers for the time being in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice and govern themselves accordingly.

C. L. PEEL.

PROJET DE LOI referred to in the foregoing Order in Council :—

LOI AU SUJET DES PRIVILÉGES POUR LOYERS
DE MAISONS EN CAS DE FAILLITE OU DE DÉ-
CONFITURE.

Les privilèges pour loyers de maisons et dépendances en cas de faillite ou de déconfiture seront dorénavant comme suit :—

Si le loyer est payable par semaine le privilège sera de six semaines et la semaine courante ;

S'il est payable par mois, le privilège sera de trois mois et le mois courant ;

S'il est payable par quartier, le privilège sera de six mois et le quartier courant ;

S'il est payable par demi-année ou par année, le privilège sera d'un an.

(Enregistré sur les Records le 4 Janvier 1890.)

AT THE COURT AT WINDSOR

the 13th day of December, 1889.

PRESENT

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY

LORD PRESIDENT, &c.

Loi relative
au Local pour
la tenue des
Assemblées
Paroissiales.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 10th day of December, 1889, in the words following, viz. :—

1889.²

“YOUR MAJESTY having been pleased by Your General Order of Reference of the 21st day of March, 1862, to refer unto this Committee the Humble Petition of the States of Guernsey, setting forth:—That from time immemorial it has been the custom in the Island of Guernsey, when parochial matters, whether ecclesiastical or civil, have to be deliberated on, to hold the meetings of parishioners, either within the Parish Church itself, or in the porch:—That of late years in some of the parishes of the Island this ancient custom has been departed from, and Parish Meetings have been held in the parochial school, or in some other building within the parish:—That doubts have been raised whether meetings for parochial purposes held elsewhere than in the Church or Church Porch are strictly legal, and that it is very desirable that this point should be settled by legislation:—That at a meeting of the States held before the Bailiff on the 9th day of September, 1889, it was resolved to adopt a *Projet de Loi*, or Bill, intituled “*Loi relative au Local pour la tenue des Assemblées Paroissiales*,” with a view to its being transmitted to Your Majesty in Council, praying that Your Majesty may be graciously pleased to approve of and ratify the same. And humbly praying that Your Majesty will be graciously pleased to approve of and ratify the said *Projet de Loi*, or Bill, intituled “*Loi relative au Local pour la tenue des Assemblées Paroissiales*,” as set forth in the Schedule thereunto annexed, and to declare Your Royal Will and Pleasure that the same shall have force of Law within the said Island.

“THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty’s said Order of Reference, have this day taken the said Petition into consideration, and do agree humbly to report as their opinion to Your
II.—x

1889.

Majesty, that it may be advisable for Your Majesty to comply with the prayer of the Petition of the States of the Island of Guernsey, and to approve of and ratify the said *Projet de Loi*, and to declare Your Royal Will and Pleasure that the same shall have force of Law within the Island of Guernsey.”

HER MAJESTY, having taken the said Report into consideration, is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve of and ratify the said *Projet de Loi*, and to order, as it is hereby ordered, that the same shall have the force of Law within the Island of Guernsey.”

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order and the said *Projet de Loi* (a copy whereof is hereunto annexed) be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor, or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other Her Majesty's Officers for the time being in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice and govern themselves accordingly.

C. L. PEEL.

PROJET DE LOI referred to in the foregoing Order in Council :—

LOI RELATIVE AU LOCAL POUR LA TENUE DES
ASSEMBLÉES PAROISSIALES.

Les assemblées paroissiales, qui, dans le passé, ont été tenues, suivant la coutume de l'île, dans l'église de la paroisse ou au porche de ladite église, pourront désormais être tenues légalement, soit dans l'école paroissiale ou dans tel autre lieu dans la paroisse que les Chefs de Famille pourront de temps à autre désigner à l'effet.

(Enregistré sur les Records le 4 Janvier 1890.)

1889.

AT THE COURT AT WINDSOR

the 13th day of December 1889

PRESENT

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY

LORD PRESIDENT, &C.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 10th day of December, 1889, in the words following, viz. :—

Loi des Successions.

“YOUR MAJESTY having been pleased by Your General Order of Reference of the 21st day of March, 1862, to refer unto this Committee the Humble Petition of the States of Guernsey, setting forth :—That Your Majesty was graciously pleased by Your Order in Council of the 13th day of July, 1840, to approve of and sanction certain changes in the laws of succession and inheritance within the Island of Guernsey, and to order that such changes should, for the future, have force of Law in the Island :—That at a meeting holden before the Bailiff on the 9th day of September, 1889, the States approved of a *Projet de Loi*, or Bill, by which an alteration or amendment was made in Article XII. of the said Law of the 13th of July, 1840 (commonly cited as “*La Loi des Successions*”) as shown in the Schedule marked A thereunto annexed :—That at the same meeting the States approved of another *Projet de Loi* or Bill intituled “*Loi Supplémentaire à la Loi des Successions*,” as set forth in the Schedule marked B thereunto annexed, and humbly praying :—

1.—That Your Majesty will be graciously pleased to approve of and sanction the alteration or amendment in Article XII. of the Law of the 13th of July, 1840 (commonly cited as “*La*

1889.

Loi des Successions”) and to declare Your Royal Will and Pleasure that the same shall henceforth have force of Law within the Island of Guernsey.

2.—That Your Majesty will be graciously pleased to approve of and sanction the *Projet de Loi* or Bill intituled “*Loi supplémentaire à la Loi des Successions*,” and to declare Your Royal Will and Pleasure that the same shall have force of Law within the aforesaid Island.

“THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty’s said Order of Reference, have this day taken the said Petition into consideration, and do agree humbly to report as their opinion to Your Majesty that it may be advisable for Your Majesty to comply with the prayer of the Petition of the States of the Island of Guernsey, and to approve of and sanction the alteration or amendment in Article XII. of the Law of the 13th July, 1840 (commonly cited as “*La Loi des Successions*”) and to declare Your Royal Will and Pleasure that the same shall henceforth have force of Law within the Island of Guernsey, and also to approve of and sanction the *Projet de Loi* or Bill entitled “*Loi supplémentaire à la Loi des Successions*,” and to declare Your Royal Will and Pleasure that the same shall have force of Law within the aforesaid Island.”

HER MAJESTY, having taken the said Report into consideration, is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve of and sanction the alteration or amendment in Article XII. of the Law of the 13th of July, 1840, commonly cited as “*La Loi des Successions*,” and to order that the same shall henceforth have force of Law within the Island of Guernsey; and Her Majesty is further pleased, with

the like advice, to approve of and sanction the said *Projet de Loi*, intituled “*Loi supplémentaire à la Loi des Successions*,” and to order, as it is hereby ordered, that the same shall have force of Law within the Island of Guernsey.

1889.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order and the said *Projet de Loi* (copies whereof are hereunto annexed), be entered upon the Register of the Island of Guernsey, and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other Her Majesty's Officers for the time being in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice and govern themselves accordingly.

C. L. PEEL.

PROJETS DE LOI referred to in the foregoing Order in Council :—

SCHEDULE A.

AMENDEMENT DE L'ARTICLE XII. DE LA LOI
DES SUCCESSIONS.

12.—En succession collatérale de meubles, acquêts et conquêts, les mâles ou leurs descendants, n'excluront pas les femelles ou leurs descendants en parité de degré, mais les plus proches parents du décédé, en parité de degré, tant mâles que femelles, partageront dans les mêmes proportions que des biens de la même nature (soit meuble soit héritage) seraient partagés en ligne directe. Et il y aura représentation de degré quand les descendants d'un frère ou d'une sœur d'un décédé viendront à la succession avec ses autres frères ou sœurs, et non autrement, dans lequel cas les dits descendants subdiviseront entr'eux de la même manière la part de la succession qui serait échue à leur ascendant, s'il eut été vivant.

1889.

SCHEDULE B.

LOI SUPPLÉMENTAIRE À LA LOI DES SUC-
CESSIONS.

Les pères ou mères ou autres ascendants pourront ordonner par testament que la part et portion de leur succession mobilière composant la légitime revenant à un ou plusieurs de leurs descendants, sera placée en fidéicommiss à la charge par les fidéicommissaires d'en payer les nets intérêts et dividendes à tel descendant pendant sa vie, et après son décès, pour disposer du capital parmi ses héritiers ou légataires précisément de la même manière comme si le dit Bien n'avait pas été placé en fidéicommiss. Et ne déroge cette Loi à la deuxième partie de l'Article 29 de la Loi de 1840, dite "*La Loi sur les Successions*," par rapport à la proportion d'une fille mariée dans la succession mobilière de son père ou de sa mère.

(Enregistré sur les Records le 4 Janvier 1890.)

AT THE COURT AT WINDSOR

The 13th day of December 1889

PRESENT

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY

LORD PRESIDENT, &C.

Loi relative
aux
Prescriptions.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 10th day of December, 1889, in the words following, viz. :—

“YOUR MAJESTY having been pleased by Your General Order of Reference of the 21st day of March, 1862, to refer unto this Committee the Humble Petition of the States of Guernsey, setting

1888.

forth :—That by the laws at present in force in the Island of Guernsey, all mobiliary demands and personal actions are prescribed by a lapse of ten years :—That this term having been found in practice inconvenient and excessive, the States, at a meeting holden before the Bailiff on the 9th day of September, 1889, adopted a *Projet de Loi* or Bill, intituled “ *Loi relative aux Prescriptions*,” the object of which is to reduce and limit the prescription to a term of six years in ordinary cases, and to one year in the case of actions brought against heirs, executors or administrators, who shall have complied with certain formalities required by the said *Projet de Loi*. And humbly praying that Your Majesty will be graciously pleased to approve of and ratify the said *Projet de Loi* or Bill, as set forth in the Schedule thereunto annexed, and to declare Your Royal Will and Pleasure that the same shall have force of Law within the said Island.”

“ THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty’s said Order of Reference, have this day taken the said Petition into consideration, and do agree humbly to report as their opinion to Your Majesty that it may be advisable for Your Majesty to comply with the prayer of the Petition of the States of the Island of Guernsey, and to approve of and ratify the said *Projet de Loi*, and to declare Your Royal Will and Pleasure that the same shall have force of law within the Island of Guernsey.”

HER MAJESTY, having taken the said Report into consideration, is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve of and ratify the said *Projet de Loi*, and to order, as it is hereby ordered, that the same shall have the force of law within the Island of Guernsey.

1838.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order and the said *Projet de Loi* (a copy whereof is hereunto annexed) be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other Her Majesty's Officers, for the time being in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice and govern themselves accordingly.

C. L. PEEL.

PROJET DE LOI referred to in the foregoing Order in Council :—

LOI RELATIVE AUX PRESCRIPTIONS.

1.—Toutes demandes mobilières et actions personnelles qui se prescrivent maintenant par le laps de dix ans, seront à l'avenir prescrites par le laps de six ans.

2.—Les prescriptions commencées à l'époque de la promulgation de la présente Loi, par son enregistrement sur les records de cette île, après qu'elle aura reçu la sanction de Sa Majesté en Conseil, seront réglées conformément aux lois précédemment en force. Néanmoins les prescriptions alors commencées, et pour lesquelles il faudrait encore, suivant les dites lois, plus de six ans, à compter de la même époque, seront accomplies par le laps de six ans.

3.—Le paiement d'intérêts reconnu par le débiteur sur une pièce par écrit portant intérêt, aura l'effet d'interrompre la prescription courante contre la dite pièce.

4.—Toutes demandes mobilières et actions personnelles contre les héritiers ou contre les exécuteurs du testament ou les administrateurs d'une personne décédée en cette île, pour dettes encourues par le

défunt, mais non enregistrées sur le livre des contrats pour la date à l'époque de son décès, seront à l'avenir prescrites par le laps d'an et jour, savoir : depuis le décès de ladite personne lorsque les formalités ci-dessous auront été observées dans les trois mois qui suivront ledit décès, ou depuis la dernière des publications sous mentionnées, lorsque lesdites formalités n'ont pas été observées dans les trois mois après le décès, pourvu que lesdits héritiers, lesdits exécuteurs ou lesdits administrateurs, après avoir obtenu permission de la Cour Royale de ce faire, aient fait afficher par trois Dimanches consécutifs, dans les cadres aux porches des Églises des paroisses de cette île, et aient fait insérer par trois Samedis consécutifs, dans la *Gazette Officielle* française, que ceux qui prétendent leur être due par la succession du défunt quelque chose non enregistrée avant son décès sur le livre des contrats pour la date, aient à en poursuivre le recouvrement dans an et jour de son décès ou de la dernière publication suivant le cas.

Après la production au Sergent de la Reine de la relation desdites publications et des copies desdites annonces (laquelle devra être faite dans la quinzaine de la date de la dernière desdites publications), il sera inséré par le Sergent sur un tableau gardé à l'effet, qui sera affiché dans le vestibule de la Cour Royale, et restera inséré jusqu'à l'expiration de l'an et jour.

1° Les noms et prénoms du défunt de la succession duquel il s'agit.

2° Les noms et prénoms de l'héritier ou de l'exécuteur ou administrateur qui a obtenu l'acte de Cour.

3° Le jour du décès du défunt.

4° Le jour que la prescription d'an et jour sera acquise. Faute aux dits héritiers, exécuteurs ou administrateurs d'observer toutes les

1890.

susdites formalités, la prescription d'an et jour n'aura pas lieu.

5° Les frais encourus aux fins que dessus, y compris un honoraire de cinq chelins payable au Sergent de la Reine pour l'inscription sur le tableau, formeront partie des frais de la succession.

(Enregistré sur les Records le 12 Juillet 1890.)

AT THE COURT AT WINDSOR

the 30th day of June 1890

PRESENT

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY

LORD PRESIDENT, &c.

Loi relative
au Colportage.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 21st day of June, 1890, in the words following, viz. :—

“YOUR MAJESTY having been pleased by Your General Order of Reference of the 21st day of March, 1862, to refer unto this Committee the Humble Petition of Sir Edgar MacCulloch, Knight, Bailiff of Guernsey, setting forth :— That at the Court of Chief Pleas holden on the 30th day of September, 1889, a Bill or *Projet de Loi* was adopted, intituled “*Loi relative au Colportage*” :— That at an Assembly of the States holden before Your Petitioner on the 13th day of December, 1889, the said Bill or *Projet de Loi* was approved of by them with a view of its being submitted to Your Majesty, humbly praying Your

* Rappelée par Ordre en Conseil du 11 Mai 1895.

1890.

Majesty to be graciously pleased to sanction and ratify the same :—That the last clause in the said Bill or *Projet de Loi* was thus worded :—‘Tous ceux qui enfreindront la présente Loi seront punis d’une amende, à discrétion de Justice, qui ne sera pas moindre de £56 tournois et n’excédera pas £98 tournois. Après la deuxième infraction sera tout délinquant sujet à une amende, à discrétion de Justice, qui n’excédera pas £280 tournois. Si la partie est étrangère, elle sera de plus sujette, après la première infraction, à donner caution à discrétion de Justice, ou à vuidier l’île’ :—That in the month of February last Your Petitioner received a letter from the Council Office, informing him that Their Lordships had been advised that they could not recommend Your Majesty to sanction the *Projet de Loi* in its present form, as the last sentence contains a provision for the expulsion of foreigners which is not in consonance with English legislature (*sic*), and might give rise to serious difficulties :—That under these circumstances Their Lordships requested that the question might be again brought before the States in order to ascertain whether that body has any reason to urge against the opinion expressed by Their Lordships’ ‘Legal Advisers’ :—That in conformity with this request the matter was brought before the States on the 2nd day of May of this year, upon which they resolved on omitting from the *Projet de Loi* the sentence objected to by Their Lordships’ ‘Legal Advisers,’ and passed it in the amended form set forth in the Schedule hereunto annexed. And humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to grant Your Royal Sanction to the said Bill or *Projet de Loi*, intituled “*Loi relative au Colportage*,” in its amended form, and to declare it to be Your Royal Will and Pleasure that the same shall have force of Law within the Island of Guernsey.

1890.

“THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty’s said Order of Reference, have this day taken the said Petition into consideration, and do agree humbly to report as their opinion to Your Majesty, that it may be advisable for Your Majesty to comply with the prayer of the Petition, and to declare Your Royal Will and Pleasure that the said Bill or *Projet de Loi*, entitled “*Loi relative au Colportage*,” shall have force of Law within the Island of Guernsey.”

HER MAJESTY, having taken the said Report into consideration, is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve of and ratify the said *Projet de Loi*, and to order, as it is hereby ordered, that the same shall have force of Law within the Island of Guernsey.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order and the said *Projet de Loi* (a copy whereof is hereunto annexed), be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other Her Majesty’s Officers for the time being in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice and govern themselves accordingly.

C. L. PEEL.

PROJET DE LOI referred to in the foregoing Order in Council :—

LOI RELATIVE AU COLPORTAGE.*

* * * * *

* Cette Loi est rappelée par un Ordre en Conseil du 11 Mai 1895, enregistré sur les Records le 23 Mai 1895, lequel approuve une Nouvelle Loi relative au Colportage.

(Enregistré sur les Records le 12 Juillet 1890.)

1890.

AT THE COURT AT WINDSOR
the 30th day of June, 1890.

PRESENT

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY
LORD PRESIDENT, &c.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 9th day of June, 1890, in the words following, viz. :—

Loi relative à la Séparation de Mari et Femme en Police Correctionnelle.

“YOUR MAJESTY having been pleased by Your General Order of Reference of the 21st day of March, 1862, to refer unto this Committee the Humble Petition of Sir Edgar MacCulloch, Knight, Bailiff of Guernsey, setting forth :—That at a meeting of the Royal Court of Your Majesty’s Island of Guernsey, holden on the 9th day of November, 1889, a Bill or *Projet de Loi* was adopted, intituled “*Loi relative à la Séparation de Mari et Femme en Police Correctionnelle,*” the object of which is to enable a wife, who has reason to complain of her husband for gross and continued ill-treatment, neglect to provide for the maintenance of herself and children, or for having abandoned her, to obtain a legal separation from him by summary process before the Police Court : That at a meeting of the States holden before Your Petitioner on the 13th day of December, 1889, the said Bill or *Projet de Loi* was brought under their consideration and approved of as in the Schedule hereunto annexed, with a view to its being submitted to Your Majesty, humbly praying that Your Majesty will be graciously pleased to sanction and ratify the same, and humbly praying that Your Majesty will be graciously pleased to grant Your Royal Sanction to the said Bill or *Projet de Loi*, intituled “*Loi relative*

1890.

à la Séparation de Mari et Femme en Police Correctionnelle,” and to declare it to be Your Royal Will and Pleasure that the same shall have force of Law within the Island of Guernsey.

“THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty’s said Order of Reference, have this day taken the said Petition into consideration, and do agree humbly to report as their opinion to Your Majesty that it may be advisable for Your Majesty to comply with the prayer of the Petition and to sanction the said Bill or *Projet de Loi* intituled “*Loi relative à la Séparation de Mari et Femme en Police Correctionnelle*,” and to declare it to be Your Royal and Pleasure that the same shall have force of Law within the Island of Guernsey.”

HER MAJESTY, having taken the said Report into consideration, is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve of and ratify the said *Projet de Loi*, and to order, as it is hereby ordered, that the same shall have force of law within the Island of Guernsey.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order and the said *Projet de Loi* (a copy whereof is hereunto annexed) be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other Her Majesty’s Officers for the time being in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice and govern themselves accordingly.

C. L. PEEL.

PROJET DE LOI referred to in the foregoing Order in Council :—

LOI RELATIVE À LA SÉPARATION DE MARI ET
FEMME EN POLICE CORRECTIONNELLE.

1890.

Lorsqu'un mari sera condamné par la Cour siégeant en Police Correctionnelle pour violence grave exercée envers sa femme, ou pour avoir par suite d'ivresse habituelle ou autre cause grave imputable au mari, négligé ou abandonné sa femme, la Cour, si elle est satisfaite qu'il y a péril pour la femme ou que son intérêt le requiert, pourra, sur la demande de la femme, ordonner qu'elle ne sera plus tenue de cohabiter avec son mari, et aura ladite sentence les mêmes effets qu'une séparation quant aux biens prononcée par la Cour ordinaire. Et pourra de plus la Cour, en rendant ladite sentence ordonner :—

1.—Que le mari paiera à sa femme telle somme par semaine qu'il plaira à la Cour fixer, suivant à l'état et aux moyens du mari, laquelle somme pourra être changée de temps à autre par ladite Cour sur la demande tant du mari que de la femme, cas avenant qu'il soit prouvé, à la satisfaction de la Cour, que les moyens, soit du mari soit de la femme, ont subi quelque changement.

2.—Que la femme aura la garde et la custodie des enfants issus du mariage qui n'auront pas atteint l'âge de quatorze ans.

Bien entendu toutefois, qu'il ne sera rendu de sentence ordonnant le paiement par un mari à sa femme d'une somme par semaine, ou donnant à la femme la garde et la custodie des enfants, dans le cas où la femme aura été convaincue d'adultère, à moins que l'adultère n'ait été pardonné par le mari. Et pourra la sentence ordonnant tel paiement être révoquée par la Cour cas avenant qu'il soit prouvé devant la Cour que la femme a commis adultère depuis que la sentence de la Cour fut rendue en sa faveur.

1890.

Bien entendu aussi que la garde et la custodie des enfants pourra être retirée de la femme, si des raisons suffisantes sont prouvées à la satisfaction de la Cour.

(Enregistré sur les Records le 12 Juillet 1890.)

AT THE COURT AT WINDSOR

the 30th day of June, 1890.

PRESENT

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY

LORD PRESIDENT, &c.

Havre St.
Pierre-Port.
Magasins
construits
sur la Blanche
Roque.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 29th day of May, 1890, in the words following :—

“YOUR MAJESTY having been pleased by Your General Order of Reference of the 21st March, 1862, to refer unto this Committee the Humble Petition of the States of the Island of Guernsey, setting forth :— That since the works for the enlargement and improvement of the Harbour of St. Peter-Port in Your Majesty's Island of Guernsey were taken in hand in the year 1851, several subsidiary works for rendering the said Harbour more commodious have from time to time been voted by the States of the said Island and sanctioned by Her Majesty in Council :—That the want of additional landing stages being very much felt, and also of sheds and magazines in which merchandise landed in bad weather might be stored, plans for these works, estimated to cost £1,150 sterling, were prepared :—That at an Assembly of the States holden before the Bailiff on the 2nd day of May, 1890, resolutions were passed approving of the plans and estimates, and giving authority to a

Committee of that body to carry out the works in question subject to Her Majesty's approval, and also to Your Majesty's being graciously pleased to sanction the application of the revenue of the Harbour to that object. And most humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to approve of the works voted by the States on the 2nd day of May, 1890, and also to sanction the application of a sum of £1,150 sterling, taken from the revenue of the Harbour, to the construction of the said works.

“THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty's said Order of Reference, have this day taken the said Petition into consideration, and do agree humbly to report as their opinion to Your Majesty that it may be advisable for Your Majesty to comply with the prayer of the said Petition and to approve of the works voted by the States on the 2nd day of May, 1890, and also to sanction the application of a sum of £1,150 sterling, taken from the Revenue of the Harbour, to the construction of the said works.”

HER MAJESTY, having taken the said Report into consideration, is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve of the works voted by the States on the 2nd day of May, 1890, and also to sanction the application of a sum of £1,150 sterling, taken from the revenue of the Harbour, to the construction of the said works.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other Her Majesty's Officers for the time being in

1890. the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice and govern themselves accordingly.

C. L. PEEL.

(Enregistré sur les Records le 12 Juillet 1890.)

AT THE COURT AT WINDSOR

the 30th day of June 1890

PRESENT

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY

LORD PRESIDENT, &c.

Impôt 4s. 2d.
par gallon sur
liqueurs spiri-
tueuses; 8d.
par livre sur
tabac; 1s. par
livre sur
cigares; 2d.
par gallon sur
bière.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 27th day of June, 1890, in the words following, viz. :—

“YOUR MAJESTY having been pleased by Your General Order of Reference of the 21st day of March, 1862, to refer unto this Committee the Humble Petition of the States of the Island of Guernsey, setting forth:—That from the year 1814 to the present time the States have been authorized by divers Orders in Council to levy an ‘Impôt,’ or duty, on all spirituous liquors consumed in the Island, which duty on spirituous liquors is now being levied at two shillings and sixpence (Guernsey currency) per gallon, under authority of Your Majesty’s Order in Council of the 6th of September, 1880, and that the said States are also authorised by another Order in Council to levy an ‘Impôt’ or duty of ninepence per gallon on all wines imported into the Island:—That the said ‘Impôts,’ or duties, form, with a very trifling exception, the whole of the Revenue of the States, exclusive of Harbour dues (which are applied solely to the extinction of the debt still due on the Harbour and the keeping of it in due repair), and are applied,

1890.

among others, to the following objects, viz. :—Public improvements, the maintenance of the roads throughout the island, and in part, that of the streets of the Town of St. Peter-Port, coast defences against the sea, certain expenses connected with the Militia, grants to the various parishes of the Island in aid of primary education, the partial maintenance of an intermediary school, annual subsidies to Elizabeth College, &c., &c. :—That the ordinary annual expenses of the States are always increasing and must necessarily continue to do so :—That at present they amount to £5,000 per annum, or thereabouts, more than they did fifteen years ago :—That at the present time there is not more than £2,000 surplus of receipts over the annual ordinary expenditure, and that owing to this small surplus the States have been under the necessity of deferring the execution of many important public improvements, and the inauguration of many useful measures, such, among others, as an increased grant towards primary education, the expense of which presses heavily on the parochial rates, and which there is a growing opinion in the community ought to be borne entirely, or in a great part, by the States :—That the want of a salaried police throughout the Island is urgently felt, and if established, will have to be paid for out of the Revenue of the States :—That it is very generally felt that the maintenance of paupers, especially of such as have no legal settlement in the Island, at present borne by the various parishes, should fall in whole or in part upon the States ; and also that the half of the cost of lighting the Town, by which the whole of the community is benefited, should likewise be defrayed by the States :—That the building in which the Courts of Justice and the Assemblies of the States are held is very inconvenient and inadequate, and that when a proposition was lately put

1890.

before the States with a view to its enlargement and improvement, the consideration of the question was deferred for want of means to carry out the proposed plan :—That an intermediary school for the education of the youth of the Island has been established within the last few years by the States, but that means are wanting to provide a proper building for holding it in :—That the States have recently voted the appointment of a salaried Official Analyst :—That they will shortly have under consideration a project for sending juvenile offenders to some certified Reformatory out of the Island ; and that application is likely to be made to them before long for assistance towards establishing a school for technical education, all of which will constitute annual grants out of their ordinary revenue :—That taking into consideration the position of matters above stated, and that, irrespective of the debt contracted for the improvement of the Harbour amounting at the end of the year 1887 to nearly £175,000, there is a general debt of the States of about £100,000, the States, at a meeting holden before the Bailiff on the 20th of April, 1888, appointed a Committee of their body to report upon the general state of their finances and the means of augmenting their resources :—That on the 20th of June following, the Committee gave in their report, which was printed and communicated to the States in the *Billet d'État*, or notice, convening them to meet for deliberation on other matters on the 6th of August following :—That on the 28th of December, 1888, the States met again under the Presidency of the Bailiff, when the report and recommendations of the Committee appointed on the 20th of April previous were submitted to their deliberation, and they decided to present an humble Petition to Your Majesty in Council praying that Your Majesty would be graciously pleased to authorize them :—

1890.

“1st.—To increase the ‘Impôt,’ or duty, on spirituous liquors consumed in the Island from two shillings and sixpence to four shillings and twopence (Guernsey currency), a sum equivalent to four shillings British per gallon, reckoning from the 1st day of January, 1889, for the same period and on the same terms and conditions as Your Majesty was graciously pleased to allow an ‘Impôt,’ or duty, to be levied by Your Majesty’s Order in Council of the 6th day of September, 1880 ;

“2nd.—To levy an ‘Impôt,’ or duty, of eightpence (Guernsey currency) per pound on all tobacco, and one shilling (Guernsey currency) per pound on all cigars consumed in the Island.

“3rd.—To levy an ‘Impôt,’ or duty, of twopence (Guernsey currency) per gallon on all beer imported into the Island ; the same, however, to be reimbursed on re-exportation direct from the Bonded Stores of the States.

“And humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to authorize the States of the Island of Guernsey, firstly, to increase the ‘Impôt,’ or duty, on spirituous liquors consumed in the Island from two shillings and sixpence to four shillings and twopence (Guernsey currency), a sum equivalent to four shillings British per gallon, reckoning from the 1st of January, 1889 ; for the same period and on the same terms and conditions as Your Majesty was graciously pleased to allow an ‘Impôt,’ or duty, to be levied by Your Majesty’s Order in Council of the 6th day of September, 1880 ; secondly, to levy an ‘Impôt,’ or duty, of eightpence (Guernsey currency) per pound on all tobacco, and one shilling (Guernsey currency) per pound on all cigars consumed in the Island ; thirdly, to levy an ‘Impôt,’ or duty, of twopence (Guernsey currency) per gallon on all beer

1890. imported into the Island ; the same, however, to be reimbursed on re-exportation direct from the Bonded Stores of the States."

"THE LORDS OF THE COMMITTEE have also had under their consideration Petitions of certain Traders, Merchants, and Inhabitants of the Island of Guernsey against the proposed duties and a letter from Messrs. Bass, Ratcliffe and Gretton (Limited) against the confirmation of the proposed tax on Beer, also the Reply of the Committee of the States of the Island of Guernsey to those objectors. And their Lordships do agree humbly to report as their opinion to Your Majesty that it may be advisable for Your Majesty to comply with the prayer of the Petition of the States of Guernsey subject to the condition that the authority to levy the said Duty on Spirituous Liquors consumed in the Island be reckoned from a date to be fixed by Your Majesty, and that, in accordance with the suggestion of the Committee of the States of the Island of Guernsey, the authority to levy the Duties on Tobacco and Cigars be not carried into effect until the States of Guernsey shall have passed at some future sitting a Resolution directing the levying of such Duties."

HER MAJESTY, having taken the said Report into consideration, is pleased, by and with the advice of her Privy Council, to approve thereof, and to authorize the States of the Island of Guernsey :—
 Firstly, to increase the "Impôt," or duty, on spirituous liquors consumed in the Island from two shillings and sixpence to four shillings and twopence (Guernsey currency), a sum equivalent to four shillings British per gallon, reckoning from the 30th day of June, 1890, for the same period and on the same

terms and conditions as Her Majesty was graciously pleased to allow an "Impôt," or duty, to be levied by Her Majesty's Order in Council of the 6th day of September, 1880; secondly, to levy an "Impôt," or duty, of eightpence (Guernsey currency) per pound on all tobacco, and one shilling (Guernsey currency) per pound on all cigars consumed in the Island; thirdly, to levy an "Impôt," or duty, of twopence (Guernsey currency) per gallon on all beer imported into the Island, the same, however, to be re-imbursed on re-exportation direct from the Bonded Stores of the States, provided that the permission to levy the duties on tobacco and cigars is subject to the condition that it be not carried into effect until the States of Guernsey shall have passed at some future sitting a Resolution directing the levying of such duties; and Her Majesty doth hereby further direct that this Order be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other Her Majesty's Officers for the time being in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice and govern themselves accordingly.

1890.

C. L. PEEL.

(*Enregistré sur les Records le 30 Août 1890.*)

AT THE COURT AT OSBORNE HOUSE, ISLE OF WIGHT
the 15th day of August 1890

PRESENT

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY

LORD PRESIDENT, &c.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 4th day of July, 1890, in the words following, viz. :—

Sercq, Havre
du Creux, prêt
de £2,000 stg.
Taxe de 5d.
sur chaque
passager
débarquant.

1890.

“YOUR MAJESTY, having been pleased by Your General Order of Reference of the 21st day of March, 1862, to refer unto this Committee the Humble Petition of William Frederick Collings, Lord of the Island of Sark, President of the Harbour Committee of the said Island, and of Abraham Baker, senior, Abraham Baker, junior, Philip Le Feuvre, John H. Henry, Elias Guille, John Drillot, John Philip De Carteret, and Thomas Godfray, members of the said Committee, setting forth :—That in the year 1768 the Lord and principal Francs-tenants of the said Island of Sark assembled in Chief Pleas voted the building of a breakwater or pier to shelter the natural Harbour of the Creux in the said Island, and decided that the work should be done by means of a *Corvée Générale*, being the personal labour of the Inhabitants of the said Island :—That the said Breakwater or Pier having during the winter of 1865 been partially destroyed in consequence of a very severe storm, a Committee was named by the Lord and principal Francs-tenants, assembled in Chief Pleas for the carrying into execution of certain walls for the restoration and improvement of the said Creux Harbour at a cost of five thousand pounds, which works have since been constructed :—That the head of the said Pier is at present in a very dangerous state and needs to be rebuilt :—That it is further deemed expedient to build a small Pier Head on the Rocks lying west or thereabouts of the present Pier head, these rocks being a source of danger to vessels entering or leaving the Harbour, as also to construct a flight of steps to enable steamers to land their passengers at the present pier head, and to block up in solid masonry the passage for small boats under the wooden bridge in the said Harbour :—That these works are estimated to cost the sum of two thousand pounds, and by an Act of the Chief Pleas of the said Island

of Sark your Petitioners were authorised to carry them into execution :—That in order to provide for the payment of the said works and to enable the same to be carried into execution without delay your Petitioners were authorised, by an Act of the Chief Pleas of the 9th April, 1890, subject to Your Majesty's approval, to borrow the sum of two thousand pounds on the security of the property real and personal of the inhabitants of the said Island :—That the ordinary income and resources of the said Island of Sark are amply sufficient to meet the annual interest of the sum to be so borrowed :—That it was further resolved at the Chief Pleas held on the said 9th day of April, 1890, subject also to Your Majesty's approval, to create a sinking fund for the repayment of the sum to be borrowed by means of a charge of five pence on every passenger disembarking on the Island (save and except on passengers permanently resident within the said Island), the same to be levied from and after the completion of the projected works, and paid over monthly to the Treasurer of the said Island of Sark by the owners or agents of the vessels landing these passengers, under a penalty of ten pounds against such owners or agents neglecting or failing to make the said payments, until the full and complete extinction of the debt incurred for the construction of the aforesaid works, and to be applicable to that purpose only :—That one of the main objects which the Court of Chief Pleas had in view when voting the aforesaid works was to enable steamers to land their passengers at the Pier head instead of compelling passengers as heretofore to land in small boats, often at great inconvenience to themselves, and at a cost of fivepence per passenger for landing, and fivepence for returning to the steamer :—And humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased :—

1890.

1890.

“1st.—To authorise your Petitioners to borrow the sum of two thousand pounds for the purpose of the aforesaid works upon the security of the property real and personal of the inhabitants of the said Island of Sark ;

“2nd.—To authorise and direct the levying by owners of steamers or other vessels carrying passengers to the Island of Sark of five pence per passenger landing on the said Island (save and except on passengers permanently resident in the said island), the same to commence as soon as the works now projected at the Harbour of the Creux in Sark shall have been completed, and to be continued until the entire extinction of the debt to be created for the carrying into execution of the said works, the produce of the same to be paid over monthly to the Treasurer of the said Island of Sark, under a penalty of ten pounds against the said owners or their agents neglecting or failing so to do, to be by the said Treasurer applied exclusively, both produce and penalty, towards the liquidation of the said debt.”

“THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty’s said Order of Reference, have this day taken the said Petition into consideration, and do agree humbly to report as their opinion to Your Majesty that it may be advisable for Your Majesty to comply with the prayer of the said petition.”

HER MAJESTY, having taken the said Report into consideration, is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve thereof, and

1890.

1st.—To authorise the Petitioners to borrow the sum of two thousand pounds for the purpose of the aforesaid works upon the security of the property, real and personal, of the inhabitants of the said Island of Sark ;

2nd.—To authorise and direct the levying by owners of steamers and other vessels carrying passengers to the Island of Sark of five pence per passenger landing on the said Island (save and except on passengers permanently resident in the said Island), the same to commence as soon as the works now projected at the Harbour of the Creux in Sark shall have been completed, and to be continued until the entire extinction of the debt to be created for the carrying into execution of the said works, the produce of the same to be paid over monthly to the Treasurer of the said Island of Sark under a penalty of ten pounds against the said owners or their agents neglecting or failing so to do, to be by the said Treasurer applied exclusively, both produce and penalty, towards the liquidation of the said debt.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other Her Majesty's Officers for the time being in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice and govern themselves accordingly

C. L. PEEL.

1891.

(Enregistré sur les Records le 31 Janvier 1891.)

AT THE COURT AT OSBORNE HOUSE,
ISLE OF WIGHT

the 12th day of January 1891

PRESENT

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY

LORD PRESIDENT

SIR JAMES FERGUSSON, BART.

MR. JACKSON.

Auregny.
Impôt pour 6
mois.
Liqueurs spiri-
tueuses 2s. 6d.
par gallon,
Vins 9d. par
gallon.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the affairs of Guernsey and Jersey, dated the 10th day of January, 1891, in the words following, viz. :—

“YOUR MAJESTY having been pleased by Your General Order of reference of the 21st day of March, 1862, to refer unto this Committee the humble Petition of Thomas Nicholas Barbenson, Judge and President of the States of Your Majesty's Island of Alderney, setting forth :—That on the 2nd February, 1886, Your Majesty was Most Graciously pleased by and with the advice of Your Majesty's Most Honourable Privy Council, to grant to the States of Your Majesty's Island of Alderney, the Power to levy a duty of Two shillings and sixpence per Gallon on all Spirituous Liquors retailed and consumed in Your Majesty's Island of Alderney, also a duty of ninepence per gallon on all Wines consumed in the Island for the term of Five years, from the 2nd February, 1886, to the 2nd February, 1891; and to direct that the produce be applied from time to time by the joint discretion of the States and the Court of the Island towards the liquidation of the Public debt; in works of other purposes of public utility; in keeping Public buildings in repair; in

1891.

continuing the construction of roads and repairs ; to pay to the Directors of the Parochial Schools such expenses beyond the endowment as may appear in the yearly accounts to have been incurred, and also to pay annually the sum of £50 or more if possible from the said duties towards the liquidation of the Public debt, also authorizing the States to make such regulations for raising and collecting the said duty, as may seem by them meet and proper ;—That the Power granted to the States of this Island to levy the said Duties will cease on the 2nd February, 1891 ; That the creation of such revenue having been granted to the States of this Island by Royal favour since 1828, has enabled them to make such improvements as are highly beneficial to Your Majesty's humble subjects ; that the last five years the Revenue of this Island has been on the decrease, which can only be attributed to the diminution of the Population, as well as to the great consumption of Beer in the Island ; this decrease is greatly felt ; as the greatest portion of the States expenses are caused by the keeping in repair of Public Buildings and Roads, which were necessitated at a time when the Population was much greater than it is at present, and which expenses cannot well be diminished with the decrease of the Impôt ; That the necessity of the increase of a Revenue is greatly felt and highly necessary, and further praying Your Majesty to grant them also as a Royal favour that they may be allowed to levy an Impôt on all Beer Imported and consumed in the Island ; which increase if granted, they have every reason to hope, will enable them to diminish their Public debt and continue their Improvements more especially in the Town ; and that the increase of duty asked for is at the same rate as that levied in the Island of Guernsey, of the Bailiwick of which they form a part ; and Humbly praying that Your Most Gracious Majesty,

1891.

would be pleased to grant to the States of that Island power of levying for a term of Ten Years from the 2nd February, 1891, to the 2nd of February, 1901, a duty of Four Shillings and Twopence per Gallon on all Spirituous Liquors Imported and consumed in the Island ; a duty of One shilling per Gallon on all Wines Imported and consumed in the Island ; and Twopence per Gallon on all Beer Imported and consumed in the Island ; the proceeds of which duties to be applied by the States of Alderney as follows :—

“ ‘1st. Towards the liquidation of the Public Debt.

“ ‘2nd. To continue the Repairs of Public Buildings and Roads belonging to the States.

“ ‘3rd. To continue all Sanitary Measures when recommended by the Sanitary Committee.

“ ‘4th. To pay to the Directors of the Parochial Schools, the expenses incurred beyond the Endowment, as may appear in the yearly accounts to have been incurred.

“ ‘5th. To pay annually the sum of £50 from the increase of the Impôt, if any, towards the Liquidation of the Public Debt.

“ ‘And further that Your Majesty would be graciously pleased to authorize the States of the Island to make, from time to time, the necessary regulations for raising and collecting the said duties as may be found meet and proper :’

“ THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty’s said order of reference, have this day taken the said Petition into consideration, but it having been represented to their Lordships that certain questions between the Lords Commissioners of the Treasury and the States of the Island of Alderney cannot be settled before the expira-

tion of the present Impôt on the 2nd February next ; Their Lordships, under these circumstances, before finally reporting to Your Majesty on the Petition herein set forth, do agree humbly to recommend Your Majesty to authorize the States of the Island of Alderney to continue to levy for the further period of six months from the 2nd day of February, 1891, the duty of two shillings and sixpence per gallon on all spirituous liquors and ninepence per gallon on wines consumed in the said Island upon the terms and conditions and for the purposes specified in Your Majesty's Order in Council of the 29th day of December, 1885."

1891.

HER MAJESTY having taken the said Report into consideration is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve thereof, and to authorize the States of the Island of Alderney to continue to levy, for the further period of six months, from the 2nd day of February, 1891, the duty of two shillings and sixpence per gallon on all spirituous liquors and ninepence per gallon on wines consumed in the said Island upon the terms and conditions and for the purposes specified in Her Majesty's Order in Council of the 29th day of December, 1885 :

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order be registered upon the Register of the Island of Alderney and observed accordingly. And the Judge, Jurats, and all other Her Majesty's Officers for the time being in the said Island of Alderney, and all other persons whom it may concern, are to take notice and govern themselves accordingly.

C. L. PEEL.

1891.

*(Enregistré sur les Records le 8 Août 1891.)*AT THE COURT AT OSBORNE HOUSE, ISLE OF
WIGHT

the 30th day of July 1891

PRESENT

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY

ARCHBISHOP OF YORK

LORD PRESIDENT, &c.

Auregny.
Impôt pour 5
ans. Liqueurs
Spiritueuses
2s. 6d. par
gallon, Vins
1s. par gallon,
Bière 2d. par
gallon.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 16th day of July, 1891, in the words following, viz. :—

“YOUR MAJESTY having been pleased by Your General Order of Reference of the 21st day of March, 1862, to refer unto this Committee the Humble Petition of Thomas Nicholas Barbenson, Judge and President of the States of Your Majesty’s Island of Alderney, dated the 13th July, 1891, setting forth :—That on the 2nd February, 1886, Your Majesty was most graciously pleased, by and with the advice of Your Majesty’s Most Honourable Privy Council, to grant to the States of Your Majesty’s Island of Alderney the power to levy a duty of 2s. 6d. per gallon on all spirituous liquors retailed and consumed in Your Majesty’s Island of Alderney, also a duty of 9d. per gallon on all wines consumed in the Island, for the term of five years from the 2nd February, 1886, to the 2nd of February, 1891, and to direct that the produce be applied from time to time, by the joint discretion of the States and of the Court, towards the liquidation of the Public debt, in works and other purposes of public utility; in keeping Public Buildings in repair, in continuing the construction and repairs of Public Roads; to pay to the Directors of the Public Schools such expenses beyond the endowment

1891.

as may appear in the yearly accounts to have been incurred; and also to pay annually the sum of £50, or more if possible, from the said duties towards the liquidation of the Public debt; also authorising the States to make such regulations for raising and collecting the said duty as may seem to them proper:—That owing to questions raised on the accounts forwarded from time to time to the Lords Commissioners of Your Majesty's Treasury, the renewal of the present Impôts on spirits and wines has been granted for six months from the 2nd February to the 2nd of August next:—That the last five years the revenue of the Island has been on the decrease and a panic, perhaps without a cause, having taken place, the Lords of the Admiralty having abandoned their Breakwater as useless, and a number of workmen leaving the Island caused a fear, by which the increase of the Impôt was partly asked for:—That a decrease has taken place is evident by the returns of the last five months of which the great consumption of Beer is partly the cause, but I humbly submit that the decrease is not sufficient to pray for an increase of duty of one shilling and eightpence per gallon on all spirits consumed in the Island:—That the increase of our revenue being necessary we therefore humbly pray Your Most Gracious Majesty in Council to grant us, as a Royal favour, that we may be allowed to levy an Impôt of twopence per gallon on all Beer consumed in the Island, which favour, if granted, we have every reason to hope will enable us to diminish our Public debt and continue our improvements and repairs:—That the Impôt account is relieved of the deficit of £487 2s. 1½d. shown in our account of the 31st December, 1889, by the charge of that deficit against other funds at the disposal of the States, the only claim on the Impôt on the 1st January, 1891, being

1891.

Bonds to the amount of £1,050 ; and humbly praying that Your Majesty may be graciously pleased to grant to the States of this Island power of levying for a term of five years from the 2nd August, 1891, to the 2nd August, 1896, a duty of 2s. 6d. per gallon as heretofore on all spirituous liquors consumed in the Island ; a duty of one shilling per gallon on all wines consumed in the Island ; and also two-pence per gallon on all Beer imported and consumed in the Island,—the proceeds of which duties to be applied by the States according to the following conditions :—

“1. That the Impôt account be kept separately from that of other funds.

“2. That the proceeds of the Impôt be devoted to the following purposes :—

“(a) Interest of Bonded debt, which debt amounted on the 1st January, 1891, to £1,050.

“(b) Rent of Court House.

“(c) Repairs and maintenance of Public Buildings.

“(d) Repairs and maintenance of Public Roads.

“(e) Redemption of Public debts at the rate of £100 yearly.

“(f) New Public Works and improvements.

“3. To continue sanitary measures when recommended by the Sanitary Committee.

“4. To pay to the Directors of the Parochial Schools such expenditure beyond the endowment as may appear in the yearly accounts to have been incurred.

“5. To assist in paying the expenses for Lighting the Town.

1891.

“6. To pay Militia expenses for the year.

“7. To pay portion of Police expenses; Insurance of Public Buildings; care of Fire Engine and cleaning and keeping in order of Public Tanks.

“8. That a yearly account of the receipt and expenditure of the Impôt be furnished to the Council Office, distinguishing the different terms of expenditure accordingly.

“9. That no debt chargeable upon the Impôt be incurred without the previous sanction of Your Majesty in Council.

“And that Your Majesty may be pleased to authorise the States of the Island to make from time to time such regulations for raising and collecting the said Duties as may be found meet and proper.”

“THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty’s said Order of Reference, have this day taken the said Petition into consideration, and do agree humbly to report as their opinion to Your Majesty that it may be advisable for Your Majesty to grant to the States of the Island power of levying for a term of five years from the 2nd August, 1891, to the 2nd August, 1896, a duty of 2s. 6d. per gallon as heretofore on all spirituous liquors consumed in the Island, a duty of one shilling per gallon on all wines consumed in the Island, and also twopence per gallon on all beer imported and consumed in the Island, the proceeds of which duties to be applied by the States according to the following conditions :—

“1. That the Impôt account be kept separately from that of other funds.

1891.

“2. That the proceeds of the Impôt be devoted to the following purposes :—

“(a) Interest of Bonded Debt, which Debt amounted on the 1st January, 1891, to £1,050.

“(b) Rent of Court House.

“(c) Repairs and maintenance of Public Buildings.

“(d) Repairs and maintenance of Public Roads.

“(e) Redemption of Public Debt at the rate of £100 yearly.

“(f) New Public Works and Improvements.

“(g) To continue sanitary measures when recommended by the Sanitary Committee.

“(h) To pay to the Directors of the Parochial Schools such expenditure beyond the Endowment as may appear in the yearly accounts to have been incurred.

“(i) To assist in paying the expenses for lighting the Town.

“(k) To pay Militia expenses for the year.

“(l) To pay portion of Police expenses ; Insurance of Public Buildings ; care of Fire Engine, and the cleaning and keeping in order of Public Tanks.

“3. That a yearly account of the receipt and expenditure of the Impôt be furnished to the Privy Council distinguishing the different terms of expenditure accordingly.

“4. That no debt chargeable upon the Impôt be incurred without the previous sanction of Your Majesty in Council.

“And the Lords of the Committee are further of opinion that the States of the

Island should be authorised to make from time to time such regulations for raising and collecting the said Duties as may be found meet and proper.”

1891.

HER MAJESTY, having taken the said Report into consideration is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve thereof, and to authorise the levying by the States of the Island of Alderney, for a term of five years from the 2nd day of August, 1891, to the 2nd day of August, 1896, of a duty of two shillings and sixpence per gallon as heretofore on all spirituous liquors consumed in the Island, a duty of one shilling per gallon on all wine consumed in the Island, and also twopence per gallon on all beer imported and consumed in the Island, the proceeds of which duties to be applied by the States according to the following conditions :—

1. That the Impôt account be kept separately from that of other funds.
2. That the proceeds of the Impôt be devoted to the following purposes :—
 - (a) Interest of Bonded Debt, which Debt amounted on 1st January, 1891, to £1,050.
 - (b) Rent of Court House.
 - (c) Repairs and maintenance of Public Buildings.
 - (d) Repairs and maintenance of Public Roads.
 - (e) Redemption of Public Debt at the rate of £100 yearly.
 - (f) New Public Works and Improvements.
 - (g) To continue sanitary measures when recommended by the Sanitary Committee.

1891.

- (h) To pay to the Directors of the Parochial Schools such expenditure beyond the Endowment as may appear in the yearly accounts to have been incurred.
- (i) To assist in paying the expenses for lighting the Town.
- (k) To pay Militia expenses for the year.
- (l) To pay portion of Police expenses; Insurance of Public Buildings; care of Fire Engine, and the cleaning and keeping in order of Public Tanks.

3. That a yearly account of the receipt and expenditure of the Impôt be furnished to the Privy Council, distinguishing the different terms of expenditure accordingly.

4. That no debt chargeable upon the Impôt be incurred without the previous sanction of Her Majesty in Council.

And Her Majesty is also pleased to authorise the States of the Island of Alderney to make from time to time such Regulations for raising and collecting the said Duties as may be found meet and proper.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order be registered upon the Register of the Island of Alderney, and observed accordingly, and the Judge, Jurats, and all other Her Majesty's Officers, for the time being in the said Island of Alderney, and all other persons whom it may concern, are to take notice and govern themselves accordingly.

C. L. PEEL.

(Enregistré sur les Records le 17 Octobre 1891.)

1891.

AT THE COURT AT BALMORAL

the 26th day of September, 1891

PRESENT

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY
 HIS ROYAL HIGHNESS THE PRINCE OF WALES
 HIS ROYAL HIGHNESS THE DUKE OF CONNAUGHT AND
 STRATHEARNE, &c.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the affairs of Guernsey and Jersey, dated the 4th day of August, 1891, in the words following, viz. :—

Havre St.
 Pierre-Port.
 Débarcadère
 Chaussée
 Albert.

“YOUR MAJESTY having been pleased by Your General Order of Reference of the 21st day of March, 1862, to refer unto this Committee the Humble Petition of the States of the Island of Guernsey, dated the 20th day of July, 1891, setting forth :—That since the works for the enlargement and improvement of the Harbour of St. Peter-Port in Your Majesty's Island of Guernsey were taken in hand in the year 1851, several subsidiary works for rendering the said Harbour more commodious and better adapted to the exigencies of commerce, have from time to time been voted by the States and sanctioned by Your Majesty in Council :—That among these works was a temporary landing stage constructed of wood which has been found very useful, but which by the action of the sea has become unsafe :—That the States having been consulted on the subject in an Assembly holden before the Bailiff on the 26th of June last, voted the construction of a permanent landing stage in stone, at an estimated cost of £6,000 sterling, and gave authority to a Committee of their body to carry out the work in question, subject to Your Majesty being graciously pleased to approve thereof, and to sanction the application of the revenue of the Harbour to that object. And most

1891.

humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to approve of the work voted by the States on the 26th of June, 1891, and also to sanction the application of a sum of £6,000 sterling, taken from the revenue of the Harbour, to the carrying out of the said work :

“THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty’s said Order of Reference, have this day taken the said Petition into consideration, and do agree humbly to report as their opinion to Your Majesty, that it may be advisable for Your Majesty to comply with the prayer of the Petition of the States of the Island of Guernsey and to approve of the work voted by the States on the 26th of June, 1891, and also to sanction the application of a sum of £6,000 sterling, taken from the Revenue of the Harbour, to the carrying out of the said work.”

HER MAJESTY having taken the said Report into consideration is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve of the work voted by the States on the 26th June, 1891, and also to sanction the application of a sum of £6,000 sterling, taken from the Revenue of the Harbour of St. Peter-Port, to the carrying out of the said work.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order be entered upon the Register of the Island of Guernsey, and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other Her Majesty’s Officers for the time being in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice and govern themselves accordingly.

C. L. PEEL.

(Enregistré sur les Records le 28 Décembre 1891.)

1891.

AT THE COURT AT WINDSOR

the 12th day of December 1891

PRESENT

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY

LORD PRESIDENT, &c.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 1st day of December, 1891, in the words following, viz. :—

Loi relative à
la Bâtisse de
Serres bordant
terrain
d'autrui.

“YOUR MAJESTY having been pleased by Your General Order of Reference of the 21st day of March, 1862, to refer unto this Committee the Humble Petition of Sir Edgar MacCulloch, Knight, Bailiff of Guernsey, dated the 16th day of October, 1891, setting forth :—That of late years a new industry, that of raising early fruits and vegetables under glass for exportation and home consumption has arisen in Guernsey and is every day increasing :—That in consequence of this trade a large number of glass-houses have been and are being erected in the island :—That disputes have arisen between owners of contiguous properties as to who should be held responsible for damage done by cattle to glass-houses, or for injuries to cattle coming into contact with glass insufficiently protected by fences :—That on representations made by a large majority of the Parishes in the Island a Bill or *Projet de Loi*, intituled, “*Loi relative à la Bâtisse de Serres bordant le Terrain d'autrui*,” as set forth in the Schedule thereunto annexed, was adopted by the States at a Meeting holden before Your Petitioner on the 23rd day of September, 1891. And most humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to

1891.

approve of and ratify the Bill or *Projet de Loi*, intituled, “*Loi relative à la Bâtisse de Serres bordant le Terrain d’autrui*,” as set forth in the Schedule thereunto annexed, and to declare Your Royal Will and Pleasure that the same should have force of Law.”

“THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty’s said Order of Reference, have this day taken the said Petition into consideration, and do agree humbly to report as their opinion to Your Majesty, that it may be advisable for Your Majesty to comply with the prayer of the Petition of the States of the Island of Guernsey, and to approve of and ratify the said Bill or *Projet de Loi*, intituled, “*Loi relative à la Bâtisse de Serres bordant le Terrain d’autrui*,” and to declare Your Royal Will and Pleasure that the same shall have force of Law.”

HER MAJESTY having taken the said Report into consideration is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve of and ratify the said *Projet de Loi*, and to order, as it is hereby ordered, that the same shall have force of Law.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order, and the said *Projet de Loi* (a copy whereof is hereunto annexed), be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other Her Majesty’s Officers for the time being in the said Island, and all other persons whom it may concern are to take notice and govern themselves accordingly.

C. L. PEEL.

PROJET DE LOI referred to in the foregoing Order :— 1891.

LOI RELATIVE À LA BATISSE DE SERRES
BORDANT LE TERRAIN D'AUTRUI.

1° Le propriétaire de terrain, sur lequel une serre sera dorénavant bâtie, soit sur une muraille ou sur la fondation d'un fossé à lui appartenant, soit sur le dit terrain à l'extrémité d'icelui, s'il n'existe pas de mur ou de fossé de séparation entre le terrain du dit propriétaire et celui de son voisin, sera responsable pour le dommage que le bétail du voisin, soit propriétaire, soit locataire, pourra causer ou subir en venant en contact avec le verre de telle serre, à moins que la dite serre ne soit érigée sur une muraille ayant six pieds de hauteur pour le moins au dessus de la surface de la terre du voisin.

Et est sans préjudice aux actions du voisin contre le propriétaire du terrain pour l'obliger, s'il y a lieu, à lui fournir une défense bonne et compétente.

(Enregistré sur les Records le 28 Décembre 1891.)

AT THE COURT AT WINDSOR

the 12th day of December 1891

PRESENT

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY

LORD PRESIDENT, &c.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 1st day of December, 1891, in the words following, viz. :—

Loi Supplémentaire relative à la Renonciation Volontaire et à la Cession.

“YOUR MAJESTY having been pleased, by Your General Order of Reference of the 21st day of March, 1862, to refer unto this Committee the Humble Petition of Sir Edgar MacCulloch, Knight,

1891.

Bailiff of Guernsey, dated the 16th day of October, 1891, setting forth:—That His late Most Excellent Majesty, George the Fourth, was graciously pleased by His Order in Council of the 20th of December, 1825, to approve of and sanction certain changes in the laws then in force and administered between Debtors and Creditors, which changes became from the date of the registration of the said Order in Council on the Records of the Island the Law by which the relations between Debtors and Creditors are regulated:—That it has been considered expedient to amplify the provisions of the said Law as set out in the said Order in Council:—That the States of Your Majesty's Island of Guernsey, at a Meeting holden before Your Petitioner on the 23rd day of September, 1891, adopted a Bill or *Projet de Loi*, intituled, “*Loi supplémentaire relative à la Renonciation Volontaire et à la Cession*,” as set out in the Schedule thereunto annexed. And most humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to approve of and ratify the said Bill or *Projet de Loi*, intituled “*Loi supplémentaire relative à la Renonciation Volontaire et à la Cession*,” as set out in the Schedule thereunto annexed, and declare Your Royal Will and Pleasure that the same should have force of Law within the aforesaid Island.

“THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty's said Order of Reference, have this day taken the said Petition into consideration, and do agree humbly to report as their opinion to Your Majesty that it may be advisable for Your Majesty to comply with the prayer of the Petition, and to approve of and ratify the said Bill or *Projet de Loi*, intituled “*Loi supplémentaire relative à la Renonciation Volontaire et à la Cession*,” and to declare Your Royal

Will and Pleasure that the same shall have force of Law within the Island of Guernsey.”

1891.

HER MAJESTY having taken the said Report into consideration, is pleased by and with the advice of Her Privy Council, to approve of and ratify the said *Projet de Loi*, and to order, as it is hereby ordered, that the same shall have force of Law within the Island of Guernsey.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order and the said *Projet de Loi* (a copy whereof is hereunto annexed) be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff, and Jurats, and all other Her Majesty's Officers for the time being in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice and govern themselves accordingly.

C. L. PEEL.

PROJET DE LOI referred to in the foregoing Order:—

LOI SUPPLÉMENTAIRE RELATIVE À LA RENONCIATION VOLONTAIRE ET À LA CÉSSION.

Vu l'Ordre en Conseil en date du 20 Décembre 1825, relatif à la Renonciation volontaire et à la Cession, enregistré sur les Records de cette Ile, aux fins d'acte du 31 Décembre 1825.

Attendu qu'il convient d'amplifier les dispositions du dit Ordre en Conseil.

1.—Lors de la demande de la part d'un débiteur d'être admis au bénéfice de la Renonciation volontaire ou de la Cession, il sera tenu de prêter serment de ne pas quitter l'Ile jusqu'à ce que la Cour ait statué sur sa dite demande. Pourra de plus tout créancier entretemps obtenir permission de faire arrêt de la

Débiteur tenu de prêter serment. Permission d'arrêt sur affidavit.

1891.

personne du débiteur, sur son affidavit qu'il a raison de croire que le débiteur a l'intention de quitter l'île.

Assemblées
générales,
décisions des
Créanciers.

2° Dans les assemblées générales des créanciers toute question qui leur sera soumise ayant rapport à l'administration ou à la réalisation des biens du débiteur ou à une offre de transaction venant du débiteur sera décidée par la majorité des créanciers présents, pourvu qu'ils représentent deux tiers de la totalité des créances.

Faits de
Fraude.

3° Sera censé coupable de fraude, tout débiteur demandant le bénéfice de la Renonciation ou de la Cession :—

1. Lorsqu'il n'a pas gardé les livres de comptes d'usage dans son commerce, lorsqu'il y a inexactitude injustifiable dans leur tenue, ou lorsqu'ils ont été soustraits avec sa connaissance.

2. Lorsqu'il y a eu excès injustifiable dans ses dépenses.

3. Lorsqu'il a enlevé, soustrait, détourné ou détérioré, au préjudice de ses créanciers, une partie de son actif.

4. Lorsqu'étant commerçant et sachant qu'il était insolvable il a continué son commerce au préjudice de ses créanciers.

5. Lorsqu'il a acheté des marchandises ou effets quelconques à crédit sans avoir aucun espoir raisonnable de pouvoir les payer.

6. Lorsque, ayant acheté des marchandises ou effets quelconques à crédit, il les a revendus à un prix au dessous du cours.

7. Lorsqu'il a obtenu des marchandises sous de faux prétextes.

8. Lorsque, sachant qu'il était insolvable, il a, pendant les trois mois qui ont précédé sa demande, donné des préférences à un ou plusieurs de ses créanciers au préjudice des autres.

9.—Lorsque, étant insolvable, il a, pendant la même période, donné des marchandises ou meubles meublants, ou autres effets de la même nature à un de ses créanciers en paiement d'une dette.

1891.

4° Après qu'un débiteur aura été trouvé coupable de fraude, les frais et débours qui seront avancés pour son maintien et sa garde par un créancier arrêtant, seront censés une dette de la masse, et seront remboursés entiers au créancier arrêtant hors du produit de la vente des effets du débiteur.

Frais et débours en cas de fraude.

5° Un débiteur dont la demande d'être admis au bénéfice de la Renonciation ou de la Cession a été refusée ne pourra renouveler sa dite demande qu'après deux ans à compter du dit refus, et ce après avoir donné connaissance à ses créanciers de son intention de ce faire par les publications d'usage dans la *Gazette* autorisée pour les annonces officielles, dans le cadre du vestibule de la Cour Royale, et dans le cadre de l'Église de la paroisse où il demeure, les trois Samedis et Dimanches respectivement qui précéderont la dite demande. Bien entendu qu'un créancier ne pourra baser son opposition à la dite demande que sur des faits commis par le débiteur depuis le jour de la première demande.

Renouvellement d'une demande en Renonciation ou Cession.

6° Cas avenant que, par suite de négligence ou de mauvaise volonté de la part de celui qui a demandé le bénéfice de la Renonciation volontaire ou de la Cession, la Cour n'a pas été appelée à statuer sur la dite demande avant l'expiration d'un mois à partir du jour qu'elle a été faite, la dite demande sera censée avoir été retirée par le débiteur, et tout créancier pourra, après le dit mois révolu, intenter des poursuites contre le débiteur comme si la dite demande n'avait jamais été faite ; et ne pourra le débiteur renouveler la demande d'être admis au bénéfice de la Renonciation

Conséquences lors demande n'est pas poursuivie.

1891. ou de la Cession qu'après six mois depuis la date de sa première demande.

Personne aidant débiteur insolvable.

7° Toute personne qui sciemment aidera ou assistera un débiteur insolvable à enlever, soustraire, détourner, dissimuler ou détériorer partie de ses biens, ou qui recevra, cachera, ou recèlera des effets appartenant à un débiteur insolvable au préjudice de ses créanciers, sera passible d'une amende à discrétion de Justice qui ne dépassera pas £250 sterling. Et sera la dite amende applicable moitié à Sa Majesté et moitié au délateur.

(Enregistré sur les Records le 28 Décembre 1891.)

AT THE COURT AT WINDSOR

the 12th day of December 1891

PRESENT

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY

LORD PRESIDENT, &C.

Service d'Eau.
Extension de
l'Etablissement des
travaux.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 1st day of December, 1891, in the words following, viz. :—

“YOUR MAJESTY having been pleased by Your General Order of Reference of the 21st day of March, 1862, to refer unto this Committee the humble Petition of Sir Edgar MacCulloch, Knight, Bailiff of Guernsey, dated the 16th day of October, 1891, setting forth :—That Your Majesty was graciously pleased by Your Order in Council of the 28th of November, 1887, to approve of and ratify a Bill or *Projet de Loi*, intituled ‘*Loi ayant rapport à l'Établissement des Travaux nécessaires pour fournir de l'eau aux habitants de cette Ile,*’ and to declare Your Royal Will and Pleasure that the same should have force

1891.

of Law :—That the said Order in Council approving of the said Bill or *Projet de Loi* was registered in this Island, and published in the usual form on the 17th day of December, 1887 :—That a Company has been formed for the purpose of carrying out the necessary works for the supply of water, and is now in full working order :—That the said Company is desirous to extend its operations by the sinking of another well and the construction of another reservoir in addition to those already existing, and for this purpose has made an application to the States for permission to do so :—That the States having been consulted on the matter at a meeting holden before your Petitioner on the 23rd of September, 1891, adopted a Bill or *Projet de Loi*, intituled ‘*Loi ayant rapport à l’Extension de l’Établissement des Travaux nécessaires pour fournir de l’eau aux habitants de cette Ile,*’ as set forth in the Schedule thereunto annexed ; and most humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to approve of and ratify the Bill or *Projet de Loi*, intituled ‘*Loi ayant rapport à l’Extension de l’Établissement des Travaux nécessaires pour fournir de l’eau aux habitants de cette Ile,*’ as set forth in the Schedule thereunto annexed, and to declare Your Royal Will and Pleasure that the same shall have force of Law.

“THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty’s said Order of Reference, have this day taken the said Petition into consideration, and do agree humbly to report as their opinion to Your Majesty that it may be advisable for Your Majesty to approve of and ratify the said Bill or *Projet de Loi*, intituled ‘*Loi ayant rapport à l’Extension de l’Établissement des Travaux nécessaires pour fournir de l’eau aux habitants de cette Ile,*’ and to declare Your

II.—AA.

1891.

Royal Will and Pleasure that the same shall have force of Law.”

HER MAJESTY having taken the said Report into consideration, is pleased by and with the advice of Her Privy Council, to approve of and ratify the said *Projet de Loi*, and to order as it is hereby ordered, that the same shall have force of Law.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order and the said *Projet de Loi* (a copy whereof is hereunto annexed), be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff, and Jurats, and all other persons whom it may concern, are to take notice and govern themselves accordingly.

C. L. PEEL.

PROJET DE LOI referred to in the foregoing Order :—

LOI AYANT RAPPORT À L'EXTENSION DE L'ÉTABLISSEMENT DES TRAVAUX NÉCESSAIRES POUR FOURNIR DE L'EAU AUX HABITANTS DE CETTE ÎLE.

Concession.

1.—La Société dite “ *The Guernsey Waterworks Company, Limited*,” présentement au droit de Messieurs William Russ et Frederick-A. Pullen, en faveur desquels il existe une concession pour l'établissement d'une usine avec des machines à pomper, réservoir et tuyaux d'alimentation nécessaires pour fournir de l'eau de source aux habitants de cette île, aux fins d'un Ordre de Sa Majesté en Conseil, en date du 28 Novembre 1887, enregistré sur les Records de cette île, aux fins d'acte de la Cour Royale, en date du 17 Décembre 1887, est autorisée à construire, placer, maintenir et posséder :

1°. Une seconde usine pour les objets ci-dessus indiqués, avec les machines à pomper, proche les Grands Moulins, dans la paroisse du Castel ; 1891.
Usine.

2°. Un Réservoir, proche le Moulin des Camps, en la paroisse de Saint Martin, et des tuyaux de communication entre ledit Réservoir et le Réservoir, appartenant à ladite Compagnie, situé aux Ruettes Brayes, en ladite paroisse de Saint Martin ; Réservoir.

3°. Des tuyaux d'alimentation nécessaires pour fournir de l'eau de source, si besoin est, dans toute l'étendue de l'île. Tuyaux.

2.—Les plans, tant du puits qu'il est proposé de foncer aux Grands Moulins que du Réservoir qu'il est proposé de construire aux Camps, devront être approuvés avant le commencement des travaux par un Comité qui sera nommé par les États, et seront lesdits plans portés à exécution par ladite Compagnie à la satisfaction dudit Comité. Plans.

3.—Ladite Compagnie aura les mêmes pouvoirs et les mêmes privilèges et sera assujettie aux mêmes obligations par rapport aux travaux énumérés dans les articles précédents, que ceux qui sont spécifiés dans le susdit Ordre en Conseil en date du 28 Novembre 1887, par rapport aux travaux pour lesquels il existe une concession aux fins des dispositions dudit Ordre en Conseil, bien entendu toutefois ; Privilèges et
Obligations de
la Compagnie.

1°. Que l'article XXIX dudit Ordre en Conseil ne sera censé s'appliquer à la présente concession ;

2°. Que la Compagnie, avant de placer des tuyaux dans une rue ou chemin en dehors des limites indiquées dans le plan auquel il est fait référence dans l'article 3 de la Loi de 1887, sera tenue de demander aux Connétables de la

1891.

paroisse dans laquelle ladite rue ou chemin se trouve, de fixer un jour et heure auxquels la Douzaine se rendra sur le lieu pour prendre en considération ladite demande, desquels jour et heure la Compagnie donnera connaissance publique au moyen d'une annonce dans la *Gazette Officielle* du Samedi avant ledit jour, et la Douzaine, après avoir entendu les personnes intéressées, règlera les dates entre lesquelles les travaux devront être complétés, et ce, eu égard à la commodité tant du public que des propriétaires avoisinants ;

3°. Que ladite Compagnie sera responsable en dommages-intérêts de tous accidents qui pourront arriver par suite de la faute ou négligence des employés de ladite Compagnie par rapport aux travaux d'icelle, ou par suite de défauts dans leurs tuyaux, conduits ou autres ouvrages.

4°. Que la Compagnie sera tenue de payer aux Connétables de la paroisse dans laquelle ladite rue ou chemin se trouve, une somme à raison de six pennis sterling par verge ou partie de verge, pour être ladite somme par eux appliquée à la réparation et entretien de ladite rue ou chemin. Bien entendu que la surface desdites rues et chemins sera remise en bon état par ladite Compagnie à la satisfaction des Connétables et Douzeniers des paroisses respectives, et que ladite Compagnie ne sera tenue, après avoir remis en état le pavage d'une rue ou la surface d'un chemin, des frais de réparation mentionnés à la fin de l'article 5 de ladite Loi de 1887.

Droits Acquits
des individus.

4.—Toute personne qui, avant le 1er Janvier 1891, aura été propriétaire d'une machine à pomper et de

tuyaux ou conduits pour le service d'eau, soit que lesdits tuyaux ou conduits se trouvent placés dans son propre terrain, dans le terrain d'autrui, ou au-dessous des routes, rues ou chemins, pourra, nonobstant la concession accordée par ladite Loi de 1887, continuer à s'en servir comme par le passé pour fournir de l'eau à elle-même ou à autrui, et pourra de plus ouvrir des tranchées dans les routes, rues et chemins pour faire réparer ou renouveler lesdits tuyaux ou conduits lorsque nécessaire en suivant les formalités mentionnées dans l'article précédent. Et est bien entendu que la concession accordée par ladite Loi de 1887 ne déroge au droit qui compète à tout propriétaire d'établir des machines à pomper ou autres appareils, comme aussi de placer des tuyaux ou conduits dans son propre terrain, ou dans le terrain d'autrui pour fournir ou se faire fournir de l'eau, pourvu que lesdits tuyaux et conduits ne soient pas placés dans les routes ou rues publiques de cette île.

1891.

5.—Tout propriétaire ou occupant de terre ou de carrière, pourra, moyennant la permission des autorités compétentes, placer des tuyaux sous la surface des routes, rues ou chemins de cette île pour faire écouler les eaux, soit du ciel, soit de source, pompée ou non-pompée, et cela malgré que les propriétaires des fonds inférieurs ou autres personnes se servent de ladite eau, mais à condition bien entendu que ladite eau ne soit vendue à qui que ce soit.

Droits du propriétaire ou occupant de terre ou carrière de placer tuyaux sous routes, etc.

6.—Si un propriétaire ou occupant de maison ou terre demande qu'il lui soit fourni de l'eau par la dite Compagnie au moyen d'une lettre livrée au bureau de la dite Compagnie en cette île et que la dite Compagnie néglige de la lui fournir dans trois mois après que la dite lettre ait été livrée comme dessus, il sera loisible à tel propriétaire ou occupant de se procurer de l'eau de toute personne qui pourra la lui fournir, et

Conséquences du refus ou de la négligence de la Compagnie de fournir de l'eau après demande.

1892.

il sera de plus loisible à toute personne de la lui fournir au moyen de tuyaux placés, moyennant la permission des autorités compétentes, sous la surface des routes, rues et chemins lorsque nécessaire, et ce malgré toute clause ou défense contenue dans la concession appartenant à la dite Compagnie, et toute personne qui aura construit un établissement pour un service d'eau avec des appareils hydrauliques et tuyaux ou autres conduits dans les conditions ci-dessus mentionnées, aura le droit de continuer le dit service à tels propriétaires ou occupants jusqu'à ce que la dite Compagnie soit en état de fournir de l'eau qui sera ainsi requise, et paye à la personne qui aura fourni de l'eau comme dessus, la valeur des constructions, appareils et tuyaux ou conduits qu'elle aura faits ou placés.

Deux
Fontaines
Publiques au
Havre de
St. Samson.

7.—La dite Compagnie sera tenue de fournir de l'eau gratuitement pour l'alimentation de deux fontaines publiques, une de chaque côté du Havre de St. Samson ; bien entendu que le public ne fera usage de la dite eau que pour boire en passant et pour abreuver les chevaux et autres animaux, et il est défendu à toute personne d'emporter de l'eau des dites fontaines pour aucun usage quelconque sous peine d'une amende, à discrétion de Justice, qui ne sera pas moindre de Cinq Chelins Sterling et n'excédera pas Deux Livres Sterling.

(Enregistré sur les Records le 20 Février 1892.)

AT THE COURT AT OSBORNE HOUSE, ISLE OF WIGHT
the 6th day of February 1892

PRESENT

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY
LORD PRESIDENT, &c.

WHEREAS there was this day read at the Board a
Report from the Right Honourable the Lords of

Havre de
St. Samson.
Baie de la
Longue
Hougue.

the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 5th day of January, 1892, in the words following, viz. :—

1892.

“YOUR MAJESTY having been pleased by Your General Order of Reference of the 21st day of March 1862, to refer unto this Committee the humble Petition of Sir Edgar MacCulloch, Knight, Bailiff of Guernsey, in the name and on behalf of the States of that Island, dated the 18th day of December, 1891, setting forth :—That on the South side of St. Sampson’s Harbour in Your Majesty’s Island of Guernsey, there is a Bay known as ‘*la Baie de la Longue Hougue*,’ separated from the said Harbour by a projecting point of land :—That in the immediate neighbourhood of this Bay there are several large quarries of granite which have been worked for many years past, during which time the whole of the rubbish proceeding from them, as well as ballast from vessels arriving in the said Harbour, has been deposited on the foreshore of the said Bay : and that in consequence of there being no protection from the violence of the winds and waves, much of these deposits is carried by the action of the tides round the point of land before mentioned, and causes a silting up of the mouth of the Harbour very detrimental to navigation :—That a Committee of the States to whom the superintendence of the said Harbour is entrusted, is desirous of securing it from further damage from this cause by the erection of a sea-wall to prevent the displacement of the ground already deposited on the foreshore of the said Bay, and having entered into negotiation with Your Majesty’s Receiver-General in the Island, finds that the Lords of Your Majesty’s Treasury are willing to cede to the States, for the sum of £1,000 sterling, the entire property of the land already gained on the sea, and also all that may be hereafter acquired on the

1892.

foreshore of the said '*Baie de la Longue Hougue*' :— That the States having been consulted on the subject, at a meeting holden before Your Petitioner on the 2nd of December, 1891, assented to the expenditure of £1,000 sterling for the said object, and resolved to petition Your Majesty to permit the said sum of £1,000 sterling to be charged on the Revenue of the said Harbour of St. Sampson.

“ And most humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to authorize the application by the States of the sum of £1,000 sterling, to be taken out of the revenue of St. Sampson's Harbour, for the purpose of effecting the purchase of the land already reclaimed from the sea in the Bay known as '*La Baie de la Longue Hougue*,' and of acquiring at the same time a right of property in what remains of the foreshore in the said Bay :

“ THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty's said Order of Reference, have this day taken the said Petition into consideration and do agree humbly to report as their opinion to Your Majesty that it may be advisable for Your Majesty to comply with the prayer of the Petition, and to authorize the application by the States of the sum of £1,000 sterling to be taken out of the Revenue of St. Sampson's Harbour for the purpose of effecting the purchase of the land already reclaimed from the sea in the Bay known as '*La Baie de la Longue Hougue*,' and of acquiring at the same time a right of property in what remains of the foreshore in the said Bay.”

HER MAJESTY, having taken the said report into consideration is pleased, by and with the advice of Her Privy Council to approve thereof and to

authorise the application, by the States, of the sum of 1,000*l* sterling to be taken out of the revenue of St. Sampson's Harbour for the purpose of effecting the purchase of the land already reclaimed in the Bay known as "*La Baie de la Longue Hougue*," and of acquiring at the same time a right of property in what remains of the foreshore in the said Bay.

1892.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other Her Majesty's Officers for the time being in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice and govern themselves accordingly.

C. L. PEEL.

(Enregistré sur les Records le 27 Février 1892.)

AT THE COURT AT OSBORNE HOUSE, ISLE OF WIGHT
the 6th day of February 1892

PRESENT

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY
LORD PRESIDENT, &c.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 5th day of February, 1892, in the words following, viz. :—

Loi donnant
aux Femmes
droit de voter
dans les
Assemblées
Paroissiales.

"YOUR MAJESTY having been pleased, by Your General Order of Reference of the 21st day of March, 1862, to refer unto this Committee the Humble Petition of Sir Edgar MacCulloch, Knight, Bailiff of Guernsey, in the name and on behalf of the States of Guernsey, dated the 4th day of December, 1891, setting forth :—That up to the present time

1892.

unmarried women, widows, and women judicially separated from their husbands, although subject to the payment of rates for parochial purposes, have been debarred from voting in parish meetings in which the levying of such rates is decided upon :—That a Petition from a large number of women, being rate-payers, praying the Royal Court to take their case into consideration having been presented to the said Court on the 31st of October last, a *Projet de Loi* or Bill, intituled “*Loi donnant aux Femmes le droit de voter dans les Assemblées Paroissiales,*” was adopted and ordered to be submitted to the States for their approval :—That at a meeting of the States holden before Your Petitioner on the 2nd day of December, 1891, the above mentioned *Projet de Loi* or Bill was laid before them and approved of as set forth in the Schedule hereunto annexed. And most humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to sanction and ratify the said *Projet de Loi* or Bill, and to declare it to be Your Royal Will and Pleasure that the same shall have force of Law within the said Island of Guernsey.

“THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty’s said Order of Reference, have this day taken the said Petition into consideration, and do agree humbly to report as their opinion to Your Majesty that it may be advisable for Your Majesty to sanction and ratify the said *Projet de Loi* or Bill, and to declare Your Royal Will and Pleasure that the same shall have force of Law within the said Island of Guernsey.”

HER MAJESTY having taken the said report into consideration is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to sanction and ratify the said *Projet de Loi* and to order as it is hereby ordered

that the same shall have the force of Law within the Island of Guernsey.

1892.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order and the said *Projet de Loi* (a copy whereof is hereunto annexed), be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other Her Majesty's Officers for the time being in the said Island, and all other persons whom it may concern are to take notice and govern themselves accordingly.

C. L. PEEL.

PROJET DE LOI referred to in the foregoing Order in Council :—

LOI DONNANT AUX FEMMES LE DROIT DE VOTER
DANS LES ASSEMBLÉES PAROISSIALES.

1°.—Les femmes non couvertes de mari, ainsi que les femmes séparées quant aux biens d'avec leurs maris, payant taxe dans une paroisse, pourront à l'avenir prendre part dans les Assemblées des Chefs de Famille de leur paroisse et dans les Assemblées des Contribuables de leur Canton et y auront voix délibérative.

2°.—Pareillement les femmes non couvertes de mari, et les femmes séparées quant aux biens d'avec leurs maris payant contributions foncières dans une paroisse, pourront à l'avenir prendre part dans les Assemblées des Chefs de Famille propriétaires fonciers dans la dite paroisse, et y auront voix délibérative.

3°.—Sont les femmes inéligibles à aucune charge paroissiale.

1892.

(Enregistré sur les Records le 27 Février 1892.)

AT THE COURT AT OSBORNE HOUSE, ISLE OF WIGHT
the 6th day of February, 1892

PRESENT

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY
LORD PRESIDENT, &c.

Havre de St.
Pierre-Port.
Magasins à la
Blanche
Roque.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 5th day of January, 1892, in the words following, viz. :—

“ YOUR MAJESTY having been pleased by Your General Order of Reference of the 21st day of March, 1862, to refer unto this Committee the humble Petition of Sir Edgar MacCulloch, Knight, Bailiff of Guernsey, in the name and on behalf of the States of that Island, dated the 18th day of December, 1891, setting forth :—That since the works for the improvement and extension of the Harbour of St. Peter-Port in Your Majesty's Island of Guernsey were undertaken in the year 1853, the traffic in the said Harbour both in exports and imports has increased considerably and that every succeeding year brings a greater number of visitors to the island for commercial purposes or in search of pleasure :—That the existing magazines connected with the said Harbour for the storage of goods until they can be removed, are very inadequate for the reception of merchandise arriving in or leaving the Port, in consequence of which valuable and perishable articles are often exposed for a considerable time to the action of the elements :—That the want also of a convenient station house in which travellers whether landing or waiting to embark, can find shelter and refreshment is very much felt :—That these various inconveniences having been represented to the Committee of the States to which

1892.

the superintendence of the Harbour is entrusted, plans and estimates were prepared to remedy the defects complained of, which, having been submitted to the States at a meeting holden before Your Petitioner on the 2nd of December, 1891, were approved of by them, and a resolution passed praying Your Majesty to be graciously pleased to sanction the proposed works and to permit the sum of £2,000 stg., being the estimated cost of the same, to be charged on the revenue of the aforesaid Harbour of St. Peter-Port, and most humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to approve of and sanction the carrying out of the proposed works, and to authorize the application of the sum of £2,000 stg., taken out of the revenue of the said Harbour of St. Peter-Port towards the execution of the same.

“THE LORDS OF THE COMMITTEE in obedience to Your Majesty’s said Order of Reference have this day taken the said Petition into consideration and do agree humbly to report as their opinion to Your Majesty that it may be advisable for Your Majesty to comply with the prayer of the Petition and to approve of and sanction the carrying out of the proposed works, and to authorize the application of the sum of £2,000 sterling, taken out of the revenue of the said Harbour of St. Peter-Port towards the execution of same.”

HER MAJESTY having taken the said report into consideration is pleased by and with the advice of Her Privy Council to approve thereof, and to approve of and sanction the carrying out of the proposed works, and to authorize the application of the sum of two thousand pounds sterling, taken out of the revenue of the said Harbour of St. Peter-Port towards the execution of the same.

1892.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff, and Jurats, and all other Her Majesty's Officers, for the time being in the said Island, and all other persons whom it may concern are to take notice and govern themselves accordingly.

C. L. PEEL.

(Enregistré sur les Records le 11 Juillet 1892.)

AT THE COURT AT WINDSOR

the 28th day of June, 1892

PRESENT

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY

LORD PRESIDENT, &c.

Havre de
St. Samson.
Drainage du
Côté Nord.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 12th day of May, 1892, in the words following, viz. :—

“YOUR MAJESTY having been pleased by Your General Order of Reference of the 21st day of March, 1862, to refer unto this Committee the humble Petition of the States of the Island of Guernsey, dated the 21st April, 1892, setting forth :—That since the improvement of St. Sampson's Harbour in Your Majesty's Island of Guernsey was undertaken in the year 1839, divers works for the carrying out of that object have from time to time been voted by the States of the said Island, and sanctioned by Your Majesty in Council :—That certain tonnage dues are levied upon vessels arriving in the said Harbour, under the authority of an Order in Council of the

1892.

6th of July, 1865, and that the said dues are applicable, among other things, to the payment of such works as may, with Your Majesty's sanction, be voted by the States for the improvement of the said Harbour :—That in the year 1871, in consequence of the construction of certain Quays on the south side of the said Harbour, it became necessary to provide for the efficient drainage of the lands and houses on that side of the said Harbour, and that Your Majesty was graciously pleased by Your Order in Council of the 3rd of November, 1871, to approve of and sanction the works voted by the States for this purpose, and to authorize the application of the Harbour Funds to the payment thereof :—That owing to the consequent increase of commerce, a large population of working men and their families have been attracted to the spot and many houses built on the North side of the said Harbour, which for want of any efficient system of drainage are in a very insanitary state :—That a Committee of the States having the superintendence of the said Harbour, caused plans to be prepared for an efficient system of drainage on the North side of the said Harbour which is estimated to cost £2,400 sterling, and that the said plans and estimate having been submitted to the States on the 4th of April of this present year were approved of by that body, and a resolution passed praying Your Majesty to sanction the proposed works and expenditure, and most humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to approve of and sanction the execution of the works for the drainage of the North side of St. Sampson's Harbour and to authorise the application of the sum of £2,400 taken from the revenue of the said Harbour to the payment thereof :

“THE LORDS OF THE COMMITTEE in obedience to Your Majesty's said Order of Reference have this day taken the said Peti-

1892.

tion into consideration and do agree humbly to report as their opinion to Your Majesty, that it may be advisable for Your Majesty to approve of and sanction the execution of the works for the drainage of the North side of St. Sampson's Harbour, and to authorise the application of the sum of £2,400 taken from the revenue of the said Harbour to the payment thereof."

HER MAJESTY having taken the said Report into consideration is pleased by and with the advice of Her Privy Council to approve thereof, and to approve of and sanction the execution of the works for the drainage of the North side of St. Sampson's Harbour, and to authorise the application of the sum of £2,400 taken from the revenue of the said Harbour to the payment thereof.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff, and Jurats, and all other Her Majesty's Officers, for the time being in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice and govern themselves accordingly.

C. L. PEEL.

(Enregistré sur les Records le 13 Juillet 1892.)

AT THE COURT AT WINDSOR

the 28th day of June 1892

PRESENT

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY

LORD PRESIDENT, &c.

Sark. Havre
du Creux.
Emprunt de
£2,000.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the

Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 27th day of June, 1892, in the words following :—

1892.

“YOUR MAJESTY having been pleased by Your General Order of Reference of the 21st day of March, 1862, to refer unto this Committee the humble Petition of William Frederick Collings, Lord of the Island of Sark, President of the Harbour Committee of the said Island, and of Thomas Godfray, Abraham Baker, Philip Le Feuvre, William Falle, and Philip Guille, members of the said Committee, dated 20th May, 1892, setting forth :—That by an Order in Council of the 15th August, 1890, Your Majesty was graciously pleased :—1st, To authorize the Committee for the time being of the said Harbour to borrow the sum of £2,000 upon the properties real and personal of the Inhabitants of Sark, to enable it to carry out certain works connected with the Harbour of the said Island of Sark specified in Your Majesty’s said Order in Council, and which the said Committee had been authorized to carry into execution by an Act passed by the Lord and principal Franc tenants of the Island of Sark assembled in Chief Pleas on the 9th April, 1890. 2nd, To authorize and direct the levying, by owners of steamers and other vessels carrying passengers to the Island of Sark, of Fivepence per passenger landing in the said Island (save except on passengers permanently resident in the said Island), the same to commence as soon as the works projected at the harbour of the Creux in Sark shall have been completed, and to be continued until the entire extinction of the debt to be created for the carrying into execution of the said works, the produce of the same to be paid over monthly to the Treasurer of the said Island of Sark, under a penalty of Ten pounds sterling against the said owners or their agents neglecting or failing so to do, to be by the said

II.—BB.

1892.

Treasurer applied exclusively, both produce, and penalty, towards the liquidation of the said debt :— That the said works had been estimated to cost the sum of £2,000 :—That it is now found that the damage to the present Breakwater is greater than was originally represented, and that owing to the necessity of demolishing and rebuilding a considerable portion thereof, and to other causes, the aforesaid works cannot be carried into execution at a lesser cost than £4,500 :—That the Lord and principal Franc tenants of the said Island of Sark, assembled in Chief Pleas on the 20th April, 1892, authorized the Petitioners to apply to Your Majesty in Council for permission to borrow an additional sum of £2,500 on the security of the real and personal property of the Inhabitants of the said Island, the said £2,500 to make up with the £2,000 previously sanctioned by Your Majesty's aforesaid Order in Council of the 15th August, 1890, the sum of £4,500 which is required for the purpose of carrying the said works into execution :—That the ordinary income and resources of the said Island of Sark are amply sufficient to meet the sum so to be borrowed. And humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased :—1st, To authorize them to borrow the aforesaid additional sum of £2,500 for the purposes of the aforesaid works upon the security of the real and personal property of the Inhabitants of the said Island of Sark, and 2nd, To authorize and direct the levying of Five pence per passenger landing on the said Island in the manner and upon the same terms and conditions as are specified in Your Majesty's Order in Council of the 15th day of August, 1890, until the entire extinction of the debt of £4,500 to be created for the carrying into execution of the aforesaid works :—

“THE LORDS OF THE COMMITTEE in obedience to Your Majesty’s said Order of Reference, have this day taken into consideration the said Petition and do agree humbly to report as their opinion to Your Majesty that it may be advisable for Your Majesty to comply with the prayer of the said Petition.”

1892.

HER MAJESTY, having taken the said report into consideration is pleased by and with the advice of Her Privy Council to approve thereof, and

(1st.)—To authorize the Petitioners to borrow the additional sum of £2,500 for the purpose of the said works upon the security of the real and personal property of the Inhabitants of the said Island of Sark, and

(2nd.)—To authorize and direct the levying of fivepence per passenger landing on the said Island in the manner and upon the same terms and conditions as are specified in the said Order in Council of the 15th day of August, 1890, until the entire extinction of the debt of £4,500 to be created for the carrying into execution of the said works.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly, and the Lieutenant Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other Her Majesty’s Officers for the time being in the said Island and all other persons whom it may concern, are to take notice and govern themselves accordingly.

C. L. PEEL.

1892.

(Enregistré sur les Records le 13 Juillet 1892).

AT THE COURT AT WINDSOR
the 28th day of June, 1892

PRESENT

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY
LORD PRESIDENT, &c.

Cure, St.
Samson.
Autorisation
pour la vente
de la Maison,
jardin et
terrain de la
Cure.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 2nd day of June, 1892, in the words following :—

“YOUR MAJESTY having been pleased, by Your Order in Council of the 21st day of March, 1862, to refer unto this Committee all Petitions from the Island of Guernsey,

“THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty's said Order, have this day taken into consideration the Humble Petition of the Reverend Arthur Evelyn Carey, Rector of the Parish of St. Sampson's, in the Island of Guernsey, of Nicholas Blampied and Daniel Mauger Robin, Churchwardens of said Parish, and John Ernest Dorey, Daniel Lainé Ogier, William Stranger, and William Thomas Sebire, Heads of Families in the said Parish, being a Committee named by the Heads of Families in the said Parish at a Parochial Assembly holden in the New Infant School of the said Parish on the 20th October, 1891, setting forth :—That the Parsonage House belonging to the Benefice of the Rectory of the Parish of Saint Sampson is very small and unfit for a clergyman's residence, and is moreover in the immediate and dangerous proximity of a Stone Quarry, which was opened some years since in a hillock called “La Hougue du Grand Clos,” adjoining the garden of the said Parsonage House :—That the Glebe Land belonging to the said

1892.

Benefice is situate close to the Harbour of St. Sampson, and for the most part borders upon high roads leading to the said Harbour :—That the Rector and Churchwardens of the said Parish, deeming it desirable that a new Parsonage House should be erected in the stead of the present one for the reasons aforesaid, and being of opinion that if the Glebe Land belonging to the said Benefice, now let as agricultural land, was sold in lots for building purposes, the value of the said Benefice would be thereby considerably increased, convened a meeting of the Heads of Families of the said Parish to take these matters into consideration :—That the said Heads of Families at a Parochial Assembly held on the 20th October, 1891, after considering a plan prepared by the Surveyor of the States of the said Island, and a Report presented by him to the Rector and Churchwardens (copy of which was thereunto annexed) decided to take all necessary steps with a view to the sale of the said Parsonage House and Garden and the said Glebe Land, and named the Petitioners their Committee to see the same carried into effect : Provided that no portion of the property so to be sold should be disposed of at a lower figure than its estimated value as set forth in the said Report :—That the consent of the Lord Bishop of Winchester, of whose Diocese the whole of the Island of Guernsey forms part, having been applied for by your Petitioners, his Lordship issued a Commission to examine and report upon the expediency of the sale of the said Parsonage House, Garden, and Glebe as proposed by the Petitioners :—That his Lordship having considered the Report of the said Commission has approved thereof, and given his consent to the proposed sale of the said Parsonage House and Garden and of the Glebe Land belonging to the said Benefice (copy letter of Chairman of the Commission thereunto annexed), and most humbly

1892. praying that Your Majesty would be graciously pleased :—

1st.—To sanction, authorize, and permit the Petitioners to sell and alienate the present Parsonage House with Garden attached, and the Glebe Land belonging to the Benefice of the Rectory of the said Parish of St. Sampson in accordance with the recommendations contained in the Report of the States Surveyor of the Island of Guernsey, as set forth in the Schedule thereunto annexed, marked A. : Provided that no portion of the same shall be sold or alienated at a lower figure than the amount specified in the said Report ;

2nd.—To authorize the investment of the proceeds of sale of the said Parsonage House, Garden, and Glebe Lands (after deducting thereout such sum as may be required to provide a New Parsonage House in accordance with a Plan to be approved of by the Heads of Families in the said Parish at a Parochial Assembly specially convened to consider the same in such real or State securities in the said Island of Guernsey, or in such Government Securities in Great Britain as are recognised investments for Trust Funds, the net annual income arising from such investments to be payable to the Rector of the said Parish of Saint Sampson for the time being ;

3rd.—To authorize and direct the Lieutenant-Governor of Your Majesty's said Island of Guernsey for the time being to appoint two persons to hold (together with two other persons to be named by the Heads of Families of the said Parish of Saint Sampson) the said Trust Securities, and to fill up vacancies amongst the Trustees so appointed by the said

Lieutenant-Governor as the same shall occur :
 Provided that in the event of the said proceeds
 of sale, or any part thereof being invested in
 land or wheat rents in the said Island of
 Guernsey, the said land or wheat rents shall be
 purchased and held by the Rector and Church-
 wardens of the said Parish for the time being
 in the same manner as the Real Property at
 present held by the said Rector and Church-
 wardens for the use of the said Rector.

1892.

SCHEDULE referred to in the before-mentioned
 Petition :—

“ A.

REPORT OF STATES SURVEYOR,

States Surveyor's Office,

Guernsey, 24th September, 1891.

DEAR SIR,

I have the honour to forward herewith plan of the St.
 Sampson's Glebe Property, allotted in order to be sold in
 various lots as proposed:—

“ LOTS TO BE SOLD IN RENTS.

Lot 1 measures an area of 2 vergées 1½ perches.	
This lot could be advantageously sold for building, and is valued as such at 20 quarters, but as it is intended to reserve it for church purposes, it might be fair that the revenue of the Glebe should be credited with the value as above stated, viz.	20 quarters
Lots 2 to 6 measure a total area of 1 vergée 16 perches, valued for building purposes at 3 quarters per lot (5 lots)	15 „
Lots 7 to 12 measure a total area of 2 vergées 36 perches, valued as building land at 5 quarters per lot (6 lots)	30 „
Lot 17 measuring 1 vergée 17 perches, and for trade purposes valued at	15 „
Total proposed to be disposed of in Rents	80 quarters

1892.

"LOTS TO BE SOLD IN CASH.

Lot 13, including the Rectory House, measures an area of 33 perches and is valued at	£550
Lots 14 and 15 measuring together an area of 30 perches, valued, as quarry land or for building, at £200 per lot (two lots)	400
Lot 16 measuring an area of 1 vergée 24 perches, is valued at	300
The annulling of the condition clauses 3, 4, 6, 7, 8 and 9 in the agreement between the Rector and Churchwardens of the one part, and Mr. John Hamley of the other part, for the tenancy of the Hill called the "Hougue du Grand Clos," containing 4 vergées 18 perches 117 square feet, for the term of 50 years from the 2nd December, 1862, and giving possession in perpetuity of the said Hill to Messrs. A. & F. Manuelle, successors to Mr. John Hamley, I would value at the sum of	500
Total proposed to be sold in Cash	£1,750

I have the honour to be, Sir,

Your obedient servant,

JAMES DUQUEMIN.

To the Rev. A. E. Carey,

Rector of St. Sampson's, Guernsey.

"B.

PUBLICATION.—ST. SAMSON.

"Les Curateurs du Trésor de l'Église Paroissiale de St. Samson prient MM. les Chefs de Famille d'icelle de s'assembler dans la neuve École (dite Infant School) Mardi prochain le 20 Octobre 1891 à dix heures du matin pour délibérer s'ils sont d'avis que le Presbytère et le terrain dépendant soient vendus afin de bâtir un nouveau Presbytère ainsi que les terres appartenant à la Cure soient vendus afin d'augmenter la valeur de la Cure.

"Et s'ils sont de cet avis nommer un Comité autorisé à prendre les mesures nécessaires.

“ Ou prendre toutes et telles mesures que les dits Chefs de Famille jugeront à propos.”

1892.

“ ARTHUR E. CAREY, Recteur.

“ Ce 15 Octobre 1891.

“ NICOLAS BLAMPIED, }
“ DANIEL M. ROBIN, } Curateurs.

“ *DELIBERATION.*

“ En conséquence de cette publication MM. les Chefs de Famille s'étant assemblés dans la neuve École (dite Infant School), Mardi le 20me Octobre 1891 à dix heures du matin, ont été d'avis de prendre les mesures nécessaires pour la vente des terres appartenant à la Cure et ont nommé un Comité composé de MM. le Recteur, les Curateurs et de MM. J. R. Dorey, D. L. Ogier, Wm. Stranger et W. T. Sebire, pour cet effet, bien entendu que le prix ne soit pas moins que le prix indiqué par M. Duquemin, et ont été d'avis que le Presbytère et le terrain dépendant soient vendus et que le susdit Comité soit autorisé à prendre les mesures nécessaires sous les mêmes conditions.”

“ ARTHUR C. CAREY, Recteur.

“ NICOLAS BLAMPIED, }
“ DANIEL M. ROBIN, } Curateurs.

“ C.

Vale Rectory, Guernsey.

January 29, 1892,

DEAR SIR,

The Bishop of Winchester having issued a Commission to examine and report upon the expediency of the sale of St. Sampson's Rectory and Glebe, and the Commission having reported unanimously that the said sale was highly desirable his Lordship in his letter to the Commission of 11 December, 1891, has given his consent to the said sale.”

I remain, Dear Sir,

Yours faithfully,

THOMAS BELL,

Chairman of said Commission.

T. G. Carey, Esq.,

H. M. Procureur, Guernsey.

1892.

“THEIR LORDSHIPS do agree humbly to report, as their opinion to Your Majesty, that it may be advisable for Your Majesty, to comply with the prayer of the said Petition.”

HER MAJESTY having taken the said Report into consideration was pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve thereof, and

1.—To sanction, authorise, and permit the said Petitioners to sell and alienate the present Parsonage House with Garden attached, and the Glebe Land belonging to the Benefice of the Rectory of the said Parish of St. Sampson, in accordance with the recommendations contained in the Report of the States Surveyor of the Island of Guernsey as set forth in the Schedule annexed to the said Petition marked A. ; provided that no portion of the same shall be sold or alienated at a lower figure than the amount specified in the said Report ;

2.—To authorize the investment of the proceeds of sale of the said Parsonage House, Garden and Glebe Land (after deducting thereout such sum as may be required to provide a new Parsonage House, in accordance with a plan to be approved by the Heads of Families in the said Parish at a Parochial Assembly specially convened to consider the same) in such Real or State Securities in the said Island of Guernsey or in such Government Securities in Great Britain as are recognised investments for Trust Funds ; the net annual income arising from such investments to be payable to the Rector of the said Parish of St. Sampson for the time being ;

3.—To authorize and direct the Lieutenant-Governor of the Island of Guernsey for the time being to appoint two persons to hold (together with two other persons to be named by the Heads of Families of the said Parish of St. Sampson, the

said Trust Securities, and to fill up vacancies amongst the Trustees so appointed by the said Lieutenant-Governor as the same shall occur, provided that in the event of the said proceeds of sale, or any part thereof, being invested in land or wheat rents in the said Island of Guernsey, the said land or wheat rents shall be purchased and held by the Rector and Churchwardens of the said Parish for the time being in the same manner as the Real Property at present held by the said Rector and Churchwardens for the use of the said Rector.

1892.

Whereof the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of Her Majesty's Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats of the Royal Court and all other persons whom it may concern are to take notice and govern themselves accordingly. And Her Majesty doth hereby further direct that this Order be entered upon the Register of the Island of Guernsey.

C. L. PEEL.

(Enregistré sur les Records le 19 Août 1892)

AT THE COURT AT OSBORNE HOUSE, ISLE OF WIGHT
the 5th day of August, 1892

PRESENT

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY
LORD PRESIDENT, &C.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 1st day of July, 1892, in the words following, viz. :—

Loi sur l'Ex-
propriation
Forcée.

“YOUR MAJESTY having been pleased by Your General Order of Reference of the 21st day of March, 1862, to refer unto this Committee the

1892.

humble Petition of Sir Edgar MacCulloch, Knight, Bailiff of Guernsey, in the name and behalf of the States of that Island dated the 21st day of April, 1892, setting forth :—That Your Majesty, by Your Order in Council of the 3rd day of May, 1882, was graciously pleased to approve of and ratify a Law intituled ‘ *Loi qui autorise l’Expropriation Forcée pour cause d’Utilité Publique,*’ and to declare Your Royal Will and Pleasure that the said Law should continue in force within the Island of Guernsey for a term of ten years :—That the said term of ten years being on the point of expiring, the States of the said Island of Guernsey, at a meeting holden before Your Petitioner on the 4th day of April, 1892, passed a resolution approving of a further renewal of the said Law, and most humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to declare Your Royal Will and Pleasure that the said Law should be and continue in force within the Island of Guernsey for a further term of ten years.

“ THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty’s said Order of Reference, have this day taken the said Petition into consideration and do agree humbly to report as their opinion to Your Majesty that it may be advisable for Your Majesty to comply with the prayer of the Petition of the States of the Island of Guernsey, and to declare Your Royal Will and Pleasure that the said Law intituled ‘ *Loi qui autorise l’Expropriation Forcée pour cause d’Utilité Publique*’ shall be and continue in force within the Island of Guernsey for the further term of ten years.”

HER MAJESTY having taken the said Report into consideration, is pleased by and with the advice of Her Privy Council, to approve thereof, and to

order, as it is hereby ordered, that the said Law 1892.
intituled "*Loi qui autorise l'Expropriation Forcée pour cause d'Utilité Publique,*" shall be and continue in force within the Island of Guernsey for ten years from the date of this Order.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other Her Majesty's Officers for the time being in the said Island and all other persons whom it may concern, are to take notice and govern themselves accordingly.

C. L. PEEL.

(Enregistré sur les Records le 10 Décembre 1892.)

AT THE COURT AT WINDSOR

The 26th day of November 1892

PRESENT

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY

LORD PRESIDENT, &c.

WHEREAS there was this day read at the Board Servitude
Pénale.
a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 25th day of November, 1892, in the words following, viz. :—

“YOUR MAJESTY having been pleased, by Your General Order of Reference of the 21st day of March, 1862, to refer unto this Committee the Humble Petition of the States of the Island of Guernsey, dated the 3rd day of October, 1892, setting forth :—That Your Majesty was graciously pleased by Your Order in Council of the 19th day of July, 1870, to approve of and ratify a Bill or *Projet de Loi*, intituled “*Loi relative à la Servitude Pénale,*”

1892.

which in compliance with a previous vote of the States, had been prepared by the Royal Court;—That in conformity with the Law relating to Penal Servitude at that time in force in the United Kingdom, Article 3 of the said *Projet de Loi* was thus worded, “*La peine de Servitude Pénale ne pourra être prononcée pour un terme moins de cinq ans*”;—That by an Order of Your Majesty in Council of the 26th September, 1891, Your Majesty has been graciously pleased to notify to the Authorities of this Island and Bailiwick, that by the Act of Parliament 54 and 55 of Your Majesty’s Reign, chapter 69, intituled “An Act to amend the Law relating to Penal Servitude and the Prevention of Crime,” it is left to the discretion of a Court of Justice to award a sentence for any period not less than three years;—That the Royal Court of this Island being bound to administer the Law as it now stands, but desirous of having it brought into conformity with the Law now in force in the United Kingdom, proposed to the States the adoption of a modification of Article 3 of the said Law intituled “*Loi relative à la Servitude Pénale*” in these terms : 3. “*La peine de Servitude Pénale ne pourra être prononcée pour un terme de moins de trois ans*”;—That at a meeting of the States holden before the Bailiff on the second day of September of the present year, the above modification of the “*Loi relative à la Servitude Pénale*” was submitted to their deliberation and unanimously approved of, and most humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to sanction and ratify the said modification of Article 3 of the “*Loi relative à la Servitude Pénale*” and to declare it to be Your Royal Will and Pleasure that the same shall have force of Law :

“THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty’s said Order of

Reference have this day taken the said Petition into consideration, and do agree humbly to report as their opinion to Your Majesty that it may be advisable for Your Majesty to comply with the prayer of the Petition of the States of the Island of Guernsey, and to sanction and ratify the said modification of Article 3 of the "*Loi relative à la Servitude Pénale*," and to declare it to be Your Royal Will and Pleasure that the same shall have force of Law."

1892.

HER MAJESTY having taken the said Report into consideration is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve of and ratify the said *Projet de Loi*, and to order, as it is hereby ordered, that the same shall have force of Law.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order and the said *Projet de Loi* (a copy whereof is hereunto annexed) be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly, and the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all others Her Majesty's Officers, for the time being, in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice and govern themselves accordingly.

HERBERT M. SUFT.

PROJET DE LOI referred to in the foregoing Order in Council :—

LOI PORTANT MODIFICATION A LA LOI RELATIVE
A LA SERVITUDE PÉNALE.

Attendu que l'article 3 de la Loi relative à la servitude pénale sanctionnée par un Ordre de Sa Majesté en Son Conseil en date du 19 Juillet 1870, lequel est enregistré sur les records de cette île, le

1893.

6 Août 1870, porte que la peine de Servitude Pénale ne pourra être prononcée pour un terme de moins de cinq ans.

Attendu que la première section de l'Acte de Parlement 54 et 55 Victoria, chapitre 69, intitulé "An Act to amend the Law relating to Penal Servitude and the Prevention of Crime" porte que la peine de servitude pénale pourra être prononcée pour un terme qui ne sera pas moins de trois ans.

LA COUR ouïes les conclusions des Officiers de la Reine, moyennant l'approbation des États et la Sanction de Sa Très-Excellente Majesté en Conseil, a rappelé l'Article 3 de la Loi relative à la Servitude Pénale sanctionnée par Ordre de Sa Majesté en Son Conseil en date du 19 Juillet 1870, et y a substitué l'article suivant lequel sera censé former partie de la susdite Loi.

3.—La peine de Servitude Pénale ne pourra être prononcée pour un terme de moins de trois ans.

(Enregistré sur les Records le 14 Février 1893.)

AT THE COURT AT OSBORNE HOUSE, ISLE OF WIGHT

The 30th day of January, 1893

PRESENT

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY
*
LORD PRESIDENT, &c.

Auregny.
Loi Supplé-
mentaire à la
Loi des
Successions.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report of the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 24th day of January, 1893, in the words following, viz. :—

"YOUR MAJESTY having been pleased, by Your General Order of Reference of the 21st day of March, 1862, to refer unto this Committee the Humble Petition of Peter Herivel, Esquire, Judge Delegate

1893.

and President of the States of Your Majesty's Island of Alderney, setting forth that at a meeting of the States of the Island of Alderney, assembled on the 24th October, 1892, held before your Petitioner to take into consideration the necessity of making certain changes in their "*Loi des Successions*" it was thought fit to pass a "*Loi Supplémentaire à la Loi des Successions*" and which was thereunto annexed, and most humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to sanction the said Law and to declare Your Royal Will and Pleasure that the same should have full force of Law in Your Island of Alderney.

"THE LORDS OF THE COMMITTEE in obedience to Your Majesty's said Order of Reference have this day taken the said Petition into consideration, and do agree humbly to report as their opinion to Your Majesty that it may be advisable for Your Majesty to sanction the said Law, and to declare Your Royal Will and Pleasure that the same shall have full force of Law in the Island of Alderney."

HER MAJESTY having taken the said Report into consideration, was pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve thereof and to sanction the said *Projet de Loi*, and to declare that the same shall have full force of Law in the Island of Alderney.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order together with the aforesaid *Projet de Loi* (a copy of which is hereunto annexed) be entered upon the Register of the said Island of Alderney and observed accordingly. Whereof the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief for the time being, the Bailiff and Jurats, and all other Her Majesty's Officers in the Island of Guernsey, and the Judge

1893.

and Jurats and all other Her Majesty's Officers for the time being in the said Island of Alderney, and all others whom it may concern, are to take notice hereof and govern themselves accordingly.

HERBERT M. SUFT.

PROJET DE LOI referred to in foregoing Order :--
LOI SUPPLÉMENTAIRE A LA LOI DES
SUCCESSIONS.

“ Les pères et mère ou autres ascendants pourront ordonner par Testament que la part ou portions de leurs successions Mobilière composant la légitime revenant à un ou plusieurs de leurs descendants sera placé en fidéi-commis à la charge des dits fidéi-commissaires d'en payer les nets intérêts et dividendes à tel descendants pendant sa vie et après son décès pour disposer du capital parmi ses héritiers ou légataires précisément de la même manière comme si le dit bien n'avait pas été placé en fidéi-commis. Et ne déroge cette Loi à la deuxième partie de l'article 26 de la Loi des Successions par rapport à la proportion d'une fille mariée dans la succession mobilière de son père ou de sa mère.”*

(Enregistré sur les Records le 14 Février 1893.)

AT THE COURT AT OSBORNE HOUSE, ISLE OF WIGHT
The 30th day of January 1893

PRESENT

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY
LORD PRESIDENT, &c.

Voitures
Publiques.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 29th day of November, 1892, in the words following, viz. :—

*Le texte de cette Loi est conforme à l'original.

1893.

“YOUR MAJESTY having been pleased by Your General Order of Reference of the 21st day of March, 1862, to refer unto this Committee the Humble Petition of the States of the Island of Guernsey, dated the 3rd October, 1892, setting forth;—That by Your Majesty’s Order in Council of the 12th of August, 1876, Your Majesty was graciously pleased to approve of and ratify a Bill or *Projet de Loi* intituled “*Loi concernant le Service des Voitures faisant le transport de voyageurs entre la Ville et le Havre de St. Samson,*” which after having been adopted by the Royal Court was submitted to the consideration of the States and approved by them:—That since the time that the above-mentioned Law came into operation there has been a considerable increase in the number of vehicles carrying passengers for hire on the public roads between various parts of the Island, so that it has become advisable to make an Ordinance regulating the said traffic:—That on the recommendation of the Law Officers of the Crown, the Royal Court, on the 14th of May, 1892, adopted a Bill or *Projet de Loi* intituled “*Loi concernant le Service des Voitures Publiques,*” which was laid before the States at a meeting of that Body holden before the Bailiff on the 2nd of September following, in the form set forth in the Schedule thereunto annexed and approved by them, with a view to its being submitted to Your Majesty’s gracious consideration, and most humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to grant Your Royal Sanction to the said Bill or *Projet de Loi* intituled “*Loi concernant le Service des Voitures Publiques,*” and to declare Your Royal Will and Pleasure that the same shall have force of Law within the said Island:—

“THE LORDS OF THE COMMITTEE in obedience to Your Majesty’s said Order of

1893.

Reference, have this day taken the said Petition into consideration, and do agree humbly to report as their opinion to Your Majesty that it may be advisable for Your Majesty to comply with the prayer of the Petition of the States of the Island of Guernsey, and to grant Your Royal Sanction to the said Bill or *Projet de Loi* intituled "*Loi concernant le Service des Voitures Publiques,*" and to declare Your Royal Will and Pleasure that the same shall have force of Law within the said Island."

HER MAJESTY having taken the said Report into consideration is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve of and ratify the said *Projet de Loi*, and to order, as it is hereby ordered, that the same shall have force of Law within the said Island of Guernsey.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order, and the said *Projet de Loi* (a copy whereof is hereunto annexed) be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats and all other Her Majesty's Officers for the time being, in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice and govern themselves accordingly.

HERBERT M. SUFT.

PROJET DE LOI referred to in the foregoing Order in Council:—

LOI CONCERNANT LE SERVICE DES VOITURES
PUBLIQUES.

Définitions.

1.—Toute voiture stationnant ou circulant sur les routes, rues, ou chemins de cette île pour le transport

de voyageurs, ainsi que toute voiture employée dans un service organisé pour le transport de voyageurs allant ou venant d'une partie de l'île à une autre, sera censée voiture publique. 1893.

2.—Le Superviseur de la Chaussée est autorisé à octroyer des licences aux propriétaires de telles voitures. Il est pareillement autorisé à régler le nombre de voyageurs, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, pour chacune des dites voitures, et le tarif des prix, tant pour les voyageurs que pour les marchandises ; tout quoi sera gardé affiché dans l'intérieur de la voiture. Licences.
Nombre de
Voyageurs.
Tarif des
Prix.

3.—Il sera payé pour chaque licence comme suit :— dix chelins pour les voitures pouvant porter dix voyageurs ou plus, et cinq chelins pour toute autre voiture. Prix des
Licences.

4.—Avant l'octroi d'une licence, une réquisition par écrit signée par le propriétaire ou par un des propriétaires de la voiture, sera transmise au bureau du Superviseur de la Chaussée, laquelle réquisition mentionnera le nom, prénom, et la résidence de la personne demandant la licence, ainsi que des autres propriétaires de la voiture s'il y en a. Application
pour licence.

Celui qui en demandant une licence, insérera dans sa réquisition le nom d'une personne qui n'est pas propriétaire en tout ou en partie de la voiture sera passible d'une amende, à discrétion de Justice, qui n'excédera pas £140 tournois.

5.—Les licences ne seront accordées que pour les voitures que le Superviseur de la Chaussée jugera être convenables pour le transport de voyageurs et ce sur la recommandation des Connétables de la paroisse où résident les propriétaires de telles voitures. Les dites licences seront signées par le Superviseur de la Chaussée. Recommenda-
tion des
Connétables.

1893.

Licence pour
une seule
voiture.
Licences
expirant
31 Décembre.

6.—Chaque licence ne sera donnée que pour une seule voiture.

7.—Les licences expireront le 31 Décembre de chaque année.

Permis aux
Cochers et
Conducteurs.

8.—Le Superviseur de la Chaussée sera autorisé à accorder des permis tant aux cochers qu'aux conducteurs des dites voitures sur la recommandation des Connétables de paroisse où résident les cochers ou conducteurs de telles voitures. Il sera payé pour les permis comme suit :—Deux chelins par permis pour une voiture portant dix voyageurs ou plus, et un chelin par permis pour toute autre voiture. Les permis demeureront en force jusqu'à ce qu'ils soient révoqués ou suspendus par le Superviseur de la Chaussée. Un permis ne pourra être accordé à un mineur au-dessous de dix-huit ans.

Produit des
Licences et
Permis.

9.—Le produit des licences et des permis sera applicable d'abord aux frais encourus pour la mise en force des dispositions de la présente Loi, et ensuite au coût du maintien et de l'entretien des Grandes Routes de cette île.

Cour Royale
autorisée à
passer
Ordonnances.

10.—La Cour Royale est autorisée à passer telles Ordonnances qu'elle jugera nécessaires pour régler tout ce qui a rapport au service des dites voitures.

Loi de 1876
rappelée.

11.—Est et demeure rappelée la Loi concernant le Service des Voitures faisant le transport de voyageurs entre la Ville et le Havre de Saint Samson, sanctionnée par Ordre de Sa Majesté en son Conseil, en date du 12 Août 1876, et enregistrée sur les Records de cette île le 26 Août 1876.

(Enregistré sur les Records le 22 Juillet 1893.)

1893.

AT THE COURT AT WINDSOR

the 4th day of July 1893

PRESENT

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY

LORD PRESIDENT, &c.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 27th day of June, 1893, in the words following, viz. :—

Huiles ou
Essences
Minérales ou
Végétales.

“YOUR MAJESTY having been pleased by Your General Order of Reference of the 21st day of March, 1862, to refer unto this Committee the humble Petition of Sir Edgar MacCulloch, Knight, Bailiff of Guernsey, dated the 17th day of May, 1893, setting forth :—That at a Meeting of the Royal Court of Your Majesty's Island of Guernsey, holden on the 21st day of May, 1892, a Bill or *Projet de Loi* was adopted intituled “*Loi relative aux Huiles ou Essences Minérales ou Végétales, ou autres substances de la même nature,*” the object of which is to lay certain restrictions on the sale and storage of all inflammable oils of a dangerous nature :—That at a Meeting of the States holden before Your Petitioner on the 2nd day of September, 1892, the above-named Bill or *Projet de Loi* was brought under their consideration when it was referred to a Committee of the States :—That at a subsequent Meeting of the States holden before John Le Mottée, Esquire, Lieutenant-Bailiff, on the 5th day of December, 1892, the Committee named on the 2nd of September, 1892, presented their Report which contained an altered *Projet de Loi* :—That the States rejected this Report and referred the Committee back to the original *Projet de Loi* :—That again at a Meeting of the States holden

1893.

before the said John Le Mottée, Esquire, Lieutenant-Bailiff, on the 13th day of March, 1893, the said Bill or *Projet de Loi* was brought under their consideration, when in form it was amended and approved of as in the Schedule thereunto annexed, with a view to its being submitted to Your Majesty, humbly praying that Your Majesty will be graciously pleased to sanction and ratify the same, and most humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to grant Your Royal Sanction unto the said Bill or *Projet de Loi* intituled "*Loi relative aux Huiles ou Essences Minérales ou Végétales ou autres Substances de la même nature,*" and to declare it to be Your Majesty's Royal Will and Pleasure that the same shall have force of Law within the Island of Guernsey.

"THE LORDS OF THE COMMITTEE in obedience to Your Majesty's said Order have this day taken the said Petition into consideration and do agree humbly to report, as their opinion to Your Majesty that it may be advisable for your Majesty to comply with the prayer of the Petition and to approve of and ratify the said Bill or *Projet de Loi* entitled "*Loi relative aux Huiles ou Essences Minérales ou Végétales ou autres Substances de la même nature,*" and to declare Your Majesty's Royal Will and Pleasure that the same shall have force of Law within the Island of Guernsey."

HER MAJESTY having taken the said Report into consideration, is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve of and ratify the said *Projet de Loi*, and to order, as it is hereby ordered, that the same shall have force of Law within the Island of Guernsey.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order and the said *Projet de Loi* (a copy

whereof is hereunto annexed) be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other Her Majesty's Officers, for the time being, in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice, and govern themselves accordingly.

1893.

C. L. PEEL.

PROJET DE LOI referred to in the foregoing Order in Council :—

LOI RELATIVE AUX HUILES OU ESSENCES MINÉRALES OU VÉGÉTALES OU AUTRES SUBSTANCES DE LA MÊME NATURE.

1.—Le maître de tout navire arrivant dans cette île ayant à son bord des huiles ou essences minérales ou végétales, ou autres substances de la même nature pour la destination de cette île, susceptibles de produire des vapeurs inflammables à une température inférieure à 73 degrés de thermomètre Fahrenheit dans un vaisseau clos, devra immédiatement notifier son arrivée au Maître de Port, sous peine d'une amende de cinq livres sterling, et devra de plus, sous pareille peine, dans les vingt-quatre heures de son arrivée et avant de commencer le débarquement des dites marchandises, délivrer sous sa signature, au bureau du Superviseur de la Chaussée une déclaration désignant la qualité, le degré d'inflammabilité des dites huiles ou essences, et le nom et l'adresse du consignataire. Une déclaration faite comme dessus par l'agent du dit navire sera censée faite par le maître de navire, et l'exemptera de la pénalité ci-dessus spécifiée.

Notification et Déclaration par Maître de navire ayant à bord huiles ou essences au-dessous de 73° Fahr.

Le Superviseur de la Chaussée sera tenu d'enregistrer ces déclarations dans un livre spécialement tenu à cet effet, et en délivrera immédiatement

Superviseur enregistrera déclarations et en livrera copie aux Connétables.

1893. copie au Connétable de la paroisse du domicile du consignataire.

Débarquement se fera à l'endroit indiqué par Maître de Port.

Le débarquement des marchandises devra se faire à l'endroit indiqué par le Maître de port, sous peine d'une amende de cinq livres sterling tant contre le maître que contre toute personne aidant à leur débarquement dans un endroit qui n'aura pas été indiqué par le Maître de port.

Défense de débarquer ou transporter après soleil couché des huiles, etc.

2.—Toute personne qui, sans le consentement du Maître de port, débarquera, entre soleil couché et soleil levé, des marchandises mentionnées dans l'article 1er, ou qui transportera ou fera transporter entre soleil couché et soleil levé des marchandises ainsi débarquées, sera passible d'une amende de dix livres sterling.

Défense de laisser sur les quais ou aucune partie des Havres des huiles, etc., ainsi débarquées.

Pareillement il est défendu de laisser sur les quais ou dévaloirs ou sur aucune partie des Havres de cette île, des marchandises mentionnées dans l'Article 1er qui auront été ainsi débarquées, sous peine d'une amende de dix livres sterling contre le maître, propriétaire du navire ou consignataire des dites marchandises, à moins que ce ne soit dans un endroit indiqué par le maître de port et sous la garde, aux frais du consignataire, d'une personne compétente nommée à cet effet par le dit Maître de port, sous peine d'une amende de dix livres sterling contre le maître, le propriétaire du navire ou consignataire des dites marchandises.

Licence pour emmagasiner, vendre ou débiter.

3.—Il est défendu à tout commerçant d'emmagasiner, vendre ou débiter aucunes des substances mentionnées dans l'Article 1er sans avoir préalablement obtenu une licence à cet effet, et ce sous peine d'une amende de dix livres sterling.

La Licence indiquera le nom, prénoms et domicile du licencié et la description du local affecté, soit au débit soit dépôt ou à l'emmagasinage.

Cette licence sera délivrée gratuitement par les Connétables et Douzeniers de la paroisse où le magasin, dépôt ou débit sera situé, et fixera la quantité d'huiles ou d'essences que le dit commerçant pourra garder sur les prémisses ainsi licenciées, bien entendu que cette quantité ne pourra dans aucun cas excéder cinq gallons

1893.

Une licence sera valable pour une année, elle sera personnelle et non-transférable. Les Connétables et Douzeniers avant d'accorder une licence s'assureront que le local est convenable pour l'objet proposé.*

4.—Si les Connétables et Douzeniers refusent d'accorder une Licence, la personne qui l'aura demandée pourra s'adresser à la Cour en Corps laquelle, après avoir entendu les dits Connétables et Douzeniers refusera ou accordera la dite licence. La décision de la Cour sera finale et sans appel.

Sur le refus des Connétables et Douzeniers d'accorder licence, Postulant peut s'adresser à la Cour.

5.—Les Connétables et Assistants de Connétables pourront en tout temps faire la visite des maisons de débit, dépôts ou magasins licenciés dans leurs paroisses respectives afin de s'assurer que les dispositions de cette Loi n'aient été violées.

Visites par Connétables des débits, dépôts et magasins licenciés.

Tout propriétaire ou locataire qui refusera de permettre la dite visite, ou de montrer tout local ou tous ustensiles dans lesquels sont gardées aucunes des substances spécifiées dans l'article 1er sera passible d'une amende qui n'excédera pas cinq livres sterling. En cas de refus persistant le Connétable pourra user de force, si besoin est, et dans ce cas le délinquant sera passible en Police Correctionnelle d'un emprisonnement qui n'excédera pas deux mois.

Empêchement à la visite d'un Connétable.

6.—Toute personne licenciée qui gardera une quantité des susdites substances excédant la quantité mentionnée dans sa licence, sera passible d'une

Personne licenciée gardant quantité excessive.

* Un nouvel article a été substitué à l'article 3 par une Loi modifiant la présente Loi, sanctionnée par un Ordre de sa Majesté en son Conseil en date du 15 Janvier 1897 enregistré sur les Records de cette Ile le 30 Janvier 1897.

1893. amende qui ne sera pas moins de cinq livres sterling et n'excédera pas dix livres sterling. Le délinquant pourra en outre être privé de sa licence, et la Cour Royale pourra prononcer la confiscation soit de l'entier soit de partie des dites marchandises.

Transport en lieu de sûreté des effets trouvés en contravention.

7.—S'ils le jugent nécessaire les Connétables ou Assistants de Connétables pourront faire transporter en lieu de sûreté aux frais du délinquant, tous les effets par eux trouvés en contravention aux dispositions de la présente Loi.

Dans maison habitée.

8.—Nul ne pourra garder pour son propre usage dans une maison habitée plus d'un demi-gallon des substances mentionnées dans l'article 1er, et seront les dites substances gardées dans des vaisseaux construits en métal ou en verre et bien bouchés.

Amende.

Toute infraction au présent article sera punie d'une amende qui ne sera pas moins de deux livres sterling et n'excédera pas cinq livres sterling.

Vente et débit défendus après soleil couché.

9.—Il est défendu de vendre ou débiter les susdites substances après soleil couché sous peine d'une amende, à discrétion de justice, qui ne sera pas moins d'une livre sterling et n'excédera pas trois livres sterling.

Défense de colporter substances spécifiées dans l'Art. 1er.

10.—Toute personne qui colportera dans les rues ou routes de cette île aucunes des substances spécifiées dans l'Article 1er sera passible d'une amende de £10 sterling et de la confiscation des dites marchandises.

Frais encourus par Connétables.

11.—Dans tous les cas de condamnation pour infraction aux dispositions de la présente Loi, le délinquant pourra être condamné aux frais encourus par les Connétables d'une paroisse.

Amendes.

12.—Les amendes imposées par cette Loi seront applicables moitié à Sa Majesté et moitié au délateur.

(Enregistré sur les Records le 29 Juillet 1893.)

1893.

AT THE COURT AT WINDSOR

the 17th day of July, 1893

PRESENT

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY
LORD PRESIDENT, &c.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the affairs of Guernsey and Jersey, dated the 6th day of July, 1893, in the words following, viz.:—

Havre
St. Pierre-Port.
Bureau et
Dépôt.

“YOUR MAJESTY having been pleased by Your General Order of reference of the 21st March, 1862, to refer unto this Committee the humble Petition of Sir Edgar MacCulloch, Knight, Bailiff of Guernsey, dated 16th June, 1893, setting forth :— That since the receipt of Your Majesty's Order in Council of the 6th day of February, 1892, authorizing the application of the sum of £2,000, out of the Revenue of the Harbour of Saint Peter-Port for the execution of certain specified works for the accommodation of passengers and goods, it has been found necessary to propose a still further expenditure for the same purpose, also for a Booking Office and Goods Dépôt for the London and South-Western Railway and Steam Packet Company :—That these various necessities having been represented by the Committee of the States having the superintendence of the Harbour of St. Peter-Port, plans and estimates were prepared which, having been submitted to the States at a meeting holden before John Le Mottée, Esquire, Lieutenant-Bailiff, on the 13th day of March last, were approved of by them, and a resolution passed praying that Your Majesty would be graciously pleased to sanction the proposed works and to permit that the sum of £680 sterling, being the

1893.

estimated cost of the same, may be charged on the Revenue of the said Harbour of Saint Peter-Port : And most humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to approve of and sanction the carrying out of the proposed further works and to authorize the application of the sum of £680 sterling, taken out of the Revenue of the said Harbour of St. Peter-Port towards the execution of these works.

“THE LORDS OF THE COMMITTEE in obedience to Your Majesty’s said order of reference have this day taken the said Petition into consideration, and do agree humbly to report as their opinion to Your Majesty that it may be advisable for Your Majesty to approve of and sanction the carrying out of the proposed further works and to authorize the application of the sum of £680 sterling taken out of the Revenue of the said Harbour of St. Peter-Port, towards the execution of these works.”

HER MAJESTY, having taken the said Report into consideration, is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve thereof, and to approve of and sanction the carrying out of the proposed further works and to authorize the application of the sum of £680 sterling, taken out of the Revenue of the said Harbour of St. Peter-Port, towards the execution of these works.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats and all other Her Majesty Officers for the time being in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice and govern themselves accordingly.

C. L. PEEL.

(Enregistré sur les Records le 29 Juillet 1893.)

1893.

AT THE COURT AT WINDSOR

the 17th day of July, 1893

PRESENT

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY

LORD PRESIDENT, &c.

WHEREAS there was this day read at the Board Havre
St. Sampson.
Nouvelle
route de la
Longue
Hougue au
Quai du Sud.
a Report from the Right Honourable the Lords of
the Committee of Council for the Affairs of Guernsey
and Jersey, dated the 5th day of July, 1893, in the
words following, viz. :—

YOUR MAJESTY having been pleased by Your
General Order of Reference of the 21st day of
March, 1862, to refer unto this Committee the
Humble Petition of the States of the Island of
Guernsey, dated the 16th June, 1893, setting forth :—
That at a meeting of the States of the Island of
Guernsey, holden before the Bailiff on the 2nd day
of December, 1891, the Treasurer of the States was
authorized to purchase an extent of made land on
the foreshore of Longue Hougue Bay near Saint
Sampson's Harbour for account of that Harbour :—
That at a meeting of the said States of that Island
holden likewise before the Bailiff on the 2nd day
of September, 1892, the Treasurer of the States
was authorized to make a further purchase from Your
Majesty's Government in the name of the States
of a certain amount of foreshore in Bellegrève Bay
with the future intention of widening the main road
skirting the bay and also of prolonging or making a
new main road through private lands of the Grandes
Maisons Estate and over the made land above
mentioned at the Longue Hougue, belonging to the
Harbour of St. Sampson's, and debouching on the
South Quay of that Harbour :—That at a meeting

1893.

of the said States holden before John Le Mottée, Esquire, Lieutenant-Bailiff, on the 7th day of June, 1893, an arrangement was approved of with respect to the one section of the proposed New Road passing through private property and the sum of £1,050 sterling was voted for the completion of that portion of the works :—That also at the last named meeting of the States a further sum of £700 sterling was voted for the remaining section of the said New Road, passing over the made land on the foreshore at Longue Hougue belonging to St. Sampson's Harbour, and a resolution was passed praying that Your Majesty would graciously sanction the New Works and allow the £700 sterling allotted for the last section of the proposed New Road, to be charged to the Revenues of the Harbour of St. Sampson, and most humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to approve of and sanction the execution of the proposed New Road from Longue Hougue Bay to the South Quay of St. Sampson's Harbour, and to authorize that the sum of £700 sterling required for the said work may be taken from the Revenue of the said Harbour of St. Sampson.

“THE LORDS OF THE COMMITTEE in obedience to Your Majesty's said Order of Reference have this day taken the said Petition into consideration and do agree humbly to report as their opinion to Your Majesty that it may be advisable for Your Majesty to approve of and sanction the execution of the proposed New Road from Longue Hougue Bay to the South Quay of St. Sampson's Harbour, and to authorize the sum of £700 sterling required for the said work being taken from the Revenue of the said Harbour of St. Sampson.

HER MAJESTY, having taken the said Report into consideration, is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve thereof and to approve of and sanction the execution of the proposed New Road from Longue Hougue Bay to the South Quay of St. Sampson's Harbour, and to authorize the sum of £700 sterling required for the said work being taken from the revenue of the said Harbour of St. Sampson.

1893.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other Her Majesty's Officers, for the time being in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice and govern themselves accordingly.

C. L. PEEL.

(Enregistré sur les Records le 6 Septembre 1893.)

AT THE COURT AT OSBORNE HOUSE, ISLE OF WIGHT
the 26th day of August, 1893

PRESENT

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY
LORD PRESIDENT, &c.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 18th day of August, 1893, in the words following, viz. :—

Auregny.
Lieux où les
Assemblées
Paroissiales
seront tenues.

“YOUR MAJESTY having been pleased by Your General Order of Reference of the 21st day of March, 1862, to refer unto this Committee the humble Petition of John Abraham Le Cocq, Esquire,

II—DD.

1893.

Judge and President of the States of Your Majesty's Island of Alderney, setting forth :—That a meeting of the States of the Island of Alderney was on the twelfth day of June, eighteen hundred and ninety-three, held before Your Majesty's Petitioner, to take into consideration the necessity of making certain changes in the Law relative to the place at which Parish Meetings may be held :—And most humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to sanction the Law thereunto annexed and declare your Royal Will and Pleasure that the same shall have full force of Law in Your Majesty's Island of Alderney.

“THE LORDS OF THE COMMITTEE in obedience to Your Majesty's said Order of Reference have this day taken into consideration the said Petition and the said ‘Law,’ and do agree humbly to report as their opinion to Your Majesty that it may be advisable for Your Majesty to approve of and ratify the said ‘Law’ and to declare that the same shall have force of law in Your Majesty's Island of Alderney.”

HER MAJESTY, having taken the said Report into consideration, is pleased by and with the advice of Her Privy Council to approve thereof, and to approve of and ratify the said “Law” and to order, as it is hereby ordered that the same shall have force of law within the Island of Alderney.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order and the said “Law” (a copy whereof is hereunto annexed) be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the said Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats and all other Her Majesty's Officers, for the time being, in the said Island of

Guernsey, and also the Judge and Jurats of the said Island of Alderney, and all other persons whom it may concern, are to take notice and govern themselves accordingly.

1893.

C. L. PEEL.

LAW referred to in the foregoing Order in Council:—

“ Les assemblées paroissiales qui dans le passé ont été tenues suivant la coutume dans L'église Paroissiale seront désormais tenues légalement dans tel autre lieu que les chefs de famille pourront de temps à autre désigner à l'effet.

(Enregistré sur les Records le 6 Septembre 1893.)

AT THE COURT AT OSBORNE HOUSE, ISLE OF WIGHT
the 26th day of August, 1893

PRESENT

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY
LORD PRESIDENT, &c.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 25th day of August, 1893, in the words following, viz. :

Auregny.
Augmenta-
tion du Salaire
du Procureur.

“ YOUR MAJESTY having been pleased by Your General Order of Reference of the 21st day of March, 1862, to refer unto this Committee the humble Petition of John Abraham Le Cocq, Esq., Judge and President of the States of Your Majesty's Island of Alderney, setting forth :—That at a meeting of the States of the Island of Alderney assembled on the twelfth day of June, eighteen hundred and ninety-three, held before your petitioner to take into consideration the necessity of making certain payments, viz. ; Thirty pounds per annum

1893.

out of the Impôt raised upon Spirits, &c., in the Island towards the salary of the Procureur of the Island, in addition to that now paid by the Crown, so as to induce a qualified person to come forward as candidate for the said post of Procureur. And most humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to sanction the said payment and to declare your Royal Will and Pleasure, that the same shall have full force of law in your Island of Alderney.

“THE LORDS OF THE COMMITTEE in obedience to Your Majesty’s said Order of Reference have this day taken into consideration the said Petition, and do agree humbly to report as their opinion to Your Majesty that it may be advisable for Your Majesty to comply with the prayer of the Petition and to sanction the payment out of the Impôt raised upon Spirits and Wines in the Island of Alderney of the sum of £30 per annum, towards the salary of the Procureur of the said Island in addition to that now paid by the Crown.”

HER MAJESTY having taken the said Report into consideration, was pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve thereof, and to sanction the payment out of the Impôt raised upon Spirits and Wines in the Island of Alderney of the sum of £30 per annum towards the salary of the Procureur of the said Island, in addition to that now paid by the Crown.

And Her Majesty was further pleased to direct that this Order be entered upon the Register of the Island of Alderney and observed accordingly. And the Judge and Jurats and all others Her Majesty’s Officers, for the time being, in the said

Island of Alderney, and all other persons whom it may concern are to take notice and govern themselves accordingly. 1893.

C. L. PEEL.

(Enregistré sur les Records le 16 Septembre 1893.)

AT THE COURT AT OSBORNE HOUSE, ISLE OF WIGHT
the 26th day of August, 1893

PRESENT

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY
LORD PRESIDENT, &c.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 29th day of July, 1893, in the words following, viz. :—

Surveillance
et Inspection
des Cabarets
et Lieux de
Débit

“YOUR MAJESTY having been pleased by Your General Order of Reference of the 21st day of March, 1862, to refer unto this Committee the humble Petition of Sir Edgar MacCulloch, Knight, Bailiff of Guernsey, dated the 15th day of June, 1893, setting forth :—That at a meeting of the Royal Court of Your Majesty's Island of Guernsey, holden on the 29th day of April, 1893, a Bill or *Projet de Loi* was adopted, intituled “*Loi au sujet de la Création d'un Comité Spécial des États, et la nomination d'un Inspecteur pour la surveillance des Cabarets et autres lieux de débit en cette île,*” with a view to provide for the adequate Inspection of Public-houses and of other places where drinks are retailed :—That at a meeting of the States holden before John Le Mottée, Esquire, Lieutenant-Bailiff, on the 7th day of June, 1893, the above mentioned Bill or *Projet de Loi* was submitted for their approval,

1893.

when it was adopted in the form set out in the schedule thereunto annexed, with a view to its being submitted to Your Majesty for Your Royal Sanction; and most humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to grant Your Royal Sanction, unto the said Bill or *Projet de Loi* intituled “*Loi au sujet de la Création d'un Comité Spécial des États et la nomination d'un Inspecteur pour la surveillance des Cabarets et autres lieux de débit en cette île,*” and to declare it to be Your Majesty's Royal Will and Pleasure that the same may have force of law within the Island of Guernsey.”

“THE LORDS OF THE COMMITTEE in obedience to Your Majesty's said Order of Reference have this day taken the said Petition into consideration, and do agree humbly to report, as their opinion, to Your Majesty that it may be advisable for Your Majesty to approve of and ratify the said *Projet de Loi*, and to declare Your Royal Will and Pleasure that the same shall have force of law within the Island of Guernsey.”

HER MAJESTY, having taken the said Report into consideration, is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve of and ratify the said *Projet de Loi*, and to order, as it is hereby ordered, that the same shall have force of law within the Island of Guernsey.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order, and the said *Projet de Loi* (a copy whereof is hereunto annexed) be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other Her Majesty's Officers, for the time being, in the said Island, and all other persons

whom it may concern, are to take notice and govern themselves accordingly. 1893.

C. L. PEEL.

PROJET DE LOI referred to in the foregoing Order in Council:—

LOI AU SUJET DE LA CRÉATION D'UN COMITÉ SPÉCIAL DES ÉTATS, ET LA NOMINATION D'UN INSPECTEUR POUR LA SURVEILLANCE DES CABARETS ET AUTRES LIEUX DE DÉBIT EN CETTE ÎLE.

Vu la recommandation contenue dans le Rapport du Comité de la Cour en date du 4 Février 1893, au sujet des Cabarets et autres lieux de débit en cette île.

1.—La surveillance des cabarets et autres lieux de débit en cette île et la mise à exécution des Ordonnances touchant les liqueurs spiritueuses, vins, bière et cidre sont spécialement confiées à un Comité des États.

2.—Le dit Comité sera composé du Superviseur de la Chaussée, du plus ancien des Connétables dans chacune des paroisses de la Ville, de Saint Samson, et du Valle, et de trois autres membres choisis par les États pour le terme de trois ans.

3.—Il sera nommé par le Comité aux frais des États et sermenté devant la Cour, un Inspecteur qui sera à la libre disposition du Comité. Les pouvoirs de l'Inspecteur dans les paroisses de l'île seront les mêmes en ce qui regarde les attributions du Comité que ceux qui appartiennent, d'après Loi et coutume, à un assistant de connétable de paroisse.

4.—Ne déroge en rien cette Loi aux devoirs et attributions présentement appartenant aux Connétables dans leurs paroisses respectives.

1893.

(Enregistré sur les Records le 16 Septembre 1893.)

AT THE COURT AT OSBORNE HOUSE, ISLE OF WIGHT
the 26th day of August 1893

PRESENT

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY

LORD PRESIDENT, &c.

Havre St.
Pierre-Port.
Chaussée de
l'Ancien
Havre.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 12th day of August, 1893, in the words following, viz. :—

“YOUR MAJESTY having been pleased by Your General Order of Reference of the 21st day of March, 1862, to refer unto this Committee the Humble Petition of the States of the Island of Guernsey, dated the 5th July, 1893, setting forth :— That since the works for the enlargement and improvement of the Harbour of St. Peter-Port, in Your Majesty's Island of Guernsey, were taken in hand in the year 1851, several subsidiary works for rendering the Harbour more commodious and better adapted to the exigencies of commerce have from time to time been voted by the States and sanctioned by Your Majesty in Council :—That among these works the completion of the North arm of the Old Pier has been left until now :—That the States having been consulted on this matter at an Assembly holden before the Lieutenant-Bailiff on the 21st day of June last, voted the reconstruction of the old North Pier head and quays in masonry at an estimated cost of £15,500 sterling, and gave authority to the States' Harbour Committee to carry out this work, subject to Your Majesty being graciously pleased to approve thereof, and to sanction the application of the Revenue of the Harbour of St. Peter-Port to that object ; and most humbly praying

that Your Majesty would be graciously pleased to approve of the works voted by the States on the 21st day of June, 1893, and also to sanction the application of the sum of £15,500 sterling taken out of the Revenue of the Harbour of St. Peter-Port to the execution of the aforesaid works :—

1893.

“THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty’s said Order of Reference, have this day taken the said Petition into consideration, and do agree humbly to report as their opinion to Your Majesty that it may be advisable for Your Majesty to approve of the works voted by the States of Guernsey on the 21st day of June, 1893, and also to sanction the application of the sum of £15,500 sterling, taken out of the Revenue of the Harbour of St. Peter-Port, to the execution of the aforesaid works.”

HER MAJESTY having taken the said Report into consideration is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve thereof and to approve of the works voted by the States of Guernsey on the 21st day of June, 1893, and also to sanction the application of the sum of £15,500 sterling taken out of the Revenue of the Harbour of St. Peter-Port to the execution of the aforesaid works.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other Her Majesty’s Officers for the time being in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice and govern themselves accordingly.

C. L. PEEL.

1893.

(Enregistré sur les Records le 9 Décembre 1893.)

AT THE COURT AT WINDSOR

the 23rd day of November, 1893

PRESENT

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY

LORD PRESIDENT, &c.

Havre
St. Sampson.
Baie de la
Longue
Hougue.
Muraille de
défense.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 8th day of September, 1893, in the words following, viz. :—

“YOUR MAJESTY having been pleased by Your General Order of Reference of the 21st day of March, 1862, to refer unto this Committee the Humble Petition of the States of the Island of Guernsey, dated the 23rd day of August, 1893, setting forth :—That at a meeting of the States of the Island of Guernsey, holden before the Lieutenant-Bailiff on the 9th day of August, 1893, the States renewed their votes of the 23rd day of January, 1867, and of the 27th day of April, 1874, to build a Sea Wall to retain the ballast and quarry refuse deposited in Longue Hougue Bay, this work having been postponed until the purchase of the foreshore rights had been effected from Your Majesty's Government for account of the Harbour of St. Sampson :—That it was only since December 2nd, 1891, that such purchase was carried out :—That the estimated cost of the sea wall, so intended to be built, would amount to £2,400 sterling, which was duly voted at the meeting of the States of the 9th August, 1893, and that a Resolution was further passed praying that Your Majesty would be graciously pleased to sanction the above work and to allow that the amount of £2,400 to be applied thereto be taken out of the funds of the Harbour of St.

Sampson. And most humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to approve of and sanction the building of such sea wall, at Longue Hougue Bay, and to authorize that the sum of £2,400 required to carry out that work, might be taken from monies of the Harbour of St. Sampson :

1893.

“THE LORDS OF THE COMMITTEE in obedience to Your Majesty’s said Order of Reference, have this day taken the said Petition into consideration, and do agree humbly to report as their opinion to Your Majesty, that it may be advisable for Your Majesty to approve of the work voted by the States of Guernsey on the 9th day of August, 1893, and also to sanction the application of the sum of £2,400 sterling taken out of the monies of the Harbour of St. Sampson for the execution of the aforesaid work.”

HER MAJESTY having taken the said Report into consideration is pleased, by and with the advice of Her Privy Council to approve thereof, and to approve of the work voted by the States of Guernsey on the 9th day of August, 1893, and also to sanction the application of the sum of £2,400 sterling taken out of the monies of the Harbour of St. Sampson for the building of the aforesaid sea wall.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order be entered upon the register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other Her Majesty’s Officers, for the time being, in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice and govern themselves accordingly.

C. L. PEEL.

1893.

(Enregistré sur les Records le 23 Décembre 1893.)

AT THE COURT AT WINDSOR

the 12th day of December 1893

PRESENT

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY

LORD PRESIDENT, &C.

Loi sur
l'Instruction
Publique
Primaire.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 11th day of December, 1893, in the words, following viz. :—

“YOUR MAJESTY having been pleased by Your General Order of Reference of the 21st day of March, 1862, to refer unto this Committee the Humble Petition of the States of the Island of Guernsey, dated the 11th day of September, 1893, setting forth :—That before 1872, Primary Education was carried on in the Country Parishes of that Island, and is still being carried on in accordance with arrangements made between the States of the one part, and the respective Parishes of the other part, and at the joint expense of the States and of those Parishes :—That up to that time Primary Education was carried out in the Parish of Saint Peter-Port through the instrumentality of Voluntary Schools which were subsidized, as well by Your Majesty's Government as by the States :—That the total annual subsidy of the States towards the maintenance of those schools did not exceed up to 1872 the sum of £120 :—That in 1872, an agreement was entered into between the States and the Parish of Saint Peter-Port, whereby the Voluntary Schools existing therein were converted into Parochial Schools and were thenceforward to be maintained, one half by the States and one half by the Parish, after first deducting from the total annual cost the school pence paid by the children :—That in

1893.

1889 the States consented to pay one half of the total annual cost of the Primary Education of the Parish, and the school pence of the children were allowed to go in diminution of the remaining half for which the Parish was liable under the agreement of 1872. The effect of which was to reduce the proportion of the Parish from one half to about one third of the total annual cost of the schools :—That on the 17th day of June, 1891, the Ratepayers of Saint Peter-Port resolved to withdraw from the Agreement of 1872, from and after the 25th of December, 1891, and notified their decision to the President of the States :—That on the 2nd of December, 1891, the States, to prevent the closing of the schools, voted, notwithstanding the notice received from the Parish, the sum of £1,000 (being one half of the estimated cost of the Primary Education of the Parish of Saint Peter-Port for 1892), on condition that the said Parish would provide a similar sum (less the children's school pence) which was subsequently done :—That on the 4th of April, 1892, the States named a Committee to confer with a Committee of the Parish of Saint Peter-Port on the subject of Primary Education, and to report on the desirability of introducing into the Island a system of Compulsory Education :—That on the 22nd of June, 1892, the Ratepayers of Saint Peter-Port resolved to continue the Agreement of 1872, until the 25th of December, 1892 :—That on the 5th of December, 1892, the States resolved to accept a modified agreement as proposed by the Parish of Saint Peter-Port, with one exception, viz. ;—that the cost of maintaining the Parish Schools should continue to be borne as hereinbefore stated, one half by the States and one half by the Parish (less the school pence conceded to the Parish) until the States had had an opportunity of discussing the question of Compulsory Education and

1893.

the additional cost which its introduction would entail, the States engaging meanwhile to vote specially from time to time, such amounts, as in the opinion of their Committee, might be required to promote the interests of Primary Education in that Island :—That on the 13th of March, 1893, the States voted the sum of £1,000 for Primary Education in the Town Parish for 1893, payable at the rate of £250 per quarter, on condition that the Parish would provide a similar sum (less the school pence of the children) :—That the Ratepayers of Saint Peter-Port refused, on the 22nd of March, 1893, and again on the 5th of April, 1893, to vote their share of the money required for providing Primary Education for the poor of the Parish for 1893, and that in consequence of this refusal on their part, the schools of the said Parish were closed from and after the 25th March, 1893 :—That on the 3rd of May, 1893, the States named a Committee to prepare a *Projet de Loi* to compel the respective Parishes of the Island to provide and maintain Primary Education throughout the Island, receiving in return the school pence of the children, and such proportion of the annual cost as the States might be prepared to grant in order to assist the Parishes, and generally to regulate everything relating to Parochial Education in the Island :—That on the 19th of May, 1893, the States specially convened to consider what should be done to provide Primary Education for the Parish of Saint Peter-Port (the schools being closed by reason of the refusal of the Ratepayers to vote their proportion of the cost of such education for 1893), resolved to carry on the Primary Education at the sole expense of the States for a term of six months, so as to give time for the preparation and confirmation of a *Projet de Loi*, and they voted the sum of £1,000 to meet the expense :—That on the 19th of July, 1893, the States approved with certain modifications the

1893.

basis of a *Projet de Loi* presented by their Committee, in pursuance of the Resolution of the 3rd of May, 1893 :—That on the 22nd of July, 1893, the Royal Court at the request of the States passed a *Projet de Loi* embodying the Resolutions previously adopted by the States, subject to the approval of the States and to the sanction of Your Majesty in Council :—That on the 9th of August, 1893, the States approved of the said *Projet de Loi* intituled “*Loi sur l’Instruction Publique Primaire,*” with certain modifications, and resolved to postpone for one month an application to Your Majesty in Council to confirm the same, in order to give the Parish of Saint Peter-Port an opportunity to accept meanwhile the provisions of the *Projet de Loi* (less certain compulsory clauses) in the form of an Agreement to be binding on the States and on the Parish respectively, until due notice to determine the same should be given on either side :—That the Ratepayers of the Town Parish resolved, on the 23rd of August, 1893, to reject the offer of the States to convert the *Projet de Loi* into an agreement :—That the Petitioners would humbly point out that under the provisions of Your Majesty’s Order in Council of the 30th July, 1868, the requirements for the Parish Schools of the Island are met by means of Taxes levied on the inhabitants of the respective Parishes, and on the real property situate therein of persons non-resident therein :—That the States however, with a view to give an impetus to Primary Education and to afford encouragement as well to Pupils as to the Teaching Staff, have undertaken in the *Projet de Loi* approved of on the 9th of August, 1893, to provide not only, as heretofore, one half of the total annual cost of Primary Education within the Island, but also the whole of the expenses included in the said *Projet* under the heading of “*Dépenses Extraordinaires,*” thereby increasing, by several hun-

1893.

dreds of pounds annually, their share of the total cost of the Primary Education of the Island. And most humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to grant Your Royal sanction to the said *Projet de Loi* intituled "*Loi sur l'Instruction Publique Primaire*" contained in the Schedule thereunto annexed, and to declare it to be Your Royal Will and Pleasure that the same should have force of Law within the Island of Guernsey :—

"THE LORDS OF THE COMMITTEE in obedience to Your Majesty's said Order of Reference have this day taken into consideration the said Petition and the said *Projet de Loi*, together with Petitions against the confirmation of the said *Projet de Loi* from (1) 'the Committee appointed by the Ratepayers of the Town and Parish of St. Peter-Port in the Island of Guernsey,' (2) 'the Committee elected to represent the Protestant Non Conformists of the Island of Guernsey,' and (3) 'Merchants and Traders in the Island of Guernsey,' with reference to the action of the States of Guernsey in the matter of the Schools in the Parish of St. Peter-Port, and also the Replies of the States of Guernsey to the said Petitions. Their Lordships have also taken into consideration a Petition dated 5th August, 1893, from Merchants and Tradesmen of the Island of Guernsey on the subject of the *Projet de Loi*, and various petitions from Wesleyan Methodists and others in support of the Petition of the Committee elected 'to represent the Protestant Non Conformists of the Island of Guernsey'; and their Lordships do agree humbly to report as their opinion to Your Majesty that it may be advisable for Your Majesty to approve of and

ratify the said *Projet de Loi*, and to declare that the same shall have force of Law within the Island of Guernsey.”

1893.

HER MAJESTY having taken the said Report into consideration, is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve of and ratify the said *Projet de Loi*, and to order, as it is hereby ordered, that the same shall have force of Law within the Island of Guernsey.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order and the said *Projet de Loi* (a copy whereof is hereunto annexed) be entered upon the Register of the Island of Guernsey, and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats and all other Her Majesty's Officers, for the time being, in the said Island, and all other persons whom it may concern are to take notice and govern themselves accordingly.

C. L. PEEL.

LOI SUR L'INSTRUCTION PUBLIQUE PRIMAIRE.*

CHAPITRE PREMIER.

DES ÉCOLES ET DE LEUR ORGANISATION.

- 1.—Les paroisses de cette île—chacune dans l'étendue de son territoire—sont tenues de pourvoir et de maintenir, avec l'aide qu'il plaira aux Etats leur accorder et l'écolage qu'elles recevront des enfants, une Education Primaire, bonne et suffisante, pour tout enfant y demeurant qui désire s'en prévaloir.
- 2.—Les Écoles pour l'instruction publique Primaire seront celles déjà existantes, ou ci-après érigées, que les Etats auront acceptées comme Ecoles primaires.
- 3.—Dans chaque paroisse il devra y avoir au moins une École publique pour garçons et filles, et, s'il y a lieu, une Ecole enfantine. Les Etats détermineront de temps à autre le nombre d'Écoles qu'il conviendra d'ajouter dans chacune des paroisses.
- 4.—La surveillance et la direction des Écoles publiques primaires d'une paroisse sont confiées ;

1° Au Comité des États pour l'Éducation Paroissiale.

* Une autre loi a été substituée à celle-ci par un Ordre en Conseil du 16 Février 1903 enregistré sur les Records le 7 Mars 1903.

1893.

2° A un Comité de la paroisse—le tout comme est ci-après indiqué.

5.—Les frais encourus pour la bâtisse ou l'agrandissement d'une Ecole publique primaire et pour son ameublement seront fournis moitié par les Etats et moitié par la paroisse. Les frais annuels de réparation comme aussi le coût d'entretien et de maintien d'une Ecole publique primaire et toute chose fournie pour la dite Ecole (à l'exception de ce qui constituera Dépense Extraordinaire comme est ci-après spécifié) formeront les Dépenses Ordinaires de l'Ecole, et seront fournis moitié par les Etats et moitié par la paroisse; mais seront les contributions des enfants (Anglicé School Pence) censées former partie de la proportion fournie par la paroisse. Tout ce qui est classé dans cette loi comme Dépense Extraordinaire sera à la charge exclusive des Etats.

6.—Le personnel enseignant d'une École publique primaire recevra pour salaires:—1° Le traitement formant partie des Dépenses Ordinaires; 2° L'augmentation comprise dans les Dépenses Extraordinaires; 3° La prime accordée aux Ecoles dans lesquelles les bourses établies par les Etats seront gagnées; et 4° La prime accordée comme Capitation sur la recommandation de l'Inspecteur des Ecoles.

7.—Tout enfant résidant dans une paroisse (à l'exception des internes des hospices publics qui ne pourront l'être sans l'assentiment des Chefs de Famille de la paroisse où tel hospice est établi) sera admissible aux Ecoles publiques primaires établies dans cette paroisse et tout enfant, étant élève dans une Ecole publique primaire, pourra concourir, sous les conditions qui seront fixées de temps en temps par le Comité des Etats, pour les Bourses pour lesquelles il y aura des examens d'année en année. Le Comité de chaque paroisse fixera les écolages payables par les enfants. Ces écolages ne pourront excéder deux pennis par semaine sans l'assentiment du Comité des Etats.

8.—L'Instruction Religieuse dans les Écoles publiques primaires sera conforme aux doctrines de l'Eglise Anglicane et sera sous la direction de l'Autorité Ecclésiastique, laquelle toutefois ne devra se servir d'autres livres d'enseignement que de la Sainte Bible: bien entendu que dans les cas où il existe des contrats d'une école dont les dispositions vont à l'encontre de cet article, les dites dispositions seront respectées. Si toutefois les Etats acceptent comme Ecoles Primaires les Ecoles déjà existantes dites "British and Foreign Schools," situées à Vauvert en la paroisse de St. Pierre-Port, l'instruction religieuse qui y sera donnée sera réglée selon les principes qui régissent les Ecoles de la Société dite "British and Foreign School Society" établie à Londres. Bien entendu que nul enfant ne sera contraint de recevoir aucune instruction religieuse dans une Ecole Primaire, si le père ou la mère ou autre personne ayant la garde du dit enfant exprime par écrit sa volonté à cet effet.

9.—L'enseignement dans les Écoles publiques primaires sera porté sur les objets suivants:—

Instruction Religieuse.
Langues Anglaise et Française.
Arithmétique.
Géographie.
Histoire.
Ecriture.
Dessin et Chant.

Et dans les Ecoles des Filles, Travaux d'Aiguille.

Bien entendu que le Comité des États aura la faculté de modifier selon les cas le cours à suivre dans chaque Ecole.

1893.

10.—Outre les Ecoles primaires dont il est ci-dessus parlé les États pourront, dans l'intérêt général de l'éducation dans une paroisse, accorder, s'il y a lieu, aux Ecoles volontaires pour l'éducation primaire qui y sont ou qui pourront y être établies le même subside et aux enfants appartenant aux dites Ecoles les mêmes avantages que ceux qui seront accordés aux Ecoles publiques primaires ; pourvu que le Comité de l'Ecole volontaire se déclare prêt à remplir les mêmes devoirs et obligations que ceux qui sont imposés aux Comités de paroisse et à se conformer à toutes les dispositions de cette loi ; bien entendu toutefois que l'instruction religieuse qui sera donnée par le Comité d'une Ecole volontaire sera conforme à la doctrine de leur confession. Cependant nul enfant ne sera contraint de la recevoir si son père ou sa mère, ou autre personne ayant la garde du dit enfant exprime par écrit sa volonté à cet effet.

CHAPITRE II.

BÂTIMENTS.

11.—Les salles d'Ecole devront être suffisamment éclairées saines et d'une étendue proportionnée au nombre des écoliers.

12.—La salubrité des bâtiments scolaires est soumise au contrôle du Comité des États qui ordonnera conjointement avec le Comité de la paroisse, les mesures qu'ils jugeront nécessaires. Les frais encourus formeront partie des dépenses ordinaires de l'année.

13.—Toutes les fois que le Comité des États croira qu'il est nécessaire de faire bâtir ou agrandir une Ecole publique primaire il s'abouchera avec le Comité de la paroisse, choisira avec lui le site et fera préparer conjointement avec le dit Comité les plans et devis des constructions ou des changements qu'il est proposé de faire. Et seront les dits plans et devis, lorsque complétés, envoyés au Président des États, avec l'estimation tant du prix d'achat du terrain que du coût du travail proposé, pour être le tout mis devant les États.

14.—La préparation des dits plans et devis et de l'estimation du coût sera faite par le Comité des États seul, s'il n'existe pas de Comité de paroisse, ou si le Comité de paroisse refuse ou néglige d'y prendre part.

15.—Si les États lorsque consultés sont d'avis qu'il convient de faire bâtir ou agrandir une Ecole et que les plans et devis à eux présentés méritent leur considération, ils seront appelés à décider à une prochaine séance s'ils sont d'avis d'adopter les dits plans et devis et d'autoriser leur Comité d'Education à faire l'acquisition du terrain et à faire construire ou agrandir suivant le cas la dite Ecole moyennant le coût estimé.

16.—Le Comité de la paroisse (ou, s'il n'en existe pas les Connétables de la paroisse), devra, après une délibération affirmative des États, prendre les mesures nécessaires pour faire de suite voter par la paroisse pour être levée par voie de taxe la proportion de la paroisse pour l'achat du dit terrain et pour la dite construction ou le dit agrandissement. Cas avenant que la somme à lever excède un penni par Quartier sur le total de la cotisation de la paroisse sur les Livres de Taxe, les Chefs de Famille pourront décider que le montant à fournir ne sera levé qu'à raison d'un penni par Quartier par un jusqu'à entier paiement. Dans ce cas les États avanceront toutes sommes nécessaires pour compléter la proportion de la paroisse pour l'achat du terrain et pour la bâtisse ou l'agrandissement

1893.

de l'Ecole et auront droit de réclamer annuellement des Connétables le rembours d'une somme équivalente à celle qu'ils ont été autorisés à lever sur la paroisse durant la dite année pour subvenir aux frais du dit achat et de la dite bâtisse ou agrandissement, et ce avec intérêts sur le pied de trois pour cent par an sur la balance restant alors due sur la dite avance.

17.—Cas avenant que le dit Comité ou les dits Connétables négligent de prendre les mesures nécessaires, comme sus est dit, ou que durant les deux mois qui suivront la Délibération des Etats une application à la Cour pour un Remède pour le montant requis n'ait pas été faite par les dits Connétables, la Cour en Corps sur l'application du Comité des Etats (et après que connaissance en aura été donnée aux dits Connétables) ordonnera aux Connétables et Douzeniers de la paroisse dans le temps et sur la peine qu'il plaira à la Cour fixer, de lever par voie de taxe le montant représentant la proportion de la paroisse pour l'achat du terrain et pour la construction ou l'agrandissement de l'Ecole, précisément de la même manière que si un Remède pour le dit montant avait été octroyé sur l'application des dits Connétables, et ensuite de verser le dit montant entre les mains du Trésorier des Etats comme la proportion de la paroisse.

18.—Les pénalités pourront être augmentées jusqu'à ce que les Connétables et Douzeniers de la paroisse aient obtempéré aux ordres de la Cour.

CHAPITRE III.

AUTORITÉS PRÉPOSÉES À L'INSTRUCTION PRIMAIRE.

19.—Le Comité actuel des États pour l'Éducation Paroissiale continuera en charge; bien entendu que sur les dix membres composant présentement le dit Comité, il devra y avoir, à mesure que les circonstances le permettront, trois des membres appartenant à la paroisse de St. Pierre-Port et trois aux paroisses de la campagne. Le Comité sera toujours renouvelé par les Etats. Les deux plus anciens Membres sortiront de charge chaque année. Ils seront ré-éligibles. Le plus ancien des Jurés-Justiciers sur le Comité en sera le Président d'office.

20.—Le Comité d'Éducation Paroissiale nommé par les États règlera chaque année le plan, Anglicé "Code" de l'Instruction qu'on donnera dans chaque Ecole et prescrira les livres, cartes, et autres choses nécessaires à l'Instruction. Il fixera les examens qu'on fera subir à ceux qui désirent former partie du personnel enseignant et fera faire l'inspection et l'examen des Ecoles toutes fois et quantes soit par les Membres du dit Comité soit par son Inspecteur. Le dit Comité représentera les Etats en ce qui regarde les frais d'entretien et de maintien des Ecoles et fournira annuellement aux Etats un Rapport sur l'Etat des dites Ecoles.

21.—Aussitôt que cette loi viendra en force il sera formé dans chaque paroisse un Comité d'Éducation composé de neuf membres pour la ville et paroisse de Saint Pierre-Port et de cinq membres pour les autres paroisses de l'île, excepté que dans les cas où le nombre du Comité d'une paroisse est fixé d'après les contrats constitutifs d'une école, le nombre ainsi fixé constituera le Comité de la dite paroisse. Les Chefs de Famille de la ville éliront huit des neuf membres et les Chefs de Famille des paroisses de la campagne quatre des cinq membres pour le terme de quatre ans. Deux membres du Comité de la paroisse de la ville et un membre du Comité des paroisses de la campagne sortiront tour à tour d'office chaque année mais ils seront toujours ré-éligibles. Le Recteur de

la paroisse sera d'office membre et Président du Comité de sa paroisse et pourra nommer parmi les membres du Comité un Vice-Président pour le représenter en cas d'absence. Cinq membres, le Président ou Vice-Président y compris, formeront un quorum dans le Comité de la paroisse de la ville et trois dans les Comités des paroisses de la campagne.

22.—Le Comité d'Éducation d'une paroisse représentera la paroisse dans tout ce qui regarde les frais de maintien et d'entretien de ses Ecoles. Il nommera et congédiera les maîtres et maîtresses et leurs assistants ; Bien entendu que le Comité des Etats pourra faire examiner les candidats pour telles charges et refuser ceux de la compétence desquels il ne serait pas satisfait. Mais seront les certificats de capacité donnés par le Comité du Conseil Privé pour l'Éducation acceptés comme preuve de compétence, excepté pour la langue Française.

Le Comité d'Éducation d'une paroisse pourvoira aussi à l'ameublement, au chauffage, à l'éclairage et au nettoisement de ses Ecoles, fournira les livres et cartes et toute autre chose nécessaire pour l'instruction et choisira les prix jusqu'à concurrence du montant qui sera placé à leur disposition par le Comité des Etats sur la recommandation de l'Inspecteur des Ecoles. Il veillera à la discipline scolastique, fera visite des registres, règlera les devoirs des maîtres, des maîtresses et de leurs assistants, le tout conformément aux règles générales prescrites dans le code émis par le Comité des Etats.

23.—Durant le mois de Janvier de chaque année le Comité des Etats procédera à régler conjointement avec le Comité d'Éducation de chacune des paroisses de l'île le montant requis pour subvenir aux dépenses ordinaires de leurs Ecoles pour l'année courante en y comprenant la balance active ou passive, selon le cas, sur les comptes de l'année précédente.

24.—S'il n'existe pas de Comité de paroisse ou si le Comité ayant été dument convoqué à l'effet ne se présente pas le jour et à l'heure indiqués par le Comité des Etats le susdit règlement se fera par le Comité des Etats seul et aura la même validité que s'il avait été fait conjointement par les deux Comités.

25.—Cas avenant que les deux Comités ne soient pas d'accord sur le montant requis pour les dépenses ordinaires de l'année leur différend sera soumis par le Comité des Etats à la Cour en Corps laquelle après avoir entendu les parties règlera définitivement et sans appel le montant requis pour les dépenses ordinaires de l'année.

26.—Lorsque le montant requis pour les dépenses ordinaires d'une année aura été définitivement réglé soit par un accord intervenu entre les Comités ou par le Comité des Etats seul dans l'absence d'un Comité de la paroisse, soit par une décision de la Cour en Corps, le Comité de la paroisse (ou s'il n'existe pas de Comité, les Connétables de la paroisse) devra de suite prendre les mesures nécessaires pour faire voter par la paroisse pour être levée par voie de taxe la proportion que la dite paroisse est tenue de fournir.

27.—Cas avenant que le Comité de la paroisse (ou à leur défaut les Connétables de la paroisse) néglige de ce faire ou que dans les deux mois qui suivront le règlement susdit une application pour un remède pour le montant requis n'ait pas été faite à la Cour par les Connétables de la paroisse, la Cour en Corps, sur l'application du Comité des Etats et après que connaissance en aura été donnée aux Connétables de la paroisse, ordonnera aux Connétables et Douzeniers de la paroisse dans le temps et sur la peine qu'il plaira à la Cour

1893.

fixer, de lever par voie de taxe le montant représentant la proportion de la paroisse pour l'année courante, précisément de la même manière que si un Remède pour le dit montant avait été octroyé sur l'application des dits Connétables et ensuite de verser le dit montant entre les mains du Trésorier des Etats comme la proportion de la paroisse pour la dite année. Le jugement de la Cour sera final et sans appel.

28.—Et pourront les pénalités être augmentées jusqu'à ce que les Connétables et Douzeniers aient obtenu aux ordres de la Cour.

29.—Aussi longtemps et aussi souvent qu'il n'existe pas dans une paroisse un Comité d'Education de la paroisse élu comme sus est dit, le Comité des Etats réunira les devoirs des deux Comités et tout ce qu'il fera aura la même force et validité et liera la paroisse de la même manière que s'il avait été fait par les deux Comités conjointement.

CHAPITRE IV.

TRAITEMENTS.

30.—Le Comité des Etats règlera avec le Comité de la paroisse dans laquelle une Ecole publique primaire est située, le nombre de Maîtres, Maîtresses et Assistants à employer dans la dite Ecole et les traitements annuels qu'il convient de leur attribuer respectivement. S'il s'élève des différends à ce sujet entre les deux Comités, ils seront résolus par les Etats de Délibération sur une application qui leur en sera faite par leur Comité.

31.—S'il n'existe pas de Comité de paroisse, ou si le Comité ayant été dûment convoqué à l'effet ne se présente pas le jour et à l'heure indiqués par le Comité des Etats, le susdit règlement se fera par le Comité des Etats seul et aura la même validité que s'il avait été fait par les deux Comités conjointement.

32.—Les traitements qui seront fixés soit par les deux Comités conjointement, soit, en cas de différend entre eux, par les Etats, formeront partie des dépenses ordinaires d'une Ecole.

Le traitement fixé au moment de l'élection d'un membre du personnel enseignant ne pourra être diminué aussi longtemps que le titulaire sera en fonction, sans l'assentiment du Comité des Etats.

33.—Dans les cas exceptionnels le traitement de tout membre du personnel enseignant pourra être augmenté par le Comité des Etats, à sa discrétion. Et formera cette augmentation partie des dépenses extraordinaires de l'Ecole.

CHAPITRE V.

DÉPENSES EXTRAORDINAIRES.

34.—Les dépenses extraordinaires des Ecoles Publiques Primaires se composent,

a. De l'augmentation des traitements du personnel enseignant dont il est parlé dans l'article précédent.

b. Des Bourses destinées aux garçons (et plus tard, s'il y a lieu, aux filles) étant Elèves des Ecoles primaires qui se distingueront dans leurs Etudes, pour les mettre à même de les poursuivre gratuitement dans l'Ecole Intermédiaire pour le terme de trois ans.

Les Etats créent par ces présentes dix Bourses pour prendre la place des bourses présentement existantes—Bien entendu que

ceux qui ont gagné ces dernières continueront à en jouir sans interruption jusqu'à l'expiration de leurs trois ans.

1893.

Ces nouvelles Bourses seront adjugées annuellement après la passation de cette Loi :—

Parmi les Élèves qui se seront le plus distingués dans un Concours entre les enfants de toutes les Ecoles Primaires Publiques de l'Île et des Ecoles volontaires recevant subside des Etats.

Les conditions de ces Concours seront réglées par le Comité des Etats.

Outre son Éducation gratuite comme sus est dit chaque boursier recevra annuellement cinq livres sterling en argent pendant les trois années durant lesquelles il fera ses études dans l'École Intermédiaire. S'il ne suit pas régulièrement les classes ou s'il néglige ses études le Comité des Etats pourra déclarer sa bourse forfaite.

c. De la somme de £10 sterling qui sera partagée au prorata de leurs traitements parmi le personnel enseignant de l'École à laquelle appartiendra chaque enfant qui gagnera une des bourses créées par les Etats.

d. De la Capitation qui sera payée au prorata de leurs salaires au personnel enseignant de chaque École, sur la recommandation de l'Inspecteur, après l'examen annuel de l'École.

Le Comité des États fixera de temps à autre lorsqu'il y a lieu le montant de la Capitation à fournir par enfant y ayant droit.

e. Du montant requis annuellement pour les prix des Écoliers.

f. Du salaire de l'Inspecteur des Écoles.

g. De toutes et telles sommes que les États croiront devoir voter spécialement de temps à autre dans l'intérêt de l'Éducation primaire sur l'application qui leur en sera faite par leur Comité.

CHAPITRE VI.

FINANCE.

35.—Jusqu'à ce qu'un Comité de Paroisse ait été nommé aux fins de l'Article 21, le Comité des Etats recevra et paiera tout ce qu'il y a à recevoir et à payer pour les Ecoles de la dite paroisse.

36.—Après la nomination d'un Comité de Paroisse le dit Comité remplira les dits devoirs, excepté dans les cas prévus dans les Articles 17 et 27. A cet effet le Comité de Paroisse choisira d'entre ses membres un Trésorier qui recevra les deniers contribués tant par les Etats que par la paroisse, et fournira annuellement aux Etats et à la paroisse un compte détaillé de recettes et de débours.

CHAPITRE VII.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

37.—Cette loi (à l'exception de la partie de l'Article 34 ayant référence tant aux Bourses qu'à la capitation) ne viendra en force en ce qui regarde les paroisses de la Campagne, qu'après que les arrangements présentement subsistant entre les Etats et les dites paroisses, par rapport à l'Éducation paroissiale, auront été répudiés, après six mois de garnissement, soit par les Etats soit par les paroisses respectivement. Mais lorsque cette Loi deviendra applicable à une paroisse de la Campagne la valeur annuelle du Fonds de Dotation appartenant à l'École de cette paroisse sera

1894.

censée former partie de la proportion payable annuellement par la paroisse pour le maintien et entretien de l'Ecole.

38.—Les Connétables et Douzeniers qui refuseront ou négligeront d'obtempérer aux ordres que la Cour leur donnera aux fins des dispositions des Articles 17 et 27 seront responsables en leurs propres et privés noms pour les pénalités qu'ils encourront.

39.—Les pénalités imposées vertu de cette Loi seront applicables au bénéfice des Etats.

(Enregistré sur les Records le 10 Février 1894.)

AT THE COURT AT OSBORNE HOUSE, ISLE OF WIGHT

the 29th day of January 1894

PRESENT

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY

LORD STEWARD, &c.

Droits du
Havre pour
Navires
faisant
excursion dans
le Bailliage.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the affairs of Guernsey and Jersey, dated the 28th day of December, 1893, in the words following, viz. :—

“YOUR MAJESTY, having been pleased by Your General Order of Reference of the 21st day of March, 1862, to refer unto this Committee the humble Petition of Sir Edgar MacCulloch, Knight, Bailiff of the Island of Guernsey, dated the 15th day of November, 1893, setting forth :—That by an Order in Council of the 5th day of July, 1865, Your Majesty was graciously pleased, on the humble Petition of the States of that Island, to authorize the levying of certain harbour dues, in accordance with a Tariff set forth in a Schedule, marked A., annexed to the aforesaid Order in Council :—That at an Assembly of the States, holden on the 2nd day of September, 1892, a Petition from the Authorities of the Island of Sark was presented, praying the States to approve of certain modifications in the Tariff with regard to the harbour dues on shipping carrying on the inter-insular communication :

—That thereupon a Committee was named by the States to examine the question and to report thereon :

1894.

—That at an Assembly of the States, holden on the 20th day of October, 1893, a Report from the Committee was submitted to the States recommending the repeal of Article V., Section 3, and the substitution in the place thereof of the following provision, viz. :—

“Un navire faisant excursion à quelque partie que ce soit du Bailliage et revenant le même jour, ne paiera que la moitié des droits auxquels il serait assujetti selon sa classe d’après les articles ci-dessus.” That the States approved of the recommendation of the Committee, and authorized the Petitioner to humbly pray Your Majesty in Council to sanction the aforesaid modification of the Tariff; and most humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to sanction the repeal of Article V., Section 3, as contained in Schedule A. of the Order in Council of the 5th July, 1865, and to substitute for it the provision contained in the following words, viz. :—“Un navire faisant excursion à quelque partie que ce soit du Bailliage et revenant le même jour, ne paiera que la moitié des droits auxquels il serait assujetti selon sa classe d’après les articles ci-dessus,” and to authorize the levying of the dues accordingly in lieu of those contained in the Article so repealed.”

“THE LORDS OF THE COMMITTEE in obedience to Your Majesty’s said Order of Reference, have this day taken the said Petition into consideration, and do agree humbly to report as their opinion to Your Majesty that it may be advisable for Your Majesty to comply with the prayer of the Petition, and to sanction the repeal of Article V., Section 3, as contained in Schedule A.

1894.

of the said Order in Council of the 5th July, 1865, and the substitution for it of the provisions contained in the following words, viz. :—“Un navire faisant excursion à quelque partie que ce soit du Bailliage et revenant le même jour, ne paiera que la moitié des droits auxquels il serait assujetti selon sa classe d’après les articles ci-dessus”; and further to authorize the levying of the dues accordingly in lieu of those contained in the Article so repealed.”

HER MAJESTY, having taken the said Report into consideration, is pleased, by and with the advice of Her Privy Council to sanction the repeal of Article V., Section 3, as contained in Schedule A. of the said Order in Council of the 5th July, 1865, and the substitution for it of the provision contained in the following words, viz. :—

“Un navire faisant excursion à quelque partie que ce soit du Bailliage et revenant le même jour, ne paiera que la moitié des droits auxquels il serait assujetti selon sa classe d’après les articles ci-dessus,” and to authorize the levying of the dues accordingly in lieu of those contained in the Article so repealed.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other Her Majesty’s Officers, for the time being, in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice and govern themselves accordingly.

C. L. PEEL.

(Enregistré sur les Records le 16 Mars 1894.)

1894.

AT THE COURT AT WINDSOR

the 3rd day of March 1894

PRESENT

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY

LORD PRESIDENT, &c.

WHEREAS there was this day read at the Board Havre de St. Sampson. Plantation, Maison, Mortuaire, etc.
 a Report from the Right Honourable the Lords of
 the Committee of Council for the Affairs of Guernsey
 and Jersey, dated the 21st day of February, 1894,
 in the words following, viz. :—

“YOUR MAJESTY, having been pleased by Your General Order of Reference of the 21st day of March, 1862, to refer unto this Committee the humble Petition of the States of the Island of Guernsey, dated the 29th day of January, 1894, setting forth :—That at the meeting of the States of that Island, holden before John Le Mottée, Esquire, Lieutenant-Bailiff, on the 17th day of November, 1893, certain improvements in the neighbourhood of the Harbour of Saint Sampson were voted by the States—three items—the first of £155 sterling for laying out a small plantation as a public recreation ground, the second of £100 for Public Conveniences, and thirdly, £60 for putting up a Mortuary, altogether amounting to Three Hundred and Fifteen Pounds :—That a further Resolution was also passed praying that Your Majesty would be graciously pleased to sanction the said vote of the States and to authorize the cost thereof to be defrayed out of the Revenue of the Harbour of St. Sampson ; and most humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to approve of and sanction the carrying out of the Works so voted by the States and to authorize the cost thereof, estimated at Three hundred and fifteen pounds sterling, to be paid out of the Revenue of the Harbour of St. Sampson.”

1894.

“THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty’s said Order of Reference, have this day taken the said Petition into consideration and do agree humbly to report as their opinion to Your Majesty that it may be advisable for Your Majesty to sanction the carrying out of the Works so voted by the States and to authorize the cost thereof, estimated at Three hundred and fifteen Pounds sterling, to be paid out of the Revenue of the Harbour of St. Sampson.”

HER MAJESTY, having taken the said Report into consideration is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve thereof and to sanction the carrying out of the Works so voted by the States and to authorize the cost thereof, estimated at Three hundred and fifteen pounds sterling, to be paid out of the Revenue of the Harbour of St. Sampson.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other Her Majesty’s Officers, for the time being in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice and govern themselves accordingly.

C. L. PEEL.

(Enregistré sur les Records le 2 Avril 1894.)

AT THE COURT AT WINDSOR

the 10th day of March 1894

PRESENT

THE QUEEN’S MOST EXCELLENT MAJESTY

LORD PRESIDENT, &c.

WHEREAS there was this day read at the Board
a Report from the Right Honourable the Lords of

Auregny.
Loi relative
aux Maisons
de
Rafraichisse-
ment.

the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 10th day of March, 1894, in the words following, viz. :—

1894.

“YOUR MAJESTY, having been pleased by Your General Order of Reference of the 21st day of March, 1862, to refer unto this Committee the humble Petition of John Abraham Le Cocq, Esq., Judge and President of the States of Your Majesty’s Island of Alderney, setting forth :—That at a meeting of the States of the Island of Alderney assembled on the Twenty-second day of January, Eighteen Hundred and Ninety-four, held before Your Petitioner to take into consideration the necessity of making certain changes in the “*Loi relative aux Maisons de Rafraichissement*,” it was thought fit to pass a law which was thereunto annexed; and most humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to sanction the said Law, and to declare Your Royal Will and Pleasure that the same should have full force of Law in Your Island of Alderney.”

“THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty’s said Order of Reference, have this day taken into consideration the said Petition and the said ‘Law’ and do agree humbly to report as their opinion to Your Majesty that it may be advisable for Your Majesty to approve of and ratify the said ‘Law,’ and to declare that the same shall have force of law in Your Majesty’s Island of Alderney.”

HER MAJESTY, having taken the said Report into consideration, is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve thereof, and to approve of and ratify the said ‘Law,’ and to order, as it is hereby ordered, that the same shall have force of law within the Island of Alderney.

1894.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order and the said 'Law' (a copy whereof is hereunto annexed) be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the said Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats and all other Her Majesty's Officers for the time being in the said Island of Guernsey and also the Judge and Jurats of the said Island of Alderney and all other persons whom it may concern, are to take notice and govern themselves accordingly.

C. L. PEEL.

"LAW" referred to in the foregoing Order in Council:—

"LOI RELATIVE AUX MAISONS DE RAFRAICHISSEMENT."

"Tout personnes qui ont l'intention de garder une maison de rafraichissement ou de vendre du Thé, du Café ou aucun autre breuvage non-spiritueux pour être consumé dans leur maisons seront tenu de prendre une licence qui sera accordée par la Cour sur paiement de deux chellins six pennis annuellement sous peine d'une amende de £3 tournois et ceux qui auront cette licence seront tenu de garder ordre dans leur maisons, et seront sujet aux même règlement et amendes que les Cabaretiers."*

(Enregistré sur les Records le 12 Mai 1894.)

AT THE COURT AT WINDSOR.

the 30th day of April, 1894

PRESENT

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY
LORD PRESIDENT, &c.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of

Auregny.
Loi relative
au Colportage.

* Le texte de cette loi est conforme à l'original.

the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 14th day of April, 1894, in the words following, viz. :—

1894.

“YOUR MAJESTY, having been pleased by Your General Order of Reference of the 21st day of March, 1862, to refer unto this Committee the humble Petition of John Abraham Le Cocq, Esq., Judge and President of the States of Your Majesty’s Island of Alderney, setting forth that at a meeting of the States of the Island of Alderney, assembled on the Twenty - second day of January, Eighteen Hundred and Ninety-four, held before Your Petitioner, to take into consideration an act of the Chief Pleas of the First of October, Eighteen Hundred and Sixty, which prohibits Hawkers and Pedlars from exercising their calling in Alderney, and the necessity of making a “*Loi relative au Colportage*,” it was thought fit to pass a ‘law’ which was thereunto annexed ; and most humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to sanction the said ‘Law,’ and to declare Your Royal Will and Pleasure that the same should have full force of law in Your Majesty’s Island of Alderney.”

“THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty’s said Order of Reference, have this day taken the said Petition into consideration and do agree humbly to report, as their opinion to Your Majesty that it may be advisable for Your Majesty to comply with the prayer of the said Petition and to sanction the said ‘Law’ entitled ‘*Loi relative au Colportage*,’ and to declare Your Royal Will and Pleasure that the same shall have full force of law within Your Majesty’s Island of Alderney.”

1894.

HER MAJESTY, having taken the said Report into consideration, is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve of and ratify the said "Law," and to order, as it is hereby ordered, that the same shall have force of law within the Island of Alderney.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order and the said "Law" (a copy whereof is hereunto annexed) be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the said Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other Her Majesty's Officers, for the time being, in the said Island of Guernsey, and also the Judge and Jurats of the said Island of Alderney, and all other persons whom it may concern are to take notice and govern themselves accordingly.

C. L. PEEL.

"LAW" referred to in the foregoing Order in Council.

"LOI RELATIVE AU COLPORTAGE."

1.—Le Colportage pour la vente d'effets et marchandises autre que les Comestible ne pourra être exercé dans cette Ile que par des personnes qui auront préalablement obtenu license pour cet effet.

2.—La Cour statuera sur la manière d'accorder les licenses ainsi que sur les reglements qui doivent être observés par ceux qui les ont obtenues, bien entendu que le taux d'une license n'excèdera pas la somme de £2 stg. par an.

3.—Tous ceux qui enfreindront la présente Loi seront punis d'une amende à discretion de Justice qui ne sera pas moindre de £28 tournois et n'excèdera pas £50 tournois. Après la deuxième infraction sera tout delinquant sujet à une amende à discretion de Justice qui n'excèdera pas £70 tournois.*

* Le texte de cette loi est conforme à l'original.

(Enregistré sur les Records le 19 Mai 1894.)

1894.

AT THE COURT AT WINDSOR

the 30th day of April 1894

PRESENT

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY

LORD PRESIDENT, &c.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 15th day of March, 1894, in the words following, viz. :—

Havre de St.
Pierre-Port et
Marchés
publics,
Service d'Eau,
Edifices sur la
Chaussée
Albert.

“YOUR MAJESTY having been pleased by Your General Order of Reference of the 21st day of March, 1862 to refer unto this Committee the humble Petition of the States of the Island of Guernsey, dated the 2nd day of March, 1894, setting forth :—That at a meeting of the States of that Island holden before John Le Mottée, Esquire, Lieutenant-Bailiff, on the 17th day of November, 1893, it was voted to undertake the construction of a Cistern, and laying down Iron pipes to convey the water for the use of the Harbour of St. Peter-Port and also for the use of the Public Markets, at a total cost of £1,524 sterling : one half of which, viz. :—Seven hundred and sixty-two Pounds to be charged to the account of the said Harbour, a further resolution being also passed praying that Your Majesty would be graciously pleased to sanction this work and to allow the amount of £762 sterling to be taken from the revenue of the Harbour of St. Peter-Port for the foregoing purpose :—That at the aforesaid meeting of the States, plans were submitted, approved and voted, for the reconstruction, in a permanent way, of certain unfinished or temporary buildings on the Albert Pier, Harbour of St. Peter-Port, at an estimated cost of £1,200, which vote was also followed by a resolution praying that Your Majesty would be graciously pleased to permit that the afore-named sum

II.—FF.

1894.

of £1,200 should be charged to the revenue of the said Harbour :—That at a subsequent meeting of the States holden before John Le Mottée, Esquire, Lieutenant-Bailiff, on the 14th day of February, 1894, the States voted a further sum of £150, in addition to the £1,200 previously voted, in consequence of improvements adopted modifying the plan for the re-construction of the afore-mentioned buildings on the Albert Pier : and most humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to approve of and sanction the carrying out of the Works, and improvements so voted by the States, and that Your Majesty would be further graciously pleased to authorize the cost of these Works, estimated altogether at Two Thousand One Hundred and Twelve pounds sterling, being paid out of the revenue of the Harbour of St. Peter-Port.”

“THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty’s said Order of Reference, have this day taken the said Petition into consideration, and do agree humbly to report as their opinion to Your Majesty that it may be advisable for Your Majesty to approve of and to sanction the carrying out of the Works and Improvements so voted by the States of the Island of Guernsey and to authorize the cost of these Works, estimated altogether at Two Thousand One Hundred and Twelve Pounds sterling, being paid out of the revenue of the Harbour of St. Peter-Port.”

HER MAJESTY, having taken the said Report into consideration, is pleased by and with the advice of Her Privy Council, to approve of and to sanction the carrying out of the Works and Improvements voted by the States of the Island of Guernsey on the 17th day of November, 1893, and to authorize

the cost of those works estimated altogether at Two Thousand One Hundred and Twelve Pounds Sterling, being paid out of the Revenue of St. Peter-Port.

1894.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lientenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other Her Majesty's Officers, for the time being in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice and govern themselves accordingly.

C. L. PEEL.

(Enregistré sur les Records le 22 Mai 1894.)

AT THE COURT AT WINDSOR

the 30th day of April 1894

PRESENT

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY

LORD PRESIDENT, &c.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 15th day of March, 1894, in the words, following, viz. :—

Auregny.
Loi relative
aux Sociétés
Anonymes
ou à
Responsabilité
Limitée.

“YOUR MAJESTY, having been pleased by Your General Order of Reference of the 21st day of March, 1862, to refer unto this Committee the humble Petition of John Abraham Le Cocq, Esq., Judge and President of Your Majesty's Island of Alderney, setting forth :—That at a meeting of the States of the Island of Alderney assembled on the Twenty-second day of January, Eighteen Hundred and Ninety-four, held before Your Petitioner, to take into consideration the necessity of making

1864.

certain changes in the '*Loi relative aux Sociétés Anonymes ou à Responsabilité Limitée,*' it was thought fit to pass a Law which was thereunto annexed, and most humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to sanction the said 'Law,' and to declare Your Royal Will and Pleasure that the same should have full force of Law in Your Island of Alderney."

"THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty's said Order of Reference, have this taken into consideration the said Petition and the said 'Law' and do agree humbly to report as their opinion to Your Majesty that it may be advisable for Your Majesty to approve of and ratify the said 'Law,' and to declare that the same shall have force of Law within Your Majesty's Island of Alderney."

HER MAJESTY, having taken the said Report into consideration, is pleased by and with the advice of Her Privy Council, to approve thereof, and to approve of and ratify the said "Law" and to order, as it is hereby ordered, that the same shall have force of Law within the Island of Alderney.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order and the said "Law" (a copy whereof is hereunto annexed) be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the said Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats and all other Her Majesty's Officers for the time being in the said Island of Guernsey, and also the Judge and Jurats of the said Island of Alderney, and all other persons whom it may concern, are to take notice and govern themselves accordingly.

C. L. PEEL.

“LAW” referred to in the foregoing Order in 1894.
Council.

LOI RELATIVE AUX SOCIÉTÉS ANONYMES OU À
RESPONSABILITÉ LIMITÉE.

Article I.—À l’avenir il sera loisible à sept ou à un plus grand nombre de personnes, de s’associer ensemble en cette Ile, dans un but d’intérêt commercial ou industriel, et d’établir les limites de la responsabilité de chacune d’elles.

Sept
personnes
peuvent
établir une
Société
Anonyme.

Article II.—L’acte de Société énoncera à peine de nullité :—

Acte de
Société.

1. Le nom et l’objet de la Société, les mots “avec responsabilité limitée” devant être ajoutés au nom de la Société et en former partie ;
2. Le montant du fonds social ;
3. Le nombre des actions et la valeur de chacune d’elles ;
4. Les conditions de versement du montant des actions ;
5. L’étendue de la responsabilité de chacun des actionnaires ;
6. La signature sociale.

Article III.—L’acte de Société devra être enregistré en vertu d’un Acte de la Cour de cette Ile dans un livre spécial tenu à cet effet au Greffe, lequel portera le titre de “Registre des Sociétés établies avec responsabilité limitée.”

Acte de
Société sera
enregistré.

Article IV.—La Cour n’accordera la permission d’enregistrer l’acte de Société que sous les conditions suivantes :—

Conditions
requis avant
l’enregistre-
ment.

- 1.—Que la demande en soit faite au nom de tous les membres fondateurs de la Société ;
2. Que le dit acte soit revêtu de la signature des membres fondateurs, avec indi-

1894.

cation de leurs professions ou occupations et domiciles.

3. Que chaque membre fondateur soit propriétaire d'une action au moins dans la Société, et que le nombre d'actions dont chacun d'eux est propriétaire soit inscrit vis-à-vis de sa signature au pied de l'acte de l'association ;

4. Que les signatures des membres fondateurs soient attestées par un témoin avec l'indication de l'état ou profession et le lieu du domicile du dit témoin.

Statuts seront enregistrés lors de, ou dans les 6 mois de la date de l'enregistrement de l'Acte de Société, à peine de nullité. Formalités requises.

Article V.—Des statuts pour la conduite de la Société pourront être annexés à l'acte de la Société et seront enregistrés, en vertu du même acte de la Cour ; si les statuts n'ont pas été enregistrés avec l'acte de Société, les membres fondateurs devront les faire enregistrer dans les six mois de la date de l'enregistrement de l'acte de Société. Faute à eux de voir remplir cette formalité dans le délai prescrit, l'acte de Société sera nul, et la Société sera dissoute de plein droit. Lorsque les statuts n'auront pas été enregistrés en même temps que l'acte de Société, ils devront être revêtus des signatures avec indication de profession ou état et de domicile de tous les membres fondateurs, et la demande d'enregistrement sera faite en leur nom.

Une Société est constituée après l'enregistrement de l'Acte de Société et des Statuts jusqu'à sa dissolution ; aura un sceau ; ses pouvoirs.

Article VI.—Une Société ne sera définitivement constituée sous la présente loi qu'après que l'acte de Société et les statuts de la Société auront été enregistrés. A partir du jour où ces formalités auront été remplies, les fondateurs avec les autres personnes qui, par la suite, deviendront actionnaires de la Société seront constitués en Société incorporée sous le nom et titre et pour les objets mentionnés dans l'acte de Société. La Société ainsi incorporée aura une durée continue et successive dans la personne de ses membres présents et futurs jusqu'à sa dis-

solution. Elle aura un sceau anglicé “a common seal,” et aura le pouvoir de prendre, acquérir, tenir et posséder en mainmorte toutes espèces de biens fonds et propriétés immobilières dans cette Ile, d’ester en jugement devant toutes Cours, et pardevant tous juges commissaires et arbitres, de proposer et répondre, actionner et défendre, appeler et désister, transiger et arbitrer et généralement de faire et exécuter toutes conventions et tous contrats et actes nécessaires quelconques relatifs aux opérations, négoce et affaires de la Société, et ce par entremise de ses gérants, directeurs ou autres officiers désignés et autorisés à cet effet, par ses statuts ou par mandat, procuration ou délégation spéciale.

Article VII.—L’Acte de la Société et les statuts d’une Société constituée sous la présente loi seront, aussitôt qu’ils auront été dûment enregistrés, obligatoires jusqu’à ce qu’ils aient été changés ou modifiés conformément aux termes de la présente loi, non seulement envers les membres fondateurs qui les auront signés, leurs hoirs ou ayant-droit, mais aussi envers toutes personnes qui, par la suite, deviendront actionnaires de la dite Société leurs hoirs ou ayant-droit, de la même manière que si ces personnes avaient elles-mêmes signé et fait enregistrer les dits actes et statuts : et tous changements, modifications et additions aux dits actes et statuts, dûment faits et enregistrés en conformité à la présente loi seront également obligatoires envers tous les membres et actionnaires de la dite Société.

Article VIII.—Toute Société définitivement constituée sous la présente loi aura la faculté en vertu d’une décision spéciale de ses actionnaires, réunis en assemblée générale, d’augmenter le montant du fonds social énoncé dans son acte de Société, et ce au moyen de l’émission d’actions additionnelles qui

1894.

Acte de Société et Statuts, avec changements et modifications sont obligatoires envers membres fondateurs et tous actionnaires, leurs hoirs ou ayant-droit.

Fonds Social peut être augmenté par Assemblée Générale des Actionnaires.

1894.

pourront être de la même valeur nominale et de la même nature que les actions primitives de la Société, ou être de telle autre valeur nominale et avoir tels privilèges et avantages qui pourront être déterminés par la dite décision spéciale.

Statuts pourront être changés, modifiés et rappelés par Assemblée Générale. Copie de tels changements, etc., sera enregistrée à peine de nullité.

Article IX.—Toute Société définitivement constituée sous la présente loi aura la faculté, en vertu d'une décision spéciale de ses actionnaires réunis en assemblée générale, d'apporter à ses statuts tels changements et modifications qu'elle jugera convenable, ou de faire des statuts supplémentaires, ou de rappeler ses statuts en entier et y substituer d'autres ; pourvu toutefois que ces changements et modifications ou tels statuts supplémentaires ne soient point contraires à l'acte de Société ni aux dispositions de la présente loi. Une copie sous le sceau de la Société de tous changements et modifications apportés à ses statuts et de tous statuts supplémentaires sera enregistrée sans délai dans le registre mentionné à l'Article III. et jusqu'à ce que cette formalité ait été remplie, toute décision de l'assemblée générale à l'égard de ces statuts demeurera sans effet.

Copie de l'Acte de Société et des Statuts, et copie d'une décision spéciale sera fournie sur la demande de tout actionnaire moyennant paiement n'excédant pas 1s. à peine £1 sterling d'amende.

Article X.—Une copie de l'Acte de Société et des statuts d'une Société sera fournie ou envoyée à chacun des actionnaires de telle Société qui en fera la demande, en s'adressant personnellement ou par lettre au bureau de la Société, et ce, moyennant le paiement de telle somme n'excédant pas un schelling, que la Société jugera à propos de fixer. Tout actionnaire d'une Société qui s'adressera en personne ou par lettre au bureau d'une Société aura le droit moyennant le paiement d'une somme n'excédant pas un schelling, d'exiger la remise ou l'envoi d'une copie de toute décision spéciale de l'assemblée générale de la Société. Toute Société qui refusera ou négligera de se conformer aux

dispositions de cet Article sera passible d'une amende n'excédant pas Une Livre Sterling par chaque contravention.

1894.

Article XI.—La responsabilité des actionnaires d'une Société constituée définitivement sous la présente loi, à l'égard des dettes et engagements de telle Société sera limitée au paiement de la partie de la valeur des actions, dont ils sont respectivement propriétaires ou responsables, qui n'aura point été versée dans la caisse sociale. Et à partir du moment où la valeur nominale d'une action aura été intégralement versée dans la caisse sociale, ou autrement payée au profit de la Société, le propriétaire de telle action et toutes personnes qui pourront en être garants ou responsables à quelque titre que ce soit, seront affranchis de toute responsabilité et libérés de toute contribution à cause des dettes et engagements de la dite Société.

Responsabilité
des
actionnaires.

Article XII.—Les actions des Sociétés établies en vertu de la présente loi seront censées biens-meubles et seront transférables de la manière et dans la forme prescrites par les statuts des Sociétés dont elles émanent respectivement.

Actions
censées
bien-meubles.
Transfert.

Article XIII.—Tout transfert d'actions fait par un principal héritier, par l'exécuteur d'un testament ou par tout autre représentant légitime, sera valable malgré que le nom de tel principal héritier, exécuteur testamentaire ou représentant ne soit pas enregistré dans les livres ou registres de la Société dont lesdites actions émanent, pourvu que les autres formalités prescrites pour la validité des transferts aient été observées.

Transfert
d'actions par
héritier
principal,
exécuteur, ou
représentant
légitime sera
valable.

Article XIV.—Toute Société établie sous la présente loi sera tenue de garder un registre dans lequel seront inscrites les particularités suivantes :
Les noms, états ou professions, et domiciles ou

Registre sera
tenu sur peine
d'amende de
£2 stg. par
jour.

1894.

adresses de tous et un chacun de ses actionnaires depuis sa fondation. Et vis-à-vis du nom de chaque actionnaire

1.—Le nombre des actions dont il est propriétaire ou responsable, avec les numéros de telles actions ;

2.—Les sommes versées dans la caisse sociale sur chaque action avec la date de chaque versement ;

3.—La date de l'inscription de son nom dans le dit registre parmi les membres ou actionnaires de la Société ;

4.—La date à laquelle cet actionnaire a cessé d'être propriétaire de chacune des actions inscrites vis-à-vis de son nom.

Toute Société qui omettra ou négligera d'obtempérer aux dispositions du présent Article sera passible d'une amende n'excédant pas Deux Livres Sterling par jour, pour aussi longtemps qu'elle continuera d'y contrevenir.

Société tenue dans le courant de Janvier de chaque année de dresser mémoire contenant liste des actionnaires et un Etat de sa situation.

Article XV.—Toute Société constituée en vertu de la présente loi sera tenue, dans le courant du mois de Janvier de chaque année, de dresser une liste des noms, états ou professions, et domiciles ou adresses de toutes personnes qui, le premier jour de Janvier de la dite année, étaient actionnaires de la dite Société, et vis-à-vis du nom de chaque actionnaire, le nombre et les numéros de ses actions et le montant qui a été versé sur chacune des dites actions dans la caisse sociale ; le dit mémoire contiendra en outre un état de situation renfermant les particularités suivantes :—

Particularités contenues dans l'Etat de situation.

1.—Le montant du fonds social avec le nombre d'actions dans lequel il est divisé ;

2.—Le nombre des actions prises depuis la fondation de la Société jusqu'au premier Janvier de l'année dans laquelle la dite liste sera dressée ;

1894.

3.—Le nombre et le montant par action des appels de fonds faits à ses membres par la Société et la somme totale dont le versement dans la caisse sociale a été demandé au moyen des dits appels de fonds ;

4.—Le montant reçu par la Société en vertu des dits appels de fonds ;

5.—Le montant encore exigible par la Société au moyen d'autres appels de fonds.

Et dans le cas où, par les statuts de la Société la pénalité encourue par les actionnaires qui négligeraient de se conformer aux conditions du versement du montant de leurs actions est la confiscation des dites actions. Le dit mémoire contiendra :—

6.—Le nombre des actions dont la confiscation a été prononcée. La somme totale reçue par la Société sur les dites actions avant la confiscation, et la somme reçue par la Société au moyen de la vente des dites actions après confiscation.

Le mémoire sera enregistré dans un registre tenu à cet effet par la Société et une copie, sous le sceau de la Société, en sera remise dans le délai mentionné au commencement de cet article au Greffier de la Cour et demeurera logée au Greffe.

Mémoire sera enregistré dans un Registre de la Société et copie sous sceau en sera remise dans le courant de Janvier de chaque année au Greffier, sous peine de £2 stg. par jour.

Toute Société qui négligera ou omettra de dresser et enregistrer, et de remettre au Greffier un mémoire en conformité à cet Article, sera passible d'une amende n'excédant pas Deux Livres Sterling par jour aussi longtemps qu'elle continuera d'y contrevenir après le trente-et-un Janvier de chaque année respectivement.

Article XVI.— Les registres mentionnés aux Articles XIV. et XV. seront gardés au bureau public de la Société, et toute personne en s'adressant au dit bureau entre les onze heures du matin et deux

Registres mentionnés aux articles XIV. et XV. seront gardés au bureau de la Société. On y aura accès entre 11 a.m. et 2 p.m.

1894.

Extraits des registres sous sceau seront fournis moyennant 6d. par 100 mots sous peine d'amende de £1 stg.

heures de l'après-midi de chaque jour ouvrier, et en se conformant à telles règles raisonnables qui pourront être établies à cet égard par les statuts de la Société aura la faculté d'examiner les dits registres et d'en prendre telle note ou extrait qu'elle jugera convenable. La personne demandant de faire l'examen des dits registres y sera admise, si c'est un membre de la Société, gratuitement, et, dans tout autre cas, en payant une somme n'excédant pas un schelling. Des extraits desdits registres authentiqués sous le sceau de la Société seront délivrés à toute personne qui en fera la demande moyennant le paiement de six pennis par cent mots.

Toute infraction du présent Article sera punie d'une amende d'une Livre Sterling.

Toute Société tenue d'avoir un bureau public, où ajours semonces et avis servis ou remis au Gérant seront censés ajours et semonces à la Société. Avis sous sceau indiquant situation et tout changement du bureau, sera remis au Greffier sous peine de £2 stg. Liste des Bureaux des Sociétés Anonymes sera affichée au Greffe.

Article XVII.—Toute Société constituée en vertu de la présente loi sera tenue d'avoir un bureau public dans cette île, où tous ajours et autres semonces qui concernent la Société pourront être servis, et où tous avis qui doivent être donnés à la Société pourront être remis ou envoyés par la poste aux lettres. Et tout ajour ou autre semonce au gérant, servi audit bureau, sera censé un ajournement ou semonce à la Société. La Société, avant de commencer ses opérations, fera remettre au moyen de ses gérants, directeurs, ou autres officiers, au Greffier de la Cour un avis, par écrit et sous son sceau, indiquant la situation dudit bureau et elle avertira ledit Greffier de la même manière de tout changement de bureau qu'elle pourra faire par la suite. Le Greffier dressera, d'après les avis qui lui seront ainsi remis, une liste des bureaux des diverses Sociétés qui pourront être établies sous la présente loi, laquelle liste sera affichée dans le bureau du Greffe.

Toute Société qui contreviendra aux dispositions du présent Article sera passible d'une amende n'excédant pas Deux Livres Sterling.

Article XVIII.—Toute Société établie sous la présente loi sera tenue de faire inscrire son nom en toutes lettres et les mots “avec responsabilité limitée” en caractères lisibles sur la façade de son bureau public, ainsi que sur tous billets à ordre, lettres de change, connaissements, factures, comptes, reçus, papiers et documents émis ou souscrits en son nom et sous sa responsabilité par ses gérants, directeurs, agents ou autorisés. Toute personne qui aura souscrit ou émis, au nom de la Société des billets à ordre, lettres de change ou autre obligations ou promesses de payer sur lesquels le nom de la Société ne sera pas énoncé en conformité au présent Article, en sera responsable en son propre et privé nom à défaut de la Société.

1894.
Société tenue d'inscrire son nom et mots “avec responsabilité limitée” sur Bureau, billets et autres pièces sous peine de responsabilité personnelle.

Toute Société sera également tenue de faire graver son nom et les mots “avec responsabilité limitée” en toutes lettres et en caractères lisibles sur son sceau.

Idem sur sceau.

Toute Société qui omettra ou négligera de faire inscrire son nom sur son bureau public en obéissance au présent Article, sera passible d'une amende de Cinq Livres Sterling, et, en outre d'une amende additionnelle d'une Livre Sterling par chaque jour que son nom n'aura pas été ainsi inscrit.

Peines pour contravention à cet article.

Toute Société qui contreviendra aux autres dispositions du présent Article sera passible d'une amende de Deux Livres Sterling pour chaque contravention ; et tout directeur, gérant ou autre officier d'une Société qui se servira d'un sceau comme étant celui de telle Société sur lequel le nom de cette Société ne sera pas gravé, comme sus est dit, sera sujet à une amende de Cinq Livres Sterling pour chaque contravention.

Article XIX.—Toute Société constituée en vertu de la présente loi, dont le nombre des membres ou actionnaires se trouvera réduit à moins de sept, et qui, pendant l'espace de six mois consécutifs, continuera avec moins de ce nombre d'actionnaires, sera, à l'expiration du dit terme, dissoute de plein droit. Les

Société est dissoute lors actionnaires réduits pendant six mois à moins de sept. Responsabilité des actionnaires après dissolution.

1894.

actionnaires qui composaient ladite Société au moment de sa dissolution seront, solidairement et sans limitation, responsables de toutes dettes contractées et de toutes opérations entreprises au nom de ladite Société après cette époque, excepté celles indispensables pour la clôture et la liquidation des affaires de la Société ainsi dissoute.

Mineurs et interdits ne comptent pas parmi les 7.

Les mineurs et les interdits, qui seront membres d'une Société avec garantie limitée, ne pourront compter au nombre des sept actionnaires que la loi exige pour la continuation d'une Société.

Mari et femme séparés comptent pour un.

Le mari et la femme séparés quant aux biens, qui seront fondateurs ou actionnaires dans une Société établie en vertu de la présente loi ne compteront que pour un dans le nombre des sept actionnaires requis pour la formation ou la continuation d'une Société.

Assemblée Générale sera tenue annuellement.

Article XX.—Toute Société établie en vertu de la présente loi sera tenue d'avoir annuellement dans cette île une assemblée générale de ses actionnaires.

Etat et Rapport seront présentés.

Les directeurs ou gérants seront tenus de présenter à l'assemblée un état des recettes et dépenses de la Société jusqu'à la fin de l'année précédente.

L'état ainsi dressé énoncera le montant des recettes de la Société durant l'année, classifiées sous différents chefs, montrant la source dont elles proviennent; ainsi que le montant des dépenses classifiées sous différents chefs faisant voir l'objet pour lequel elles ont été encourues. Si des dépenses ont été faites durant l'année, qui ne soient pas pour les besoins de l'année courante seulement mais de plusieurs, elles pourront être réparties entre plusieurs années, pourvu que les principes de cette répartition soient clairement énoncés; et ce afin d'établir la balance réelle des profits et des pertes de l'exercice de l'année écoulée.

"Capital Account."

Il sera également dressé un état (Anglicé) capital account des biens mobiliers et immobiliers et des dettes actives et passives de la Société.

Deux auditeurs des comptes seront nommés la première année par les directeurs, et ensuite par les actionnaires en assemblée générale, pour examiner et vérifier les comptes, livres et documents de la Société, de quoi ils feront un rapport.

1894.

Auditeurs.

Une feuille contenant lesdits états et le dit rapport sera remise ou envoyée par la poste aux lettres à chacun des actionnaires dix jours au moins avant la tenue de l'assemblée générale, et sera aussi présentée formellement par les directeurs à l'assemblée générale.

Etats et Rapport seront remis aux actionnaires.

Toute Société qui contreviendra aux dispositions du présent Article sera passible d'une amende n'excédant pas Cinq Livres Sterling pour chaque contravention.

Peines en contravention.

Article XXI.—Les directeurs ou gérants d'une Société, ou la majorité d'entre eux auront le droit, en se conformant aux dispositions de cette loi et aux statuts de la Société, s'il y en a à ce sujet, de convoquer une assemblée générale extraordinaire de la Société lorsqu'il le jugeront nécessaire.

Assemblée Générale Extraordinaire convoquée par Directeurs ou Gérants.

Article XXII.—Les directeurs ou gérants d'une Société seront tenus de faire convoquer une assemblée générale extraordinaire de la Société toutes fois et quantes qu'ils en seront requis par au moins cinq des actionnaires représentant au moins un dixième des actions pourvu que la demande leur en soit faite par écrit, qu'elle soit signée par les demandeurs, qu'elle porte date et énonce le sujet ou les sujets qui doivent être soumis à la délibération de l'assemblée. Faute aux directeurs ou gérants de convoquer ladite assemblée de manière à ce qu'elle puisse régulièrement avoir lieu dans le délai de vingt-et-un jours à compter du jour où la demande leur en aura été faite, les actionnaires signataires de la demande auront le droit de convoquer eux mêmes une assemblée générale pour prendre en considération les sujets spécifiés dans ladite demande.

Assemblée Générale Extraordinaire convoquée par Actionnaires.

1894.

Actions sont
indivisibles.

Voix.

Article XXIII.—Une action d'une Société établie en vertu de cette loi ne pourra être divisée en portions.

Article XXIV.—Tout actionnaire d'une Société établie en vertu de la présente loi aura droit à une voix au moins dans les assemblées générales de cette Société, ordinaires ou extraordinaires ; néanmoins lorsque plusieurs personnes seront propriétaires par indivis d'une ou de plusieurs actions, ces personnes n'auront point chacune d'elles droit de voix à cause des dites action ou actions, mais elles devront faire choix d'une d'elles pour les représenter et voter en leur nom.

Faute à elles de faire ce choix la personne d'entre elles, dont le nom se trouvera être le premier dans l'ordre d'inscription dans le registre des actionnaires de la Société, sera admise à voter à raison des dites action ou actions.

Règles
Générales à
défaut de
Statuts.

Article XXV.—Lorsque les statuts d'une Société ne contiendront pas de dispositions relatives aux sujets spécifiés ci-dessous, les règles suivantes seront observées :—

1.—Il y aura une assemblée générale ordinaire chaque année, savoir ; celle prescrite par l'article XX. Elle sera convoquée par les directeurs ou gérants de la Société.

2.—Les assemblées générales, ordinaires ou extraordinaires, seront convoquées au moyen d'un avis par écrit ou imprimé, spécifiant le jour, l'heure et le lieu de la tenue de l'assemblée signé par les personnes qui convoqueront l'assemblée ou par quelque personne autorisée par elles ; cet avis sera remis ou envoyé par la poste aux lettres à chacun des membres de la Société dix jours au moins avant la tenue de l'assemblée.

3.—L'assemblée générale, ordinaire ou extraordinaire d'une Société, ne pourra procéder ni

prendre de décision valable à l'égard d'un sujet ou affaire quelconque, autre que la déclaration d'un dividende, que lorsqu'il y aura des membres ou actionnaires personnellement présents en nombre suffisant pour former un *quorum*. Ce nombre sera au moins de cinq, et les membres présents devront être propriétaires d'au moins un vingtième des actions composants le fonds social ;

4.—Lors de la tenue d'une assemblée générale, ordinaire ou extraordinaire, les actionnaires présents, pourvu qu'ils soient en nombre suffisant pour que l'assemblée soit autorisée à procéder, choisiront, à la pluralité des voix, un parmi eux, pour remplir les fonctions de Président ;

5.—Chaque actionnaire d'une Société, quelque soit le nombre de ses actions aura au moins une voix dans les assemblées ordinaires ou extraordinaires.

Article XXVI.—Lors de la tenue d'une assemblée générale, ordinaire ou extraordinaire, les règles suivantes seront observées :—

Règles pour la
tenue des
Assemblées
des
Actionnaires.

1.—Il sera en premier lieu procédé à prendre en considération et décider les sujets mentionnés dans l'avis de convocation ;

2.—Toute proposition dûment faite et secondée sera mise aux voix, pourvu qu'elle ne soit pas en opposition à cette loi ni contraire aux statuts de la Société ;

3.—Excepté dans le cas d'une décision spéciale, les décisions d'une assemblée générale seront prises à la pluralité absolue des voix données ;

4.—Lorsqu'il s'agira de recueillir les suffrages de l'assemblée, le Président pourra y procéder soit par la levée de mains, soit par

1894.

l'appel nominal, à son choix. Néanmoins, si avant qu'une proposition ait été mise aux voix, ou immédiatement après que l'avis de l'assemblée a été pris par la levée des mains, cinq des membres ou actionnaires présents exigent l'appel nominal, le Président sera tenu de se conformer à leur demande et le résultat en sera pris et considéré comme la décision de l'assemblée ;

5.—Pour constater la majorité des voix :—

1.—Lorsque l'avis de l'assemblée sera pris par la levée des mains, on tiendra compte des suffrages de ceux seulement des membres ou actionnaires qui seront présents et voteront en personne, et chaque suffrage sera compté pour une voix ;

2.—Lorsque l'appel nominal aura lieu on tiendra compte des suffrages non-seulement des membres ou actionnaires présents et votant en personne, mais aussi de ceux qui seront représentés et voteront par mandataire (pourvu que le vote par mandataire ne soit pas défendu par les statuts de la Société) et chaque suffrage sera compté pour le nombre de voix auxquelles le votant a droit, en vertu des statuts de la Société à raison des actions dont il est propriétaire.

6.—Lorsque le vote aura eu lieu par la levée des mains, sans que l'appel nominal ait été demandé, comme sus est dit, la déclaration du Président qu'une proposition a été adoptée ou rejetée sera reçue comme constatant la décision de l'assemblée sans autre preuve.

Un tuteur au nom de son pupille, un curateur au nom de l'interdit, un procureur au nom de son constituant, aura droit de voter dans les assemblées des

actionnaires d'une Société établie en vertu de la présente loi. 1894.

Article XXVII.—Toute décision d'une assemblée générale, ordinaire ou extraordinaire, d'une Société, sera censée une décision spéciale, et en aura les effets si elle réunit les conditions suivantes :—

Conditions sous lesquelles une décision d'Assemblée est censée une décision spéciale.

1.—Que les actionnaires de la Société aient été avertis au moyen d'un avis régulièrement donné, de l'intention de soumettre à l'assemblée la proposition qui fait le sujet de ladite décision ;

2.—Que ladite décision ait été rendue à la majorité des trois quarts au moins des voix données ;

3.—Que cette décision ait été confirmée à la majorité absolue des voix données, dans une assemblée générale subséquente, dûment convoquée et tenue au plus tôt quinze jours et au plus tard trente jours après celle à laquelle la dite décision fut primitivement rendue.

Une copie, sous sceau de la Société, de toute décision spéciale sera, sous peine de nullité, envoyée au Greffier de la Cour qui l'enregistrera dans le registre mentionné à l'Article III.

Article XXVIII.—Toute Société, établie en vertu de la présente loi, devra garder un livre dans lequel sera régulièrement inscrit, sous sa date, le procès-verbal exact de la tenue et des décisions et votes de toute assemblée générale, ordinaire ou extraordinaire, de ses actionnaires et de toute réunion de ses directeurs ou gérants. Ces procès-verbaux devront être signés dans le dit livre par les personnes qui auront respectivement présidé ces assembles ou réunions, et étant ainsi signés, seront reçus comme preuve valable de ce qui aura été fait et décidé dans lesdites assemblées et réunions.

Livre de minutes des Assemblées.

1894.

Procureurs et Mandataires pourront être nommés pour représenter une Société hors de l'île.

Article XXIX.—Toute Société établie sous la présente loi aura la faculté, au moyen d'une procuration ou mandat sous son sceau, de nommer et constituer, avec les pouvoirs généraux ou spéciaux telles personnes qu'elle jugera convenable pour la représenter et agir en son nom partout ailleurs que dans cette Ile ; et tous actes, faits et exécutés en son nom par tels procureurs et mandataires dans les limites des pouvoirs qui leur auront été confiés, seront valables et obligatoires à l'égard de la Société que les aura nommés. En outre le sceau de la Société, la procuration ou mandat devra être signée par un des directeurs ou gérants.

Validation de pièces.

Article XXX.—Tous avis, documents et pièces, excepté ceux qui en vertu des dispositions de la présente loi, doivent être sous le sceau de la Société, pourront être validés pour et au nom d'une Société établie sous la présente loi, par la signature d'un de ses directeurs ou gérants ou de toute autre personne dûment autorisée à représenter la Société,

Pièces envoyées à une Société par la poste.

Article XXXI.—Lorsque des avis, notifications, ou autres pièces seront envoyés à une Société par la poste aux lettres ils devront en tous cas être adressés au bureau public de cette Société et être affranchis. Ils seront censés être arrivés à leur adresse trois jours après celui auquel ils auront été mis à la poste aux lettres ; et pour en constater l'envoi, il suffira d'établir la date de la mise à la poste aux lettres, l'adresse et le fait de l'affranchissement.

Pièces envoyées par une Société par la poste.

Article XXXII.—Lorsqu'une Société se servira de la poste aux lettres pour envoyer des avis de convocation ou autres avis, pièces et documents, ils devront en tous cas être affranchis. Pour en prouver l'envoi, il suffira d'établir la date de la mise à la poste aux lettres, l'adresse et l'affranchissement.

Domicile d'un actionnaire et changement de domicile.

Article XXXIII.—Aux fins de cette loi, le lieu inscrit dans le registre des membres ou actionnaires

d'une Société dont il est fait mention à l'Article XIV. comme le domicile ou l'adresse d'un actionnaire, sera considéré comme son adresse ou domicile réel. Lorsqu'un actionnaire changera de domicile ou d'adresse, il devra en avertir la Société au moyen d'un avis adressé au bureau public de la Société, et immédiatement après l'avoir reçu, les directeurs ou gérants seront tenus de rectifier, en conformité à cet avis, l'indication du domicile ou adresse de tel actionnaire dans le dit registre.

Article XXXIV.—La Cour pourra, sur la demande de deux ou plusieurs des actionnaires d'une Société, pourvu qu'ils représentent ensemble une cinquième partie au moins des actions composant le fonds social, et pourvu qu'il lui paraisse exister des motifs suffisants pour justifier un pareil procédé, nommer deux inspecteurs pour faire l'examen et un rapport détaillé des affaires et de la situation de la dite Société.

Cour pourra nommer deux inspecteurs pour examiner situation d'une Société.

Article XXXV.—Toute Société, établie en vertu de la présente loi aura la faculté, par une décision spéciale prise en assemblée générale, de nommer deux inspecteurs pour remplir les mêmes devoirs que ceux des inspecteurs dont il est parlé à l'article précédent.

Inspecteurs peuvent être nommés par une Société.

Article XXXVI.—Les inspecteurs prêteront serment devant la Cour de bien et fidèlement remplir les devoirs qui leur seront confiés. Ils pourront assermenter et entendre par serment les directeurs ou gérants ou autres officiers de la Société et tels autres témoins qu'ils croiront nécessaires relativement aux affaires de ladite Société, et ils auront le droit d'avoir communication des livres de comptes et autres livres, registres, documents et pièces appartenant à la Société. Les directeurs ou gérants et autres officiers seront tenus de produire aux dits inspecteurs tous livres, registres, documents et pièces à leur garde ou à leur disposition appartenant à la Société et de leur donner tous les renseignements en leur pouvoir, afin de faciliter

Devoirs et pouvoirs des inspecteurs.

1894.

l'examen dont ils sont chargés. Tout directeur ou gérant ou autre officier de la Société qui refusera de répondre à une question relative à des sujets compris dans un tel examen, ou de fournir les livres, registres, documents ou pièces, à la production desquels il est tenu par le présent Article, subira une amende de Deux Livres Sterling au moins, et de Dix Livres Sterling au plus, pour chaque contravention.

Rapport des
Inspecteurs.

Article XXXVII.—Les inspecteurs dresseront un rapport détaillé de leur examen. S'ils ont été nommés par la Cour ils présenteront à la Cour une copie du dit rapport sous leurs seings. Laquelle demeurera logée au Greffe. Lorsque les inspecteurs auront été nommés par l'assemblée générale d'une Société, ils remettront une copie de leur rapport sous leurs seings à la personne ou aux personnes que l'assemblée aura désignées à cet effet. Tout rapport d'inspecteurs dûment authentiqué par leur signature sera reçu comme preuve légale de l'opinion des inspecteurs à l'égard des faits mentionnés dans le dit rapport sans qu'il soit besoin d'entendre les dits inspecteurs comme témoins à l'appui du dit rapport.

Dissolution
d'une Société.

Article XXXVIII.—Une Société, établie en vertu de la présente loi, sera dissoute :—

1. Lorsque dans aucun temps la dissolution de la Société aura été déterminée par une décision spéciale prise en assemblée générale. La dissolution datera du jour où la copie authentique de la décision aura été remise au Greffier de la Cour.

2. Dans le cas prévu par l'Article XIX.

Effets de la
dissolution.

Article XXXIX.—A compter du jour de sa dissolution une Société, établie sous la présente loi, ne pourra entreprendre d'opérations, ni contracter de dettes, ni d'obligations, excepté celles qui sont indispensables à la clôture et à la liquidation des affaires de la Société. Les personnes qui étaient actionnaires de la Société au temps de sa dissolution seront

solidairement et sans limitation de responsabilité, _____ 1894.
responsables de toutes autres opérations, entreprises
et dettes et obligations contractées au nom de la
Société depuis sa dissolution.

Article XL.—Un mineur ou une personne sous Mineurs et interdits.
curatelle ne pourra être fondateur ni acquéreur des
actions dans une Société établie en vertu de la
présente loi.

Un mineur ou une personne sous curatelle ne pourra
devenir actionnaire que lorsque l'action lui aura été
transmise par succession par donation testamentaire,
ou autre effet de la loi.

Article XLI.—Les directeurs ou gérants d'une Tenue des livres.
Société, établie en vertu de la présente loi, devront
tenir les livres suivants ; un journal, un grand livre
tenu en partie double et un livre de caisse. Ils y
feront inscrire régulièrement jour par jour toutes les
transactions de la Société. Ils tiendront également
un livre où sera inscrite régulièrement et par ordre de
date, une copie exacte de toute lettre envoyée par la
Société.

Article XLII.—Il est défendu d'employer le capital Défense d'employer capital au paiement de dividendes, et de payer dividende, excepté des profits ou bénéfices.
d'une Société au paiement de dividendes. Il est
pareillement défendu de déclarer ou de payer de divi-
dende excepté hors des profits ou bénéfices résultant
du commerce ou des entreprises de la Société.

Les directeurs ou gérants qui, sciemment et volon- Responsabilité des Directeurs et Gérants.
tairement, dissimuleront à l'assemblée générale la
position vraie de la Société de manière à induire les
actionnaires à déclarer un dividende plus élevé que la
situation réelle des affaires de la Société ne justifierait,
ou qui entamerait le capital, seront responsables des
dettes de la Société et des conséquences résultant de
leurs actes.

Article XLIII.—Dans les cas où les écritures d'une Le mot "Limited."
Société, instituée sous la présente loi, se feraient en
langue anglaise, le mot "limited" sera la traduction
de la phrase "avec responsabilité limitée."

1894.

Responsabilité
des
Actionnaires
d'une Société
émettant
billets de
banque.

Article XLIV.—La responsabilité des actionnaires d'une Société émettant les billets de banque ne sera pas limitée en ce qui regarde les billets payables au porteur qui auront été émis par la Société, mais les actionnaires seront responsables de toute la somme ainsi émise en sus de telle somme dont ils pourront être responsables comme actionnaires de la Société.

Application
des amendes,
et Poursuites.

Article XLV.—Les amendes qui seront infligées en vertu de la présente loi seront applicables moitié à Sa Majesté et moitié au délateur. Tout directeur ou gérant d'une Société pourra être poursuivi pour les dites amendes bien entendu toutefois que les biens-meubles et immeubles de la Société seront seuls sujets au paiement des sommes adjugées en vertu de telles poursuites.

Prérogative
de la
Couronne et
des Etats.

Article XLVI.—Il n'est pas entendu déroger par la présente loi au droit de Sa Majesté d'incorporer des Sociétés de commerce ou autres par patente Royale, ni au droit des Etats de cette Ile, avec la sanction de Sa Majesté en Conseil, d'autoriser l'incorporation de telles Sociétés par un acte spécial, aux conditions et avec la limitation de responsabilité dans l'un et l'autre cas qui pourront être trouvées convenables.

(Enregistré sur les Records le 14 Juillet 1894).

AT THE COURT AT WINDSOR

the 27th day of June 1894

PRESENT

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY

EARL SPENCER, &c.

Police des
Havres, Loi
Supplémentaire,
Voitures
publiques.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 6th day of June, 1894, in the words following, viz. :—

1894.

“YOUR MAJESTY having been pleased, by Your General Order of Reference of the 21st day of March, 1862, do refer unto this Committee the Humble Petition of Sir Edgar MacCulloch, Knight, Bailiff of the Island of Guernsey, dated the 3rd day of May, 1894, setting forth:—That by Your Majesty’s Order in Council of the 9th day of August, 1872, Your Majesty was graciously pleased to approve of and ratify a Bill or *Projet de Loi* intituled “*Loi relative à la Police des Havres et de leurs alentours* :”—That on the recommendation of the Law Officers of the Crown the Royal Court of that Island on the 2nd day of April, 1894, adopted a Bill or *Projet de Loi* intituled “*Loi supplémentaire à la Loi relative à la Police des Havres et de leurs alentours*,” with a view to repeal the 4th paragraph of the 6th Article of the aforementioned “*Loi relative à la Police des Havres et de leurs alentours*,” and to substitute in the place thereof an Article in the form set forth in the Schedule thereunto annexed :—That at a meeting of the States held before John Le Mottée, Esquire, Lieutenant-Bailiff, on the 27th day of April, 1894, the States approved of the said Bill or *Projet de Loi* and resolved to petition Your Most Gracious Majesty to grant Your Royal Sanction thereto : and most humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to grant Your Royal Sanction to the said Bill or *Projet de Loi* intituled “*Loi supplémentaire à la Loi relative à la Police des Havres et de leurs alentours*” as set forth in the Schedule thereunto annexed, and to declare your Royal will and pleasure that the same shall have force of law within Your Majesty’s Island of Guernsey.

“THE LORDS OF THE COMMITTEE in obedience to Your Majesty’s said Order of Reference have this day taken the said Petition into consideration, and do agree humbly to report, as their opinion to Your Majesty that

1894.

it may be advisable for Your Majesty to sanction the said Bill or *Projet de Loi* intituled “*Loi supplémentaire à la Loi relative à la Police des Havres et de leurs alentours*,” and to declare Your Royal will and pleasure that the same shall have force of law within Your Majesty’s Island of Guernsey.”

HER MAJESTY, having taken the said Report into consideration is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve of and ratify the said *Projet de Loi*, and to order as it is hereby ordered, that the same shall have force of law within the Island of Guernsey.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order, and the said *Projet de Loi* (a copy whereof is hereunto annexed) be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other Her Majesty’s Officers for the time being, in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice and govern themselves accordingly.

C. L. PEEL.

PROJET DE LOI referred to in the foregoing Order in Council.

LOI SUPPLÉMENTAIRE À LA LOI RELATIVE À LA POLICE DES HAVRES ET DE LEURS ALENTOURS.

Est et demeure rappelé le 4^{me} alinéa de l’article 6 de la “*Loi relative à la Police des Havres et de leurs alentours*,” sanctionnée par Ordre de Sa Majesté en son Conseil en date du 9 Août 1872 et enregistrée sur les Records de cette île le 24 Août 1872, et sera l’article suivant substitué à sa place :—

“Seront passibles en Police Correctionnelle d’une amende qui n’excédera pas cinq chelins

sterling, les propriétaires et conducteurs d'omnibus et autres voitures publiques dont les voitures stationneront sur les Quais du Havre de Saint Sampson, ainsi que sur les routes et chemins aboutissant sur les dits quais, ailleurs que sur le Grand Pont, où elles seront rangées sur une seule file le long du marchepied du côté de l'est du bout du nord du dit Pont.

1894.

(Enregistré sur les *Records* le 8 Septembre 1894.)

AT THE COURT AT OSBORNE HOUSE, ISLE OF WIGHT
the 23rd day of August 1894

PRESENT

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY

EARL SPENCER &c.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 22nd day of August, 1894, in the words following, viz. :—

Loi relative à
l'entretien des
Voies
Publiques.

“ YOUR MAJESTY having been pleased, by your General Order of Reference of the 21st day of March 1862, to refer unto this Committee the Humble Petition of the States of the Island of Guernsey, dated the 31st day of July, 1894, setting forth :—That on the 5th of December, 1892, a Petition was presented to the States, praying that a Committee be named to take into consideration the means of placing under the supervision of the States the Roads and Lanes throughout that Island :—That a Committee was thereupon named to investigate this question and Report thereon :—That on the 7th of June, 1893, the Committee appointed as above, on the 5th December, 1892, presented their Report to the States, whereupon this matter was referred back to the Committee :—That on the 17th November, 1893, the Committee presented a second Report to the States which was adopted by

1894.

that Body, and the Royal Court was requested to draw up a *Projet de Loi* embodying the propositions contained in that Report :—That on the 16th day of June, 1894, the Royal Court adopted a *Projet de Loi* intituled *Loi relative à l'Entretien des Voies Publiques* and requested the Bailiff to submit the same to the States for their approval :—That finally, at a meeting of the States held before John Le Mottée, Esquire, Lieutenant-Bailiff, on the 20th day of July, 1894, the States approved the aforementioned *Projet de Loi* with a view to its being transmitted for the sanction of Your Most Excellent Majesty in Council ; and most humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to grant Your Royal Sanction to the above *Projet de Loi* intituled *Loi relative à l'Entretien des Voies Publiques*, as contained in the Schedule thereunto annexed, and to declare it to be Your Majesty's Royal Will and pleasure that the same shall have force of law within Your Majesty's Island of Guernsey.

“THE LORDS OF THE COMMITTEE in obedience to Your Majesty's said Order of Reference, have this day taken the said Petition into consideration, and do agree humbly to report, as their opinion to Your Majesty that it may be advisable for Your Majesty to sanction the said *Projet de Loi* intituled *Loi relative à l'Entretien des Voies Publiques*, and to declare Your Royal Will and pleasure that the same shall have force of law within Your Majesty's Island of Guernsey.”

HER MAJESTY having taken the said Report into consideration is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve of and ratify the said *Projet de Loi*, and to order as it is hereby ordered, that the same shall have force of law within the Island of Guernsey.

And Her Majesty doth hereby further direct that this Order and the said *Projet de Loi* (a copy whereof is hereunto annexed) be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly. And the Lieutenant Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other Her Majesty's Officers for the time being, in the said Island, and all other persons whom it may concern are to take notice and govern themselves accordingly.

C. L. PEEL.

PROJET DE LOI referred to in the foregoing Order in Council.

LOI RELATIVE À L'ENTRETIEN DES VOIES
PUBLIQUES.

1.—A partir du 1er Janvier 1895, les États répareront et entretiendront à leurs frais les voies publiques suivantes, et ce à la décharge de ceux qui y sont présentement tenus :

Etats
entretiendront
Rues et
chemins.

1. Les grandes routes comme par le passé.
2. Les routes ou parties de routes améliorées dont la largeur moyenne n'est pas moins de douze pieds.
3. Les voies publiques de la Ville et paroisse de Saint Pierre-Port, à l'exception de celles dont l'entretien et la réparation sont confiés au Conseil pour l'entretien des rues de la dite paroisse, aux fins des dispositions de l'Ordre de Sa Majesté en Conseil en date du 21 Février 1888, enregistré sur les Records de cette île le 10 Mars 1888, et à l'exception aussi des Esplanades et des Quais du havre de Saint Pierre-Port et des Quais et routes présentement à la charge du havre de Saint Sampson, lesquels sont réparés et entretenus de la manière indiquée dans les Ordres de Sa Majesté en Conseil au sujet des dits havres.

1894.

4. Les rues et chemins de l'île non encore améliorés. Ne sera compris dans l'entretien d'une voie publique le coupement des broussailles, lequel restera à la charge de ceux qui y sont présentement tenus.

2.—En considération des charges ainsi entreprises, les États lèveront et percevront annuellement les contributions spécifiées ci-dessous, savoir :—

Equivalent de
3d. par perche.

1. L'équivalent sur le pied de trois pennis par perche sur la longueur de toute propriété longeant une grande route, levé aux fins de l'autorisation contenue dans l'Ordre en Conseil, en date du 15 Août 1810, enregistré sur les Records de cette île le 21 Août 1810.

Idem.

2. Un équivalent de trois pennis par perche sur la longueur de toute propriété bordant une route améliorée.

Equivalent
d'Un penni.

3. Un équivalent sur le pied d'un penni par perche sur la longueur de toute propriété bordant une rue ou chemin non encore amélioré. Et ne pourra cet équivalent être amorti jusqu'à ce qu'un équivalent de trois pennis par perche soit levé en conséquence de l'amélioration de la rue ou chemin sur la longueur duquel ledit équivalent d'un penni par perche est payable.

Droits sur
pierres
exportées.

4. Les droits sur les pierres exportées sanctionnés par Ordre de Sa Majesté en Conseil en date du 7 Juillet 1874, enregistré sur les Records de cette île le 18 Juillet 1874.

Droit de 12s.
sur chevaux,
5s. sur ponies.
Exemptions.

5. Un droit de douze chelins sterling sur chaque cheval de l'île âgé de deux ans ou au delà, à l'exception des chevaux appartenant au Commandant en Chef et aux officiers de la garnison ; bien entendu toutefois que les chevaux de l'île dits anglicé "ponies," n'ayant pas plus de treize paumes de hauteur, ne contribueront que cinq chelins sterling par an.

DE L'ÉQUIVALENT ET DE SA PERCEPTION.

1894.

3. Tous les équivalents spécifiés dans l'article précédent seront payables le 10 Octobre de chaque année et seront perçus, savoir : dans la paroisse de St. Pierre-Port au bureau des États, et, dans les autres paroisses de l'île par les connétables de chaque paroisse de la même manière que l'équivalent pour les grandes routes l'a été par le passé.

Équivalent payable le 10 Octobre.

Et sera le produit des équivalents reçus par les Connétables versé entre les mains du Superviseur de la Chaussée après déduction de cinq pour cent de commission que les dits Connétables sont autorisés à retenir pour leurs peines et vacations sur le montant qu'ils auront respectivement perçu.

Produit moins 5 p.c. sera payé par Connétables au Superviseur.

4.—Lorsque le Comité des États pour les voies publiques cense qu'il convient dans l'intérêt public de convertir une rue ou chemin non encore amélioré en une rue d'amélioration, il s'adressera à la Cour Royale composée du Baillif et de sept jurés pour le moins afin qu'elle en ordonne, et ce après en avoir conféré avec la Douzaine de la paroisse dans laquelle la dite rue ou chemin est situé, et avoir donné connaissance deux Samedis consécutifs par le moyen de la *Gazette Officielle* du jour et de l'heure où la dite application sera faite à la Cour. En tel cas, si la Cour après avoir entendu les parties intéressées, autorise le dit Comité des États à effectuer l'amélioration proposée elle ordonnera en même temps le paiement par les propriétaires de terre bordant la dite rue ou chemin de l'équivalent annuel de trois pennis par perche, aussitôt que la dite amélioration aura été effectuée.

Conversion de rue en Rue d'Amélioration. Formalités.

DE LA PERCEPTION DES DROITS SUR LES CHEVAUX.

*5.—Tout propriétaire de cheval en cette île à l'exception du Commandant en Chef et des officiers de la garnison, sera tenu, dans le mois de Janvier 1895 (et annuellement ensuivant pendant le mois de Janvier et dans le courant d'un mois s'il devient

Propriétaires de chevaux tenus de déclarer nombre aux Connétables de leur paroisse. Application des Amendes.

* Trois articles ont été substitués aux Articles 5, 6, et 8 de cette Loi par la Loi y portant modifications sanctionnée par un Ordre en Conseil du 15 Mai 1900, enregistré sur les Records de cette île le 7 Juin 1900.

1894.

propriétaire, après le mois de Janvier, d'un cheval pour lequel la contribution de l'année n'aura pas été payée) de déclarer, par écrit, aux Connétables de la paroisse dans laquelle il habite le nombre de chevaux dont il est propriétaire, et ce, sur une amende, à discrétion de Justice, qui ne sera pas moindre de £14 tournois et n'excédera pas £42 tournois. Et seront les dites amendes applicables au bénéfice des États.

Connétables recevront droit de 12s. par cheval et 5s. par pony.

6.—Sur les déclarations ci-dessus (et dans l'absence d'une déclaration après que le propriétaire d'un cheval a été mis à l'amende comme sus est dit) les Connétables de chaque paroisse recevront pour l'année courante, une contribution de douze chelins sterling du propriétaire de chaque cheval dans l'île âgé de deux ans ou au-delà, et cinq chelins sterling pour chaque anglicé "pony" n'ayant pas plus de treize paumes de hauteur, et ce à l'exception des chevaux spécifiés dans l'article précédent.

Registres des noms des propriétaires seront gardés par Connétables et publiés chaque Mars dans la *Gazette*.

7.—Les Connétables de chaque paroisse garderont un registre des noms des propriétaires de chevaux dans leurs paroisses respectives avec le nombre de chevaux que chacun possède, et les listes pour l'année seront publiées annuellement, aux frais des États, pendant le mois de Mars, dans la partie de la *Gazette* autorisée pour les annonces officielles.

Contributions seront payées par Connétables au Superviseur moins frais de publication et 5 p.c.

8.—Le montant des contributions sera versé par les Connétables de chaque paroisse entre les mains du Superviseur de la Chaussée, après déduction des frais de publication, et de cinq pour cent de commission qu'ils sont autorisés à retenir pour leurs peines et vacations.

DE L'ADMINISTRATION DES VOIES PUBLIQUES DE L'ÎLE.

Comité des Voies Publiques.

9.—Le Comité actuel des grandes routes sera dorénavant appelé le Comité des voies publiques. Ce Comité sera renouvelé de temps à autre par les États comme par le passé.

Comité aura soin des Voies Publiques. Inspecteur.

10.—L'entretien et la réparation des voies publiques mis à la charge des États aux fins de l'article 1 de cette Loi, sont confiés au Comité des voies publiques, lequel aura droit aux services d'un inspecteur nommé à cet effet, aux frais des États, et dont les devoirs seront réglés par le dit Comité.

11.—Les voies publiques de l'île seront divisées par le Comité en autant de districts que le dit Comité jugera nécessaires ; à chacun desquels il sera préposé un surveillant aux frais des États.

1894.

Districts et
Surveillants.

12.—Les surveillants détermineront avec l'approbation du Comité ou de l'inspecteur, le travail qu'il sera nécessaire de faire de temps à autre dans leurs districts respectifs, pour l'entretien et la réparation des voies publiques, et ils auront la surintendance immédiate du dit travail. Ils devront veiller que les ouvriers remplissent bien leur devoir, et que les matériaux soient placés convenablement, et ils devront voir que les directions du Comité soient dûment observées.

Devoirs des
Surveillants.

13.—Les surveillants seront tenus de garder chacun un livre-journal, dans lequel ils inséreront jour par jour :—

Livre-journal
sera gardé par
Surveillant.

1. Le nom de la route ou chemin dans lequel du travail est en voie d'être effectué.

2. Les noms des ouvriers employés au dit travail, et le nombre d'heures pendant lesquelles chacun d'eux a respectivement travaillé, et

3. La quantité de matériaux livrés dans le district pendant la journée, pour le compte des États, le nom de l'entrepreneur qui les aura livrés et le nom de la rue ou chemin où telle livraison aura eu lieu.

Et sera copie de toutes les insertions susdites faites durant la semaine précédente fournie chaque semaine par chaque surveillant à l'inspecteur.